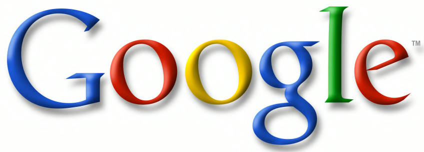
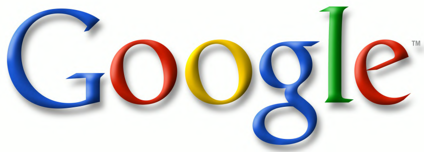
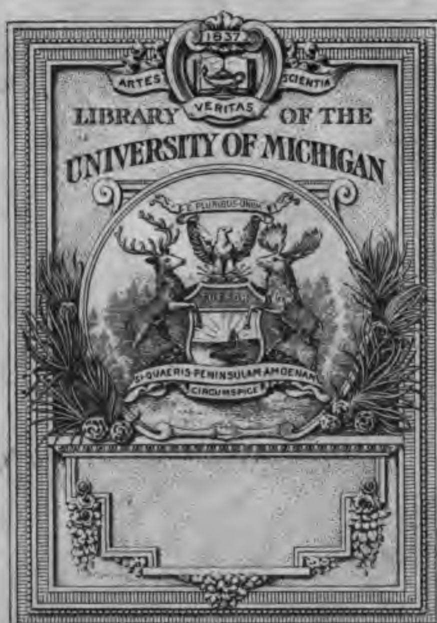
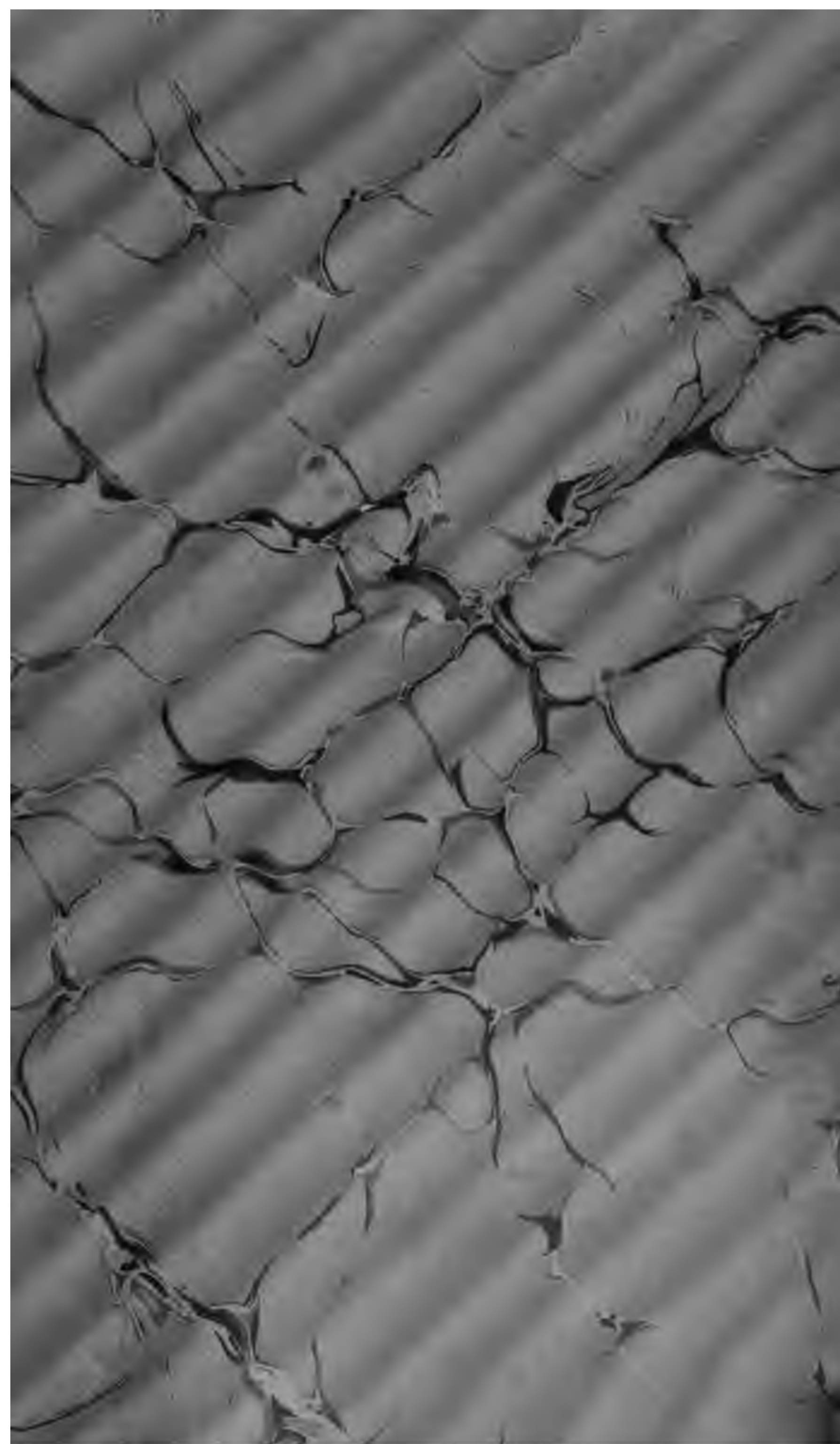





1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



HISTOIRE CONTEMPORAINE

II

1854-1857

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

Format grand in-18.

JÉRUSALEM	1	vol.
AUTOUR DE JÉRUSALEM	1	—
RELIGION NOUVELLE	1	—
TZAR, ARCHIDUCHESSE ET BURGRAVES	1	—
FONCTIONNAIRES ET BOYARDS.		
TATIANA	1	—
SCHELM	1	—

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. -- 24304-10-9.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

TRANSFORMATION POLITIQUE & SOCIALE

DE L'EUROPE

1850-1878

PAR

LE PRINCE LUBOMIRSKI

II



PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1890

déploya dans la question d'Orient lui valut même les sympathies de quelques républicains, auxquels une guerre contre le tsar souriait instinctivement. Il est vrai qu'ensuite, s'apercevant que ni les Italiens, ni les Polonais, ni les Hongrois ne profiteraient de cette guerre, ces républicains changèrent de sentiment; mais les conservateurs, en revanche, applaudirent aux tentatives de conciliation essayées jusqu'au dernier moment. Après de longues années de paix, la France allait se trouver aux prises avec un ennemi puissant; le nom de Napoléon semblait d'heureux présage, et la perspective d'une campagne détournait l'attention des complications financières qui se présentaient sous un aspect peu rassurant. La crise alimentaire s'était accentuée; le gouvernement essaya d'y remédier par diverses mesures : suspension de l'échelle mobile, réduction du tarif de douane sur les blés à un chiffre purement normal; levée des restrictions qui entravaient les transports sous pavillon étranger, etc. Les céréales n'arrivant pas en quantité suffisante, un décret impérial autorisa la caisse de la boulangerie à emprunter, sous la garantie de la ville de Paris, une somme de 21,000,000 de francs. On étendit cette mesure à toute la France. La disette n'en continua pas moins, le pain était très cher, et, comme on ne

pouvait pas compter sur les blés de Russie, la situation menaçait de devenir grave. C'est alors que commença une campagne libre-échangiste, qui, à la fin 1854, parut s'envenimer. Néanmoins, malgré la disette et la guerre, la confiance était générale. Le gouvernement ayant émis coup sur coup deux emprunts, un de 250,000,000, l'autre de 500,000,000, tous deux furent promptement couverts. La spéculation se développait en France, dans des proportions presque inquiétantes; les capitaux abondaient, les affaires se faisaient tous les jours sur une vaste échelle. On avait oublié le mariage de l'empereur, la disette, les difficultés financières, et on voguait en pleine quiétude.

La session du Corps législatif, des plus laborieuses, amena le vote de deux cent dix lois, toutes d'utilité publique. Les principales étaient: loi sur les lignes télégraphiques, taxe des lettres, loi qui étendait la compétence des juges de paix pour les petits loyers dans les grandes villes, loi sur la propriété littéraire, loi abolissant la mort civile, loi sur les bagnes, etc. Le pays respirait, en voyant son parlement s'occuper de ses affaires, au lieu de gaspiller le temps en discussions oiseuses. A l'exception d'une demande de poursuites contre M. de Montalembert, accusé d'avoir publié un libelle injurieux contre l'empereur, poursuites

d'ailleurs votées[1], l'année parlementaire fut exclusivement réservée aux affaires. Ce court aperçu de la situation intérieure nous paraît suffisant pour l'année 1854, remplie d'événements extérieurs d'une gravité exceptionnelle.

Le 27 mars, la déclaration de guerre à la Russie fut notifiée au Corps législatif par un message. Après avoir manifesté sa vive sympathie pour le gouvernement impérial, et approuvé sa politique, le Corps législatif poursuivit ses travaux pacifiques.

L'entrée de la flotte anglo-française dans la mer Noire, et l'invitation, à l'amirauté russe, de respecter le pavillon turc si elle ne voulait pas voir ses vaisseaux coulés par l'escadre des alliés, provoquèrent une demande d'explication de la part du tsar. M. de Kisseleff, chargé d'interroger Drouin de Lhuys à ce sujet, donna à entendre que le tsar ne céderait pas, et que la guerre était au bout de cette explication. Pour bien établir que sa politique n'était pas aussi agressive que celle de son oncle, Napoléon III avait écrit, le 27 janvier, à l'empereur Nicolas, une lettre autographe où il lui avait offert d'entamer de nouvelles négociations, pendant lesquelles la flotte française sor-

1. Le gouvernement, ayant obtenu le droit de poursuivre ce député, n'en usa pas, et fit rendre une ordonnance de non-lieu.

tirait de la mer Noire, à condition que l'armée russe évacuerait les principautés. La lettre, conciliante dans toute sa teneur, indiquait à Nicolas un moyen de donner au conflit une solution pacifique et se terminait toutefois ainsi :

« Mais, si, par un motif difficile à compren-
» dre, Votre Majesté opposait un refus à mes pro-
» positions, alors la France, comme l'Angleterre,
» sera obligée de livrer au sort des armes et aux
» hasards de la guerre, ce qui pourrait être décidé
» aujourd'hui par la raison et la justice. Que Vo-
» tre Majesté ne pense pas que la moindre ani-
» mosité puisse entrer dans mon cœur, il n'é-
» prouve d'autres sentiments que ceux exprimés
» par Votre Majesté elle-même dans sa lettre du
» 17 janvier 1853, lorsqu'elle m'écrivait : Nos
» relations doivent être sincèrement amicales,
» reposant sur les mêmes intentions : maintien
» de l'ordre, amour de la paix, respect des trai-
» tés, et bienveillance réciproque. Ce programme
» est digne du souverain qui l'a tracé, et, je n'hé-
» site pas à l'affirmer, j'y suis resté fidèle. »

La réponse de Nicolas fut le signal de la rupture définitive des négociations.

« Si le rôle de spectateur ou celui de média-
» teur même ne suffisait pas à Votre Majesté et
» qu'elle voulût se faire l'auxiliaire armé de mes

» ennemis, alors, Sire, il eût été plus loyal et
» plus digne d'elle de me le dire franchement à
» l'avance, en me déclarant la guerre. Chacun
» alors eût connu son rôle... Mais vouloir me
» faire un crime après coup de ce qu'on n'a rien
» fait pour empêcher, est-ce un procédé équi-
» table? Si les coups de canon de Sinope ont
» retenti douloureusement dans le cœur de tous
» ceux qui, en France et en Angleterre, ont le
» vif sentiment de la dignité nationale, Votre
» Majesté pense-t-elle que la présence menaçante
» à l'entrée du Bosphore des 3,000 bouches à
» feu dont elle parle, et le blocus de mes côtes
» dans la mer Noire, soient des faits restés sans
» écho dans le cœur de la nation dont j'ai à dé-
» fendre l'honneur? J'apprends d'elle pour la
» première fois (car les déclarations verbales
» qu'on m'a faites ici ne m'en avaient encore rien
» dit) que tout en protégeant le ravitaillement
» des troupes turques sur leur propre territoire,
» les deux puissances ont résolu de nous inter-
» dire la navigation de la mer Noire, c'est-à-dire
» apparemment le droit de ravitailler nos propres
» côtes... Je laisse à penser à Votre Majesté si
» c'est là, comme elle le dit, faciliter la conclusion
» de la paix, et si, dans l'ultimatum qu'on me
» pose, il m'est permis de discuter, d'examiner

» même un moment ces propositions d'armistice, » d'évacuation immédiate des principautés, et de » négociation avec la Porte d'une convention » qui serait soumise à une conférence des quatre » cours. Vous même, Sire, si vous étiez à ma » place, accepteriez-vous une pareille position? » Votre sentiment national pourrait-il vous le » permettre? Je répondrai hardiment que non! » Accordez-moi donc à mon tour le droit de » penser comme vous-même. Quoi que Votre » Majesté décide, ce n'est pas devant la menace » que l'on me verra reculer. Ma confiance est » en Dieu et en mon droit, et la Russie, j'en » suis garant, saura se montrer, en 1854, ce » qu'elle fut en 1812...

» Si toutefois Votre Majesté, moins indifférente » à mon honneur, en revient franchement à » notre programme, si elle me tend une main » cordiale, comme je la lui offre à ce dernier » moment, j'oublierai volontiers ce que le passé » a pu avoir de blessant pour moi. Alors, Sire, » mais alors seulement, nous pourrons discuter, » et peut-être nous entendre. Que sa flotte se » borne à empêcher les Turcs de porter de nou» velles forces sur le théâtre de la guerre, je » promets volontiers qu'ils n'auront rien à » craindre de mes tentatives. Qu'ils m'envoient

» un négociateur, je l'accueillerai comme il con-
» vient. Nos conditions sont connues à Vienne.
» C'est la seule base sur laquelle il me soit per-
» mis de discuter. »

C'était évidemment une lettre hautaine, mais sans aucune affectation de dédain ; Napoléon y était traité en égal; on pouvait même y découvrir, entre les lignes, des dispositions conciliantes. La situation faite à Nicolas était telle qu'il ne pouvait, en aucun cas, céder sans déshonneur, et peut-être sans s'aliéner ses peuples. Il fallait une compensation à son amour-propre, seule concession qu'il demandait, ayant compris qu'il s'était lancé dans une dangereuse aventure. Mais c'est précisément cet amour-propre, indispensable à son prestige en Europe, qui était visé par les puissances occidentales, résolues à se venger de tant d'années d'humiliation. Intérêt personnel de l'Angleterre et question dynastique en France mis à part, les deux cabinets, s'apercevant au ton adopté par la chancellerie russe que celle-ci se résignerait à des concessions de fond pourvu que la forme fût sauvegardée, se refusèrent à tout accommodement. La guerre était imminente, car la question d'amour-propre se greffait sur la question d'intérêt, et il n'y avait plus d'atermoiement possible. MM. de Kisseleff et Brunnow reçurent

l'ordre de demander leurs passeports, et de quitter Paris et Londres. Les relations diplomatiques rompues, Nicolas, dans l'espoir d'avoir affaire aux deux puissances d'Occident seulement, envoya le comte Orloff en mission spéciale à Vienne et à Berlin pour obtenir la neutralité des États allemands. Fidèle à son système d'intimidation, se souvenant d'ailleurs de l'entretien d'Olmutz, Nicolas imposa à son ambassadeur une attitude hautaine qu'Orloff exagéra peut-être. A Vienne, il échoua complètement; à Berlin, il réussit à demi, et ne put rapporter à Saint-Pétersbourg que des promesses évasives. Il fallait lutter seul et subir la malveillance de l'Europe entière; Nicolas s'y résigna avec cette opiniâtreté orgueilleuse qui était le fond de son caractère. Au commencement de mars toute chance de paix avait disparu.

Par traité passé le 12 mars entre la Turquie, la France et l'Angleterre, les puissances s'engagèrent à envoyer au secours du sultan, en dehors de leur flotte, la France 50,000 hommes, l'Angleterre 25,000. L'armée d'occupation alliée devait quitter le territoire turc cinq semaines après la conclusion de la paix, mais le sultan s'obligeait, pendant la campagne, à lui laisser sa complète liberté d'action. La France et l'Angleterre con-

clurent le 10 avril, à Londres, un traité particulier d'alliance défensive et offensive en vue de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman et d'empêcher un agrandissement territorial de la Russie. Elles s'engageaient mutuellement à fournir les troupes et l'argent nécessaires à cette entreprise, au cas même où les circonstances exigeraient un plus grand développement de forces que ne le comportait le traité de Constantinople. En outre, les hautes parties contractantes s'obligeaient à n'accueillir aucune proposition d'armistice et de n'entrer dans aucun arrangement avec la cour de Russie, sans en avoir délibéré en commun.

Dès le lendemain de la signature du traité, les dispositions étaient prises pour réunir, à Marseille et à Toulon, les navires destinés aux transports. Le 14 mai, l'armée alliée débarquait à Gallipoli, où le génie français installa aussitôt un camp retranché. Les Français étaient sous les ordres du maréchal de Saint-Arnaud ; les Anglais avaient à leur tête lord Raglan, ex-chef d'état-major du duc de Wellington. Cependant le canon avait déjà grondé dans la mer Noire. Le 6 avril, la frégate anglaise le *Furious* fut chargée d'aller prendre à Odessa le consul et les résidents anglais. En 1853, à l'entrée de la flotte dans la mer Noire, une autre frégate anglaise, détachée pour

notifier cette mission au commandant de l'escadre mouillée à Sébastopol, avait profité du brouillard pour pénétrer, malgré la défense expresse des Russes, dans le port, où, après avoir averti l'amiral que la flotte alliée ferait à l'avenir la police de la mer Noire, elle resta assez longtemps pour permettre à un ingénieur, embarqué à cet effet, de lever les plans de la forteresse. Supposant sans doute que le *Furious* approchait d'Odessa dans les mêmes intentions, les Russes, sans souci du pavillon parlementaire, l'accueillirent à coups de canon. Le général Osten-Sacken, gouverneur militaire d'Odessa, ayant refusé de répondre aux réclamations du commandant, la frégate s'éloigna sans avoir rempli sa mission. Le 20 avril, quoique la guerre n'était pas encore déclarée, l'escadre anglo-française apparut en vue d'Odessa pour demander à Osten-Sacken réparation et des excuses. Sur le refus du général, huit vaisseaux reçurent ordre d'ouvrir le feu contre la ville, brûlèrent quelques baraques et réduisirent en cendres le fort Impérial. Le feu très nourri des batteries de la ville, dirigé par le capitaine Schtchegoleff, causa aux alliés des avaries considérables et força le *Vauban* de se retirer de la lutte. La flotte reprit la mer et cingla vers la Crimée sans avoir châtié

Odessa, et le Tsar fit chanter un « Te Deum », à Saint-Pétersbourg, donnant ainsi à ce premier engagement l'importance d'une victoire. Nicolas exagérait sans doute ce succès à dessein, mais il n'en était pas moins vrai que les alliés débutaient par une sorte d'échec. Si, comme le déclarèrent plus tard les amiraux, ils n'avaient jamais eu l'intention de détruire une ville commerçante, il ne fallait pas commencer par en faire la menace. Quoi qu'il en soit, la flotte quitta Odessa le 25 avril, se rangea le 29 en bataille devant Sébastopol et provoqua l'escadre russe. Après avoir attendu vainement l'apparition de cette escadre, les amiraux constatèrent qu'elle refusait le combat, et chargèrent l'amiral Lyons de détruire les établissements du littoral de la Crimée et des provinces caucasiennes. Lyons se promena inutilement le long des côtes, les Russes ayant détruit eux-mêmes leurs principales forteresses, Anapa, Redont-Kalé, Ussurguet, Soukhoum-Kalé. Le 11 avril, Nicolas déclara la guerre aux puissances occidentales, par un manifeste virulent. « C'est » pour la foi et la chrétienté que nous com» battrons! », écrivait le Tsar. *Nobiscum Deus, quis contra nos?* 60,000 Russes franchirent le Danube, sous les ordres du maréchal prince Paskevith, entrèrent en Bulgarie, et investirent la for-

teresse de Silistrie dont le siège dura trente-cinq jours, du 15 mai au 20 juin. La défense fut héroïque, mais le commandant turc, Mouça-Pacha, après avoir repoussé plusieurs assauts, fut tué sur les remparts. La mort de leur général ne refroidit pas la valeur des 15,000 Ottomans qui défendirent une forteresse en mauvais état contre 60,000 Russes, commandés par un général réputé invincible. Pressé d'en finir, Paskevitch ordonna l'assaut général qui échoua malgré des prodiges de valeur et même de témérité, tels, par exemple, que la charge contre les remparts de Silistrie d'un régiment de cavalerie commandé par le jeune comte Orloff[1]. Cependant les alliés, craignant que la place ne tombât sous les efforts des Russes, quittèrent Gallipoli et s'avancèrent jusqu'à Varna pour faire diversion. Paskevitch découragé ne les attendit pas; il leva le siège, et se mit en retraite, poursuivi par Omer-Pacha qui battit complètement son arrière-garde à Giurgevo. Les Russes repassèrent le Danube en désordre. Omer-Pacha franchit le fleuve à son tour et voulut transporter le théâtre de la guerre en Moldo-Valachie; mais à mesure que les Russes évacuaient les principautés, les Autrichiens y

1. Depuis ambassadeur à Paris.

entraient. Le commandant du contingent autrichien, général Coronini, s'opposa au libre mouvement des troupes turques. Les Russes repassèrent le Pruth sans être inquiétés.

L'intervention autrichienne avait été amenée par les négociations diplomatiques que les opérations militaires n'avaient pas interrompues.

Le 20 avril, quelques jours après la conclusion du traité franco-anglais, l'Autriche et la Prusse signèrent à Berlin une convention spéciale. Les concluants s'engageaient à mettre sur pied une armée d'observation pour protéger les droits et intérêts de l'Allemagne. Se réservant d'inviter les autres États de la Confédération à accéder à ce traité, elles déclaraient être prêtes, pendant toute la durée de l'alliance, à servir uniquement les intérêts communs, et à ne conclure, en aucun cas, avec une autre puissance, de traité qui ne serait pas en accord parfait avec les bases de cette convention. Au sujet des affaires d'Orient les deux hautes parties contractantes émettaient l'espoir d'une pacification. Des propositions dans ce sens seraient envoyées à Saint-Pétersbourg, mais, au cas d'une nouvelle occupation des provinces danubiennes par le tsar, ou d'une marche des Russes pour forcer la ligne des Balkans, l'Autriche occuperait, avec tous les ménagements

possibles pour la Russie, les territoires moldo-valaques, abandonnés par les troupes du tsar. La Prusse, de son côté, s'obligeait à envoyer son contingent sur les frontières.

La réponse de la Russie à la note de Berlin n'ayant pas été jugée satisfaisante, l'Autriche, conformément au traité du 20 avril, se mit en mesure de discuter avec la Porte la question d'occupation des Principautés. Le 18 juin, une convention entre l'Autriche et la Turquie fut signée à cet effet et communiquée aux puissances. L'Autriche s'engageait à obtenir de la Russie l'évacuation des provinces danubiennes, et en cas de refus, à mettre sur pied, pour arriver au même but, les forces nécessaires, qui ne devaient sous aucun prétexte prolonger leur séjour sur le territoire ottoman au delà d'un terme fixé au préalable. La Prusse, la France et l'Angleterre adhérèrent à ce traité, dont l'Autriche toutefois ne se pressait pas d'exécuter les clauses, d'une part, par crainte de Nicolas, d'autre part, en raison des relations froides, résultant de récentes taquineries avec l'Angleterre. Sur ces entrefaites le roi de Prusse, que son amitié pour Nicolas rendait perplexe, parut vouloir se retirer de la quadruple alliance. Cette tentative de Frédéric-Guillaume fut un stimulant pour l'Autriche, qui

se vit isolée et menacée par la Prusse, devenue l'alliée du tsar. Les conférences reprirent leurs cours à Vienne avec une nouvelle vigueur. Le 8 avril, il y eut échange de notes entre la France, l'Angleterre et l'Autriche, et les trois puissances reconnurent que leur politique devait être basée : sur la cessation de tout protectorat russe, en Moldo-Valachie, et par conséquent sur l'évacuation de ces provinces; sur la navigation libre du Danube; sur l'abrogation du traité de 1841; et sur l'intervention des cinq puissances dans leur ensemble, et non séparément, dans les affaires intérieures de l'empire ottoman, unique solution compatible avec la dignité du Sultan.

L'Autriche avait fait un pas vers une politique résolue.

La magnifique défense de Silistrie, la marche des troupes anglo-françaises de Varna sur le Danube, et les succès d'Omer-Pacha, découragèrent Paskevitch qui évacua les Principautés, en annonçant toutefois qu'il ne se retirait que par mesure stratégique. La diplomatie russe, toujours habile, affirma au contraire à la Prusse et à l'Autriche, que c'était par déférence pour la Confédération germanique. Mais personne ne s'y méprit, l'échec de Nicolas enhardit ses ennemis, et aussitôt après le départ des Russes, l'armée

autrichienne, en exécution du traité du 14 juin, occupa la Moldo-Valachie.

La campagne sur le Danube était terminée; les Russes refoulés avaient repassé le Pruth. Un conseil de guerre tenu à Varna, le 21 juillet, décida, qu'en présence de l'obstination du tsar à ne rien céder de ses prétentions, il y avait lieu de transporter la guerre sur son territoire. La situation des alliés dans la péninsule des Balkans n'était d'ailleurs pas tenable, car le choléra s'était déclaré et faisait des ravages effrayants. La flotte reçut ordre de conduire les contingents en Crimée pour procéder à la destruction de l'importante forteresse de Sébastopol. Un immense convoi couvrit bientôt le Pont-Euxin. Ce convoi, composé de la flotte anglo-française et des navires loués à diverses compagnies des ports de la Méditerranée, transporta 60,000 hommes, Français, Anglais et Turcs, qui, le 13 septembre à midi, débarquèrent dans la baie d'Eupatoria, à l'embouchure de l'Alma.

Un premier engagement eut lieu le 20 septembre. L'armée russe, forte de 40,000 hommes, fut vaincue après un combat meurtrier. La division française du général Bosquet, qui avait pris l'ennemi de flanc, occupait le soir même les hauteurs de l'Alma, et le maréchal de Saint-

Arnaud faisait dresser sa tente pendant la nuit, à l'endroit précis où se trouvait la veille celle de Mentschikoff. Dans la lettre qu'il adressa au tsar, le général en chef russe ne dissimulait pas la supériorité des troupes anglo-françaises sur celles qu'il commandait. « Aguerri, discipliné, admira-
» blement armé et équipé, l'ennemi a sur nous
» un trop grand avantage pour espérer pouvoir
» le vaincre. J'espère seulement lui résister. »

Les alliés ne surent pas profiter de la victoire. Au lieu de poursuivre les Russes jusqu'à Sébastopol l'épée dans les reins, on s'arrêta tout un jour pour enterrer les morts, sensiblerie inopportune qui a rendu inutiles tant d'héroïsmes, et qui a fait tant de victimes, en prolongeant une guerre, sous prétexte de confier à la terre des cadavres, qui auraient pu sans grand inconvénient être brûlés en tas, ou même abandonnés. Mais les peuples les plus civilisés se débarrassent difficilement des haillons de la barbarie. Le sentiment qui pousse les Indiens sauvages à se laisser tuer jusqu'au dernier plutôt que d'abandonner leurs morts au scalp de l'adversaire, est vivace parmi nous! Une armée victorieuse, en laissant le soin de ses morts aux indigènes, qui n'y manqueraient pas, ne fut-ce que par crainte d'attirer l'épidémie, et continuant son œuvre sans s'arrêter à des

mièvreries, remplirait, en tranchant promptement la question, mieux son devoir humanitaire, qu'en enterrant des cadavres auxquels cet hommage suprême est parfaitement indifférent.

Non contente de rester deux journées immobile pour vaquer à toutes sortes de cérémonies et de représentations dont l'observation concorde peu avec notre époque, l'armée alliée, rejetant le premier programme qui était d'attaquer à l'improviste et de détruire Sébastopol, fit un large mouvement vers l'ouest et se dirigea sur Balaclava, petit port favorable au mouillage des vaisseaux et au débarquement des troupes et des approvisionnements. Après une courte bataille, Balaclava fut enlevée le 26, et l'armée s'y trouva réunie le 28, admettant ainsi, dès le principe, l'éventualité d'un long siège. Cependant, au dire des Russes eux-mêmes, si, après la bataille de l'Alma, le maréchal Saint-Arnaud eût marché sur Sébastopol, le moral des troupes et l'état des fortifications étaient tels, que l'armée victorieuse eût pu s'emparer, sans coup férir, du boulevard de la puissance russe dans la mer Noire. Les quelques jours de répit laissés, suffirent aux Russes pour construire, à la hâte, mais avec habileté, des redoutes séparées, et pour fortifier les abords de la ville, qui se prépara à une

résistance énergique, en multipliant ses moyens de défense avec une rapidité et une science admirables, dont le principal honneur revient au capitaine du génie Totleben, depuis général. Les alliés retranchés à Balaclava ne pouvaient guère, à ce moment, agir avec vigueur. L'armée française avait changé de chef, car Saint-Arnaud, souffrant d'une cruelle maladie, se sentit tellement faible qu'il dut se rembarquer, laissant le commandement au général Canrobert. Saint-Arnaud ne revit pas la France. Le *Berthollet* ramena à Marseille un cadavre, auquel on rendit les honneurs réservés aux vainqueurs. Canrobert, manquant sans doute de pouvoirs nécessaires, hésitait à entamer une action décisive. Ce ne fut que dans la nuit du 9 au 10 octobre qu'il ouvrit la première tranchée devant Sébastopol, en fixant au 17 le bombardement de la place par terre et par mer. L'entreprise, qui devait précéder un assaut général, échoua misérablement. Les Russes forcèrent les alliés à éteindre un feu inutile. Enhardi par ce succès, Mentschikoff détacha le général Liprandi avec un corps d'armée pour surprendre Balaclava, où se trouvaient les approvisionnements des envahisseurs; mais Liprandi fut repoussé avec perte, et cette victoire releva le moral des alliés, quelque peu interdits par

le résultat de la première tentative contre Sébastopol. A la bataille de Balaclava, lord Cardigan exécuta sa fameuse charge, et tint tête avec six cents cavaliers à toute une division russe. Cet exploit, qui coûta la vie à cinq cents Anglais sur six cents, est considéré comme un des plus brillants faits d'armes de la campagne de Crimée.

Les Russes exécutèrent le 5 novembre une nouvelle et importante sortie, et marchèrent à l'assaut des hauteurs d'Inkermann, situées sur la ligne d'opération des Anglais. Les assiégeants avaient reçu des renforts de l'armée du Danube, mais Sébastopol était encore incomplètement investi, et le côté nord restait ouvert. Deux corps d'armée — 60,000 hommes — conduits par les grands-ducs Michel et Nicolas, fils du tsar, se ruèrent sur les positions anglaises, défendues par 6,000 hommes seulement. Pendant deux heures, ces 6,000 hommes soutinrent le choc formidable de cette armée, et donnèrent au général Bosquet le temps d'arriver à leur secours et d'attaquer les colonnes ennemies, démoralisées par la solidité des Anglais. La déroute fut complète. La bataille d'Inkermann peut être considérée comme une action décisive, pour ce seul fait que, sans se reconnaître vaincus et sans perdre rien de leur courage, les Russes renoncèrent néanmoins à

l'offensive. Un siège en règle, le plus long des temps modernes, allait commencer, en même temps que l'hiver, si rigoureux en Tauride. Les premières atteintes du froid se firent sentir dès le lendemain de la bataille d'Inkermann. L'effectif de l'armée alliée décimée par le choléra et les fièvres diminuait sans combat. Pendant qu'à Toulon on rassemblait une nouvelle escadre, Omer-Pacha débarquait à Eupatoria. L'évacuation par les Russes, et l'occupation par l'armée autrichienne des provinces danubiennes, avaient permis au général turc d'amener en Crimée toute son armée. L'hiver suspendit les hostilités, sans interrompre les travaux du siège. L'artillerie tonnait sans relâche, mais on attendit le printemps pour tenter un nouvel assaut.

Nicolas pouvait se sentir fier de la résistance qu'il opposait à l'Europe coalisée contre lui. Les efforts des puissances alliées avaient été jusque là infructueux. Les brillantes affaires de l'Alma et d'Inkermann n'empêchaient pas Sébastopol d'être mal investi et mal assiégé. Les escadres qui, dès le commencement de l'année, avait reçu ordre d'attaquer la Russie dans la mer Baltique, dans la mer Blanche et dans l'océan Pacifique, avaient obtenu des résultats relativement insignifiants. L'amiral Napier, avec une des plus

belles flottes que l'Angleterre ait envoyées dans ces parages, partit en avril de Portsmouth et s'établit en croisière dans la mer Baltique. L'escadre russe ne sortant pas des ports, il entra dans le golfe de Finlande et bombarda Uleaborg. En mai, la division navale française de l'amiral Parseval-Deschênes le rejoignit, et les deux flottes jetèrent l'ancre devant Cronstadt; mais, reconnaissant l'impossibilité d'attaquer cette place imprenable, rendue plus forte encore par le peu de fond de la mer, elles s'éloignèrent après une vaine démonstration, — très sensible, il est vrai, à l'orgueil de l'empereur Nicolas — et apparurent en vue des îles d'Alaad et de la forteresse de Bomarsund. Pour attaquer Bomarsund, Napier manquait de troupes qu'il fallut demander à Napoléon III.

L'empereur des Français y envoya le maréchal Baraguay-d'Hilliers, qui obligea le général russe Bodisco et 2,500 hommes de garnison à capituler. Après cet exploit douteux, la flotte resta quelques jours dans la Baltique, sans rencontrer de résistance. L'approche de l'hiver, pendant lequel la navigation devient impossible, termina une campagne maritime très coûteuse, qui n'avait abouti à aucun résultat. Les alliés retournèrent dans les eaux anglaises et françaises, et l'amiral Napier,

qui s'était vanté de prendre le thé à Saint-Pétersbourg le lendemain de son arrivée en vue de Cronstadt, dut se contenter de déblatérer contre la couardise de la flotte russe, accusation ridicule qui tombe devant le témoignage de l'histoire, mais qui, dans la circonstance, prouvait combien cette expédition avait peu réalisé les espérances de l'amiral anglais.

La flotte de la mer Blanche, pouvant à peine disposer de quelques mois pour ses opérations, fut obligée de quitter les régions polaires, sans avoir causé aucun dommage sérieux à la Russie, car le bombardement de Pola et le blocus des ports russes par le commodore Lyons ne sauraient être pris au sérieux. Dans l'océan Pacifique, la flotte franco-anglaise, commandée par l'amiral Febvrier-Desponts, échoua au Kamtchatka, dans une tentative contre la forteresse de Pétropavlovsk.

En résumé, il n'y avait pas de solution. La puissance russe avait été humiliée sur le Danube; le théâtre de la guerre était déplacé ; mais le tsar disposait de moyens formidables de défense, puisés autant dans la configuration géographique de son empire, que dans le patriotisme et la fidélité de ses peuples. L'effort tenté par l'Occident lui avait, au demeurant, causé un préjudice

insignifiant. Si, au début de la guerre, l'insuffisance du matériel avait placé son armée dans une infériorité incontestable, il n'en était pas moins vrai que cette armée mal équipée, mal nourrie, mal vêtue, ne cédait le terrain que pas à pas, sans déroute, ni panique. Le mépris de la puissance russe, qui avait, dans les premiers mois de l'année, succédé trop brusquement à une crainte irraisonnée, était mal fondé, car l'ennemi apparaissait redoutable et difficile à vaincre. On harcelait le colosse, mais les atteintes étaient sensibles à ses extrémités à peine; le cœur restait inattaquable, plein de sève et de vigueur. Battus dans toutes les rencontres, les Russes ne se reconnaissaient pas vaincus. Irrités de voir l'ennemi sur leur propre sol, fiers de leur supériorité numérique, ils se glorifiaient de leurs défaites, en constatant combien peu ces défaites profitaient au vainqueur. Il se passa à ce moment un fait étrange, et peut-être unique dans l'histoire depuis la chute de l'empire romain. Des contrées entières de la Russie d'Europe et d'Asie ignoraient, en 1854, qu'elles étaient en hostilité avec l'Occident. Des Français et des Anglais établis dans des districts privés de chemins de fer et de télégraphe, des provinces de Perm, Tobolsk et Viatka, ne connurent la

déclaration de guerre de leurs gouvernements que bien des jours après les batailles de l'Alma et d'Inkermann. Entamer un colosse pareil, — en admettant même l'argile de ses pieds, — est une entreprise difficile, car le dommage que peut lui causer une guerre en compense rarement les sacrifices. C'est ce que les puissances occidentales comprirent après la campagne glorieuse mais stérile de 1854. Attaquée en Crimée, sur la Baltique, en Sibérie et sur la mer Blanche, la Russie n'était pas plus atteinte en novembre qu'à l'ouverture des hostilités. L'humiliation du souverain qui se croyait le suprême arbitre des destinées de l'Europe avait été l'unique résultat appréciable de cette laborieuse entreprise. Personnellement, Nicolas pouvait être blessé, la Russie restait indemne. En présence de cette situation, les alliés exercèrent une pression sur l'Autriche, qui, en mettant son épée dans la balance, pouvait seule, au printemps prochain, précipiter une solution qui menaçait d'être indéfiniment retardée, et lui proposèrent un traité de triple alliance, par lequel les trois puissances s'interdiraient d'entrer en arrangement avec la Russie, sans en avoir délibéré en commun. L'empereur d'Autriche s'engagerait à défendre les principautés danubiennes contre tout retour offensif des Russes, sans que

cette intervention pût entraver le libre mouvement des troupes anglo-franco-turques. Les parties contractantes concluraient une alliance défensive et offensive dans l'éventualité d'une guerre entre la Russie et l'Autriche.

En vertu du traité de Berlin, cette convention devait être communiquée à la Prusse. Malgré l'opposition de Frédéric-Guillaume, qui conjura François-Joseph de ne pas signer; malgré les efforts du prince Gortschakoff, qui avait remplacé à Vienne M. de Meyendorff, le traité fut ratifié le 2 décembre, et on signifia au plénipotentiaire du tsar, que si la paix n'était pas conclue avant la fin du mois et si la Russie refusait d'accepter les garanties exigées par les notes du 8 août, le traité deviendrait exécutoire. Gortschakoff répondit que, personnellement, il serait heureux d'entrer en négociations avec les représentants des puissances, qu'il croyait que son gouvernement admettrait comme base de négociation les quatre garanties[1], jadis rejetées, mais que, n'ayant pas les pouvoirs nécessaires, il réclamait quelques jours de délai pour demander et recevoir des instructions plus

1. Ces quatre garanties étaient : 1° Suppression du protectorat exclusif de la Russie sur les chrétiens turcs, et dans les principautés. 2° Libre navigation du Danube. 3° Revision des traités relatifs aux Dardanelles et au Bosphore. 4° Rétablissement de l'équilibre des forces dans la mer Noire.

larges. Le 28 décembre, les quatre plénipotentiaires (anglais, français, autrichien et russe) se réunirent chez le ministre d'Angleterre, et le délai demandé par Gortschakoff lui fut accordé. L'année s'achevait ainsi, et d'une façon inespérée, dans une perspective de paix.

États romains. Rien ne pouvait être plus favorable au Saint-Siège que l'état général de l'Europe. A l'exception du Piémont, avec lequel les rapports s'aigrissaient de plus en plus, tous les gouvernements catholiques et hétérodoxes, ménageaient le chef d'un culte, considéré, à tort ou à raison, comme l'unique garantie de l'ordre. C'est ainsi que la Hollande et l'Angleterre acceptèrent le rétablissement de la hiérarchie ecclésiastique ; que la Russie, craignant des complications en Pologne, flattait la curie romaine, malgré les preuves de sympathie prodiguées au sultan ; que la Turquie, enfin, sentant combien l'appui du chef de la chrétienté pesait dans la balance, multipliait les témoignages de déférence et presque de soumission. Un moment Pie IX put se croire revenu au temps des Alexandre VI, des Léon X et des Jules II, alors que les papes étaient les régulateurs des destinées du monde. Malheureusement pour le catholicisme,

cette omnipotence éphémère aveugla le pontife. Au comble de la puissance, alors qu'il aurait pu, par des concessions habiles, raffermir la papauté chancelante, il commit sa plus lourde faute. En 1854, un nombre considérable de cardinaux, d'évêques et de prélats, réunis au Vatican en assemblée ecclésiastique, la plus importante depuis Innocent X, procédèrent à la discussion du dogme de l'Immaculée Conception de la Vierge. Quand il s'agit de proclamer le nouveau dogme *urbi et orbi*, il se passa une comédie digne des temps les plus reculés. Des évêques, apostés à cet effet, demandèrent au pape, en pleine basilique de Saint-Pierre, de décréter l'Immaculée Conception de la Vierge. Le pape répondit que c'était une mesure trop grave pour qu'il la prît sans consulter le Saint-Esprit, entonna le *Veni Creator*, pria longuement, et enfin prononça l'adjonction à la doctrine de ce dogme, qui, sans augmenter chez aucun chrétien la somme de vénération accordée à la Mère de Dieu, provoqua des discussions interminables, et fut une des causes de l'abandon, par beaucoup d'esprits, d'une religion qui, après avoir employé dix-neuf siècles à se former, augmentait le nombre de ses mystères sans aucune raison plausible. Au moment où une foi apparente succédait, dans l'esprit des peuples, à l'incré-

dulité, naguère à l'ordre du jour, une pareille innovation n'était propre qu'à discréditer la religion. La dévotion des nations catholiques pour la Vierge Marie n'avait pas besoin de cette sanction, défi maladroit et brutal jeté à la philosophie moderne. Mais en 1854, on était préoccupé d'autres intérêts, et cet acte impolitique passa presque inaperçu. Ses résultats désastreux ne se produisirent que plus tard.

ux-Siciles. Le roi des Deux-Siciles ne suivit pas dans les affaires d'Orient la politique prudente du Vatican, qui, tout en accompagnant de ses vœux les armées d'Occident, se gardait bien de rompre avec la cour de Russie. Non seulement Ferdinand II s'aliéna les gouvernements de France et d'Angleterre par l'affirmation de ses sympathies pour le tsar, seul représentant, à son sens, de l'idée monarchique, mais encore il froissa la Russie par une attitude hésitante. Ainsi en prohibant l'exportation du bétail de ses États, en mobilisant une armée de 100,000 hommes qu'il passait belliqueusement en revue, à Naples et à Caserte, il s'attira les remontrances des ministres de France et d'Angleterre, mais, en interdisant à la Bourse de Naples la négociation de l'Emprunt russe (mesure prohibitive prise

pendant la guerre par les États neutres), il se fit admonester par le plénipotentiaire de Nicolas, qui lui déclara que ce n'était pas agir en ami loyal de son maître. La situation intérieure du royaume des Deux-Siciles se ressentait de ces tergiversations, et l'année 1854 fut mauvaise. Le choléra ravagea les provinces; des émeutes partielles les troublèrent. En Sicile, le général Filangieri, fatigué de lutter avec la cour, donna sa démission, et sa succession échut à l'ex-ministre à Londres, prince de Castelcicala. Un démêlé entre les jésuites et le gouvernement termina cette année néfaste. Ferdinand II, l'unique souverain absolu de l'Europe occidentale, avait réussi à mécontenter rétrogrades et avancés, et, malgré des qualités gouvernementales incontestables, était en désaccord avec sujets et voisins.

L'année 1854 vit cesser en principe l'occupation autrichienne. Attentif aux affaires d'Orient, prévoyant des éventualités qui l'obligeraient à réunir toutes ses ressources, le cabinet de Vienne ne fit aucune difficulté à accéder à la demande du grand-duc, qui suppliait son puissant allié de retirer des troupes dont la présence à Livourne et à Florence était humiliante pour lui et onéreuse pour les finances de l'État. Son gouver- Toscane.

nement, après avoir achevé l'organisation de l'armée, pouvait compter sur 8,000 soldats nationaux, bien armés, et bien équipés, nombre suffisant pour maintenir l'ordre. A la fin de l'année, la Toscane se rangea du côté des alliés en proclamant sa stricte neutralité, sans y être cependant encouragée par la raison commerciale. Les deux tiers des navires qui naviguaient sous pavillon russe dans la Méditerranée appartenaient à des négociants grecs de Livourne, qui à cette époque faisait un commerce considérable avec Odessa. Au moment de la déclaration de guerre et de neutralité du grand-duché, ces navires arborèrent le pavillon toscan et continuèrent leur commerce. Les réclamations à ce sujet n'ayant pas reçu satisfaction, la France se crut obligée d'envoyer l'aviso à vapeur l'*Ariane* dans les eaux toscanes, et cette démonstration décida le gouvernement à prohiber une contrebande spéciale au port de Livourne, et contraire aux règlements maritimes internationaux.

'arme. L'assassinat, en mars, du duc Charles III, nous démontre que dans les petits États, exempts des préoccupations orientales, la révolution n'avait pas désarmé. Jamais on ne connut le meurtrier de l'infortuné duc, tué d'un coup de pistolet dans

une des rues les plus fréquentées de Parme. Louise-Marie de Bourbon, fille du duc de Berry, déclarée régente pendant la minorité de son fils Robert Ier, comprit si bien que la continuation d'un système répressif était impossible, que son premier acte fut de révoquer les ministres et conseillers en fonctions, et de les remplacer par des hommes moins impopulaires. Plus tard la régente affirma son patriotisme et mérita la reconnaissance du peuple en modérant le zèle du maréchal autrichien Radetzky, qui lui proposait d'éteindre dans le sang une émeute de peu d'importance.

Modène espérait que les excellentes intentions de la régente de Parme serviraient d'exemple au duc, qui, sans souci des réclamations de ses sujets, continuait un système de compression et d'absolutisme inacceptable à notre époque. Modène.

Deux graves questions: celle de la confiscation par l'État des biens des corporations religieuses, et la question extérieure, servirent quasi exclusivement de sujet aux délibérations du parlement sarde. Ni l'une ni l'autre ne furent résolues. La cour de Rome, dans l'espoir d'arriver à un ajournement définitif de la question des couvents, et Piémont.

pour obtenir cette concession, avait diminué le nombre des fêtes consacrées, modification réclamée depuis longtemps et inutilement par le gouvernement. Cela ne lui servit à rien, car tout en se prêtant à des négociations retardatrices de la mesure, le gouvernement, le peuple et la dynastie persistaient à ne pas s'écarter de la voie libérale.

Dans la question extérieure, le Piémont joua son « va-tout ». La France et l'Angleterre désiraient que la Sardaigne accédât au traité du 10 avril, signé entre les deux puissances. C'était une déclaration de guerre à la Russie, et le gouvernement hésitait. L'Angleterre, qui cherchait au dehors un renfort pour son contingent de Crimée, fit des ouvertures à ce sujet au cabinet de Turin, qui les déclina, mais en promettant de mettre à l'étude un projet d'alliance défensive et offensive. L'idée qui avait germé dans l'esprit de M. de Cavour et qu'il exprima dans ses discours de l'année courante, c'était que la neutralité, situation ordinaire aux petites puissances dans les conflagrations européennes, les laissait toujours au second plan, car elle ne pouvait qu'augmenter le dédain qu'elles inspirent. Une alliance, au contraire, pouvait devenir profitable, sans grand risque, surtout dans les conditions d'éloignement où se trouvait le Piémont du théâtre de la guerre.

L'équilibre saurait le protéger en cas de défaite ; mais la victoire lui assurait des alliés fidèles, qui pourraient, en temps opportun, contribuer au projet de l'union italienne, déjà entrevue à ce moment.

Le roi et les membres des deux parlements étaient travaillés par Cavour qui, désirant pour son pays l'accès de l'alliance anglo-française, avait manœuvré assez habilement auprès des grands États pour leur faire préférer l'adhésion du Piémont à celle des puissances de second ordre, plus directement intéressées à la solution de la question d'Orient. A la fin de l'année, les négociations étaient assez avancées pour faire pressentir l'approche d'un grave événement. La nation, se souvenant de la froideur blessante témoignée par Nicolas à Charles-Albert, du refus de recevoir notification de l'avènement de Victor-Emmanuel, de la rupture des relations diplomatiques par suite de l'absence d'un plénipotentiaire russe, penchait vers l'alliance anglo-française, mais les démocrates révolutionnaires, avec ce manque de sens politique qui a été de tout temps leur apanage, se déclaraient, par haine de l'Autriche, partisans du tsar. Anomalie étrange que l'inconséquence humaine seule peut expliquer !

Espagne.

Le ministère San Luis avait réussi, comme nous l'avons vu, à s'aliéner tous les partis et, chose plus grave, l'armée et ses principaux chefs. La dissolution des Cortès pour un temps indéfini, ameuta contre le gouvernement toutes les nuances de l'opinion. Vers le milieu de janvier, une lettre collective, signée des hommes politiques des couleurs les plus diverses (MM. Madoz, Rios-Rosas, Pacheco, Olozaga, Gonzalez-Bravo, Bermudez de Castro, duc de Rivas, Infante, Ros de Olano, etc.), était adressée aux généraux de l'opposition, en protestation des agissements du pouvoir. En même temps, un nouveau parti se formait qui, en quelques jours, recruta de nombreux adhérents. Ce parti, qui s'intitulait, l'*union ibérique*, mais que l'opinion flétrit du nom de *pédriste*, proposait la réunion des couronnes d'Espagne et de Portugal sous le sceptre de Don Pédro, roi de Portugal. Sans être nombreux, ce parti se remua, et il fallut que le mécontentement fût devenu général pour qu'on le supportât dans une contrée qui, comme l'Espagne, a érigé en principe la haine de l'étranger.

D'autre part, les généraux les plus autorisés de l'armée boudaient ou murmuraient. Le ministère San Luis, en présence de l'attitude du pays, crut rétablir ses affaires en usant de rigueur. Adop-

tant les errements de Bravo Murillo, qui avait accepté le pouvoir en vue de réagir contre le parti avancé, San Luis alla plus loin que son prédécesseur dans son système de compression de la presse et des réunions publiques. Les généraux dissidents reçurent ordre de se rendre : Manuel de la Concha et O'Donnell, aux Canaries ; Infante et José de la Concha, aux Baléares ; Arméro, à Léon. Manuel de la Concha, Infante et Armézo obéirent, mais José de la Concha s'enfuit à l'étranger et O'Donnell resta à Madrid, caché chez des amis. En traversant Saragosse, Concha harangua les troupes, qui, aussitôt après son départ, se mutinèrent. Le brigadier Horo, commandant en sous-ordre, se *pronon̄çia*, et on fut obligé d'envoyer des troupes contre lui. Cette première tentative échoua, car Horo trouva la défaite et la mort dans une rencontre avec les royaux. Le ministère, se croyant sauvé, redoubla de rigueur. Serrano, Manzano, Nogueras, Gonzalez-Bravo, Cardero, Castro furent exilés, O'Donnell rayé des cadres de l'armée et déclaré rebelle. Le mécontentement grandit dans des proportions telles, qu'O'Donnell, quelques jours après sa destitution, se rendit à la chasse aux environs de Madrid, et, pour narguer le comte de San Luis, lui envoya du gibier, tant il était sûr de l'im-

punité, et tant il se sentait résolument soutenu par tous les partis.

Tout à coup on apprit qu'O'Donnell avait quitté Madrid pour se mettre à la tête d'une armée, à quelques lieues de la capitale, qu'il y avait été rejoint par Ros de Olano et Concha, et que le général Dulce, directeur du service de la cavalerie, s'était prononcé pour lui. L'insurrection prenait immédiatement une gravité exceptionnelle. Le ministre de la guerre réunit à la hâte ce qui lui restait de troupes fidèles, et livra bataille aux insurgés à Vicalvaro. Sans être décisif, l'engagement fut défavorable à O'Donnell qui se retira en Andalousie, en lançant de Mançanarez, où il s'était arrêté, un manifeste insurrectionnel. Ce n'était plus un changement de ministère que le général demandait, c'était une réorganisation de la monarchie. Les conservateurs libéraux, parti auquel appartenait O'Donnell, y faisaient une avance aux progressistes et s'alliaient avec eux contre les rétrogrades. Ce manifeste eut un grand retentissement. Des *pronunciamientos* éclatèrent à Saint-Sébastien, à Valladolid, à Saragosse, dont les insurgés proposèrent de nommer régent du royaume le vieux maréchal Espartero, duc de la Victoire, retiré à Logrono. Ce plan fut adopté par tous les

mécontents et par le maréchal. Espartero acceptant la direction du mouvement, tout était perdu; le ministère le comprit et donna sa démission. Cela ne suffisait plus. Pendant que les deux reines, Isabelle II, et sa mère, Marie Christine, essayaient de former un ministère de conciliation (duc de Rivas, Rios-Rosas, Concha, etc.), Madrid se soulevait. Le 18, la capitale de l'Espagne était en pleine révolution; le 19, une junte se formait chez le banquier Sévillano, sous la présidence du général Evaristo San Miguel. Cependant, les troupes restées fidèles occupèrent les positions dont l'émeute ne s'était pas emparée, et le général Cordoba, ministre de la guerre, ne désespérait pas de vaincre. Ce fut à ce moment que le peuple apprit le *pronunciamiento* de Saragosse et la participation au mouvement du duc de la Victoire, que la cour connaissait déjà, mais qu'elle avait intérêt à tenir secrète, sachant combien le nom d'Espartero était populaire. Le cri de: vive Espartero! traversa alors Madrid et les soldats, eux aussi, le proférèrent. La résistance devenait impossible. Isabelle II déclara qu'elle remettait les destinées de la couronne entre les mains du duc de la Victoire, dans l'espoir qu'il sauverait la monarchie, accepta la démission des ministres, et, en attendant l'arrivée d'Espartero,

nomma le général San Miguel, l'élu de la junte populaire, capitaine général de Madrid et ministre de la guerre, et confia son propre sort à la générosité du peuple espagnol, qui, organisé à la hâte en garde nationale, s'empara de tous les points. En même temps, la reine signa la réintégration dans leurs grades des généraux O'Donnell, Concha, Dulce, Ros de Olano, etc.

Ce ne fut que le 28 juillet que le maréchal Espartero, après avoir imposé ses conditions à la cour, arriva à Madrid et se trouva, pour la troisième fois, en présence de sa vieille ennemie, Marie Christine, et, pour la troisième fois, maître de ses destinées. Dans Madrid en feu, les rues étaient barricadées ; des clubs se formaient partout; on discutait la déchéance, l'annexion au Portugal, la république, mais on ne s'entendait pas.

Le 20 juillet, le cabinet fut ainsi composé : Espartero, président du conseil, sans portefeuille; O'Donnell, ministre de la guerre; Pacheco et Calledo, conservateurs libéraux, le premier, ministre des affaires étrangères, le second, ministre des finances. Francisco Santa-Cruz, progressiste, ministre de l'intérieur, resta en fonctions. Après avoir restreint les attributions des juntes provinciales, Espartero convoqua, par décret daté du 11 août, les « *Cortès constituants.* »

Le mot « *constituant* » signifiait qu'il était fait table rase des institutions. La monarchie même était en question. Cependant la populace ne désarmait pas. Espartero décida que la reine Christine devait quitter l'Espagne, mais garantit à Isabelle II qui, effrayée, voulait suivre sa mère, la vie et la couronne sauves. Les insurgés ne voulaient pas laisser partir Christine dont ils exigeaient la mise en accusation, la rendant responsable de tous les maux du pays. Une première tentative de fuite ayant échoué devant l'attitude résolue de la multitude, Espartero promit qu'il ne laisserait fuir la reine-mère « ni de jour ni de nuit ». Mais une semaine après, avec sa versatilité ordinaire, il consentit à son départ, à condition que ses biens seraient mis sous séquestre, et que sa liste civile serait supprimée. Pendant un mois, on laissa l'émeute gronder dans la rue; O'Donnell prenait des mesures pour la réprimer et dans ce but massait ses troupes; le 28 août, Espartero fit partir la reine-mère, ouvertement, en plein jour, avec une escorte, par la route de Portugal. Aussitôt la garde nationale courut aux armes et releva les barricades [1]. Le soir, Madrid pré-

1. On a accusé M. Soulé, ministre des États-Unis, d'avoir fomenté la discorde, dans cette circonstance.

sentait l'aspect d'un immense bivouac. Cette fois, l'armée soutint le gouvernement. En quelques heures, O'Donnell écrasa l'insurrection, et Espartero, oubliant sa maxime favorite : « Que la volonté nationale s'accomplisse ! », laissa faire, indigné contre les émeutiers qui avaient osé crier, au moment du départ de la reine Christine, « mort à Espartero ! ».

— Puisqu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent, dit-il avec un naïf orgueil, faites d'eux ce que vous voudrez !

La ville pacifiée, on déclara ouverte la période électorale. Le désordre et l'anarchie n'en continuèrent pas moins. Le ministre de la marine, le général Sallazar, conseillait à ses électeurs de Biscaye l'indifférence, quelque dynastie ou quelque forme politique que l'Espagne dût adopter à l'avenir. Le pays était plongé dans l'incertitude; le passé n'existait plus; tout était à créer et Isabelle II, maintenue sur le trône par le ministère, n'était reine qu'à titre provisoire, situation étrange et sans exemple dans l'histoire.

Les élections furent favorables aux partis modérés. Les Cortès constituants se réunirent à Madrid le 8 novembre. La reine se rendit en grande cérémonie au palais de l'assemblée.

C'était la première fois qu'elle sortait de ses appartements depuis la révolution.

Isabelle II prononça un discours inspiré par Espartero. Le premier accueil fut froid, mais quand on vit que la reine s'humiliait devant les représentants de la nation, on l'écouta avec plus de bienveillance. La dernière phrase de son discours où elle dit que « l'Espagne se fera » admirer par l'Europe en lui donnant le spec- » tacle d'une reine qui s'est jetée sans hésiter » dans les bras de son peuple, et d'un peuple » qui, en assurant ses libertés, a répondu à la » confiance de sa reine comme le plus brave, » le plus noble, le plus chevaleresque de tous les » peuples » fut accueillie par les cris de « vive la reine! » qui éclatèrent sur tous les bancs. La cause d'Isabelle II était gagnée; les pédristes et les républicains se comptèrent et n'osèrent entrer en lutte. Les deux partis au pouvoir s'étaient mis d'accord pour conserver la monarchie constitutionnelle, malgré les hésitations d'Espartero, qui ne se prononçait pas, blessé qu'il était de la nomination, comme président provisoire des Cortès, du général San Miguel, son adversaire politique. Bientôt Espartero brigua ouvertement la présidence définitive des Cortès, et pour accentuer sa résolution, envoya à la reine sa démis-

sion de président du conseil. Les affaires se compliquaient, car Espartero irrité, devenait, s'il était élu, le maître absolu du pays, et, s'il ne l'était pas, un ennemi dangereux, car il disposait de l'armée.

La reine n'accepta pas la démission d'Espartero en lui démontrant que rien ne l'empêchait de garder son portefeuille, tout en se présentant aux suffrages de ses collègues. On sut flatter l'amour-propre chatouilleux du vieux guerrier, en l'assurant que sa démission entraînerait celle des autres ministres et que sa présence était regardée par le pays comme l'unique garantie de la stabilité du cabinet. A la Chambre, on s'arrangea de façon qu'il n'y eût pas ombre d'opposition. Espartero se présenta à la présidence et fut élu à l'unanimité. Satisfait, dans son orgueil, il accéda brusquement à la majorité, présida pour la forme un seul jour les Cortès, et reprit la présidence du conseil, résolu à suivre la politique de la coalition libérale. M. Pascal Madoz fut élu à sa place.

Un mois se passa en agitations; le 28 novembre seulement, les Cortès commencèrent leurs travaux constitutionnels. Quelques membres de la majorité, entraînés par MM. O'Donnell, San-Miguel et Prim, déposèrent un projet de loi

déclarant que la base fondamentale de l'édifice politique espagnol était le trône constitutionnel d'Isabelle II et de sa dynastie. Malgré l'opposition des démocrates, cette motion, immédiatement discutée, fut adoptée le jour même par une majorité de 114 voix contre 19. Isabelle II sortit du provisoire, pour redevenir le chef réel du gouvernement légal. Quoique considérable, le résultat n'était pas définitif. Le principe monarchique survivait, mais rien n'était constitué. L'année 1855 allait voir s'accomplir des réformes, à l'étude desquelles on se préparait tout en votant le budget. Après une discussion orageuse, qui coûta son portefeuille au ministre des finances, le gouvernement fut autorisé à émettre un emprunt. L'année s'acheva sur ce vote.

La situation était modifiée complètement. Trois pouvoirs se partageaient le pays : le congrès, le ministère, la reine. De ces trois pouvoirs, deux seuls paraissaient assez forts pour diriger les événements, le congrès et le ministère. La reine, réduite à l'impuissance, ne semblait maintenue sur le trône que par grâce. Apparence trompeuse, comme tout ce qui se passe dans ce pays, incompréhensible pour qui ne connaît pas les *cosas de España.* Le congrès avait le pouvoir de

tout détruire et de tout reconstituer, politique, administration, finances, mais à condition d'obtenir l'acquiescement préalable des généraux chefs du cabinet, Espartero et O'Donnell, contre la popularité desquels, il eût été dangereux de se heurter; mais congrès et ministère devaient constituer et administrer en vue de la plus grande gloire de la reine, que le peuple avait mise en tutelle avec l'arrière-pensée de surveiller les tuteurs et de les forcer d'agir au mieux des intérêts de leur pupille. Le seul résultat sérieux de la révolution de 1854 fut la consolidation du trône d'Isabelle II.

A l'exception de l'affaire de Cuba, que M. Soulé, ministre d'Amérique, réussit, grâce au concours de ses collègues de Londres et de Paris (avec lesquels il conféra à ce sujet à Ostende), à embrouiller, en obtenant du gouvernement des États-Unis l'autorisation de négocier l'achat de cette île, moyennant 120,000,000 de dollars, négociation écartée à son début par un vote des Cortès, qui déclarèrent que vendre Cuba, c'était vendre l'honneur de l'Espagne, nous n'avons à enregistrer aucun incident dans la politique extérieure de ce royaume.

Portugal. Quand l'un des deux états de la péninsule

ibérique est en révolution, l'autre est tranquille. Le régent don Fernando et le président du conseil Saldanha s'entendaient à merveille pour conduire les affaires. Le peuple apprenait tous les jours à estimer ce prince de Saxe-Cobourg si impopulaire autrefois. L'année s'écoula dans un calme qui permit au jeune roi don Pedro d'entreprendre un long voyage en Europe, dans le but de conclure une alliance matrimoniale avec la cour de Belgique ou d'Angleterre. L'agitation pédriste fut accueillie froidement par le régent, qui ne daigna même pas entrer en négociations avec le parti qui proposait à son fils la couronne d'Espagne. Pendant la période aiguë de la révolution, quelques agitateurs ayant franchi la frontière au cri de « vive don Pedro, roi d'Espagne et de Portugal », les Portugais les accueillirent à coups de fusil.

Les élections au conseil national eurent lieu pendant l'année et consolidèrent le parti au pouvoir. La petite république continua, malgré les événements qui ensanglantaient l'Europe, et dont elle se désintéressait absolument, son existence tranquille. A l'exception des désordres à Fribourg, facilement réprimés, aucun incident ne vint troubler les travaux de réorganisation can- Suisse.

tonale dont on s'occupait à Berne, mais qui avançaient lentement, faute de moyens pécuniaires.

Confédération germanique.

La question d'Orient intéressait particulièrement les princes secondaires, dont la plupart étaient, à un degré quelconque, parents ou alliés de l'empereur Nicolas. La loi russe, en obligeant toute princesse étrangère qui désire épouser un grand-duc à changer de religion et à embrasser l'orthodoxie orientale, éloigne de ces alliances les filles de la plupart des souverains dont la puissance égale celle du tsar. En revanche, les petits potentats protestants d'Allemagne élèvent, depuis plus d'un siècle, leurs filles dans l'espérance secrète de les transformer en impératrices de toutes les Russies et avec l'ambition déclarée d'en faire des grandes-duchesses. De là, relations étroites, influence indiscutable de la Russie, sur laquelle, d'autre part, ces petits souverains comptent pour les défendre contre les attaques possibles de la France. En 1854, la personne du tsar, sinon la cause russe, était sympathique à la majorité de la Confédération. Quand le traité du 20 avril, passé entre la Prusse et l'Autriche, fut notifié aux Etats secondaires et qu'on leur demanda leur adhésion,

il se produisit un incident. Deux des États de la Confédération, et, chose bizarre, les deux seuls précisément qui n'étaient liés par aucun lien de parenté avec le tsar, la Saxe et la Bavière, prirent l'initiative, par l'organe de leurs ministres, MM. de Beust et de Phordten, d'une convocation des puissances secondaires et de troisième ordre, à Bamberg, en vue de régulariser leur situation dans la question d'Orient.

La conférence de Bamberg aboutit à un mémorandum, dont la rédaction fut arrêtée en commun, et que chacun des États signifia à Vienne et à Berlin. La Confédération, tout en adhérant en principe au traité du 20 avril, y trouvait des lacunes qu'elle signalait aux puissances contractantes, et dont elle demandait la suppression avant de prendre aucun engagement. Ainsi les confédérés prétendaient que la paix serait mieux garantie, si l'évacuation des territoires ottomans était exigée non seulement par les troupes russes, mais aussi par les troupes anglo-françaises, et demandaient de se préoccuper sérieusement, à la conclusion de la paix, des intérêts de la Grèce, dont la dynastie était allemande, et de la protection efficace des populations chrétiennes de la Turquie. En terminant son mémorandum, le Sunderhund émettait la prétention d'avoir voix

délibérative et consultative dans les traités à venir, en qualité de *puissance collective*.

Il était de toute évidence que la Russie avait dicté ces conclusions. Aussi la Prusse et l'Autriche répondirent-elles aux confédérés par une note modérée, mais catégorique. Les deux cabinets refusaient au Sunderhund le droit d'être représenté aux conférences, en qualité de puissance collective, rejetaient la demande d'évacuation des troupes anglo-françaises, qui équivaudrait à un armistice forcé, et, tout en protestant de leur désir de sauvegarder les intérêts fédéraux et de s'employer au maintien de la paix, insistaient sur la nécessité de l'adhésion pure et simple. Les États secondaires, intimidés, répondirent individuellement qu'ils étaient prêts à adhérer au traité, dès qu'il serait soumis à la Diète. Au mois de juin, le comte de Prokech, qui avait succédé à Francfort, au comte de Thum, notifia à la Diète la convention du 20 avril, et, le 28 juillet tous les États de la Confédération y adhérèrent, à l'exception du Mecklembourg, officiellement félicité de son refus par la Russie. Cette adhésion investissait l'Allemagne d'une attitude hostile à la politique russe.

Cependant les événements avaient marché. L'évacuation des Principautés par le prince Pas-

kewitch et leur occupation par le général Coronini, modifiaient la situation. Le comte Prokech posa le 27 août quatre questions à la Diète : 1° Malgré l'évacuation des Principautés et l'impossibilité pour les Russes de passer les Balkans, la convention du 20 avril et les garanties qu'elle stipule sont-elles valables ? Ne doivent-elles pas être considérées comme en vigueur aussi longtemps que l'Autriche défend les intérêts allemands ? 2° L'adhésion aux quatre garanties et l'occupation des Principautés ne sont-elles pas dans l'intérêt de l'Allemagne ? 3° N'est-il pas opportun, si telle est son opinion, que la Diète le déclare officiellement ? 4° Si la Russie attaque l'Autriche par suite de son entrée dans les Principautés, le *casus fœderis* n'existe-t-il pas ?

Le cabinet de Berlin était à ce moment aux regrets de s'être avancé. Les sympathies familiales du roi pour Nicolas, l'esprit de rivalité contre l'Autriche, et d'autres considérations de même caractère engagaient la Prusse dans une autre voie. M. de Bismarck, s'étant entendu avec Manteuffel, déclara à la Diète qu'il croyait que, par suite de la retraite des Russes, le traité du 20 avril était caduc, en ce qui concerne le concours des Allemands, à moins d'une attaque

des Russes, *non contre l'armée autrichienne occupant les Principautés, mais contre les frontières de l'empire*, conséquemment, le cabinet prussien conseillait à l'Allemagne de ne pas se lancer dans une guerre hasardeuse, pour des intérêts qui ne la touchaient pas directement.

L'Autriche, irréprochable pendant cette période, garda, vis-à-vis de la Confédération, une attitude des plus résolues, et répondit que, combattant pour les intérêts de l'Allemagne, elle exigeait que la Diète s'appropriât les quatre garanties et la suivît dans les conséquences de cette acceptation. Elle avait droit à un contingent de la Diète, non seulement pour défendre son territoire, mais dans toute tentative offensive faite pour sauvegarder l'intégrité de la Confédération. Les notes succédèrent aux notes. La Prusse ne désirait pas s'engager davantage, mais ne voulait pas dénoncer le traité du 20 avril. Enfin, le 25 octobre, le cabinet de Vienne envoya à la Diète la proposition suivante, sur laquel[illegible]rokech avait ordre d'insister. L'Autriche [illegible]lait : 1° que la Diète s'engage à la rés[illegible]ns le cas où une attaque aurait lieu [illegible] ter- toire *ou contre ses troupes*; 2° [illegible] ranties, du moins [illegible] reconnues co[illegible]

3° que le comité militaire fût au[illegible]
les opérations de mobilisati[illegible]
fédéraux. Le 20 novembre, [illegible]
de la Bavière et de la Saxe, le [illegible]
par le ministre de Hanovre [illegible]
tants de la plupart des États [illegible]
troisième ordre, proposa à la [illegible]
article complémentaire au [illegible]
signé déjà par le roi de Pru[illegible]
cœur, et par lequel ce [illegible]
défendre l'Autriche, non [illegible]
toire de l'empire, *mais* [illegible]
pautés danubiennes, en [illegible]
négociation, les quatre [illegible]
seulement concernent les [illegible]

Pendant la discussion [illegible]
mentaire, on apprit à [illegible]
profonde émotion, la [illegible]
cembre, entre l'A[illegible]
triche. Les parti[illegible]
leurs illusions [illegible]
profita pour [illegible]
et lui demand[illegible]
l'article suppl[illegible]
[illegible]ité.

Voici le [illegible]

La Diè[illegible]

1° Que la Confédération germanique, comme puissance européenne, reconnaît les quatre points préliminaires, dans leur contenu essentiel, comme une base propre à amener un état légal pacifique et assuré en Europe, mais qu'en particulier, elle s'approprie et maintient le premier et le deuxième point, en vue des intérêts allemands.

2° Que les négociations, en vue de la paix, seront énergiquement poursuivies sur cette base.

3° Que, d'un autre côté, une attaque contre l'Autriche, soit contre le territoire de l'empire, soit contre ses troupes dans les Principautés danubiennes, oblige l'Allemagne entière à les défendre par tous les moyens possibles.

4° Qu'en conséquence, et en vue de l'état de plus en plus menaçant des affaires européennes, la commission militaire sera chargée de prendre les mesures nécessaires afin que les forces militaires fédérales soient prêtes à temps.

5° Que la commission politique sera chargée de faire les propositions nécessaires à l'exécution des mesures militaires que le besoin exigera.

Le 21 décembre, la commission militaire fédérale fut invitée à s'occuper d'un projet de mobilisation des contingents.

L'Allemagne, y compris la Prusse, était engagée dans une guerre contre la Russie. Nicolas put

ressentir une fierté légitime. Après un an de lutte, l'Europe reconnaissait la nécessité de se coaliser contre lui ; malgré ses revers, il disposait encore de la puissance la plus formidable du continent.

La Diète s'occupa ensuite de diverses réformes d'administration intérieure. C'est ainsi que, sur la proposition de la Prusse, on soumit à l'assemblée un projet de suppression des jeux de hasard dans toute l'étendue de la Confédération, question difficile à résoudre, beaucoup de petits princes tirant leurs ressources de ces jeux. Néanmoins, un rapport, demandant, au nom de la commission, que les traités passés avec les fermiers des jeux fussent soumis à la Diète, fut adopté, sans souci de l'opposition de deux puissances de second ordre et de toutes celles de troisième.

La réglementation des commandements des troupes fédérales, l'organisation de la flotte, l'achèvement des forteresses fédérales d'Ulm et de Rastadt, et d'autres questions d'intérêt collectif, furent traités pendant la session de la Diète. Ces travaux avaient un but unique : la constitution et l'homogénéité de la Confédération qui, déjà à cette époque, dirigeait ses aspirations vers l'unité allemande.

econdaires. La plupart des États secondaires penchaient, nous l'avons vu, vers la Russie. Les deux Mecklembourg ont même dépassé, à l'égard du tsar, la mesure de complaisance compatible avec leur devoir d'État confédéré. Quant aux autres petites puissances, après avoir, à Bamberg, affirmé leurs sympathies et paré à toute éventualité, elles se résignèrent à suivre une politique conforme aux intérêts européens. Quelques-uns des petits États firent même preuve dans cette circonstance d'une véritable abnégation. Les villes hanséatiques, par exemple, si étroitement liées avec la Russie par leur commerce maritime, non seulement adhérèrent au traité du 20 avril, mais les lois de contrebande de guerre, pendant toute la durée de la campagne, furent mieux observées par elles que par la Toscane, Naples ou la Grèce. A Bade, la querelle entre le gouvernement du prince régent et Mgr de Vicari, archevêque de Fribourg, après s'être envenimée au point que l'archevêque fut emprisonné et que le gouvernement dut faire venir des troupes de Mannheim pour maintenir l'ordre, se termina par une entente avec Rome, négociée par le comte de Linange. Des concessions mutuelles rétablirent la paix entre l'autorité civile et le chef du clergé catholique et mirent fin à cette complication qui, un moment, put faire

craindre le retour de la guerre religieuse entre deux fractions du christianisme, si longtemps rivales sur le sol allemand. Dans la question d'Orient, le gouvernement badois se sépara de la politique prussienne chaque fois que cette politique lui parut trop hésitante. Sans être entièrement rallié aux idées occidentales, il ne subissait pas, comme la plupart des petits souverains allemands, l'influence russe. Le prince royal de Wurtemberg, gendre du tsar, en prolongeant son séjour à Saint-Pétersbourg, paraissait indiquer à son père la ligne de conduite à suivre. Mais le roi Guillaume n'avait aucune préférence quand il s'agissait de l'intérêt de son pays. Désireux de concilier cet intérêt avec l'affection qu'il ressentait pour sa charmante belle-fille Olga, la plus accomplie des princesses de l'Europe, il se rendit auprès des autres princes allemands, honorés, comme lui, par des alliances avec la maison de Russie, dans l'intention d'établir une base de politique commune. Ayant trouvé les ducs de Hesse, de Nassau, et de Saxe-Weimar tellement inféodés au tsar qu'ils en oubliaient leur propre nationalité, il adopta, comme il l'avait toujours fait, une attitude indépendante, et fut un des premiers à accéder aux vues de l'Autriche.

Au Hanovre, la lutte entre les chevaliers et le

pouvoir continuait sous M. de Lutcken, avec la même ardeur que sous M. de Schele. Les élections défavorables au ministère, amenèrent une chambre décidée à lutter contre le pouvoir. Toutefois, la lutte ne pouvait être décisive, car la guerre de Crimée, en occupant les esprits, les éloignait des affaires intérieures. Dans la question d'Orient, le cabinet hanovrien suivit la politique autrichienne, d'autant plus volontiers que ses relations avec la Prusse s'empiraient tous les jours, comme nous le verrons en étudiant l'histoire de cette puissance.

La Saxe royale, favorable au tsar, persista longtemps dans cette politique. M. de Beust appartenait à cette école de diplomates qui voyaient dans la Russie la base principale du système des alliances conservatrices et la résistance à ses vues était à ses yeux un crime de lèse-majesté internationale. L'ambition de transformer les puissances de second ordre en un État collectif influent, le rangeait en outre parmi les adversaires de l'Occident. Dans un voyage qu'il fit à Munich, il élabora, d'accord avec M. de Phordten, le projet de la confédération de Bamberg, rompue, comme nous le savons, par les efforts combinés de l'Autriche et de la Prusse. Plus opiniâtre que les autres États secondaires,

la Saxe, tout en se voyant obligée — comme l'y invitaient ses traditions et ses intérêts, son annexion à la Prusse ayant été proposée, en 1814, par Alexandre I[er] — d'adhérer au traité du 20 avril, n'en essaya pas moins d'empêcher la Confédération germanique de s'approprier les quatre garanties et de se déclarer ouvertement hostile à la Russie. M. de Beust, nous l'avons vu, échoua complètement.

La Bavière pouvait appuyer son opposition aux vues des puissances sur ce fait, que le roi de Bavière, chef de la dynastie grecque, devait protéger ce petit État qui avait arboré ses sympathies russes. M. de Phordten adhéra le premier au projet de Bamberg et suivit Beust dans sa campagne. L'occupation de la Grèce par les armées alliées, l'intervention de l'Autriche et le vote de la Diète qui décida de son adhésion pure et simple au traité du 20 avril, obligèrent le roi de Bavière à abandonner son projet de protectorat, incompatible avec les ressources dont il disposait.

Il est hors de doute que le cabinet de Berlin ne se sépara pas, en apparence, de l'Europe occidentale. Toutes les remontrances envoyées à la Russie, toutes les notes conciliantes, tous les traités offensifs et défensifs passés dans le Prusse.

but d'entraver les opérations militaires du tsar, furent acceptés par la Prusse. Ces preuves de bon vouloir donnés à l'Occident n'excluaient pas une sympathie secrète que la cour de Berlin ne cessa jamais de témoigner à celle de Saint-Pétersbourg. Ce fait est tellement vrai, que les relations des deux monarques ne furent jamais aussi cordiales que pendant la guerre de Crimée, et, alors que la Prusse signait le traité du 20 avril, et votait l'article supplémentaire adopté par la Diète de Francfort, une correspondance des plus amicales se continuait entre les souverains. Le parti féodal plaidait avec ardeur la cause de la neutralité. La noblesse poméranienne signa même une adresse, où il était dit que, si le roi voulait se prononcer pour la Russie, les populations du littoral souffriraient avec plaisir les maux qui en résulteraient pour elles. D'autre part, les habitants de Dantsig, Stralsund, Stettin réclamaient des facilités pour un négoce avec la flotte anglo-française. L'opinion était partagée: le roi et le parti féodal penchaient vers la Russie; les libéraux, les ministériels et la majorité des deux chambres avaient d'autres préférences. Manteuffel n'avouait pas qu'il était partisan de l'alliance occidentale, mais le ministre de la guerre, M. de Bonin, plus explicite,

disait partout que le rôle de la Prusse était tracé, qu'il fallait maintenir l'équilibre, et empêcher l'agrandissement d'un voisin trop puissant. En ville c'était pis encore; on se souvenait que la Russie s'était enrichie aux dépens de la Prusse à la paix de Tilsitt; on n'oubliait pas l'attitude hautaine du tsar en 1850-51, lors de la question des duchés. Les chambres votèrent un emprunt de 30 millions en prévision de la guerre, quoique cet emprunt eût une tout autre destination. Cette communauté d'opinion de tant de fractions nationales empêcha le roi de se déclarer pour la Russie, ce qu'il aurait fait, s'il avait été souverain absolu. La destitution de Bonin et la disgrâce du prince-royal, qui affichait ses sympathies occidentales, ne laissèrent aucun doute à ce sujet. Mais, les manifestations enthousiates qui accueillirent le prince Guillaume, après son départ de Berlin, l'attitude des populations de la Westphalie et de la Silésie, les protestations du parti libéral et radical, le silence de la droite modérée, démontrèrent au roi que, dans ses sympathies russes, il ne pouvait s'appuyer que sur le parti féodal, et qu'il lui fallait sacrifier ses préférences personnelles. Aussi, tout en refusant de signer une quadruple alliance et d'adhérer au traité du 2 dé-

cembre, il déclara que la Prusse se bornerait à accomplir ses obligations fédérales, et envoya M. de Ussedom à Londres et M. de Wedel à Paris, pour s'entendre avec les deux gouvernements sur une alliance spéciale. Toutefois ces négociations traînaient en longueur, car le roi, prétextant ses relations de famille, reculait devant tout acte hostile envers la Russie. S'il avait su où le conduirait le traité du 20 avril avec l'Autriche, s'il avait prévu l'occupation immédiate de la Moldo-Valachie, et les inconvénients qui en pouvaient résulter, il n'aurait jamais signé une convention qui l'engageait, disait-il loyalement, plus que ne le comportaient les devoirs d'un ami et d'un parent. Ces réticences, qui auraient pu troubler l'opinion publique en Prusse et en Europe, étaient compensées cependant par le maintien au pouvoir de Manteuffel, au libéralisme duquel on avait confiance, et qui, en effet, dans le discours de clôture, engagea les députés à ne pas s'inquiéter de la question extérieure, dont il garantissait la solution au mieux des intérêts nationaux, la sagesse de la couronne dans le présent pouvant servir de garantie pour l'avenir.

La situation de la Prusse, pendant les affaires d'Orient était donc assez précaire. Alliée de fait aux puissances Occidentales, le traité du

20 avril ayant été rattaché à celui du 2 décembre, elle n'en était pas moins exclue des conférences internationales et cela par sa propre volonté, le roi ayant affirmé ses sympathies. A partir du mois d'avril, la Prusse rejeta catégoriquement toute démarche, toute déclaration résultant d'une entente collective des puissances alliées contre la Russie, en se reconnaissant engagée envers l'Autriche, mais envers l'Autriche seule. Frédéric-Guillaume fut peut-être le dernier souverain qui se refusa obstinément à séparer la question politique de la question familiale. S'il crut de son devoir de protester contre la coalition formée à Bamberg entre les États secondaires, il y fut conduit par deux raisons : le conseil d'un ministre dont il avait reconnu le patriotisme, le dévouement et l'indiscutable capacité, et une sorte de fidélité chevaleresque à la parole jurée.

Cette année Manteuffel réalisa avec un plein succès un des rêves de la monarchie prussienne, qui était de posséder un débouché sur la mer du Nord. Une négociation avec l'Oldenbourg, menée avec autant de persévérance que de discrétion, aboutit à ce résultat désiré. Moyennant une indemnité de 500,000 marks et la construction d'un chemin de fer, la Prusse obtint du

grand-duché d'Oldenbourg la cession du territoire de Heppens, à l'embouchure de la Iahda dans la mer du Nord. La divulgation du traité produisit une certaine émotion en Allemagne, surtout en Hanovre, mais la Prusse, s'appuyant sur un article de la constitution fédérale qui autorisait les puissances confédérées à se céder mutuellement des portions de territoire, répondit victorieusement à toutes les attaques. Si la volonté du roi devenait de plus en plus chancelante, son ministre tenait ferme les rênes de l'Etat. Les chambres, séparées après la déclaration de Manteuffel, qui les avait priées de ne pas compliquer par des discussions la politique extérieure, se réunirent à nouveau en octobre. Le 12 de ce mois, parut l'ordonnance royale réglant définitivement la composition de la première chambre : 1° des princes majeurs de la famille royale et de la famille des Hohenzollern ; 2° des chefs des maisons princières médiatisées et reconnues par le congrès de Vienne; 3° des princes, comtes et seigneurs qui, en 1847, représentaient dans l'assemblée générale la curie des seigneurs, au nombre de cinquante; 4° des pairs viagers ou nommés pour la durée de leur fonction, (c'est-à-dire les propriétaires de majorats, les illustrations nationales, les représentants des

villes, du sénat, des universités, les personnes que le roi se réservait de nommer, les syndics de la couronne, les chapitres).

La session s'ouvrit. Le discours du trône, mal accueilli par l'opposition, ne se prononçait pas assez clairement sur la politique extérieure, car le roi disait qu'il marcherait d'accord avec l'Autriche et l'Allemagne, sans parler des puissances occidentales, tout en faisant allusion à certaines éventualités où il désirait que la nation ne se séparât pas de lui. C'était évidemment à l'éventualité d'une alliance russe que le roi faisait allusion. M. de Vincke fit ressortir le caractère équivoque de ce discours hésitant et ambigu, dans une riposte violente qu'il termina par cette phrase :

« La reine d'Angleterre parle de tout le monde » excepté de la Prusse. Votre politique, il faut » bien le dire, est bien la plus vacillante que le » monde ait jamais vue. On désire que cette » politique ne soit pas contrôlée, mais il faut cependant que l'Europe sache que le pays n'est » pas d'accord avec vous ! Il ne me reste plus » que de prier Dieu de ne pas abandonner la » Prusse et la maison de Hohenzollern. »

M. de Vincke concluait à une adresse au roi exigeant des explications moins embrouillées. Sa

proposition fut repoussée, et à ce propos, M. de Geslach, féodal, dit que l'opinion publique importait peu, car elle n'a jamais pu résister aux efforts du parti féodal, qui, tout en étant petit, avait toujours gouverné la Prusse. Les projets d'adresse rejetés, le gouvernement fut laissé libre de suivre, dans sa politique extérieure, ses inspirations personnelles. A la fin de l'année, les tergiversations du roi arrivèrent à leur comble. Personne, en Europe, ne sut plus quel parti prendre vis-à-vis de la Prusse. Seule, la présence persistante aux affaires de Manteuffel rassurait l'opinion vivement alarmée par l'attitude du roi.

ıtriche. Nous avons vu l'Autriche s'engager dans une lutte diplomatique avec la Russie. Au commencement de l'année, l'empereur avait répondu au comte Orloff, qui, avec cette hauteur étudiée que Nicolas exigeait de ses plénipotentiaires, lui demandait si son cœur ne gardait aucun souvenir d'amitié pour le tsar :

— « Si le Danube est franchi, je ne consul-
» terai que les intérêts de la monarchie autri-
» chienne ! »

L'occupation de la Moldo-Valachie par le général Coronini, le traité du 20 avril avec la Prusse,

les négociations avec la Confédération germanique, et l'échange des notes du 8 août, où les quatre garanties étaient adoptées par l'Autriche comme bases des conférences, éclairèrent d'un nouveau jour la politique de l'empereur. Cependant la Prusse semblait n'avoir accepté un traité que dans l'intention d'entraver l'Autriche dans ses entreprises contre la Russie. La convention du 2 décembre contrista autant le cabinet prussien que le prince Gortschakoff lui-même. M. de Buol reçut un télégramme signé Manteuffel, expédié, dit-on, de la station télégraphique particulière du palais royal, qui contenait cette phrase unique, mais significative :

— « Pour l'amour de Dieu, ne signez pas ! »

Mais François-Joseph était résolu à s'opposer aux empiètements russes. Aussi, Gortschakoff, comprenant que la situation s'aggravait, se décida-t-il, comme nous l'avons vu, à entrer en pourparlers avec les ministres d'Angleterre et de France, à revenir en quelque sorte sur les conférences de Vienne. Le 28 décembre, il demandait un délai pour recevoir des instructions de Saint-Pétersbourg, prétextant de l'insuffisance de ses pouvoirs, en même temps qu'il protestait de son désir personnel d'accepter les bases de négociations proposées par les puissances d'Occident.

François-Joseph épousa, le 24 août, Elisabeth, fille de Maximilien-Joseph des Deux-Ponts, duc en Bavière. Ce fut un de ces mariages d'inclination si rares dans les familles souveraines.

En septembre, l'empereur se rendit à Teschen, afin de s'y rencontrer avec Frédéric-Guillaume. On a prétendu que le vieux roi le conjura avec des larmes de ne pas accabler « son cher beau-frère », le tsar Nicolas, « le plus honnête homme de l'Europe », et que, voyant sa demande repoussée, il le supplia de ne pas se montrer trop exigeant envers la Prusse pour l'exécution des traités récemment passés. Tout en persistant dans sa politique, l'empereur aurait dit au roi que, s'il voulait abandonner son droit de vote à la conférence qui suivrait les cessations des hostilités, c'est-à-dire s'il consentait à renoncer, en cette occasion, à son privilège de chef d'une grande puissance, on n'exigerait de lui aucun autre acte pouvant blesser ses sentiments de fidèle parent. Mais ce sont là des bruits; le fait qui résulte de l'entrevue, c'est que la politique des puissances allemandes ne fut modifiée en aucune façon.

Les préoccupations extérieures ne nuisaient pas à la centralisation qui se poursuivait à l'intérieur, ainsi que l'émancipation des paysans et

leur rachat des corvées, mesures dues à l'initiative de M. Bach, ministre de l'intérieur. A l'occasion du mariage de l'empereur, on proclama de nombreuses amnisties, et la levée de l'état de siège dans le royaume lombard-vénitien. En juillet, une ordonnance impériale réglementa la représentation locale de chacune des provinces de la couronne. Des comités[1] formés de membres choisis parmi les dignitaires ecclésiastiques, les grands propriétaires, les représentants des villes, bourgs, corporations religieuses, et municipalités, eurent dans leurs attributions l'industrie, le commerce, l'agriculture, l'instruction, l'assistance et les travaux publics. La politique n'était point de leur ressort, quoique le président politique du district en fût président de droit. Ils siégeaient régulièrement : les grands comités à des époques déterminées, les petits en permanence. Ces derniers étaient composés de quatre à huit des membres du grand comité désignés par le représentant de la couronne. Les états généraux formés des membres du comité, des hauts dignitaires ecclésiastiques, des présidents des corporations religieuses, des nobles qui avaient autrefois l'*inculat* dans les provinces, ne pouvaient être convoqués que par

1. Subdivisés en grands et petits comités.

ordre de l'empereur, à des époques indéterminées et à certaines occasions. Ces états généraux avaient le droit d'émettre des vœux politiques ou administratifs transmis à l'empereur par les chefs politiques du district. Tout en veillant au maintien de l'équilibre européen, et en activant ses préparatifs de guerre, l'Autriche, on le voit, travaillait à une organisation plus libérale de sa constitution.

Turquie. Ce ne fut pas sans peine que les efforts réunis de la diplomatie anglo-française réussirent à endormir les défiances de la Porte qui ne voulait pas croire que l'Autriche abandonnait franchement sa politique de spoliation. Après de longues hésitations, le divan consentit à la signature, en juin, d'un traité qui autorisait l'entrée d'un corps autrichien dans les Principautés, la concentration d'un autre corps sur la frontière bosnienne, et une intervention éventuelle en Albanie. La guerre avec le Monténégro continuant avec des alternatives de succès et de revers, la Turquie admettait en principe un secours de l'Autriche, sans autoriser néanmoins cette puissance à occuper l'Herzégovine. On voit que la méfiance turque ne dormait que d'un œil. Il est vrai que ce qui se passa en Moldo-Valachie aussitôt après l'occu-

pation autrichienne, n'était pas fait pour inspirer une confiance illimitée. Uniquement préoccupé d'éviter un conflit avec l'armée russe, Coronini viola le traité qui stipulait le libre mouvement des alliés dans les Principautés et empêcha l'armée turque de poursuivre les Russes vaincus. Omer-Pacha ayant protesté, il s'ensuivit un échange de notes entre les deux cabinets. Coronini fut désavoué, et le libre mouvement accordé aux Turcs; il était trop tard: les Russes se dirigeaient à marches forcées vers Sébastopol, et Omer-Pacha lui-même recevait l'ordre de se rendre en Crimée avec le gros de son armée et de ne laisser dans la presqu'île des Balkans que les troupes strictement nécessaires à la défense des forteresses. L'intervention de l'Autriche avait donc été plutôt nuisible que profitable. Dans la suite, quand les intentions de François-Joseph furent clairement exprimées, les Turcs reprirent confiance.

Il était cependant facile de prévoir que la Turquie, malgré la bravoure de ses soldats et le patriotisme de ses peuples, n'était pas de force à se défendre contre le tsar, car si l'administration, l'armement et les voies de communication russes laissaient à désirer, elle se trouvait, sous ces rapports, dans des conditions plus désastreuses encore. Partout où elle luttait sans le secours de

l'Europe, elle avait le dessous. En Transcaucasie, l'alliance des Circassiens et l'abandon des côtes par les Russes n'empêchèrent pas les Turcs, qui y avaient pris l'offensive, d'être battus à Indjecdéré. Obligée de se replier pour défendre Tiflis contre une attaque de Schamyl, l'armée russe ne put profiter de sa victoire, mais il n'en est pas moins vrai qu'aucun des mouvements offensifs des généraux ottomans ne réussit et que l'envahissement des provinces asiatiques se borna à des marches et des contre-marches sur les frontières. D'autre part, les ressources manquaient au sultan pour soutenir une guerre sur trois points à la fois. La crise financière, à son apogée, forçait la Turquie aux abois à négocier, à Paris et à Londres, un emprunt dont le succès était rendu problématique par le souvenir du refus de rectification opposé récemment par Abdul-Medjid à une combinaison analogue. Cette fois, cependant, l'influence occidentale semblait avoir prévalu à Constantinople : le parti vieux turc avait quitté les affaires, et les gouvernements s'efforçaient d'inspirer à leur nationaux pleine confiance dans les intentions réformatrices d'un allié rempli de bonne volonté.

Effectivement, des bandes de Bachi-bouzoucs, réunies sur le littoral des Dardanelles, furent

placés sous le commandement du général anglais Beatson ; on envoya des ordres sévères pour prohiber le commerce des esclaves blancs, pratiqué sur une vaste échelle en Circassie et en Géorgie, et le vizir Mustapha-Pacha, commandant en chef le corps d'armée d'Asie, reçut ordre d'empêcher, à l'avenir, ce commerce et d'interdire la circulation des caravanes d'esclaves. Enfin le sultan adressa au grand vizir un « hatti-chérif » par lequel il insistait sur la nécessité de réformes immédiates, et lui ordonnait d'instituer un conseil, chargé de les préparer, composé d'hommes les plus libéraux et les plus distingués de la Turquie : Aali-Pacha, président ; membres : Méhemet-Ruchdi-Pacha, Rifaat-Pacha, Fuad-Pacha, Hifzi-Pacha, Ruchdi-Mollah.

Depuis l'ouverture des hostilités, les affaires avaient été dirigées par Rechid-Pacha, ministre des affaires étrangères, et par Riza-Pacha, ministre de la guerre. Les deux hommes d'État exerçaient chacun dans leur département, l'autorité d'un grand vizir, mais ni l'un ni l'autre n'en portait le titre, que le sultan avait réservé à un homme disposant d'une influence médiocre, et qui n'était ni partisan fervent ni adversaire déclaré de la Russie. Ce modérateur, institué dans l'unique but de prévenir le froissement qui aurait pu résul-

ter de l'élévation au rang suprême de l'un des deux ministres indispensables, s'appelait Mustapha-Pacha. La situation particulière du grand vizir exigeait de sa part un certain effacement, mais Mustapha-Pacha, insuffisant même pour ce rôle, fut destitué et remplacé par Kiprisli-Méhemet-Pacha aveuglément dévoué aux deux ministres dirigeants, qui continuèrent à gouverner, avec l'aide du conseil de réformes et l'appui de tous les patriotes intelligents. Cette combinaison, assise sur un principe jusque-là inconnu en Turquie, l'équilibre des pouvoirs, commençait à donner les résultats les plus satisfaisants, quand le sultan, voulant honorer Rechid-Pacha, compromit tout. En récompense de ses services, et pour le placer au-dessus de ses collègues, il lui donna en mariage une de ses filles et le nomma grand vizir. Aali-Pacha fut investi du portefeuille des affaires étrangères. Cette modification mit la discorde dans le cabinet. Riza se sentit blessé d'être relégué au second rang et le comité de réformes souffrit de l'absence de Rechid, l'un des hommes les plus distingués de la Turquie. La situation financière et les difficultés de l'administration intérieure se compliquèrent par une insurrection des provinces grecques. Des troubles éclatèrent en Épire. Le gouvernement d'Athènes, avec lequel

les relations diplomatiques venaient d'être rompues, encourageait les rebelles, leur envoyait des officiers, des secours et des armes. Appréhendant l'influence latine dans les Lieux-Saints, maintenus dans cette disposition par les agents russes, qui leurraient la vanité hellène de l'espoir que la Grèce hériterait de l'Empire d'Orient, les Hellènes domiciliés en Turquie, s'agitaient. A Salonique, à Gallipoli, le patriarche fut obligé d'intervenir et d'envoyer une circulaire à ses ouailles, en les engageant au nom de la religion à s'abstenir d'insulter et d'assassiner les soldats français et anglais venus au secours de leur souverain. Dans l'intérieur des terres, la rébellion, plus sérieuse, s'en prit directement au sultan. Fuad-Effendi (depuis Fuad-Pacha, membre du comité de réformes) envoyé sur les lieux, réussit à l'étouffer. L'Epire pacifiée, la Thessalie se souleva à son tour. En quelques jours l'insurrection devint formidable. Un certain Tsami Karatossos se proclama chef et prince de Thessalie. Fuad-Pacha le défit en bataille rangée à Kalabaka, et pacifia la Thessalie, comme il avait pacifié l'Epire. La Turquie était ainsi engagée dans une guerre presque générale : au Caucase, dans le Kurdistan, où à la fin 1854, il y eut quelques troubles, sur le Danube, en Crimée, en Epire, en Thessalie, en

Albanie, au Monténégro. Il faut reconnaître qu'un malade capable de résister à de pareilles secousses n'est pas agonisant. En suivant résolument la voie des réformes, la Turquie peut encore, pendant quelque temps, éviter le partage qui la menace.

Le vice-roi d'Égypte, Abbas-Pacha, mourut subitement, écrasé, dit-on, entre deux mameluks dont il avait fait les instruments de ses plaisirs. Saïd-Pacha, fils de Méhémet-Ali, lui succéda. Cet avènement fut bien accueilli à Constantinople. Le nouveau vice-roi avait envoyé jadis des protestations de dévouement, qu'il ne démentit pas en arrivant au pouvoir, car il adressa un supplément de tribut, et informa le divan de son intention d'aider le sultan aussi efficacement que ses ressources le lui permettraient. Il n'est pas jusqu'à Achmet, bey de Tunis, qui ne se décidât, sans modifier son attitude réservée vis-à-vis de la Porte, à envoyer son contingent auxiliaire.

Malgré la guerre, la situation de la Turquie, en 1854, était relativement meilleure qu'elle ne l'avait été depuis de longues années.

rèce. Dès son arrivée à Constantinople, et prévoyant l'échec de sa mission, Mentschikoff avait envoyé à Athènes des agents chargés d'exciter la cour et

les populations contre les Turcs. Comme, à ce moment, les négociations entre Nicolas et sir Hamilton Seymour n'étaient pas divulguées, la diplomatie russe pouvait leurrer les Grecs de l'espoir d'une réorganisation de l'empire byzantin, suprême ambition de ce peuple récemment affranchi. Personne ne savait alors que le tsar s'était prononcé, dans ses pourparlers avec l'Angleterre, contre la reconstitution d'un empire grec. Les Hellènes, facilement dupés, devinrent les instruments aveugles de la politique russe. Le gouvernement commença par favoriser les rebelles de l'Épire et de la Thessalie, et opposa un refus péremptoire aux demandes d'explications de la Porte qui retira son envoyé et rompit les relations diplomatiques.

Les ministres et le roi se préparèrent à la guerre, encouragés par la Russie, qui s'engagea à payer un subside. Alors les puissances occidentales intervinrent. Une note collective très explicite, remise par MM. Wyse et Forth-Rouen, étant restée sans effet, une division française, sous le commandement du général Forey, débarqua au Pirée qu'elle occupa militairement. Un régiment s'avança même jusqu'à Athènes, pour avertir le roi Othon d'avoir à observer une stricte neutralité. L'insuccès des révolutions d'Épire et de la

Thessalie, les revers des Russes dans la péninsule des Balkans, donnèrent à réfléchir au gouvernement grec qui se soumit aux exigences des puissances. Le roi demanda à ses ministres leur démission, et chargea M. Mavrocordato, ministre de Grèce à Paris, dévoué aux intérêts occidentaux, de former un nouveau cabinet ainsi constitué : général Kalerdji à la guerre, MM. Argyropoulos, Londos, Psylas. Le premier acte de ce ministère fut de renouer les relations diplomatiques avec la Porte par l'envoi à Constantinople de M. Barozzi, consul à Andrinople, *persona grata* du divan. En décembre, les chambres furent convoquées pour statuer sur la nouvelle situation faite à la Grèce par l'intervention armée des puissances. Le résultat ne pouvait être douteux. Les Hellènes se repentaient déjà de leur crédulité.

ssie. L'empereur Nicolas, décidé, dès le commencement de l'année, à combattre la France et l'Angleterre, entama avec l'Allemagne des négociations mystérieuses et compliquées. Toutes les ressources de cette diplomatie, que Talleyrand proclamait la première du monde, échouèrent devant la résolution de l'Autriche de s'opposer à l'agrandissement, en Europe, de son trop puissant voisin. Cependant le comte de Nesselrode

avait employé tour à tour menaces et supplications. Les notes, échangées en 1854, entre les deux chancelleries, sont très curieuses. D'abord, c'est le comte Orloff, c'est-à-dire l'ami intime et presque « l'alter ego » de Nicolas, qui parle des services rendus, des devoirs de la reconnaissance et de l'amitié, et qui exige, sinon un secours, du moins la neutralité; puis, Orloff ayant échoué, Nesselrode rentre en scène avec un langage plus modéré. Au début cependant, il n'hésite pas à appuyer sur les services rendus, à ouvrir les yeux de l'empereur d'Autriche sur ses véritables intérêts; mais s'apercevant que l'opinion du cabinet de Vienne est irrévocablement faite, le ton du diplomate descend très bas, presque à la supplication, avec un mélange intermittent de phrases d'une hauteur extrême, indiquant que ces jours-là, le tsar avait travaillé avec son chancelier. On usa des mêmes procédés avec la Confédération germanique. Tantôt la chancellerie russe prétendait, sans souci de l'explication officielle de Paskevitch, qu'elle avait évacué les principautés par égard pour l'Allemagne, tantôt elle faisait agir auprès des cours secondaires pour activer la coalition de Bamberg; tour à tour flatteuse et menaçante, elle employa l'année à négocier la neutralité allemande et autrichienne. Le traité

du 20 avril, en partie réparé par la défection presque immédiate du roi de Prusse, sur les sentiments personnels duquel Nicolas exerçait une grande influence, avait été un premier insuccès, mais l'alliance du 2 décembre fut un échec irréparable. Gortschakoff, le plus clairvoyant des diplomates de l'époque, ne s'y trompa pas, et nous avons vu qu'il prit l'initiative d'un changement de front, sinon réel, du moins apparent. Ces échecs réitérés d'une armée et d'une diplomatie qu'il croyait invincibles, minaient lentement la solide constitution de Nicolas. La présence de la flotte alliée dans le golfe de Finlande, et la démonstration de Cronstadt le rendirent malade de colère. La bile qui le travaillait jaunit, en quelques jours, son visage jadis coloré. Du palais de Péterhof, qu'il affectionnait pendant l'été, il pouvait voir, en se promenant sur la plage, la flotte ennemie rangée en bataille dans ses eaux et menaçant Cronstadt. Cette vue, qui aurait dû le réjouir, car elle témoignait de l'impuissance de ses adversaires, l'exaspérait. Bientôt il tourna le dos à la mer, pour ne pas voir ceux qui, par taquinerie, s'amusaient à lancer des fusées et à illuminer leurs navires aux jours des fêtes nationales. Peu à peu, son irritation devint telle qu'il ne voulut plus, en dehors des conseils,

entendre parler des événements. Enfin il quitta Péterhof plus tôt que d'habitude. Pour lui faire connaître le vote de l'article additionnel par la Confédération germanique et le traité du 2 décembre, il fallut user de ménagements. On prétend que Nesselrode lui dit à ce sujet :

— Ils ont compris qu'ils étaient trop faibles pour lutter seuls contre Votre Majesté! Les voilà trois, quatre!... que sais-je. Ils recruteront le monde entier! Ah! vous êtes, Sire, le plus puissant monarque de l'univers!

— Vous rendez-vous compte des sensations que pourrait produire une chute dans les conditions de puissance dont vous parlez! répondit Nicolas.

Si les deux plus grands États de l'Europe ne se sentaient pas assez forts pour attaquer le colosse chez lui, Nicolas avait, lui aussi, mesuré l'insuffisance de ses ressources et l'abîme entr'ouvert sous ses pas. Son armée était brave, mais mal armée, mal commandée. Mentschikoff, l'homme d'esprit railleur, ne s'était pas gêné pour rire de ses malheurs. Après le désastre de l'Alma, il avait répondu à un général qui, le voyant revenir presque seul, demandait où était l'armée.

— Dieu le sait, mon cher!

— Perdue! Grand Dieu!

— Eh! non! pis que cela! une armée perdue

ne se retrouve pas. Et nous retrouvons la nôtre ! Hélas !

Mentschikoff jouissait auprès de Nicolas d'un franc parler qu'il partageait avec Orloff seul. Il avait affirmé que la lutte était inégale ; que les alliés disposaient de ressources d'armement et d'organisation inconnues à la Russie ; que les améliorations dont l'urgence était incontestable demanderaient des années et qu'il serait sage de céder. Si Mentschikoff ne fut pas écouté, s'il tomba même dans une disgrâce relative, l'irritation nerveuse du tsar fit place à une tristesse morne. Le géant ne voulait pas plier, mais Dieu sait quelles pensées l'agitaient, pendant ses longues promenades à travers les galeries du palais d'Hiver !

le et Norwège. Les puissances alliées, après s'être emparées des îles d'Aland, les offrirent à la Suède, qui refusa ce cadeau dangereux, surtout après avoir vu décliner sa demande d'être représentée, en cas d'acceptation, aux conférences qui suivraient la paix. La Diète se sépara en 1854, sans avoir voté les réformes constitutionnelles, mais en promulguant des lois intérieures utiles, et en proclamant son entente parfaite avec le pouvoir, auquel elle vota les subsides nécessaires pour entretenir une escadre d'observation dans la

Baltique. Le gouvernement, malgré ses préférences pour les puissances occidentales et sa rancune contre la Russie, crut prudent de ne pas se départir, pendant l'année 1854, d'une stricte neutralité que sa position géographique rendait laborieuse. Forcé de louvoyer, le cabinet de Stockholm remplit cette tâche délicate avec une prudence qui lui valut les sympathies de l'Europe et qui força Nicolas à la plus extrême courtoisie à l'égard d'un voisin si maltraité par ses prédécesseurs. Toutefois, sans accepter les îles d'Aland, les Suédois ne cachèrent pas leur désir que ces îles ne fussent jamais restituées au tsar, et leur diplomatie s'employa auprès des cours étrangères pour obtenir la démolition de Bomarsund. Si le roi était obligé à la prudence, l'opinion n'a jamais cessé d'être hostile à la Russie.

Danemark.

La qualité de puissance allemande faisait au Danemark une situation exceptionnellement irrégulière. Neutre comme souverain scandinave, Frédéric VII pouvait devenir belligérant comme membre de la Confédération germanique. L'organisation de la monarchie danoise, un des derniers vestiges du système féodal, était défectueuse, et son existence en Europe, dans les conditions où elle se trouvait en 1854, contraire aux lois

générales qui régissaient les autres monarchies. Sitôt le vote de l'article additionnel du traité de Berlin, le contingent du Slesvig-Holstein s'apprêta à entrer en campagne. Ce dualisme, qui créait à ce petit pays des embarras extérieurs continuels, n'était pas sans influence sur sa situation intérieure. Profitant d'une accalmie résultant des affaires d'Orient, le gouvernement prépara une réforme constitutionnelle, que le ministre Oested, resté au pouvoir malgré les prières, adresses, protestations et menaces des députés et du peuple, accomplit en juillet. Conçue dans un esprit rétrograde, cette constitution promulguée aussitôt, chargeait un sénat et un conseil d'État de traiter les affaires communes de la monarchie, en laissant subsister les constitutions locales, qui devaient fonctionner simultanément avec le Folkelhing et le Landthing, anciennes chambres du royaume danois, avec les États du Slesvig, de Holstein, de Lauenbourg, et les assemblées des îles Feroë et d'Islande. Il y eut ainsi huit assemblées politiques pour une population de trois millions d'habitants à peine. La constitution, empreinte d'un esprit absolutiste, déplut à tout le monde, et, à la première réunion du Rigsdag, le 20 octobre, le ministère se trouva en minorité. M. Oested, voulant lutter envers et

contre tous, avec une opiniâtreté et un despotisme qu'on s'étonne de rencontrer dans ce pays de légalité, fit dissoudre le Rigsdag, le 26 octobre, et décréta de nouvelles élections, fixées au 1er décembre. Ces élections donnèrent des résultats encore plus hostiles au cabinet. De tous les points du Danemark arrivaient des adresses au roi contre la nouvelle constitution. Bravant les mesures du ministre, des clubs clandestins se formaient à Copenhague, et les tribunaux chargés de punir ceux que le pouvoir leur désignait, les acquittaient de parti pris. M. Oested voulut continuer la lutte; mais Frédéric VII, mécontent d'un ministre plus royaliste que lui, le congédia brusquement et chargea M. de Scheel de former un cabinet dans le même parti de Hollstat, mais d'une nuance plus libérale. M. de Scheel présenta aux chambres un projet qui, en apportant certaines modifications à la constitution commune, sans satisfaire complètement l'opinion publique, calma momentanément les esprits surexcités par l'entêtement d'Oested. Cependant la question intérieure n'était pas réglée et de graves complications étaient à craindre.

Depuis des siècles, en vertu d'une ancienne coutume, le péage du Sund se percevait à Elseneur au profit de la monarchie danoise et cons-

tituait un revenu de neuf millions de francs, une des ressources les plus considérables du budget. En 1854, la Suède trouva injuste que, possédant une des deux rives du Sund, elle fût obligée de payer à une autre puissance un impôt de ce genre; sa protestation fut appuyée par la Prusse et la Russie, désireuses de supprimer un droit onéreux pour leur commerce, et par les États-Unis qui se refusèrent brutalement à acquitter cette redevance, qualifiée de féodale par les républicains. Ce fut un sujet de nombreux embarras diplomatiques et financiers.

La session du Rigsdag, ouverte le 18 novembre, fut, aussitôt après la déclaration ministérielle, prorogée au 12 juin 1855.

Hollande. La situation des Pays-Bas, dans la question d'Orient, ressemblait à celle du Danemark, avec cette différence que, trop éloignée du théâtre de la guerre pour y être directement intéressée, la Hollande put affirmer sa neutralité avec plus de résolution que le Danemark. Un différend avec les États-Unis agita un instant l'opinion. Deux Américains, MM. Graham et Gibson, frétèrent un navire et vinrent jeter l'ancre à Sumatra, où Gibson écrivit une lettre au sultan de Djambie, tributaire de la Hollande, en lui

proposant de l'aider dans une révolte contre cette puissance. Trahis par les indigènes, Gibson et Graham furent arrêtés et condamnés par la haute cour indo-néerlandaise, à deux ans de réclusion et au bannissement perpétuel. Gibson réussit à s'enfuir de Batavia, et avec cette arrogance dont les Yankees faisaient parade, se rendit à La Haye où il nargua les autorités, en réclamant, soutenu par son gouvernement, une indemnité pour le préjudice causé à un citoyen américain. On fut obligé de faire venir d'Océanie les pièces du procès. Pendant ce temps, Gibson se pavanait à La Haye. Les pièces arrivées et, dit-on, communiquées illégalement à Gibson par la légation américaine, firent réfléchir l'aventurier qui comprit qu'en fomentant la révolte, il s'était rendu justiciable des lois internationales et s'éclipsa prudemment. La demande d'indemnité tomba d'elle-même, et avec elle toute l'affaire qui avait failli amener un conflit entre les deux puissances maritimes les plus considérables après l'Angleterre. Ces légères difficultés n'entravèrent pas l'essor du pays dans le domaine des intérêts matériels, et ne l'empêchèrent pas de s'occuper activement et utilement d'une réforme économique.

ılgique.

La Belgique, officiellement neutre, n'en formait pas moins des vœux secrets pour la Russie, par crainte d'une annexion à la France que, ni la visite du prince Jérôme Napoléon, envoyé à Bruxelles pour témoigner des dispositions pacifiques du gouvernement impérial, ni les paroles rassurantes de Léopold Ier, trop au courant de la politique pour partager les terreurs de son peuple, ne purent réussir à vaincre. Le parti catholique, qui entretenait ces craintes dans un but électoral, parvint, en 1854, à gagner quelques sièges et à rendre plus difficile la mission de M. de Brouckère. M. Delfosse, président de la chambre, prononça des paroles remplies d'allusions transparentes à une annexion à la France. L'opinion était vivement émue, et les Belges, que les événements d'Orient intéressaient si peu, permirent aux Russes d'installer, à Bruxelles, une agence de renseignements et un service de presse, uniquement pour être plus au courant des événements et savoir au juste ce qu'ils avaient à redouter de cette France qu'ils accusaient gratuitement des desseins les plus noirs à leur endroit.

La session du parlement anglais s'ouvrit par une attaque vigoureuse de lord Clanricarde contre le cabinet. Le noble lord accusait le ministère de s'être laissé tromper par la diplomatie russe. « Le cabinet ne connaît pas le caractère d'un » des plus puissants souverains de l'Europe », dit l'ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg. « Lorsque l'empereur Nicolas répond directe» ment et catégoriquement à une question, on » peut compter sur sa parole, il l'exécutera en » vrai gentilhomme. Mais lorsqu'il emploie des » locutions générales, des termes évasifs, tels » que ceux que contenait la réponse qu'il a faite, » quand on lui demanda quels étaient ses des» seins sur les Principautés danubiennes, alors on » peut être sûr qu'il cherche à vous tromper. » Grande-Bret

Les adversaires du parti au pouvoir l'accusèrent d'engager l'Angleterre dans une guerre qu'on aurait pu éviter. Le cabinet répondit que la guerre n'était pas inévitable ; que les négociations se poursuivraient activement ; que l'empereur Napoléon s'était entendu avec l'Angleterre pour tenter une démarche conciliante et personnelle auprès de Nicolas. Lord John Russel, pour calmer l'opinion, déposa le projet d'un bill sur la réforme électorale, exigée depuis longtemps. Malheureusement, les événements d'Orient lui donnèrent tort.

Bientôt on connut la réponse de Nicolas à Napoléon III, M. de Brunnow demanda ses passeports et le bill de réforme fut renvoyé à une époque indéterminée, malgré les efforts du ministre, qui prétendait que la guerre était un grand mal, mais que ce n'était pas une raison pour ne pas y chercher une compensation dans le soulagement des maux causés par les institutions défectueuses.

Les Chambres ne se préoccupaient plus que de l'Orient. A peine le ministère avait-il répondu à une interpellation qu'une nouvelle grave surgissait. Les affaires s'embrouillaient, et Nicolas ne gardait plus de ménagement. Une dernière tentative fut faite par le comité dit « des Amis de la Paix », qui envoya MM. Peape et Joseph Storge à Saint-Pétersbourg, supplier Nicolas, au nom de l'humanité, de consentir aux propositions des puissances occidentales. L'empereur de Russie reçut les envoyés avec la plus grande courtoisie, mais ne leur accorda rien. Pendant que Gladstone présentait aux Chambres un budget différent du budget de paix de la session précédente, l'Angleterre se préparait à la guerre. Les négociations avec la France marchaient activement et le conseil de l'Amirauté était chargé d'équiper une flotte dont le commandement venait d'être confié à Sir

Charles Napier, qui, en attendant ses triomphes futurs, se faisait fêter dans les clubs et les maisons particulières. Les Anglais étaient devenus subitement belliqueux. On saluait d'avance Napier comme le vainqueur de Cronstadt, célèbre forteresse en granit qui défend les approches de Saint-Pétersbourg. Toutefois, au milieu de ce concert d'acclamations, quelques voix discordantes s'élevèrent. A la Chambre des communes, Disraéli assura que Sir Charles Napier n'était pas à la hauteur de la situation. A la Chambre des lords, lord Derby interpella le gouvernement sur un article du *Journal de Saint-Pétersbourg* qui rejetait toute la responsabilité de la guerre sur le gouvernement anglais, Nicolas ayant communiqué ses vues à Sir Hamilton Seymour. Cette interpellation força le cabinet à publier la correspondance échangée entre le Foreing Office, Sir Hamilton Seymour et la chancellerie russe. La duplicité de la Russie fut ainsi dévoilée. Les tories eux-mêmes reconnurent la nécessité d'en finir. Le 27 mars, pendant que Napoléon III notifiait au corps législatif la déclaration de guerre de la Russie à la France, le parlement anglais recevait un message ainsi conçu :

« Victoria, Reine.

» Sa Majesté juge à propos d'informer le parlement que les négociations que Sa Majesté avait depuis longtemps entamées avec Sa Majesté l'Empereur de Russie sont terminées, et que la Reine se considère comme tenue de donner assistance active à son allié le Sultan, contre une agression non provoquée. La Reine a donné l'ordre de déposer des copies de papiers, en sus de ceux déjà communiqués au Parlement, qui fourniront les renseignements les plus complets au sujet des négociations.

» C'est une consolation pour la Reine de constater qu'aucun effort n'a été épargné pour conserver à ses sujets les bénéfices de la paix. La juste attente de la Reine a été trompée et Sa Majesté compte avec confiance sur le zèle du parlement, sur les efforts de ses braves et fidèles sujets, pour la soutenir dans sa détermination de consacrer la puissance et les ressources de la nation à la protection des États du Sultan contre les empiètements de la Russie. »

Trois ordres du conseil étaient publiés en même temps : le premier établissait un comité

de prises pour statuer juridiquement sur les captures faites en mer; le second accordait un délai de six mois aux navires russes pour quitter les ports anglais; le troisième mettait l'embargo sur ces navires passé le délai de six mois.

La discussion du message de la Reine eut lieu dans les derniers jours de la session, avant les vacances de Pâques. Lord Derby, M. Disraéli et Layard ne manquèrent pas de critiquer le gouvernement. Traitant de don quichottisme la protection accordée au Sultan, ils se prononcèrent contre la guerre. Leur intervention n'obtint aucun succès : le Parlement vota une adresse à la Reine et se sépara en promettant à Sa Majesté tout son dévouement. Au moment de la séparation, un membre du Parlement demanda à Lord John Russel s'il persisterait à réclamer, au retour de la Chambre, la discussion du bill de réformes parlementaires, Russel répondit qu'en présence des difficultés extérieures, le gouvernement croyait devoir proposer l'abandon de ce bill.

Dès l'ouverture des hostilités, tout le monde put voir combien l'alliance française était avantageuse. Les traditions héréditaires de l'Angleterre la mettaient depuis un temps immémorial en dissentiment avec la France sur la question des droits des neutres et du blocus fictif. La

Grande-Bretagne a toujours combattu les droits des neutres. Le principe « le pavillon couvre la marchandise », avait été discuté par elle, car elle prétendait que, pendant la guerre, elle pouvait saisir tout navire reconnu appartenant à la nation ennemie, sous quelque pavillon qu'il naviguât, et quelle que fût la nature des marchandises qu'il portait. C'était un souvenir des temps passés, préjudiciable au commerce. Le 15 avril, le conseil publia un ordre qui abolissait les lettres de marque, les courses et adoptait le système français dans la guerre future, c'est-à-dire reconnaissait le droit des neutres à naviguer librement. En même temps, l'Angleterre prenait l'initiative d'une mesure qui abrogea les entraves commerciales existant entre les deux pays depuis le dernier traité de commerce signé en 1826. La France répondit en abrogeant de son côté une ordonnance royale de la même année 1826, qui défendait l'importation des marchandises d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, chargées dans les entrepôts anglais. L'alliance des deux grandes puissances profitait ainsi indirectement à la cause de la civilisation.

Au retour du Parlement, le budget Gladstone fut adopté par la Chambre des communes, et on n'attendit plus que les dépêches du théâtre de la

guerre. Les premières nouvelles ne furent pas brillantes; le bombardement d'Odessa était un succès douteux; l'amiral Napier, dont on attendait monts et merveilles, n'envoya que le récit de la capture, par deux navires de guerre, dans la baie de Hangoé (golfe de Finlande) d'un bâtiment de commerce. C'était peu, et quelques jours après, la nouvelle dépêche où Napier se déclarait impuissant à prendre Cronstadt, défendu « par la pierre et par la mer », fut mal accueillie. Bientôt les nouvelles de la Baltique s'aggravèrent. Les Chambres, qui ne voulaient pas s'en prendre à Napier, attaquèrent le gouvernement et surtout lord Aberdeen, en le blâmant, avec le parti pris des passions politiques, d'avoir été le promoteur du traité d'Andrinople si favorable à la Russie. Lord Aberdeen demanda la permission de lire une dépêche adressée par lui à lord Haytesbury, au moment de la conclusion de ce traité. La lecture de ce long et important document prouva aux Chambres qu'Aberdeen avait été opposé à un acte dont on l'accusait d'être le promoteur. M. Layard avait préparé un ordre du jour qui déclarait le ministre indigne de la confiance du pays : il le retira.

Le 22 juillet, la Reine demanda un nouveau crédit de trois millions de livres sterling pour

les besoins de la guerre. A ce moment, les courriers du sud annoncèrent la décision prise par l'armée alliée de détruire Sébastopol. Les nouvelles n'étaient pas non plus rassurantes de ce côté. Les pérégrinations des alliés de Gallipoli à Varna, où on n'avait eu à combattre qu'un fléau qui décima l'armée, donnaient beau jeu à l'opposition. Layard attaqua derechef le ministère. Enfin Disraéli prétendit que, occuper la Crimée, prendre Sébastopol, aussi imprenable que Cronstadt, était autre chose que ce qu'on avait dit au début; ce n'était pas protéger le Sultan contre les empiètements de la Russie, c'était entreprendre, sans motif et sans profit, une guerre offensive. Disraéli était d'avis que les Chambres devaient empêcher le gouvernement de se lancer dans une aventure qui amènerait la ruine du pays par des fautes irréparables. Dans leur réponses, John Russel et Palmerston s'attachèrent à prouver que la politique de la Reine se trouvait d'accord avec celle de l'empereur Napoléon, qu'il y allait de l'honneur de l'Angleterre de tenir la parole donnée et d'exécuter les traités. Le crédit fut voté et la Chambre, plutôt par déférence pour la France que par esprit belliqueux, accorda au gouvernement carte blanche pendant la durée des vacances parlementaires. L'opposition battue

ne désarma pas, et, la veille de la prorogation du Parlement, tira son dernier coup de feu. Le marquis de Clauricarde critiqua la conduite de la guerre, se plaignit de l'inaction des flottes, de l'insuffisance des blocus, condamna la politique qui avait permis à l'Autriche d'occuper les Principautés, et conclut en exprimant l'espoir que l'expédition de Crimée serait terminée à la réouverture. Le gouvernement répondit avec fermeté qu'il était décidé à ne pas déposer les armes avant d'avoir assuré l'indépendance de la Turquie, et le Parlement se sépara en absolvant le ministère des accusations portées contre lui par l'opposition. Quoique la question d'Orient eût occupé la plus grande partie de la session, le Parlement vota quelques mesures intérieures: bill ayant pour but d'améliorer les formes de procédure dans les cours supérieurs; bill de Gladstone qui plaça sous le contrôle parlementaire, les frais de perception des revenus publics; « merchant shipping consolidation bill », bill de la marine marchande, etc. Après un discours de la Reine, qui résumait les événements depuis l'ouverture de la question d'Orient, le Parlement se sépara le 12 août.

Pendant que les hostilités avec la Russie continuaient sur trois mers, et en Crimée, il se

passa, à l'autre bout du monde, un événement inquiétant par ses conséquences possibles. La ville de Greytown appartenait à ce fabuleux royaume des Mosquitos, conservé par l'Angleterre pour tenir en respect l'Amérique centrale, mais qui était, en réalité, une sorte de république gouvernée par ses habitants, moitié Anglais et moitié Américains, qui ne reconnaissaient que pour la forme l'autorité du chef peau-rouge, décoré par le Foreign Office du titre de « roi des Mosquitos ». Un citoyen des États-Unis ayant été tué par un Anglais, le gouvernement de New-York envoya à Greytown un vaisseau de guerre. Le capitaine Hollins, qui commandait ce vaisseau, avait pour instruction de bombarder la ville si satisfaction lui était refusée. Le capitaine exécuta sa consigne avec la plus grande brutalité, malgré les protestations du lieutenant Jolly, commandant le schooner anglais *Bermuda.* Sans forces suffisantes pour défendre la malheureuse cité, Jolly assista, impuissant, à l'exécution, se contentant de réunir les habitants qui survécurent au bombardement et de former un gouvernement provisoire qui proclama la loi martiale et écrivit à Londres pour obtenir des instructions.

Cependant la France et l'Angleterre, dont l'union s'était resserrée à la suite d'un récent

voyage du prince Albert à Boulogne, agissaient énergiquement en Crimée, et d'heureuses nouvelles du théâtre de la guerre commencèrent à arriver. Il était temps, car l'opinion exaspérée par l'absence prolongée de bulletins, constatant que les efforts déployés n'avaient abouti jusque-là à aucun résultat, prévoyant des complications avec les États-Unis, se prononçait contre la continuation de la guerre. La bataille de l'Alma et la brillante charge de Balaclava ranimèrent quelque peu l'ardeur des Anglais. Mais, sur ces entrefaites, un cavalier tartare, qui avait assisté à la bataille de l'Alma, vint à Bukarest, et raconta, avec l'exagération habituelle à sa race, que les Russes étaient écrasés et Sébastopol pris. Le récit du Tartare fut transmis à Londres, où il souleva un enthousiasme sans bornes. Quand on sut que la nouvelle était fausse et que la bataille d'Inkermann même n'avait pas été décisive, que Sébastopol se défendrait longtemps, il se fit un tel revirement dans l'opinion, des critiques si violentes s'élevèrent contre cette campagne qui dévorait les hommes et l'argent, que la Reine se décida à convoquer d'urgence le Parlement pour le 12 décembre. Le lendemain de cette convocation, le public apprit une triste nou-

velle qu'on soupçonna, peut-être à raison, le gouvernement de lui avoir cachée. Une de ces tempêtes, si fréquentes dans la mer Noire, avait dispersé les flottes alliées. Trente-deux bâtiments de transport disparurent sous les flots. Deux steamers, le *Prince* et *Sea Nymphe* périrent corps et biens. Les vaisseaux amiraux et quatre frégates reçurent des avaries considérables et furent contraints de retourner à Constantinople.

Ces mauvaises nouvelles eurent un écho peu rassurant pour le ministère, qui fut accusé d'avoir forcé les généraux à entreprendre le siège de Sébastopol, d'avoir mal organisé les transports et les embarquements, d'avoir, en un mot, trahi la confiance du pays. Dès les premières séances du Parlement, il devint visible que la majorité serait hostile au gouvernement. Il fallut que lord Clarendon annonçât la conclusion avec l'Autriche du traité du 2 décembre ; que le duc de Newcastle, ministre de la guerre, et lord Aberdeen, premier ministre, prissent la parole pour prouver l'injustice des accusations dirigées contre eux; pour montrer le Parlement français confiant dans la sagesse de son gouvernement; pour faire ressortir la puissance du formidable ennemi contre lequel on luttait, et pour promettre qu'au printemps, la campagne, grâce à la coopération de

l'Autriche, allait certainement finir. Leurs efforts réunis aboutirent à un vote de confiance, dont l'obtention toutefois n'avait pas été la seule raison de cette convocation extraordinaire. L'Angleterre se trouvait à bout de ressources. Les épidémies et les projectiles avaient diminué considérablement les effectifs d'Orient. Des 43,000 hommes envoyés en Crimée, il restait 20,000 hommes à peine. Le gouvernement demandait la mobilisation de la milice et le droit d'enrôler des troupes étrangères. La première demande fut accordée sans difficulté ; mais le ministère n'obtint qu'à une très faible majorité l'enrôlement des contingents étrangers.

Après avoir voté ces deux bills, le Parlement extraordinaire prit ses vacances de Nöël, laissant le cabinet ébranlé et contraint d'avouer, comme le dit confidentiellement lord John Russel, qu'il devait la vie au traité avec l'Autriche, et le pays las d'une expédition longue et périlleuse, entreprise dans des conditions désapprouvées par la nation, persuadée qu'elle n'y avait aucun intérêt direct. Le bill d'enrôlement des troupes mercenaires humiliait le patriotisme britannique. La vieille Angleterre n'était donc pas de force à combattre la Russie avec ses seuls enfants! L'année 1854 finissait mal. L'opinion était défavorable à la

guerre de Crimée dont la trop longue durée choquait le sens pratique des citoyens de la Grande-Bretagne. Les diversions de lord Palmerston ne produisirent pas grand effet. Quand il s'écria :

— On a accusé le gouvernement de n'avoir pas songé à préparer ses ressources ! Notre réponse est simple ! le gouvernement de Sa Majesté a cru que la véritable ressource sur laquelle il devait compter était la nation tout entière !

On lui répondit :

— Oh ! la nation n'a que faire de soutenir les rois étrangers ! Quand dernièrement il s'agissait de se défendre, elle était tout entière avec lord Wellington. Aujourd'hui, qu'on la laisse tranquille avec une guerre qu'elle ne comprend pas.

Malgré son succès relatif, le ministère whig était profondément atteint.

L'empire indo-britannique, augmenté cette année par l'annexion du royaume de Nagpoor (5,000,000 d'âmes), était en pleine paix et prospérité. Nombre de princes Hindous, tributaires de la Compagnie, ont offert d'envoyer leur contingent en Crimée, et le gouvernement se proposait d'accepter quelques escadrons de cavalerie indigène. Le vice-roi des Indes, lord Dalhonsie, ayant terminé son mandat, fut remplacé par lord Canning.

L'étude philosophique de l'année 1854 nous montre la révolution poursuivant lentement son œuvre. La guerre de Crimée, nouvelle preuve de cette tendance des peuples à transformer leur *modus vivendi*, devait, par sa solution, indiquer la marche à suivre à l'avenir. A ce moment, les apparences étaient contraires aux véritables aspirations des belligérants. Il semblait de prime abord que la Russie, qui combattait pour les opprimés slaves, et prenait en main l'intérêt des nationalités, fût le champion de la cause libérale contre les puissances occidentales, qui s'efforçaient de maintenir l'ancien ordre des choses, le droit de conquête ottomane. Rien de plus vrai en apparence, rien de plus faux en réalité. Après l'avortement de la révolution à l'intérieur des états, une complication extérieure, ainsi que nous l'avons expliqué, était imminente pour tous, et il la fallait prompte, car comment arrêter les bouleversements imposés par la nécessité? Or, la destruction de l'œuvre de la Sainte-Alliance s'imposait. Mais par où commencer? L'ambition personnelle de Nicolas fournit à la révolution le prétexte cherché. Nous le répétons, si le tsar avait étudié l'esprit de l'Europe, il eût peut-être reculé devant une guerre qui pouvait lui être préjudiciable. L'in-

térêt religieux et humanitaire, dont il voulut colorer son ambition, ne trompa personne, et on accepta, peut-être à contre-cœur, la lutte sur le terrain de l'intégrité de l'empire ottoman, qui n'eût plus été un axiome politique au XIXe siècle, si l'agrandissement trop disproportionné d'un empire, dont l'existence repose sur la base du pouvoir absolu, n'eût pas été un danger pour la révolution. La Russie ne faisait pas mystère de ses préférences autocratiques. Il fallait détruire sa puissance si on voulait marcher dans la voie libérale. Voilà la seule, l'unique cause de la guerre de Crimée, imposée par la révolution au gouvernement oligarchique anglais et au nouvel empire autoritaire français. Sans s'en rendre compte eux-mêmes, Napoléon III et l'aristocratie anglaise, — dont la fraction rétrograde a été si longtemps opposée à la guerre de Crimée, — firent les affaires de la révolution. La Turquie sauvée, on continua la lutte dans le but d'affaiblir la Russie et de la rendre incapable de jeter son épée dans la balance, quand il s'agirait de reviser la carte de l'Europe selon les nouvelles aspirations des nationalités et les besoins de la liberté collective. On assure que Nicolas dit, en apprenant le traité du 2 décembre entre les puissances d'Occident et l'Autriche :

— Il ne manquait plus que cela! La jalousie affole les rois d'Europe! Ils ne voient pas que mon principal ennemi, ce n'est ni la Turquie, ni l'Angleterre, ni la France, mais la Révolution, l'horrible Révolution qui ne veut plus de rois! C'est la Monarchie qu'on attaque en moi! Le mouvement de 1848 se continue, et il a pour complices les rois de l'Europe. Dieu veuille qu'ils ne se repentent pas de m'avoir fait la guerre!

Et, assure-t-on, il ajouta dans les rares moments où il plaisantait encore :

— Le Grand Turc lui-même me regrettera un jour, et se dira qu'il eût mieux valu me céder quelques provinces que de perdre son trône. Quand il n'aura plus ni argent, ni harem, il se souviendra de son ennemi Nicolas!

En effet, les opérations militaires ne jouèrent qu'un rôle secondaire dans une campagne, pendant laquelle jamais un seul instant les négociations ne furent rompues. A la bonhomie relative de cette guerre, que les puissances ne faisaient, pour ainsi dire, que contraintes et forcées, on reconnaissait que les événements d'Orient résultaient d'une nécessité morale, où l'animosité entrait pour peu de chose. Cependant, tout en combattant l'ennemi commun, les alliés ne perdirent pas de vue l'intérêt principal, dont ils

poursuivaient inconsciemment, peut-être, la satisfaction, de la révolution pacifique dont j'ai parlé plus haut; l'extension du commerce et de l'industrie, marche ascendante du progrès et de la civilisation. En même temps qu'elles unissaient leurs armes, les nations resserraient leurs relations d'intérêt, se préoccupaient de l'avenir des transactions, profitaient des angoisses du sultan pour obtenir les libertés des populations asservies, sans jamais oublier, soit dans leur façon de faire la guerre, soit dans l'étude de ses résultats, l'idée modificatrice entrée dans la pensée du monde, dont l'empereur de Russie, tant dans sa façon de comprendre les droits des neutres que dans ses principes de gouvernement, se montrait l'adversaire déclaré. Pour être sans passion, la lutte ne manquait pas d'ardeur, car le triomphe du tsar faisait reculer l'Europe, et sa chute amenait une réforme de la politique générale, à laquelle la majorité des souverains était intéressée. Nicolas devait succomber dans le combat engagé contre la tendance universelle des peuples à modifier leur système gouvernemental, et la guerre de Crimée, dernier incident de la Révolution, devait aboutir à la chute du dernier défenseur de l'ancien ordre de choses, condamné à disparaître. Nicolas n'avait que des alliés hon-

teux. Défendre sa cause, c'était pactiser avec la barbarie, se faire mettre au ban de l'Europe, et Ferdinand II de Naples, et Frédéric-Guillaume de Prusse, ses deux amis et admirateurs, faisaient des vœux secrets pour son triomphe, sans oser se déclarer pour lui. Comprenant que ce maître absolu de cent millions d'hommes n'appartenait pas à son époque, ils assistaient, désolés d'être inactifs, à la destruction de leur idole. A la fin 1854, Nicolas put, d'un coup d'œil, mesurer la situation. Seul, il luttait pour le passé contre l'avenir; l'Autriche elle-même, ce prototype de monarchie, s'était laissé entraîner par le courant. Il comprit sa faiblesse et, pour la première fois, courba la tête.

— Nos efforts ne seront peut-être pas couronnés de succès, dit-il à un de ses intimes qui lui présentait ses respects au premier jour de l'an, car le succès est entre les mains de Dieu. Mais nous aurons combattu pour la religion et la monarchie attaquées par les révolutionnaires d'Occident!

Le découragement était égal des deux côtés. La guerre paraissait interminable et sans résultat; en Angleterre comme en Russie, on en était las, et cependant elle ne pouvait cesser avant d'avoir résolu le problème.

Asie. Depuis longtemps l'influence des Russes en Perse était à peine contre-balancée par les Anglais, et les Français n'avaient plus de mission à Téhéran. Or, la Perse, dont les relations de mauvais voisinage avec la Porte étaient notoires, pouvait, malgré sa faiblesse, faire pencher la balance du côté des Russes, en se départissant, si peu que ce fût, de sa déclaration de stricte neutralité. Napoléon envoya à Téhéran M. Bourrée, pour renouer les relations rompues depuis le départ de Sartiges. Par une coïncidence favorable, M. Murray, récemment nommé ministre d'Angleterre à Téhéran, fit le voyage en compagnie de son collègue de France. Les plénipotentiaires des puissances alliées s'entendirent assez bien entre eux, pour faire réussir complètement la mission de Bourrée. Le schah reçut cordialement les ministres, et un traité de commerce et d'amitié fut signé en juin 1855.

Voici l'étonnant protocole mis en tête de ce document :

« Au nom de Dieu clément et miséricordieux, Sa Haute Majesté l'empereur Napoléon dont l'élévation est pareille à celle de la planète Saturne, à qui le soleil sert d'étendard, l'astre lumineux des têtes couronnées, le soleil du ciel de la royauté, l'ornement des diadèmes, la splendeur des éten-

dards, unique empereur, le monarque sublime et libéral,

» Et Sa Majesté élevée comme la planète de Saturne, le souverain à qui le soleil sert d'étendard, dont la splendeur et la magnificence sont pareilles à celles des cieux, le souverain sublime, le monarque dont les armées sont nombreuses comme les étoiles, dont la grandeur rappelle celle de Djiemschid, dont la magnificence égale celle de Darius et héritier de la couronne et du trône de Kosroës, l'Empereur sublime et absolu de toute la Perse. »

On voit que la révolution a du travail sur la planche dans les deux hémisphères.

Dans un long entretien qu'il eut avec Bourrée, le schah prouva au ministre de France qu'il était au courant des événements de Crimée. La Perse avait eu trop à souffrir depuis des siècles, de la Russie, pour que Nasser-Eddin fût pour Nicolas un allié fidèle. Les deux envoyés obtinrent sans trop de peine la promesse formelle qu'il continuerait à observer la neutralité. L'Angleterre, d'autre part, réussit à conclure à Kaboul, avec l'émir de l'Afghanistan, Dost Mohamed, un traité d'amitié et d'alliance; succès diplomatique d'une importance égale à une victoire, car Dost Mohamed, ennemi déclaré des Anglais, aurait pu

créer des complications à la Compagnie des Indes, en favorisant les menées de la Russie dans l'Asie centrale.

L'Asie centrale fut ensanglantée, en 1854, par une guerre entre le Thibet et le Népaul. Les Népauliens, jadis tributaires du Thibet, refusèrent de payer le tribut, et leur roi, Yung-Bahadour, profitant des désordres de l'alliée naturelle de son suzerain, la Chine, entra en armes sur le territoire du Thibet. Les négociations se poursuivaient entre l'Empereur birman et la Compagnie des Indes. Les Anglais, maîtres de l'embouchure de l'Yrawaddy, et de la province de Pégu, étaient harcelés par des bandes de brigands. Les hostilités allaient recommencer, quand le souverain birman se décida à envoyer à Calcutta une ambassade solennelle.

Le nouveau roi de Siam consentit à recevoir sir John Bawring, gouverneur de Hong-Kong, que la reine Victoria envoya à Bangkok pour préparer les voies à un traité de commerce.

En Chine, les Taï-pings assiégeaient Nankin, mais les puissances, s'apercevant que l'usurpateur continuait les errements de l'ancienne administration, commençaient à désirer la fin d'un état d'anarchie, préjudiciable aux intérêts de leurs nationaux. Les Européens, qui avaient pour

principe de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du Céleste-Empire, à condition qu'insurgés et impériaux respecteraient leurs privilèges, n'avaient pas cessé le trafic des ports ouverts au commerce des trois nations (Anglais, Français et Américains) et ne se préoccupaient guère à quel parti appartenaient leurs clients chinois. Mais en 1854, Hong-Kong ayant été occupé par les Taïpings, le pavillon de l'amiral français Laguerre fut insulté: l'amiral opéra une descente et chassa les rebelles de la ville C'était uniquement pour venger son propre dommage que l'amiral intervenait, mais le parti tartare en profita pour répandre le bruit que les barbares porteraient secours à la dynastie régnante, ce qui gâta les affaires déjà compromises de Tien-Ti. La province de Canton avait été, jusqu'en 1854, exempte de troubles, et Tien-Ti espéra, en l'envahissant, s'y créer de nouveaux partisans. Mais il fut défait et obligé de rentrer à Nankin. L'anarchie profitait aux Russes qui s'avançaient le long du fleuve Amour, limite des deux Empires.

L'exclusivisme du Japon reçut une rude atteinte. Le commodore Perry quitta les îles Liou-Tchou en juin, et reparut le 12 février dans la baie de Yeddo, à la tête d'une escadre composée de trois

frégates à vapeur et de six navires de guerre, qu'il rangea en bataille à quelques milles de Yeddo. Il n'y avait plus à reculer et le Mikado entra en négociations. Par un traité conclu entre les deux pays, les ports de Simoda et Hakodade furent ouverts aux Américains pour s'y approvisionner de vivres et de charbon. Perry envoya à Washington un rapport, où il ne tarissait pas d'éloges sur l'intelligence et l'instruction des Japonais; selon le commodore, leur exclusivisme ne les empêchait pas d'être, mieux que les Américains, au courant des affaires d'Europe. La civilisation doit aux Yankees d'avoir vaincu l'opiniâtre résistance des Japonais. Le premier pas était franchi; les autres puissances n'avaient qu'à suivre la route ouverte par les États-Unis. Le 14 octobre, l'amiral commandant les forces navales de l'Angleterre dans les mers de Chine conclut à son tour à Nagasaki, avec le Japon, un traité par lequel les deux ports de Nagasaki et de Hakodade étaient ouverts aux Anglais. La Russie, de son côté, entama des négociations analogues. Il était à prévoir que ce mystérieux empire cesserait bientôt d'être fermé au commerce et à la science.

Afrique. Les principaux événements se rapportent tous

à la commune tendance des explorateurs européens, cherchant à conquérir de nouvelles contrées à la civilisation. Les voyageurs Barth et Vogel poursuivaient l'exploration de l'Afrique centrale ainsi que le docteur Livingstone, dont on avait perdu les traces, depuis qu'il avait, en 1852, quitté la colonie du Cap. On apprit l'arrivée de l'infatigable voyageur à Loanda, dans le Congo, en juillet 1854. En deux ans Livingstone avait traversé la colonie du Cap et les territoires inexplorés des tribus sauvages du Zambèze et de Loanda; il annonçait la continuation de son voyage, le long du cours du Zambèze, jusqu'à son embouchure sur la côte orientale de l'Afrique australe, c'est-à-dire, le passage à travers l'Afrique méridionale de l'est à l'ouest, entreprise que personne n'avait osé rêver.

Le commerce européen, constamment entravé par le gouvernement fanatique du Maroc, bénéficia d'un acte d'énergie de M. Jagersmidt, ministre de France. Un négociant avait été assassiné à Tanger par un cheik marocain; le ministre de France exigea le châtiment du coupable. Les souvenirs du bombardement de Salé étaient présents à la mémoire des ministres de Muley-Abderramann, et l'attitude du plénipotentiaire imposa le respect à l'Empereur. Un fait

jusque-là inconnu dans les fastes marocaines se produisit. Le meurtrier fut exécuté en présence de la population de Tanger, consternée. Depuis la conquête musulmane, on n'avait rien vu de pareil. L'assassin était un cheik, personnage sacré et inviolable, selon les préjugés du pays; la victime, un infidèle. Le peuple conçut la plus haute opinion de la puissance française.

Amérique. États-Unis.

Le système d'agrandissement brutal et de politique ambitieuse pratiqués par les États-Unis depuis quelques années, se poursuivait dans de larges proportions. Cependant, cet État, si redoutable à l'extérieur, s'organisait lentement. La question de l'esclavage divisait les Anglo-Saxons et leur gouvernement perdait tous les jours de sa popularité. M. Marsy, modéré, ministre des affaires étrangères, ne s'entendait pas avec M. Cushing, le ministre qui avait prononcé un discours où il se déclarait partisan de l'annexion de Cuba et qui représentait les avancés, ceux qui proposaient d'aller en avant *(for ever)*, à l'intérieur, dans la voie des réformes, à l'extérieur, dans celle de l'accaparement. Toutefois les meetings abolitionistes et esclavagistes firent trêve devant l'apparition d'un nouveau parti qui s'apprêtait à peser sur les élections de 1855. Les

Know-Nothing (ne reconnaissant rien) se refusaient à distinguer dans l'Union un Nord et un Sud, un Est et un Ouest, et déclaraient ne reconnaître qu'une République indivisible, composée exclusivement d'Américains. L'Amérique aux Américains, telle était la devise des *Know-Nothing*, qui réclamaient une réorganisation radicale et prompte d'une République, qui, disaient-ils, s'agrandissait sans s'organiser. Bientôt ce groupe déploya autant d'énergie que d'audace et se fit remarquer par ses violences, aux élections partielles de la Nouvelle-Orléans, où les *Know-Nothing* prétendirent empêcher les étrangers (Irlandais et Allemands) de voter. Il en résulta des rixes sanglantes qui coûtèrent la vie à de nombreuses victimes. La violence convient au tempérament yankee; ce parti, accepté en qualité de véritable parti national, recrutait chaque jour de nouveaux adhérents et à la fin de l'année, devenait assez fort pour être compté comme unité aux futures élections.

En décembre, le président Pierce ouvrit le Congrès; son administration n'avait pas été heureuse, et les divisions intérieures du cabinet lui avaient enlevé toute sa popularité. Les relations extérieures s'étaient étrangement assombries. Les États-Unis — qu'on me passe l'expression —

étaient en délicatesse avec la plupart des gouvernements de l'Europe. Le ministre d'Autriche avait quitté Washington; la question de Cuba entretenait l'irritation de l'Espagne; une tentative de fraude douanière, commise à la Havane par le capitaine du « Black-Warrior », fut découverte, et les Espagnols se saisirent du navire. Émotion profonde en Amérique, meetings et organisation à la Nouvelle-Orléans de troupes d'aventuriers, se donnant pour mission de conquérir Cuba, manifestations que le gouvernement se vit contraint de désavouer, tout en poursuivant avec l'Espagne les négociations au sujet du « Black-Warrior ». Sur ces entrefaites, Soulé, Français de naissance, démocrate radical, ministre à Madrid, accusé de favoriser les troubles et de se mêler des affaires du pays où il était accrédité, provoqua, de concert avec le sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Dudlay-Mann, et les ministres à Londres et à Paris, une conférence à Ostende, dans le but d'acheter l'île de Cuba pour laquelle les trois Américains allaient jusqu'à offrir, au nom de leur gouvernement, une somme d'un milliard et demi de francs. Si l'Espagne refusait de vendre Cuba, les ministres décidèrent que les lois divines et humaines ordonnaient aux États-Unis de s'en emparer par la force.

Peut-être le gouvernement de M. Pierce eût-il sanctionné ces violences, s'il ne s'était produit un incident qui lui donna à penser. Soulé, dont l'attitude en Espagne était des plus incorrectes, se rendit, à l'issue de la conférence d'Ostende, à Londres, où, après s'être mis en relations avec les exilés français, Ledru-Rollin et autres, il se permit d'insulter publiquement Napoléon III. Sa situation officielle attira sur lui l'attention de l'ambassadeur français, et lorsqu'il voulut retourner à son poste, on lui refusa le passage à travers la France. M. Mason, ministre d'Amérique à Paris, demanda des explications à Drouyn de Lhuys, et reçut en réponse que c'était contre Soulé personnellement, et non contre le ministre américain que la mesure était prise, mais qu'elle serait maintenue quand même. Le cabinet de Washington réfléchit aux graves embarras que l'attitude de son envoyé pourrait lui créer. Soulé fut désavoué, révoqué, et l'Espagne se contenta provisoirement de cette solution, car il en résulta tout naturellement qu'il ne fut plus question du projet d'Ostende. Ce n'en était pas moins un échec pour la diplomatie américaine, et le pays blâma Pierce de s'être ainsi avancé.

Le bilan de la politique extérieure des États-Unis fourmille de tentatives ambitieuses avor-

tées. Le bombardement de Greytown, port appartenant au roi des Mosquitos, protégé par l'Angleterre, lui occasionna de nouveaux embarras. Un capitaine américain, mis en prison pour avoir assassiné un pêcheur, fut aussitôt relâché en présence des menaces du résident, obligé de fuir à son tour devant l'indignation des habitants. Les États-Unis envoyèrent le capitaine Hollins exiger des excuses et, en cas de refus, bombarder la ville, ce qui fut exécuté malgré les protestations du capitaine Jolly, commandant la corvette anglaise en station à Greytown. Cette exécution d'une férocité inqualifiable ne fut pas désavouée par le gouvernement, qui, tout en retirant à Hollins son commandement, le couvrit d'une protection officieuse. L'Angleterre envoya deux frégates de guerre renforcer la station de Greytown. Devant cette démonstration, le gouvernement des États-Unis dut reculer encore.

Dans toute l'Amérique, il n'avait été bruit, pendant quelque temps, que de la vente des îles Sandwich, consentie par Kamahamcha III. Ce bruit prit même une telle consistance, que l'Angleterre demanda des explications à Washington. Kamahamcha III mourut sur ces entrefaites, et le prince Liboliho lui succéda sous le nom de Kamahamcha IV. Se souvenant de l'affront qui

lui avait été jadis infligé aux États-Unis, où on lui avait refusé les honneurs dus à son rang, sous prétexte de sa couleur, le nouveau roi rompit les négociations. A Saint-Domingue, des tentatives pour établir une station navale dans la baie de Samana échouèrent aussi. Une convention pour mettre l'Équateur et les îles Gallapogos, riches en guano, sous la protection de l'Union du Nord, ayant été divulguée avant la ratification du Sénat, les représentants des puissances à Quito protestèrent, et le Sénat n'osa ratifier la convention. Enfin, l'entreprise d'un certain colonel Kinsley, qui, à l'instar de Walker, voulut coloniser à main armée l'état de Nicaragua, provoqua les représentations des Républiques centrales, soutenues par les puissances européennes. En un mot, cette politique de convoitises et de rapines adoptée par les Yankees depuis quelque temps fut exagérée sous le gouvernement de Pierce, qui, à la fin de l'année, se trouva en conflit avec la plupart des Républiques américaines pour avoir essayé de s'emparer de leur territoire, et impopulaire aux États-Unis pour avoir échoué dans ces tentatives d'usurpation. Comme les relations avec la France, depuis les avanies faites à M. Dillon à San-Francisco, n'étaient pas meilleures qu'avec l'An-

gleterre, les sympathies des Yankees, pendant la guerre d'Orient, étaient acquises à la Russie, et le représentant du despotisme en Europe, voulant profiter de cette entente, tendit à travers l'Océan une main amie au gouvernement archi-révolutionnaire de Washington. Nicolas ne dédaigna pas d'écrire de sa propre main une lettre à Pierce, où il lui proposait une alliance défensive et offensive contre le « Vieux Monde » dont les idées surannées devaient céder la place au progrès.

Cette bizarre proposition de l'autocrate fut discutée au Sénat et repoussée, mais les Américains, sans dissimuler leurs préférences, parlaient de l'achat de l'Amérique russe, des lettres de marque données à des corsaires dans l'océan Pacifique, de médiation armée. Tout se passa en paroles. La conduite des États-Unis dans la question d'Orient fut louche, malveillante, assez étrange de la part d'une nation qui prétend respecter le principe de la liberté politique, mais ne dépassa jamais les limites de la neutralité. L'Union, habituée à gagner quelque chose à toute complication, a profité toutefois de la guerre pour refuser au Danemark d'acquitter à l'avenir le péage du Sund. Enfin, nous avons assisté à une tentative d'agitation dans les Indes néerlandaises.

Sur tous les points du globe, l'activité des Américains était au service de leur ambition. Si l'année 1854 ne leur a pas été favorable, ils n'en ont pas perdu la moindre parcelle de leur assurance, et ces déceptions consécutives ont seulement compromis le gouvernement et lui ont valu un brevet d'incapacité. Cependant, l'apparition du parti des *Know-Nothing*, opposé aux agissements de la *Jeune Amérique*, permettait d'espérer une modification de cette politique d'aventures.

Le plan de Guadalajarra avait élevé au pouvoir Son Altesse Sérénissime le général Santa-Anna; le plan d'Ayutla, conspiration dirigée par Don Juan Alvarez, l'en précipita quelques mois après son avènement. Le dictateur n'était pas à la hauteur de la situation. Pendant les moments de calme qui suivirent sa rentrée à Mexico, il ne se préoccupa que de ses intérêts personnels et de la satisfaction de son amour-propre, sans prendre aucun souci des affaires du pays, qui se trouvaient dans un tel désarroi que M. Pares, nommé ministre des finances pour la troisième fois, s'exprimait ainsi, au sujet du Trésor public : « A ma première entrée au ministère, j'ai trouvé » 14 réaux dans la caisse (3 fr. 50 c.), la se- Mexique.

» conde fois, 700 piastres. Aujourd'hui, je serais
» bien embarrassé de dire ce qu'elle renferme. »

Une situation pareille se passe de commentaires. Santa-Anna ne sut pas y remédier. Quand le pays se fut rendu compte de l'incapacité de l'homme en qui il avait mis ses espérances, il se souleva contre lui, comme il s'était soulevé contre ses prédécesseurs. La ville d'Acapulco, sur l'océan Pacifique, adopta, la première, le drapeau du plan d'Ayutla, et la révolution s'étendit aux États de Michoacan, Potosi, Puebla. Le dictateur battit les insurgés dans une première rencontre, mais Alvarez se réfugia dans le Nord et de là, soutenu par les États-Unis, éternels fomenteurs de troubles au Mexique, il menaça la capitale qui recélait un parti nombreux opposé, sinon au gouvernement de Santa-Anna, du moins au ministère conservateur, presque monarchique, qu'il avait choisi. Le dictateur se décida à un appel au peuple, où il mit en question ses propres pouvoirs. Le plébiscite lui fut favorable à Mexico, où les mesures avaient été prises pour empêcher toute protestation, mais la province ne désarma pas, et Santa-Anna se trouva, à la fin de l'année, dans la même situation que son prédécesseur Arista; la moitié du Mexique ne reconnaissait plus son autorité;

le bas clergé, très riche, mais de mœurs relâchées, l'abandonnait pour le punir du seul acte recommandable peut-être de son gouvernement. Santa-Anna, plutôt par amour-propre que par bonne intention réelle, avait sollicité du Pape l'envoi d'un légat chargé de réprimer les abus du clergé. Celui-ci, reconnaissant les difficultés de sa mission, transféra ses pouvoirs à l'évêque de Michoacan, prélat austère dont l'immixtion dans leurs affaires exaspéra les moines qui, par représailles, mirent au service des révoltés les ressources pécuniaires dont ils disposaient.

La fabuleuse existence de Raousset-Boulbon prit fin en juillet. N'ayant pu s'entendre avec Santa-Anna, qui lui offrait le grade de colonel dans l'armée mexicaine, le hardi aventurier retourna à son projet chimérique de conquérir la Sonora. Après avoir enrôlé près de deux mille Français, il débarqua à Guaymas, à la tête de son armée. Battu par les troupes mexicaines, il fut fait prisonnier, jugé et condamné à mort. Raousset-Boulbon, le dernier de ces hardis aventuriers qui, sous le nom de boucaniers, flibustiers, frères de la côte, avaient rempli du bruit de leurs exploits les mers du Sud, mourut avec un courage qui lui valut l'admiration de ses ennemis.

Don Rafaël Carrera, le chef du parti conservateur de Guatemala, se fit proclamer président à vie. L'hostilité entre Guatemala, Honduras et Salvador s'accentua pendant cette année; les deux Républiques où le parti démocratique était au pouvoir, essayaient de susciter, malgré leur union apparente, des difficultés au gouvernement conservateur de Guatemala. Mais ceci intéresse peu l'histoire générale, et on perdrait un temps précieux à essayer de débrouiller ce chaos.

La république de Nicaragua, après s'être définitivement dégagée, le 4 avril 1854, des liens de la fédération, se livra à la guerre civile à la mort du président Chamorro. Deux prétendants à la présidence, M. José Estrada et M. Francisco Castelloa, se disputaient le pouvoir à main armée. D'autres ambitieux discutaient la fondation d'une nouvelle république sur un lambeau de territoire, vendu par le roi des Mosquitos, à une Compagnie yankee formée dans le but de favoriser une des nombreuses tentatives des Américains pour étendre leur domination sur le continent du Nord. Le gouvernement de Nicaragua était impuissant à s'y opposer; quant au roi des Mosquitos, il ne demandait qu'à céder des territoires pour de l'argent. Là encore l'histoire n'a pas à s'arrêter.

Il est curieux de constater les tendances russes de la plupart de ces républiques, qui ne dissimulaient pas leurs sympathies pour le tsar. Étrange contradiction amenée par un sentiment de haine politique contre l'Europe, témoignant de l'absurdité des institutions démagogiques dans des contrées que les événements n'ont pas préparés à la liberté.

L'observateur s'étonne d'apercevoir au centre même de ce désordre un petit État jouissant d'une existence à peu près régulière. Tel était le cas de la république de Costa-Rica, que M. Mora administrait sagement depuis de longues années, en évitant tout contact direct avec ses voisins.

Le Vénézuéla, où Monagas exerçait un pouvoir despotique, fut ensanglanté par une insurrection des partisans du général Paëz, vaincus en plusieurs rencontres, dont une sous les murs mêmes de Caracas. Don Grégorio Monagas, ainsi consolidé, proposa au Congrès d'installer une constitution organique, tout en demandant pour lui-même une extension de pouvoirs qui consistait surtout dans le droit à la nomination d'une quantité de généraux et colonels, absolument disproportionnée avec le chiffre de l'effectif de l'armée. La proposition votée, le président distribua des grades à ses parents et alliés et il en

résulta qu'une armée de 8,000 hommes fut commandée par cent généraux et colonels s'appelant presque tous Monagas. Alors on procéda à la confection des lois organiques, en commençant par l'abolition de l'esclavage. Cette mesure, bonne en principe, fut votée sans stipulation d'aucune indemnité aux anciens propriétaires d'esclaves, sans attribution d'aucun droit aux nouveaux affranchis, en un mot, dans des conditions incroyables de légèreté. Le président n'y avait vu qu'un moyen de popularité et une manœuvre électorale. Vint ensuite une loi sur la milice qui soumettait la classe blanche aux devoirs militaires jadis imposés aux noirs seuls. Dans tout autre pays la réforme eût été excellente, mais les populations du Vénézuéla n'étaient pas mûres pour une telle mesure, promulguée uniquement dans le but de vexer les adversaires des Monagas, le président ayant la faculté d'exempter un ami de l'obligation du service. Ce despotisme est un fait étrange et caractéristique, car il prouve combien la démagogie est inapte à la direction des affaires. Le régime odieux sous lequel les Monagas ont réussi pendant cinq ans à courber le Vénézuéla, crie vengeance contre les abus de la démocratie, aussi contraires à la justice, et bien plus à la raison, que ceux de n'importe quel tyran.

En Nouvelle-Grenade, le président constitutionnel Obando, démocrate plus avancé et surtout moins intelligent que Lopez, ne resta pas longtemps au pouvoir. Le 17 avril une révolution militaire le renversa. Le général Melo, l'ayant emprisonné dans le palais du gouvernement, se proclama dictateur et décréta l'abolition de la constitution. La guerre civile éclata aussitôt. Le général Herrera, l'ex-président Hilario Lopez, et le dernier des présidents conservateurs, le général Mosquera, qui marchait contre Bogota au moment du coup d'État de Melo, formèrent un triumvirat au nom de la constitution violée. Les premiers succès furent pour l'usurpateur, qui gagna la bataille de Cipaquira. Mais la fortune changea. Après des alternatives de revers et de succès, l'armée constitutionnelle, forte de 10,000 hommes commandés par Lopez et Mosquera, assiégea Bogota. Les cruautés de Melo, qui, pour se procurer de l'argent, laissait mourir de faim et de misère dans les cachots les femmes des plus riches citoyens, avaient irrité les Néo-Grenadins. Le 4 décembre, après un assaut donné par les troupes alliées, Melo, abandonné par les siens, fut obligé de capituler. Les constitutionnels occupèrent la ville. Le vice-président Ohaldia prit les rênes du gouvernement à défaut d'Obando, qu'on

trouva enfermé dans le palais, et qui, accusé de complicité avec l'usurpateur, fut suspendu de ses fonctions et mis en jugement. Le parti conservateur revint ainsi au pouvoir.

L'Équateur jouissait d'une accalmie politique, car l'échec de l'expédition de Florès en avril 1853, avait permis au général Urbina de proposer au Congrès quelques lois organiques. Ce calme n'était qu'apparent; on parlait ouvertement, à Quito, de nouveaux préparatifs de Florès aux États-Unis, dans le but d'entreprendre une expédition contre les démocrates. L'histoire de l'Équateur se résume en tentatives faites par Florès pour s'emparer du pouvoir, et par Urbina pour le conserver.

Les hostilités entre le Pérou et la Bolivie, ou plutôt entre le général Echenique et le général Belzu duraient encore, quand le sud du Pérou s'insurgea contre le pouvoir établi. M. Elias avait mis son insurrection de 1853 sous le patronage de l'ancien président, le grand-maréchal Castilla, sans avoir l'autorisation du vieux soldat, qui se rendait à Arequipa pour protester de son respect des lois, quand il fut reçu aux cris de « Vive Castilla, président! » La ville entière se souleva. Le maréchal ne voulait pas servir de prête-nom à une échauffourrée, mais il accepta le fait accompli et se prononça contre Echenique.

Son acceptation produisit un de ces événements qui ne peuvent arriver qu'en Amérique. La guerre entre la Bolivie et le Pérou cessa aussitôt, car Belzu déclara que, du moment qu'Echenique était renversé, il était prêt à accorder amitié et estime au nouveau président. Avec l'emphase habituelle aux Américains du sud, la circulaire disait : « Que le monde sache bien, que, quand » le gouvernement bolivien fait quelque chose, il » le fait ouvertement ! » Cette franchise ne fut pas toutefois du goût de Castilla qui consentait à profiter de la bonne volonté des Boliviens, à condition que le secret n'en fût pas divulgué ; aussi protesta-t-il contre la circulaire de Belzu, tout en acceptant son appui.

Cependant Echenique se préparait à la résistance, car si le sud du Pérou, ruiné par la guerre bolivienne, s'était déclaré pour Castilla, le Nord et le Centre étaient restés fidèles, et l'ex-président Vivanco, avait accepté le commandement de l'armée septentrionale. L'année se passa en escarmouches ; en novembre, Castilla se fit proclamer chef du gouvernement provisoire, entra en campagne, rencontra Echenique sur le Rio-Incachacca, le battit et l'obligea à se replier sur Lima. Dans le Sud, quelques succès remportés par les troupes présidentielles sur les

bandes d'Elias, furent compensés par la bataille d'Arequipa, où Vivanco fut battu et tué. Bientôt il ne resta plus au pouvoir régulier que la capitale contre laquelle Castilla s'avançait à marches forcées. Les deux armées étaient en présence. La situation allait se dénouer.

La prompte répression d'une insurrection militaire qui avait éclaté à Potosi au commencement de l'année, permit à Belzu, dont les pouvoirs expiraient en 1855, d'employer les ressources de la Bolivie en faveur de Castilla. La guerre péruvienne porta toutefois un rude coup à la popularité du dictateur, qui voulut donner sa démission en présence du mécontentement général. Le Congrès ne l'accepta pas, en lui représentant quelque peu ironiquement que ce n'était guère la peine, ses pouvoirs ne devant durer que six semaines.

On ne saurait mieux faire l'éloge d'une république de l'Amérique du Sud, qu'en disant qu'elle n'a pas d'histoire. C'était le cas du Chili qui, au milieu du chaos que nous avons essayé de dépeindre, vivait tranquille et heureux sous la sage administration de M. Montt, s'occupait de chemins de fer, de colonisation, de finances, inaugurant une ligne de bateaux à vapeur entre Valparaiso et Liverpool, adoptant une loi sur la

conversion de la dîme, proposant sa médiation au Pérou et à la Bolivie, suivant en un mot une politique digne d'un gouvernement sérieux.

Une scission complète s'était produite entre Buenos-Ayres et le reste de la confédération Argentine. Les provinces réunies à Santa-Fé n'en élirent pas moins Urquiza, président pour six ans. Buenos-Ayres fit bande à part, et se constitua en gouvernement régulier et indépendant. Les provinces acceptèrent cette séparation et choisirent pour capitale le Bajada del Parana. Le 7 mars, le Congrès de Santa-Fé se sépara après avoir déclaré qu'il avait constitué la république, et après avoir protesté contre l'attitude de Buenos-Ayres. Urquiza et le vice-président del Carrillo formèrent un ministère composé d'éléments recrutés dans toutes les provinces. A Buenos-Ayres, Pastor Obligado agit de même. De fait la guerre civile cessa, car les deux tronçons de la confédération reconnurent tacitement leur indépendance mutuelle. Alors commencèrent les complications extérieures. Où devaient résider à l'avenir les ministres étrangers accrédités jadis auprès de Rosas, et, avant la scission, auprès d'Urquiza? à Buenos-Ayres ou à Parana? M. Lemoyne, ministre de France récemment nommé, trancha la difficulté d'une façon qui prouva

aux Argentins combien la France se désintéressait de leurs affaires. Lemoyne se rendit en premier à Buenos-Ayres, ensuite à Parana, et présenta ses lettres de créance aux deux présidents. Cela exaspéra d'abord les deux partis, mais à la réflexion ils comprirent que l'attitude de la France était correcte. La démarche de Lemoyne facilita même un certain rapprochement entre les gouvernements rivaux qui reconnurent spontanément leur compétence respective dans les affaires étrangères, mais en se refusant mutuellement la suprématie. Urquiza avait accordé la libre navigation des rivières de la Plata. On prétendit à Buenos-Ayres, qu'une signature donnée quand il était déjà vaincu, l'avant-veille de la levée du siège de Buenos-Ayres, était sans valeur, et on rédigea une protestation qui fut envoyée à Londres. Lord Clarendon répondit que la Grande-Bretagne avait ratifié un traité revêtu de la signature du président légal, et qu'elle ne pouvait s'ingérer dans les affaires intérieures de la République Argentine. Il y eut presque aussitôt une discussion analogue au sujet de l'île de Martinez-Garcia, cédée par Urquiza à l'Uruguay.

Alors on comprit que les relations extérieures deviendraient impossibles, si les deux

gouvernements ne s'entendaient pas, et les négociations s'ouvraient à ce sujet, quand une bande de six cents hommes, sous les ordres du colonel Costa, entra en armes sur le territoire de Buenos-Ayres. Costa vaincu, Urquiza fut accusé de l'avoir favorisé, et une invasion dans la province de Santa-Fé décrétée. Urquiza écrivit une lettre à Obligado où, protestant contre toute connivence avec Costa, il reconnaissait l'indépendance du gouvernement de Buenos-Ayres, et proposait un projet de convention destiné à mettre fin à la situation difficile de la République Argentine vis-à-vis des puissances étrangères. Pastor Obligado accueillit ses avances, et un traité entre les deux fractions dissidentes conclu à Buenos-Ayres le 20 décembre[1] fut un acheminement vers la paix définitivement signée le 9 janvier 1855. Les gouvernements de Parana et de Buenos-Ayres s'engageaient à ne consentir à aucun démembrement du territoire fédéral, et à se mettre immédiatement d'accord sur la conduite à tenir en cas de complication étrangère. La séparation des deux États était déclarée *momentanée;* les lois générales continuaient à fonctionner dans l'un comme dans l'autre. Le com-

1. Le traité de Buenos-Ayres fut ratifié et complété le 20 janvier 1855, à « le Bajoda del Parana. »

merce était libre entre eux, sans aucune douane, et pour protéger ce commerce sur la frontière contre les attaques des Indiens, on réunissait les ressources militaires communes. Ce replâtrage aussi étrange qu'ingénieux semblait avoir terminé la lutte entre Urquiza et Buenos-Ayres. Il n'en était cependant rien.

La mort des généraux Lavalleja et Riveira, membres du gouvernement de transition qui remplaça dans l'Uruguay M. Giro, laissa le pouvoir entre les mains du colonel Florès, qui se fit proclamer président et général par une Constituante convoquée à la hâte. Les élections approchaient, le pays était dans la plus profonde anarchie et le président, reconnaissant son impuissance, eut recours à l'intervention brésilienne. En mai, une division des troupes impériales occupa Montévidéo, et le ministre résident du Brésil devint ainsi, de fait, protecteur de cette république trop faible pour se gouverner elle-même.

Don Carlos Antonio Lopez, un des citoyens les plus illustres de l'Amérique du Sud, avait gouverné arbitrairement le Paraguay dans l'intention d'obtenir, sans effusion de sang, une organisation politique moins arriérée. Le 14 mars, Lopez convoqua un Congrès, et les Paraguayens,

que Francia avait courbés sous un despotisme si cruel, se trouvèrent tout à coup, grâce à une prévoyante lenteur, appelés à discuter eux-mêmes leurs destinées. Les discussions de ce parlement n'étaient sans doute pas indépendantes, Lopez s'étant réservé le pouvoir dictatorial ; elles n'en constituaient pas moins un progrès sérieux pour ce pays livré depuis tant d'années à un régime d'oppression. Cependant Lopez eut quelques démêlés avec les États-Unis et avec le Brésil: avec les États-Unis à propos de l'expulsion de Hopkins, qui s'était rendu coupable de violation des lois du pays; avec le Brésil sur une question de délimitation de frontières, qui s'aggrava au point que, à la fin 1854, une escadre impériale fut envoyée dans les eaux du Paraguay.

La situation intérieure du Brésil est entrée depuis longtemps dans une période de calme et de pacifique développement. Malgré les discussions entre le ministère conservateur et les Chambres, partagées entre différents partis, la session de 1854 ne fut marquée par aucune complication sérieuse, et le ministère resta au pouvoir. Il n'en était pas de même des relations extérieures. Le Brésil était en conflit, sur la question de la délimitation des frontières, avec la France pour la Guyane et avec le Paraguay pour la frontière

de Rio-Branco. M. Léal, ministre du Brésil à l'Assomption, ayant été brutalement expulsé par Lopez, le gouvernement impérial envoya une flotte dans les eaux du Paraguay. La situation tendue de ce côté pouvait aboutir à une crise. L'occupation de Montévidéo ayant, d'autre part, excité la susceptibilité des gouvernements d'Amérique et même des puissances européennes, M. Limpo de Abreu, ministre des affaires étrangères, crut nécessaire d'envoyer une circulaire où il s'expliquait sur cette intervention opérée de concert avec le gouvernement Oriental, et où il promettait expressément que l'occupation cesserait en 1856, après les élections. Le cabinet de Washington réclamait la liberté de navigation sur l'Amazone, liberté que le Brésil ne consentit à accorder qu'à la dernière extrémité, sachant combien la possession exclusive d'un des plus grands cours d'eau du monde était favorable à son commerce et productive pour son budget. Tout en reconnaissant que la liberté de la navigation est une des plus heureuses conquêtes de la civilisation, on ne saurait blâmer un Empire encore jeune et possédant des territoires inexplorés de vouloir conserver la propriété exclusive d'un tel fleuve, au préjudice de cette Union du Nord si ambitieuse et si envahissante. A la fin

de l'année, M. Paulin Suarez fut envoyé en mission extraordinaire auprès des cours de l'Europe afin de traiter toutes ces questions.

C'est avec un sentiment de profonde tristesse que l'historien, en traçant cet aperçu rapide, constate la continuation du règne imbécile de Soulouque à Haïti. Cette saturnale a même reçu une sanction nouvelle par la signature d'un traité avec la France, combinaison inspirée au monarque nègre, par l'envoi d'un plénipotentiaire français chargé de la liquidation de la dette d'Haïti. On ne saurait trop reprocher à Napoléon III d'avoir consenti à traiter Soulouque en égal; d'avoir signé une convention « entre leurs deux Majestés »; d'avoir accepté à sa cour un comte de la Petite-Rivière de Dalmarie, représentant à Paris l'Empire d'Haïti; de s'être prêté en un mot, seul souverain de l'Europe [1], à cette tragi-comédie!

1. A l'exception du pape.

1855

Pendant que les bataillons français combattaient en Crimée, et que la diplomatie cherchait des auxiliaires, Napoléon sembla prendre plaisir à prouver qu'il n'était pas absorbé par la lutte au point d'y subordonner toute autre préoccupation. On n'avait peut-être pas prévu que les hostilités dureraient aussi longtemps; les victoires d'Omer-Pacha avaient peut-être trop tôt et trop légèrement transformé une crainte irraisonnée de la Russie en un mépris immérité; mais de tout cela, on ne voulait pas convenir. Il ne fallait pas laisser altérer la confiance que le pays accordait à l'Empire. Une Exposition, pareille à celle de Londres, avait été annoncée pour 1855;

la France avait convié l'industrie à une fête pacifique. Il est hors de doute que le gouvernement, en formant le projet d'une Exposition universelle, croyait que l'échéance en serait en pleine paix. On se trouvait, au contraire, en pleine guerre! Était-ce une raison pour abandonner ou ajourner l'Exposition? Napoléon III ne voulut pas l'admettre. Ni le choléra de 1854, ni la disette qui continua en 1855, n'avaient nui au régime impérial. Nous avons vu avec quelle facilité furent couverts les deux emprunts émis pour parer aux dépenses de la guerre. Un troisième emprunt de 750 millions, proposé par l'empereur et voté par les Chambres en session extraordinaire, fut souscrit cinq fois, c'est-à-dire que le total des souscriptions atteignit le chiffre énorme, pour le temps, de 3 milliards 652 millions. La spéculation était devenue générale; on attendait avec plus d'impatience les cours des Bourses étrangères que les nouvelles de Crimée. Cette mystérieuse évolution dont nous avons essayé d'expliquer le fonctionnement, achevait sa courbe sans souci des événements. On rebâtissait la ville de Paris; l'agiotage était arrivé à son apogée; les banquiers et les agents de change ne pouvaient suffire aux émissions d'actions et d'obligations, que le public se disputait avant

même qu'elles fussent imprimées. Si, comme au temps de Voltaire, un habitant de Saturne fût descendu parmi nous, il n'eût jamais supposé, en voyant Paris livré à la spéculation, aux plaisirs, aux éblouissements de l'Exposition, que la France sortait d'une révolution, d'une épidémie et d'une disette, et soutenait une guerre hasardeuse et sanglante. Il est vrai que les nouvelles institutions fonctionnaient admirablement. Le parlement, dont les discussions énervaient le pays et entravaient les affaires, avait cédé la place à un Corps législatif et à un Sénat dynastiques, qui contribuaient au fonctionnement de la machine publique d'accord avec le pouvoir exécutif, tout en s'occupant de lois organiques; conseil de délégués du pays chargé de constituer, de légiférer, sans avoir le droit de rien brouiller. Ce Corps législatif, si souvent ridiculisé, a été, à mon sens, autrement utile que les bruyantes assemblées, où sur dix séances, neuf étaient nuisibles, non seulement aux intérêts, mais à la moralité du pays. La session de 1855, comme celle de 1854, fut consacrée à l'adoption de lois sur la constitution de l'armée, sur l'organisation municipale. Close le 14 avril, elle fut reprise à titre extraordinaire après rupture des conférences de Vienne en juillet, en pleine Expo-

sition. Cette session avait pour but l'emprunt de 750 millions, si brillamment couvert, et l'élévation à 100,000 hommes du contingent de la classe de 1855 qui devait être appelée en 1856, en prévision de nouvelles hostilités. Dans la discussion qui précéda l'adoption de cette dernière loi, il ne s'éleva qu'une voix discordante, celle de M. de Montalembert, qui parla contre la continuation de la guerre, tout en reconnaissant son utilité en principe. La majorité vota les ressources demandées par le gouvernement, et se rendit en députation aux Tuileries pour annoncer elle-même son vote à l'Empereur.

Toutefois, malgré la confiance dans l'avenir du régime impérial, manifestée surtout par une soif de spéculation dont les excès obligèrent le gouvernement à des mesures restrictives, les démocrates n'avaient pas désarmé. La guerre de Crimée ne profitait ni aux Polonais, ni aux Hongrois, car Napoléon excluait à dessein dans sa lutte avec la Russie toute opération révolutionnaire directe. On l'accusa de trahir un parti envers lequel il avait pris des engagements. Constatant combien son pouvoir se consolidait, et voyant, sans doute à tort, en ce carbonaro couronné, un adversaire déclaré, la révolution résolut de le supprimer. En 1855, Napoléon III fut vic-

time de deux tentatives d'assassinat. Le 28 avril, un Italien du nom de Pianori, tira sur lui, aux Champs-Élysées, presque à bout portant, un coup de pistolet qui ne l'atteignit pas. Le sang-froid de l'Empereur ne se démentit pas en cette circonstance, et il est vraiment scandaleux que les ennemis politiques de cet homme, d'un courage si éclatant, aient osé plus tard le taxer de poltronnerie. Des imputations aussi absurdement mesquines déconsidèrent un parti qui s'en sert dans un but qui m'échappe, car comment peut-on espérer tromper le jugement de ses contemporains? Dans le cours de sa longue carrière, Napoléon III a fait preuve d'un courage indéniable, presque aveugle, qu'il puisait dans son fatalisme. « Je ne crains rien, disait-il, » des tentatives des assassins. Il est des existences qui sont les instruments des décrets de » la Providence. Tant que je n'aurai pas rempli » ma mission, je ne cours aucun danger. »

Pianori fut traduit en cour d'assises, condamné et exécuté. Un autre assassin attenta aux jours de l'empereur le 8 septembre. Celui-là fut déclaré aliéné et Napoléon III lui fit grâce. Il est impossible de refuser à l'Empereur, à ce moment de sa vie, deux des plus grandes qualités d'un souverain, la bravoure et la clémence.

La presque totalité du pays s'était ralliée au régime impérial, à l'exception des socialistes qui organisaient des sociétés secrètes dans le but de renverser le gouvernement. Une de ces sociétés, et sans contredit la plus dangereuse, « la Marianne », essaya en août un coup de main contre Angers. Force resta à la loi. Après une courte lutte, la gendarmerie s'empara de la plupart des perturbateurs, dont cinquante à peu près furent mis en jugement. Les débats révélèrent la puissance de l'organisation de la « Marianne » qui avait des ramifications dans toutes les villes de France.

L'Exposition universelle, ouverte le 1er mai au Palais des Champs-Élysées, dit palais de l'Industrie, eut un plein succès malgré la guerre et les perturbations causées par les menées démagogiques. Tous les États de l'Europe, à l'exception de la Russie, et la plupart des États exotiques y envoyèrent les représentants de leur industrie. Le nombre des exposants fut évalué à 20,709; 3,000 de plus qu'à Londres. La France était représentée par 10,000 exposants; l'Angleterre, 3,000 exposants; la Prusse et l'Autriche fournirent chacune 2,000 exposants. La Belgique seule en envoya 900. Quelques souverains voulurent honorer l'Empereur en visitant l'Ex-

position. La plus importante de ces visites fut celle de la reine Victoria, invitée par le couple impérial en personne, qui avait, à cette intention, en avril, franchi le détroit. Napoléon III, bien accueilli à Londres, voulut déployer sa magnificence pour recevoir son alliée. La reine débarqua à Boulogne le 19 août et traversa Paris pour se rendre à Saint-Cloud où elle passa plusieurs jours, pendant lesquels les fêtes se succédèrent sans interruption. Revues, spectacles de gala, bals (dont un dans la galerie de Versailles), rien ne fut épargné. Le roi de Portugal, son frère le duc d'Oporto, le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, le roi de Sardaigne, le duc et la duchesse de Brabant vinrent saluer celui que naguère les têtes couronnées traitaient d'aventurier. Il est vrai que la fermeté dont il avait fait preuve, et la lutte qu'il soutenait victorieusement contre le Titan du Nord, n'avaient pas peu contribué à modifier à son égard les sentiments des peuples et des rois.

L'Exposition se termina le 15 novembre par une distribution solennelle des récompenses. Le prince Napoléon résuma les travaux dans un discours, auquel l'Empereur répondit par la magnifique allocution qui suit :

« Messieurs,

» L'Exposition qui va finir offre au monde un grand spectacle. C'est pendant une guerre sérieuse que de tous les points de l'univers sont accourus à Paris, pour y exposer leurs travaux, les hommes les plus distingués de la science, des arts et de l'industrie. Le concours de circonstances semblables est dû, j'aime à le croire, à cette conviction générale que la guerre entreprise ne menaçait que ceux qui l'ont provoquée, qu'elle était poursuivie dans l'intérêt de tous, et que l'Europe, loin d'y voir un danger pour l'avenir, y trouvait plutôt un gage d'indépendance, de sécurité. Néanmoins, à la vue de tant de merveilles étalées à nos yeux, la première impression est un désir de paix. La paix seule, en effet, peut développer encore ces remarquables produits de l'intelligence humaine. Vous devez donc tous souhaiter, comme moi, que cette paix soit prompte et durable.

» Mais pour être durable, elle doit résoudre nettement la question qui a fait entreprendre la guerre. Pour être prompte, il faut que l'Europe se prononce, car sans la pression de l'opinion générale, les luttes entre grandes puissances menacent de se prolonger, tandis qu'au contraire si l'Europe se décide à déclarer qui a tort ou qui

a raison, ce sera un grand pas vers la solution. A l'époque de la civilisation où nous sommes, les succès des armées, quelque brillants qu'ils soient, ne sont que passagers ; c'est en définitive l'opinion publique qui remporte toujours la dernière victoire.

» Vous tous donc, qui pensez que les progrès de l'agriculture, de l'industrie, du commerce d'une nation, contribuent au bien-être de toutes les autres, et que plus les rapports réciproques se multiplient, plus les préjugés nationaux tendent à s'effacer, dites à vos concitoyens en retournant dans votre patrie :

» Que la France n'a de haine contre aucun peuple, qu'elle a de la sympathie pour tous ceux qui veulent comme elle le triomphe du droit et de la justice. Dites-leur que s'ils désirent la paix, il faut qu'ouvertement ils fassent au moins des vœux pour ou contre nous, car au milieu d'un grand conflit européen l'indifférence est un mauvais calcul, et le silence une erreur.

» Quant à nous, peuples alliés pour le triomphe d'une grande cause, forgeons des armes sans ralentir nos usines, sans arrêter nos métiers ; soyons grands par les arts de la paix comme par ceux de la guerre, soyons forts par la concorde ; mettons notre confiance en Dieu, pour

nous faire triompher des difficultés du jour et des chances de l'avenir. »

Ce discours eut un grand retentissement. L'Empereur procéda ensuite à la distribution des récompenses. Nous devons y relever un manque de tact: Dans la répartition, les devoirs de l'hospitalité furent un peu oubliés. Sur 112 grandes médailles d'honneur accordées à l'industrie, la France en eut 70, des 16 grandes médailles accordées aux beaux-arts, la France en recueillit 11, etc... Ces distributions n'étaient en proportion, ni de la quantité des exposants, ni de la valeur intrinsèque des objets. L'industrie française rivalisait à peine avec les industries anglaise, belge, hollandaise, et l'art français ne pouvait pas, en 1855, se prétendre assez incontestablement supérieur à l'art italien et hollandais, pour que les récompenses fussent aussi inégalement partagées. Il y eut là explosion de cet amour-propre national exagéré, qui, en faisant tant d'ennemis à la France, l'a peut-être aveuglée sur ses véritables intérêts. Parfois la vanité française frise l'outrecuidance. C'est un cas qui s'est présenté souvent, et qui se présentera encore malgré les leçons reçues. Notre pays recèle tant de vitalité, d'énergie, de travail, et les étrangers découvrent en lui une source si

inépuisable de richesses que plus d'une fois un sentiment de jalousie se cache sous le sourire amical de nos visiteurs. Quoi qu'il en soit, l'exposition qui se termina avec l'année, révéla au monde les immenses ressources de la France, prouva que, sous un gouvernement sérieux, la puissance de cette nation homogène où les intérêts sont identiques de l'Océan à la Méditerranée, était presque illimitée, consolida la dynastie napoléonienne à l'intérieur et à l'extérieur, découragea les démagogues qui virent le pays s'apprêter à jouir paisiblement de ses richesses, et profita à la paix, en faisant réfléchir la Russie sur la force d'un adversaire capable de la tenir en respect, tout en continuant sa marche ascendante vers le progrès.

La diplomatie avait de grosses difficultés à vaincre. Les événements avaient marché; la situation militaire et politique était changée de fond en comble. Dès le commencement de l'année, alors que la neige couvrait le sol, les Russes essayèrent de déloger d'Eupatoria le corps turc d'Omer-Pacha qui leur parut trop isolé pour être soutenu par les Européens et qu'ils espéraient vaincre facilement. Cette fois les Russes se trompèrent dans leurs calculs. Omer-Pacha les défit sans avoir recours aux alliés. Ce revers infligé à

son armée, sur son propre territoire, par les Turcs seuls, porta le coup de grâce à Nicolas Ier. Malade et miné par les mécomptes, le tsar mourut en mars, laissant le trône à son fils Alexandre.

Quelques mois après la conclusion de la triple alliance du 2 décembre, le Piémont adhéra à l'alliance offensive et défensive de la France et de l'Angleterre, et, en exécution du traité signé avec les puissances alliées, envoya en Crimée le général La Marmora avez 18,000 hommes de troupes d'élite. D'autre part, les rigueurs du climat et les maladies ayant affaibli l'effectif de l'armée assiégeante, la garde impériale nouvellement formée fut désignée pour le renforcer. L'Empereur confia un important commandement dans l'armée d'Orient, au général Pélissier, récemment signalé en Afrique par un acte d'énergie presque sauvage, et, la direction des travaux du siège, au général de génie Niel, dont la réputation avait grandi à la suite de la prise de Bomarsund, due à ses combinaisons. A peine arrivé devant Sébastopol, Niel attira l'attention des généraux sur la tour Malakoff, dans laquelle l'illustre ingénieur reconnut tout de suite la clef de la place.

Cependant les Russes, repoussés d'Eupatoria

par Omer-Pacha, essayèrent d'inquiéter les flancs de l'armée alliée et de détruire les travaux de siège entrepris devant Malakoff; ils n'étaient pas démoralisés, car le bruit s'était répandu en Europe que Sébastopol était comme Cronstadt, imprenable. Le printemps entier se passa en escarmouches. Les Russes eurent tantôt le dessous, tantôt le dessus; mais ils contrarièrent les travaux d'approche et fatiguèrent considérablement les troupes assiégeantes, les Anglais surtout, qui murmuraient contre la lenteur du siège, et contre les hésitations du commandant en chef de l'armée française. Une certaine mésintelligence éclata entre lord Raglan et Canrobert. Raglan reprochait au général français sa timidité et la mollesse de ses attaques. Canrobert se retranchait derrière les ordres reçus de Paris. Effectivement Napoléon III avait eu un instant la faiblesse de vouloir diriger les travaux du siège, de son cabinet des Tuileries. A plusieurs reprises, un contre-ordre venu pour annuler une décision prise en conseil de guerre avait retardé les opérations et mécontenté, non sans raison, lord Raglan. Mais Canrobert n'y pouvait rien, tenu qu'il était d'obéir aux instructions du ministère. Or il arriva, qu'une expédition dirigée contre Kertch d'après l'avis

de Raglan qui assurait qu'en détruisant les magasins russes en Crimée, et en interceptant les communications à travers l'isthme de Pérékop, on réduirait plus vite Sébastopol, fut arrêtée à mi-chemin par un ordre des Tuileries. Très vexé et ne pouvant s'en prendre à Napoléon III, Raglan s'en prit à Canrobert qui riposta que bientôt, il n'aurait plus de responsabilité, l'Empereur devant venir en personne sur le théâtre de la guerre. Il avait été question en effet pendant tout le mois d'avril, alors que les travaux n'avançaient que lentement, de l'arrivée de Napoléon en Crimée. On apprit bientôt que l'Empereur, préoccupé de l'ouverture de l'Exposition et de la réception des princes étrangers qui lui avaient annoncé leur visite, se rendant d'ailleurs aux objections de son entourage, avait renoncé à ce projet. Alors, le renouvellement quotidien des dissensions entre les chefs des alliés démontra que, pour conduire à bien les opérations, il fallait une volonté supérieure. La réunion, sous le commandement d'un seul général, des quatre armées, anglaise, française, turque et sarde, fut résolue en principe, et Canrobert offrit ce titre à lord Raglan, en l'assurant de son obéissance passive. Le général anglais recula devant une aussi grave responsabilité. Cette lutte

de modestie entre deux hommes d'un mérite aussi incontestable nous transporte d'admiration. Il est plus difficile de se reconnaître incapable de conduire une grande entreprise que de remporter une victoire due parfois au hasard. Quoi qu'il en soit, les travaux du siège languissaient et les Russes obtenaient par contre-coup des succès partiels. L'abnégation de Canrobert ne rétablit pas l'entente entre les chefs de l'armée assiégeante, car Raglan prétendait qu'une attaque vigoureuse, exécutée sans plus de retard, pourrait amener un résultat décisif. N'osant dépasser ses instructions, craignant d'échouer en prenant l'initiative, Canrobert céda le commandement au général Pélissier, et envoya sa démission à Paris, en priant l'Empereur de le laisser en Crimée, en qualité de simple divisionnaire. Sa demande lui fut accordée. Si Canrobert, retenu par une appréciation timorée des devoirs d'un soldat discipliné, ne fit pas preuve de ce coup d'œil d'aigle des grands capitaines qui osent trancher les difficultés sans regarder en arrière, il est impossible de ne pas éprouver un profond respect pour cet homme éminent, dont la valeur et les capacités ne peuvent être mises en cause, descendant volontairement du premier rang, par un sentiment de modestie poussé

trop loin sans doute, mais dont la profonde délicatesse ne saurait être méconnue par la postérité. C'est d'ailleurs ainsi que son acte fut jugé par l'Empereur, l'armée, et par Raglan lui-même, qui s'empressa de rendre hommage au désintéressement de son collègue. Après avoir adressé ses adieux à l'armée, Canrobert alla se mettre à la tête de sa division, avec une simplicité digne et ferme à la fois, qui fait de cette abdication, exempte de toute amertume, un des plus glorieux souvenirs de la campagne de Crimée.

Pélissier conduisit les opérations avec une hardiesse qui, dès les premiers jours, donna les meilleurs résultats. Investi le 10 mai du commandement suprême, il livra le 22 et le 23 mai deux combats heureux à la suite desquels les Russes furent délogés d'une redoute construite en avant-poste sur la baie de la Quarantaine, et attaqua Malakoff des trois côtés à la fois. En même temps, l'expédition de Kertch, proposée par Raglan et arrêtée naguère par des ordres venus de Paris, fut reprise sans délai. Le 25 mai, la division d'Audemarre occupait Kertch et Yenikalé et enlevait à Sébastopol ses principales sources de ravitaillement. L'escadre entra dans la mer d'Azoff, en détruisit les docks

et les ports, s'empara de Marioupol et de Gheick et sema l'épouvante jusqu'au cœur de la Russie. Le 7 juin, Pélissier ordonnait une attaque générale contre les ouvrages avancés; le 8, le « Mamelon Vert », la redoute du « Carénage » et l'ouvrage dit « des Carrières, » tombaient entre les mains des alliés, qui ouvrirent des tranchées à proximité de Sébastopol. En un mois, on avait fait plus que pendant toute la campagne. Le 18 juin, Pélissier décidait un assaut général. Cette fois il ne réussit pas. Les alliés furent repoussés avec de grandes pertes. L'échec de la journée eut pour cause, prétend-on, un retard du général Mégean. Sans s'arrêter aux récriminations des journaux français et anglais qui se jetèrent mutuellement à la tête des accusations mal justifiées, il faut attribuer cet insuccès uniquement à la défense désespérée et à la bravoure héroïque des Russes, exaspérés par les pertes subies depuis le changement survenu dans le commandement des assiégeants. Cette victoire relative ne rétablit pas leurs affaires endommagées par la prise de Kertch. La garnison allait se trouver en présence de privations que le soldat russe lui-même, si accoutumé à souffrir, pourrait difficilement supporter. La chute de la forteresse n'était plus qu'une question de

temps. Les prisonniers russes le reconnaissaient eux-mêmes. Un pas immense était fait. Sébastopol ne pouvait plus être considéré comme imprenable, et les journaux qui, jadis, avaient contribué à démoraliser l'armée en paraissant douter de la réussite de l'entreprise, l'encourageaient maintenant à hâter un succès considéré comme infaillible. Lord Raglan n'assista pas au triomphe, dû en partie à sa persistance dans son idée d'occuper et de détruire Kertch. Une attaque de choléra enleva en quelques heures le général anglais. Toute l'armée prit le deuil, car, quoique Raglan ait censuré les hésitations de Canrobert, les officiers français étaient pleins de déférence pour les éminentes qualités de l'ancien lieutenant de Wellington, dont le coup d'œil avait plus d'une fois décidé de la victoire. Le plus ancien des généraux anglais, M. James Simpson, prit le commandement.

La journée du 19 juin avait exalté le courage des Russes. Tout en comprenant qu'ils ne pourraient tenir longtemps dans Sébastopol, ils essayèrent, par une vigoureuse sortie, de culbuter les alliés et de couper leurs lignes. Dans la nuit du 15 au 16 août, ils attaquèrent les positions françaises de Traktir sur les rives de la Tchernaïa, défendues par les avant-postes sardes. Pour

la première fois le contingent piémontais était appelé à prendre une part active à la guerre. Ses débuts furent éclatants. Il soutint l'attaque de 40,000 Russes et donna le temps au général Herbillion d'entrer en ligne. La bataille dura toute la nuit. Au matin, l'ennemi était en fuite, poursuivi par les Franco-Sardes qui le refoulèrent jusque sous le feu de ses batteries. Pélissier, après avoir rendu hommage aux Piémontais, qui s'étaient montrés dignes de la réputation conquise sur d'autres champs de bataille, profita du désordre de l'armée russe pour ouvrir contre Malakoff un feu meurtrier qui dura jour et nuit, et ne discontinua pas jusqu'au matin du 9 septembre, fixé par Pélissier et Simpson pour un assaut général et décisif.

Les deux généraux s'étaient entendus au préalable. L'armée française devait attaquer Malakoff, et, coûte que coûte, s'en emparer. Dès que le drapeau français flotterait sur Malakoff, Pélissier devait donner un signal à Simpson pour l'attaque du Grand-Redan. La tour Malakoff et le Grand-Redan au pouvoir des alliés, Sébastopol ne pouvait plus tenir. Le plan fut exécuté à la lettre. Dans la matinée du 9, les Français sortirent des tranchées aux cris de : « Vive l'Empereur ! » et se précipitèrent à l'assaut. Les Russes se fai-

saient tuer sur place, se défendant à la baïonnette, puis avec des haches et des pioches, quand les fusils étaient brisés. Ce jour-là rendit vrai le mot de Frédéric le Grand : « Pour faire tomber un Russe, il faut le pousser après l'avoir tué. » C'est à la division Mac-Mahon que revient l'honneur d'avoir planté la première son drapeau sur Malakoff. Cependant la bataille n'était pas gagnée. Il fallut l'effort de deux autres divisions (Dulac et de la Motterouge) pour chasser de l'intérieur du bastion les Russes qui reculaient pas à pas, couvrant le sol de leurs cadavres sur lesquels les assaillants étaient obligés de monter pour continuer la lutte. Ce ne fut qu'après trois heures d'un combat sanglant, où le général Bosquet fut blessé d'un éclat de bombe, que Pélissier put se croire assez maître de Malakoff pour donner à Simpson le signal convenu.

Les Anglais marchèrent contre le Grand-Redan sous un feu des plus meurtriers, et les deux cents mètres qu'ils avaient à franchir furent bientôt jonchés de leurs morts. Mais leur élan ne se ralentit pas. Le Redan emporté du premier coup malgré l'admirable défense de l'amiral Pamphiloff, les Russes se retirèrent derrière les fortifications de Sébastopol, d'où ils dirigèrent un feu épouvantable que les Anglais essuyèrent pendant deux

heures sans vouloir abandonner leur conquête. Enfin, voyant que la situation devenait insoutenable et que ces deux heures avaient, en divisant les forces russes, permis aux Français de se maintenir dans Malakoff, ils évacuèrent le Grand-Redan dont ils firent sauter les murailles. Les efforts des Russes se concentrèrent alors contre les Français. A quatre reprises différentes, leurs colonnes serrées retournèrent à l'assaut et la nuit seule les obligea à renoncer à l'offensive. Dans Malakoff conquis, les vainqueurs profitaient des ténèbres pour se préparer à l'assaut par quelques heures de repos indispensables à l'armée, exténuée par cette sanglante journée, quand vers dix heures du soir, un jet de flammes se projeta sur la mer et des détonations retentirent. Croyant à une nouvelle attaque, les alliés furent bientôt sur pied, mais un spectacle inattendu apparut à leurs yeux. Les Russes évacuaient Sébastopol par la route du Nord, sur laquelle se déroulait un long convoi d'armes et de bagages; la ville brûlait; des moellons, lancés au loin par la poudre, tombaient dans la mer avec un clapotis sinistre. On eût dit la représentation théâtrale de l'incendie de Moscou. Les flots étaient cramoisis; les boîtes de mitraille éclataient en l'air; les navires flambaient, et, au milieu de ce chaos, des

canonnières à vapeur recueillaient les fugitifs qui encombraient le pont de bateaux jeté sur le port. Jusqu'au matin, l'armée victorieuse assista, arme au bras, à cet exode, dernier acte d'orgueil du colosse vaincu. Le soleil, en se levant, éclaira une scène de dévastation plus grande encore qu'on ne l'aurait cru. Les Russes, en évacuant Sébastopol, ne laissaient après eux qu'une gigantesque ruine. Cette journée homérique coûta aux alliés 12,000 hommes tués, aux Russes 21,000 tués ou disparus.

Le 10 au soir, les généraux alliés occupèrent Sébastopol, ou plutôt ce qui restait de la ville. Pélissier ne s'endormit pas sur ce succès. Le 24, une expédition fut envoyée dans la mer d'Azof et on s'empara de Tusmania et de Fanagory. Le 14, les escadres se dirigèrent sur Kinburn, forteresse située à l'embouchure du Dniéper sur la route de Nicolaïeff et de Kherson. La prise de Sébastopol avait enfin démoralisé les Russes, Kinburn capitula; le lendemain, l'ennemi faisait sauter le fort d'Otchakoff et se retirait dans l'intérieur des terres. La route de la nouvelle Russie était ouverte. Mais l'hiver allait commencer, et il fallait suspendre les hostilités. La parole était à la diplomatie.

A la fin 1854, Gortschakoff, ayant reçu les ins-

tructions de son gouvernement, déclara admettre pour base les quatre garanties stipulées par les notes du 8 août, mais en se réservant d'en discuter l'application. De leur côté les cabinets de Londres et de Paris, en acceptant cette base minima des négociations, réservaient leur liberté d'action. Les conférences qui s'ouvrirent en février, à Vienne, entre le comte Buol, le prince Gortschakoff, lord John Russell, M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères de France, et le grand vizir Aali-Pacha, n'aboutirent à rien. MM. Drouyn de Lhuys et lord John Russell, en outre des quatre propositions, concluaient à la neutralité de la mer Noire, et à la limitation à quatre vaisseaux et à quatre frégates, du nombre des bâtiments de guerre que la Russie pourrait y entretenir. Les pouvoirs de Gortschakoff ne s'étendaient pas au delà des garanties, et il en référa à son gouvernement. La lenteur du siége de Sébastopol, et quelques succès partiels obtenus par les Russes firent incliner le cabinet de Saint-Pétersbourg vers la continuation de la résistance. La Russie n'admit pas la limitation; toutefois le comte Nesselrode proposa d'indiquer un moyen terme, si on voulait lui accorder une nouvelle conférence. Les négociations furent rompues, et les plénipotentiaires rentrèrent chez eux.

Drouyn de Lhuys crut devoir donner sa démission. Le ministère des affaires étrangères fut confié au comte Walewski, fils naturel de Napoléon Ier.

Les projets et les contre-projets se succédèrent alors sans amener aucune solution. La Russie était encouragée dans sa résistance par le résultat négatif des opérations du siège; les alliés ne voulaient se départir d'aucune exigence. La chute de Sébastopol changea tout. Ceux des États qui hésitaient à se déclarer contre la Russie accusèrent franchement leur sympathie pour l'Occident. Parmi ces États se trouvait la Suède. Avec cette sûreté de coup d'œil dont il fit si fréquemment preuve au début de son règne, l'empereur des Français reconnut l'urgence d'une entente avec cette puissance, et le général Canrobert, de retour en France, fut chargé d'une mission à Stockholm.

Depuis quelque temps la Suède était forcée de se défendre contre la Russie qui insistait auprès du cabinet de Stockholm, pour obtenir sur les côtes de Norwège des droits de pêche, et sur celles du Finmark des droits de pâturage que le comte de Nesselrode prétendait dériver de l'annexion de la Finlande. De plus, la chancellerie russe réclamait la possession du golfe de

Varanger, position exceptionnelle dans le Nord par sa température propre qui, en contre-balançant les rigueurs de l'hiver, donne à son possesseur l'accès de l'Océan en toute saison. Canrobert était chargé, d'accord avec le plénipotentiaire anglais, d'offrir à la Suède une alliance offensive et défensive qui la mettrait en mesure de résister victorieusement à ces exigences. Le prestige du tsar était détruit; après avoir longtemps hésité à mécontenter son formidable voisin, la Suède accueillit les propositions françaises et signa le 20 novembre un traité de triple alliance, dont l'article premier assurait l'intégrité de la couronne de Suède et de Norvège, qui s'engageait, de son côté, à ne jamais céder à la Russie aucune portion de son territoire, ni aucun droit exclusif. Si le gouvernement du tsar renouvelait ses exigences, le roi de Suède devait en informer immédiatement les deux hautes parties contractantes, qui auraient à lui fournir les forces navales et militaires suffisantes pour résister aux empiètements de la Russie.

La conclusion de cette alliance, annoncée à l'Europe aussitôt après les victoires de Kinburn et de Fanagoria, enhardit l'Autriche. Par un acte d'énergie digne du prince Schwartzemberg, M. de Buol proposa aux puissances alliées

d'envoyer à la Russie une dernière offre de négociations, et de convertir cette offre en « ultimatum », au cas où la Russie ne l'accepterait pas. Les conditions autrichiennes dépassaient de beaucoup les quatre garanties; on était persuadé que la Russie les refuserait, et que le printemps verrait les hostilités recommencer, avec l'adjonction des forces de l'Autriche et de la Suède. L'ultimatum se détaillait ainsi : 1° Abolition complète du protectorat russe en Moldo-Valachie et en Serbie, qui retournaient au sultan, obligé, de concert avec les puissances européennes, d'accorder à ses vassaux un « modus vivendi » conforme aux besoins des populations et aux vœux du pays; 2° Rectification des frontières; cession par la Russie au Sultan, pour être annexé aux principautés vassales, du territoire du Pruth, avec les forteresses d'Ismaïl et de Runi, et de toute la rive gauche du Danube; 3° Liberté du Danube et de ses embouchures réglée par une conférence à laquelle les grandes puissances contractantes seraient également représentées; 4° Immunité des sujets rayas de la Porte réglée à Constantinople d'un commun accord dans une conférence où la Russie serait appelée, mais seulement avec voix consultative et délibérative; 5° Neutralisation de la mer Noire, et limitation de la flotte

russe. Il y avait loin de ces propositions au « memento » accepté par Gortschakoff; aussi les préparatifs militaires continuaient-ils activement en France, en Angleterre et en Autriche, pendant que l' « ultimatum » était signifié au tsar. On ne pouvait raisonnablement supposer que ces propositions seraient acceptées à l'entrée de l'hiver, sans que la Russie essayât d'un dernier effort au printemps. Mais le tsar était fatigué de la lutte; son armée régulière pour ainsi dire anéantie, les volontaires (opoltchehnie) ne pouvaient opposer une résistance sérieuse aux troupes aguerries des alliés; la route du Sud était ouverte aux envahisseurs, qui, hivernés sur le territoire russe, n'avaient que quelques marches forcées à faire au printemps pour arriver en vue de Kieff, troisième capitale de l'Empire. N'ayant pas commencé la guerre, céder coûtait moins à son orgueil qu'à celui du vieil autocrate habitué pendant si longtemps à régenter l'Europe. Enfin, l'intervention de l'Autriche, en faisant entrer en ligne un nouvel adversaire, évoquait le spectre d'une révolution en Pologne, ou d'une invasion combinée avec les populations des provinces occidentales. Ces considérations influèrent sur la décision du jeune empereur, qui se déclara partisan de la

paix. Aussi, à l'étonnement général, la Russie répondit-elle à l'Autriche par une acceptation, qu'elle essaya un instant d'atténuer par des contre-propositions, dont le refus par le cabinet de Vienne l'amena à adhérer purement et simplement à l'ultimatum. Cette nouvelle fut accueillie avec transport par l'armée de Sébastopol qui se préparait à la reprise des hostilités après un hiver long et rigoureux. Cependant comme on était habitué aux brusques revirements de la diplomatie russe, les alliés se tenaient prêts à recommencer la campagne sans discontinuer toutefois les négociations pour l'ouverture d'un Congrès.

Les défiances des alliés n'étaient pas justifiées. La Russie voulait loyalement et sincèrement la paix, car la guerre avait été rude. Si son cœur était intact, ses extrémités commençaient à souffrir.

Dans la Baltique, l'amiral Dundas, successeur de Napier, avait, dès le mois d'avril, installé son quartier général à l'île de Norgon, dans le golfe de Finlande, où il fut rejoint par l'escadre française de l'amiral Pinaud. On établit un blocus rigoureux des navires de commerce. La Prusse, qui à partir de 1855 soutint ouvertement la Russie, neutralisa en partie les effets de ce blocus,

en prêtant en sous-main au tsar son port de Memel pour le transit des marchandises. Néanmoins, la difficulté d'arriver à Memel par voie de terre, était une gêne considérable pour le commerce russe. Le 9 et le 10 août les flottes alliées bombardèrent Sveaborg, forteresse importante de la Finlande. C'était autant de coups portés à l'amour-propre russe. Mais, en réalité, Dundas ne fit pas beaucoup plus de besogne que son prédécesseur, et la campagne de la Baltique peut être considérée comme un échec relatif. La mer Blanche, où la rigueur du climat rendait toute attaque à peu près impraticable, fut bloquée pendant la belle saison, et le commerce dans ces parages totalement arrêté. Mais quelle était l'importance de ce commerce? Et le mal fait à la Russie compensa-t-il les dépenses du blocus? La prise de la forteresse de Pétropavlovsk dans l'océan Pacifique fut un de ces exploits dont nous ne comprenons pas bien l'utilité. La flotte de l'amiral Burce (amiral français Fourichon) opéra un débarquement et s'empara de Pétropavlosk. Le rapport des amiraux annonça que le but de l'expédition s'était trouvé ainsi atteint. Le but! Quel but? Qu'est-ce que la prise de Pétropavlovsk peut avoir coûté à la Russie, et quels avantages a-t-elle rapportés aux alliés?

Toutefois, ces opérations contribuèrent à a conclusion de la paix. Les Russes, narquois en 1854, voyant échouer toutes les expéditions des alliés sur leur territoire, réfléchirent en présence de la réussite de ces tentatives en 1855. L'ultimatum de l'Autriche exigeait des sacrifices, ils l'acceptèrent comme maximum des exigences possibles, résolus à se défendre à outrance si on leur en demandait davantage. De leur côté, les alliés s'aperçurent que la prise de Sébastopol n'avait pas totalement découragé l'ennemi. La chute de Kars, et la reddition du général anglais Williams qui y commandait, retentirent bruyamment en Europe, en témoignant une fois de plus de la force de résistance de la Russie. Omer-Pacha avait quitté la Crimée quelque temps avant la chute de Sébastopol pour faire diversion sur Koutais et empêcher l'armée du tsar de continuer sa marche en Arménie. Le mouvement se trouva mal combiné. Au lieu d'opérer directement par Erzeroum, Omer-Pacha voulut rejoindre Schamyl, dont le dévouement pour la cause turque s'était singulièrement refroidi depuis qu'Alexandre II avait consenti à échanger ses fils prisonniers contre deux princesses géorgiennes. Omer-Pacha força le passage d'Yugour, mais le nouveau lieutenant du Caucase, prince

Bariatinski, se porta contre lui pendant que Mouravieff s'emparait de Kars. Ces événements engagèrent les alliés à s'approprier l'ultimatum de l'Autriche, sans y ajouter d'autres exigences. Les hostilités n'avaient pas encore cessé à la fin 1855, mais la paix était assurée pour le printemps prochain.

États Romains.

Le Saint-Siège arriva, au milieu de l'année, à l'apogée de cette grandeur factice, qui fut comme le dernier reflet de la puissance pontificale. François-Joseph, dont la piété fervente avait été exaltée par la tentative d'assassinat dont il venait d'être victime, crut, au moment où il s'apprêtait à lutter contre un adversaire auquel il devait quelque reconnaissance, obtenir la protection du Christ, en se rendant agréable à son vicaire. Ce que ses prédécesseurs, si catholiques qu'ils fussent d'ailleurs, n'avaient jamais consenti à accorder au pape, ce que lui-même avait si longtemps hésité à faire, il l'exécuta alors que la curie romaine désespérait déjà de le convaincre. L'influence du clergé dans l'instruction et l'administration, mise à néant par Joseph II, redevint omnipotente par l'abolition du Placetum Regium et l'octroi d'une liberté entière de communication entre le Saint-Siège et l'Église catholique d'Autriche. La curie

en profita aussitôt pour provoquer une réunion d'évêques à Vienne, en vue d'élaborer un plan de conduite. A ce Congrès ecclésiastique, le pape envoya une bulle, où il ne manqua pas de parler du rite grec uni et de la fusion des deux Églises orientale et occidentale, si antipathique à la Russie. Ce succès compensa largement les légers déboires éprouvés en Piémont par le vote de la loi des couvents. Pie IX ne craignit pas de lancer contre ce royaume une bulle d'excommunication majeure, comptant sur l'émotion produite par cette mesure dont, depuis de longues années, les pontifes n'avaient pas fait usage. Aussi fut-on profondément froissé à Rome, en apprenant que l'excommunication avait été accueillie en Sardaigne avec une indifférence insultante. Mais au lieu de donner à réfléchir à Pie IX, en lui prouvant que le règne de la superstition était fini, cette indifférence ne réussit qu'à lui faire prononcer, à l'annonce du départ du ministre sarde, ces paroles hautaines :

— Ne dirait-on pas que ce petit roi de Piémont veut traiter avec nous d'égal à égal ? Qu'il prenne exemple de l'empereur d'Autriche et qu'il se souvienne de Novare !

Le gouvernement révolutionnaire d'Espagne entra, lui aussi, en dissentiment avec le Saint-

Siège sur la question des biens de mainmorte et des poursuites à exercer contre les dissidents du catholicisme. Espartero ne voulait pas s'engager dans une voie aussi rétrograde. Le pape, sans aller jusqu'à l'excommunication, enjoignit au nonce de quitter Madrid. De son côté, Pacheco, ministre d'Espagne, quitta Rome, non toutefois sans avoir adressé au cardinal Antonelli un mémoire justificatif, où il le suppliait de ne pas augmenter les difficultés intérieures de sa patrie, par des prétentions qui n'étaient plus de notre époque. Malgré le désir qu'elles en avaient, la France et l'Autriche ne pouvaient consentir à retirer leurs troupes du territoire pontifical, car leur départ eût été le signal d'une révolution que le régiment suisse à la solde du pape était impuissant à réprimer. Le dissentiment entre l'élément laïque et l'élément religieux était plus profond que jamais. L'administration, en réalité moins livrée au clergé qu'elle ne paraissait l'être, ne s'en ressentait pas moins d'une routine incompatible avec les idées modernes. D'autre part, les carbonari et les mazziniens devenaient de plus en plus nombreux. Leur programme ne variait pas. La liberté de l'Italie, une Constituante, la suppression du pouvoir temprel, la guerre avec l'Autriche. Ne pouvant combattre

ouvertement les Autrichiens et les Français, ils recouraient au poignard. Des assassinats se commettaient chaque nuit à Rome, Bologne, Pérouse, Ancône. Parfois les victimes étaient des soldats français ou autrichiens. Le pape lui-même reconnaissait qu'à ce Congrès, qui ne pouvait manquer de se réunir à la fin de la guerre, les puissances auraient forcément à s'occuper de ses affaires.

Deux-Siciles.

Le roi des Deux-Siciles, seul des souverains d'Europe, avait signé, avec les États-Unis et la Russie, un traité sur le droit des neutres, dont l'essence ne signifiait pas grand'chose, mais qui n'en constituait pas moins un acte d'hostilité envers les puissances alliées. Personnellement lié avec l'empereur Nicolas qui, venu le visiter jadis, avait laissé dans son esprit d'impérissables souvenirs, il se trouvait en communauté d'idées avec lui. Ferdinand croyait fermement à l'infaillibilité du pouvoir absolu, et avait, comme Nicolas, une foi mystique dans la mission des rois. Souvent les deux autocrates s'étaient entretenus, sur les terrasses de Castel-Nuovo ou de Capodimonte, des destinées futures de l'Europe, et, ainsi que Ferdinand II l'a affirmé à ses ministres et même à ses fils, il ne s'était jamais pro-

duit entre eux la moindre divergence d'opinion. Tous deux voulaient sincèrement le bien de leurs sujets, à condition que ce bien ne provînt que de leur volonté. Tous deux étaient implacables aux révolutionnaires qu'ils accusaient d'aveugler et de conduire à leur perte des malheureux égarés par des utopies irréalisables. Il y avait, dans les relations de Ferdinand et de Nicolas, un certain sentiment de déférence de la part du premier, non pour la condition de Nicolas, le fier Bourbon n'admettait pas d'égal — quant à la naissance, — mais pour la puissance de l'autocrate disposant des destinées de quatre-vingts millions d'hommes, et possesseur du quart de l'hémisphère arctique. La chute et la mort de ce colosse qu'il aimait et admirait lui inspirèrent des pensées de vengeance. Heureusement pour les puissances d'Occident et pour la liberté, ses ressources n'égalèrent pas la force de son ressentiment. Il dut se contenter de venger la mort de Nicolas[1], en redoublant de rigueur contre les libéraux, en essayant de molester les Français et les Anglais qui se trouvaient à Naples; défendant à ses

1. Je tiens ces renseignements d'une personne qui avait approché Ferdinand VII, et ils furent corroborés par de nombreux entretiens que j'ai eus depuis avec diverses personnes qui le touchaient de très près.

ministres de recevoir dans les loges privilégiées les secrétaires de l'ambassade d'Angleterre; refusant de saluer le drapeau français; taquineries enfantines qui aboutissaient invariablement à des excuses, dont il prenait sa revanche en redoublant de sévérité à l'égard de ses sujets.

L'emprisonnement du chevalier Alfetto, l'exil du comte Galetti et du marquis de Bella, avaient déjà mécontenté l'opinion en Italie, quand tout à coup un journal de Gênes — la presse piémontaise était depuis 1850 à l'affût de tout ce qui pouvait mettre en lumière les abus du despotisme — publia une circulaire adressée aux préfets et aux administrateurs par le ministre de la police, qui parut d'abord apocryphe, mais dont la véracité éclata à la fin de l'année, au grand scandale de l'Europe et à la confusion du gouvernement napolitain. Cette circulaire recommandait aux autorités la vigilance contre *l'inique race démagogique*, laquelle profitait des affaires d'Orient, qui ne concernaient cependant en rien le royaume de Naples, pour semer des bruits de changements politiques, dans l'intention d'inspirer des espérances insensées aux esprits crédules, en décourageant et en intimidant les fidèles royalistes. Le ministre faisait en conséquence part de ses désirs aux fonctionnaires publics qui devaient surveiller

les suspects, leurs relations, mouvements, correspondances et adhérences, et, au cas où ils découvriraient le moindre indice, appliquer instantanément et sans hésitation les dispositions préexistantes les plus rigoureuses aux propagateurs de nouvelles alarmantes, lesquels, indépendamment des poursuites judiciaires, devraient être préalablement punis de *la bastonnade*, qui pourrait être appliquée sommairement aux vagabonds suspects qui auraient la hardiesse de se réunir ensemble, et à ceux qui feraient usage *de chapeaux de forme extraordinaire* ou qui porteront *la barbe tout entière*...

Il n'y eut qu'un cri d'indignation en Europe, quand on vit que le gouvernement de Naples ne protestait pas contre la publication de cette circulaire. Ferdinand II, occupé à traiter avec le Saint-Siège la question de la haquenée blanche et autres redevances et privilèges surannés de la couronne de Sicile, ou à prodiguer au nouveau tsar les assurances de sa sympathie, ne savait pas ce qui se passait, les ministres ayant intérêt à lui cacher le mécontentement que son gouvernement excitait en Europe. La nouvelle de la chute de Sébastopol raviva ses douleurs.

— Le pauvre tsar a bien fait de mourir! s'écria-t-il, mais les rois de l'Europe le regretteront un jour.

Toscane. L'évacuation de la Toscane par les troupes autrichiennes, consentie en 1854, fut effectuée en 1855; les Autrichiens évacuèrent en même temps le duché de Modène. Dès le lendemain de leur départ, les affiches révolutionnaires de Mazzini, qu'on n'avait pas vu depuis cinq ans, couvrirent les murs de Florence et de Livourne. La révolution, selon son habitude, s'attaquait aux États faibles qui ne pouvaient lui opposer que peu de résistance. La publication de ces placards, compliquée d'un léger incident diplomatique[1], faillit amener une rupture avec la Sardaigne, que le gouvernement grand-ducal accusait de protéger les révolutionnaires. La médiation de la France rétablit, en apparence du moins, l'entente entre les deux pays.

Parme. Les excellentes intentions de la régente, qui voulait, malgré les avis de l'Autriche, lever l'état de siège dans la principauté, restèrent sans résultat. Les efforts des mazziniens étaient dirigés contre ce pays dont ils avaient réussi à tuer le souverain; les assassinats continuaient dans de telles proportions, qu'on fut obligé d'user de moyens rigoureux. Le général de Crin-

1. Le refus du grand-duc d'accepter un attaché d'ambassade milanais, naturalisé Sarde.

ville, commandant les troupes d'occupation autrichienne, conseilla à la régente de former un conseil de guerre composé d'officiers parmesans. Cé conseil de guerre, présidé par le général Trotti, condamna à mort quelques assassins pris en flagrant délit. La régente commua ces sentences. L'humanité et la sagesse de Louise-Marie ne purent sauver la situation compromise par la détestable administration de Charles III. La révolution avait trop de partisans dans les duchés pour désarmer. L'occupation autrichienne était indispensable. Elle fut continuée, étant d'ailleurs plus légale à Parme et à Plaisance, où elle avait été stipulée par les traités, qu'en Toscane et à Modène.

Le plan de Cavour reçut son exécution. Le roi, après avoir accédé au traité du 20 avril 1854, s'engagea à envoyer immédiatement en Crimée un contingent de quinze mille hommes, composé d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie. L'Angleterre, de son côté, prêta immédiatement à la Sardaigne un million de livres sterling avec promesse, en 1856, si la campagne contre la Russie durait plus de douze mois, d'un deuxième million de livres. Piémont.

L'opposition s'empara de cette clause. C'était,

disaient les mécontents, une troupe mercenaire à la solde de l'Angleterre, que le Piémont envoyait en Crimée. Cavour répondit : « Service contre service. » L'Angleterre prêtait de l'argent au Piémont, elle ne le donnait pas. Après une discussion orageuse, les Chambres ratifièrent le traité et l'emprunt. Victor-Emmanuel envoya en Crimée dix-sept mille hommes, sous le commandement du général Alphonse La Marmora. Nous avons vu que cette petite armée fit son devoir et que le drapeau sarde flotta honorablement à côté de celui de la France et de l'Angleterre. Alexandre La Marmora, frère du commandant en chef, et le général de Montevechio périrent, l'un du choléra, l'autre par le feu de l'ennemi. Le général Alphonse La Marmora fut appelé au conseil de guerre tenu à Paris, après la chute de Sébastopol, au même titre que les autres commandants des corps d'armée.

La chancellerie russe adressa aux cabinets une circulaire protestant contre le traité du 20 janvier 1855 comme contraire au droit international, car il admettait l'état de guerre entre deux puissances qui ne se l'étaient pas déclarée. Cavour répondit qu'il ne pouvait déclarer la guerre sans l'assentiment du parlement, mais qu'aussitôt le parlement consulté, il la déclarerait à la Russie, ce qui fut fait.

La question d'Orient résolue suivant le désir de Cavour, il s'agissait d'obtenir le vote des lois contre les couvents. La Chambre des députés, après une longue discussion à laquelle prirent part la plupart des orateurs (Cavour, Rattazi, Buoncompagni, Valerio, Isola, etc.), y accéda le 2 mars, à la majorité de cent seize voix. Retirée ou ajournée à plusieurs reprises, cette loi portait en substance que toutes les communautés monastiques et corporations religieuses existant dans l'État seraient supprimées, et ne pourraient être rétablies que par une loi spéciale, à l'exception des corporations ayant pour objet l'instruction publique, la prédication et l'assistance des malades. Les biens domaniaux appartenant aux congrégations supprimées passaient sous l'administration du domaine de l'État, pour être employées au payement des pensions ecclésiastiques. La somme de cinq millions, produit de la vente des terres monacales, serait inscrite dans le budget des recettes de l'État pour l'exercice 1855. Le Sénat vota la loi avec des modifications de peu d'importance. Revenue ainsi modifiée à la Chambre des députés, elle fut adoptée définitivement le 28 mai, promulguée par un décret royal et appliquée immédiatement. C'est à ce moment que le pape lança contre la Sardaigne

l'excommunication majeure, se basant sur la décision du Concile de Trente qui frappe des peines de l'Église ceux qui la dépouillent de son patrimoine. Les libéraux, Cavour en tête, ne s'en émurent guère; mais, voulant rassurer les consciences timorées, le gouvernement sarde répondit qu'il ne dépouillait pas l'Église d'une obole, car les biens des communautés supprimées retournaient à une caisse spéciale destinée aux besoins du culte. A l'exception des évêques et des archevêques, tout le monde, même le bas clergé, applaudit à cette détermination du gouvernement. A son retour de Londres et de Paris, où il s'était rendu pour rendre visite à ses alliés, le roi s'arrêta à Chambéry. L'archevêque, à la tête de ses suffragants, vint au palais et adressa à Victor-Emmanuel un discours qu'il termina par cette phrase où la morgue ecclésiastique éclate à chaque mot :

— Votre Majesté a vu en France le bel exemple de l'union intérieure des autorités et du clergé, et nous espérons qu'elle saura doter son royaume de ce grand bienfait, en mettant un terme aux persécutions dont l'Église est l'objet de la part du gouvernement.

Victor-Emmanuel, dont nous aurons plus tard l'occasion d'étudier le caractère, répondit

à l'archevêque avec une ironie courtoise :

— Vous avez raison, monseigneur l'Archevêque, de citer comme un bel exemple à suivre les rapports réciproques de la prélature française et des autorités de l'Empire. J'en suis tellement convaincu, que je compte donner tous mes soins à mettre le clergé de mon royaume sur le même pied que celui de France.

Il y eut à la fin 1855 une légère crise ministérielle. Deux nouveaux ministres, MM. Deforesta et Lanza, entrèrent au cabinet, en remplacement de M. Dabormida retiré, et pour obvier à l'abandon momentané du portefeuille des affaires étrangères par Cavour[1] qui se rendait à Paris, où la réunion d'un congrès était prévue par tout le monde, depuis l'acceptation par la Russie de l'ultimatum de l'Autriche.

Les Cortès constituantes d'Espagne ouvrirent en janvier. La majorité conservatrice libérale ne réussit qu'à bouleverser le pays. Après avoir déclaré que la monarchie était la base de la Constitution, et en avoir affaibli l'autorité par Espagne.

(1) Voici la composition du ministère sarde en 1855 : Président du Conseil et finances, M. de Cavour; Affaires étrangères, M. Cibunio; Intérieur, M. M. Ratazzi; Guerre et Marine, M. Durando; Justice, Deforesta; Instruction publique, Lauza; Travaux publics, Pelcocapa.

l'institution d'une commission parlementaire en permanence, il fallait songer à régler la situation religieuse qui, depuis le concordat de 1851, semblait marcher à grands pas vers le retour à l'intolérance. Dans ce pays essentiellement catholique, la majorité des esprits n'admettait pas d'autre culte que le catholicisme. Le progressiste le plus avancé croyait qu'un protestant serait damné, et n'accordait pas à un juif la qualité d'homme, tant l'inquisition avait pesé lourdement sur cette nation, dont elle a, par trois siècles de compression, faussé le jugement et égaré la foi. Plusieurs propositions relatives à la liberté de conscience furent repoussées par la majorité, qui finit cependant par adopter la rédaction suivante :

« La nation s'oblige à maintenir et à pro-
» téger le culte et les ministres de la religion
» catholique que professent les Espagnols, mais
» aucun Espagnol ni étranger ne pourra être
» poursuivi pour ses opinions et ses croyances,
» tant qu'il ne les manifestera pas par des actes
» publics contraires à la religion. »

Croirait-on qu'une loi, qui détonne à ce point avec l'esprit du XIXe siècle, parut antisociale et révolutionnaire à une grande quantité d'Espagnols? Il y eut contre elle des manifestations appuyées par le clergé et le pape; des évêques

protestèrent; quelques-uns, l'évêque d'Osma par exemple, avec une vivacité qui contraignit le gouvernement à l'exiler. Des pétitions nombreuses furent adressées aux Cortès contre la base constitutionnelle projetée. Enfin, quelques Anglais, à Séville, voulant, en exécution de la nouvelle loi, se réunir chez l'un d'eux pour y exercer leur culte, la police les pria de renoncer à ce projet dans l'intérêt de la tranquillité publique. Pendant que cette tentative parlementaire contre la toute-puissance du catholicisme soulevait tant de troubles, les Cortès continuaient leurs travaux et discutaient un projet de désamortissement proposé par le ministre des finances, Pascal Madoz, qui autorisait la vente immédiate pour les besoins de l'État, et comme unique remède à la crise financière traversée par l'Espagne depuis tant d'années, de tous les biens appartenant à l'État, aux établissements de bienfaisance et d'instruction publique, aux communes et au clergé. Ici encore, la résistance du clergé soulevait les plus graves difficultés. Le Concordat de 1851 reconnaissait à l'Église le droit d'acquérir et de posséder. Or l'Église sacrifie rarement son droit. Quoique le projet de désamortissement, en mettant au même niveau les biens du clergé et ceux de l'État, ne fût qu'une mesure d'intérêt général, Mgr Fio-

relli, nonce apostolique, mécontent de la loi de tolérance religieuse récemment votée, protesta. Malgré sa protestation, le projet fut adopté. Les prêtres essayèrent de peser sur la reine dont les sentiments religieux étaient connus, pour qu'elle refusât sa signature indispensable à la promulgation de la loi. La reine voulut résister, mais les généraux Espartero et O'Donnell accoururent à Aranjuez, s'enfermèrent avec elle et sortirent du cabinet avec la signature. On dit que dans cette entrevue, les deux généraux, qu'on appelait « les consuls », et qui, en effet, disposaient souverainement de l'administration et de l'armée, avaient mis la reine, à l'ésprit de laquelle la révolution était encore présente, dans l'alternative de signer ou d'abdiquer la couronne. Le lendemain Mgr Fiorelli quittait Madrid et les relations avec le Saint-Siège étaient rompues. Les Cortès constituantes, après avoir voté quatre-vingt-onze lois, prirent leurs vacances, laissant le pays troublé, et le pouvoir entre les mains d'Espartero et d'O'Donnell qui commençaient à ne plus être d'accord sur divers points. O'Donnell, strictement conservateur et monarchiste, se défiait d'Espartero dont les opinions politiques ne reposaient sur aucun principe. Un mouvement carliste dans le Nord, soudoyé, assure-t-on, par la Russie, en vue

d'empêcher l'Espagne de suivre l'exemple du Piémont, et des troubles à Saragosse, remplirent les vacances du parlement. Quoique sans gravité, ces troubles étaient un indice de l'état précaire des affaires.

A la session des Cortès, en octobre, le parti avancé annonça l'intention de combattre non seulement la reine, mais O'Donnell. Les progressistes et les démocrates trouvèrent un appui dans le sein même du ministère, chez MM. Funto-Andrez et Olozaga, ambassadeur à Paris. Une proposition hostile à la cour, déposée par Olozaga, demandait aux Cortès de voter le droit d'obtenir, sans être noble, une charge à la cour. Cette réforme était inutile à un pays où on accorde la noblesse et même la grandesse avec une étonnante prodigalité. Aussi la motion de M. Olozaga fut-elle repoussée et cet homme d'État, qui avait patronné une proposition oiseuse, donna sa démission d'ambassadeur. D'autres lois, sur les attributions des diètes provinciales, sur le mariage civil, etc., furent proposées coup sur coup. On semblait profiter, pour attaquer le cabinet ou du moins sa fraction conservatrice, de l'absence du ministre de la guerre. Aucune des propositions ne fut discutée, et les Cortès prirent leurs vacances de Noël, sans avoir

rien décidé. Espartero, la reine et les députés attendaient le rétablissement d'O'Donnell devenu l'homme indispensable, en présence surtout de quelques insurrections sans importance sans doute, mais l'expérience était là qui disait qu'aucun mouvement en Espagne n'est à mépriser.

Le départ de Soulé permit au cabinet de Madrid d'accorder quelques indemnités aux négociants américains lésés par la saisie de la cargaison du *Black-Warrior*. Les relations avec les États-Unis devinrent ainsi plus courtoises, et il ne fut plus question de Cuba pendant l'année. En revanche, il surgit une contestation avec le Mexique au sujet du règlement des indemnités dues aux Espagnols qui avaient possédé des terrains dans l'ancienne colonie. Le gouvernement de Mexico le prit de très haut, demandant la revision des traités et contestant beaucoup de créances. La discussion s'envenima à un tel point qu'ordre fut donné à la division navale de Cuba de se rendre dans les eaux de la Vera-Cruz. La France proposa la médiation qui fut acceptée par les deux partis.

En ce qui concerne les affaires d'Orient, le gouvernement espagnol, croyant à tort ou à raison à la complicité de la Russie dans les tentatives du comte de Montemolin, affirma hautement

ses sympathies pour les puissances occidentales, et envoya de nombreuses décorations, après la chute de Sébastopol, aux généraux alliés. On croit même qu'O'Donnell n'était pas éloigné, au cas où la guerre se prolongerait, de conclure avec la France et l'Angleterre une alliance offensive et défensive.

La majorité de don Pedro V ne changea pas la situation de Saldhana qui, tout en se prétendant malade, continuait à diriger les affaires du pays, sans aller cependant à la Chambre, où l'opposition se fortifiait sous le patronage du comte de Thomar, revenu d'exil après la mort de dona Maria. Comme on voyait Saldhana régulièrement au théâtre et jamais au Parlement, ses partisans s'en étonnèrent. Portugal.

— Je suis vieux et malade en effet, répondit-il; mais autre chose est d'aller au théâtre entendre madame Alboni, et autre chose est d'aller à la Chambre des pairs entendre les injures et les récriminations du comte de Thomar!

Quoi qu'il en soit, malgré les provocations de ses amis, les violences de ses adversaires et sa propre maladie, Saldhana resta dictateur, même après la déclaration de majorité du roi, qui, le 10 septembre 1855, prit les rênes de l'État des

mains de son père et confirma le ministère. Après les fêtes de son avènement, le nouveau roi dut songer à la question financière qui se compliquait de plus en plus. M. Fontès Pereira de Mello, ministre des finances, fut expédié à Londres pour entrer en arrangement avec le principal détenteur des titres de l'ancienne dette, M. Thornton. Fontès réussit dans sa mission, les créanciers du Portugal avaient confiance dans le règne du jeune roi, sagement conseillé par son père.

Suisse. — Aucune question irritante n'est venue troubler les travaux du Conseil fédéral, où le parti libéral-radical, devenu modéré au pouvoir, était en majorité. L'Autriche, satisfaite des explications du Conseil sur l'affaire du canton du Tessin, envoya à Berne M. de Kubeck en qualité de ministre résident. La Russie établit une légation à Berne, dont le chef fut M. de Krudner. La Prusse seule, en attendant la régularisation définitive de la question de Neuchâtel, où elle ne pouvait plus exercer ses droits de souveraineté, s'abstenait de relations diplomatiques.

La Suisse est un pays si exceptionnel, que les intérêts matériels y touchent presque partout, et de très près, les intérêts politiques. Ainsi la

question des chemins de fer a-t-elle amené, aux élections des conseils cantonaux, un rapprochement entre les partis, notamment à Fribourg et à Neuchâtel où conservateurs et démocrates s'unirent au pouvoir central et aux entrepreneurs et concessionnaires. A Fribourg, M. Vanderoide, un des principaux chefs de l'assemblée de Posièreux, fut élu membre du Grand Conseil, avec un autre conservateur. Tous deux se déclarèrent prêts à la conciliation avec un gouvernement que, la veille, ils voulaient renverser. Toutefois il y eut quelques troubles à Genève et dans le Tessin. A Genève, après une élection accomplie au milieu du plus grand désordre. James Fazy, élu, voulant donner un gage aux libéraux, proposa au Conseil d'État d'accorder à Mgr Morilly, évêque catholique de Fribourg, le libre séjour à Genève. Cette proposition, votée par la majorité, mécontenta vivement l'aristocratie protestante, d'autant plus que Mgr Morilly ne consentait pas, selon l'invariable maxime cléricale, à séparer le prêtre du citoyen, et s'empressa de venir officier à Genève. Le Conseil d'État, composé de protestants très sincères, rapporta aussitôt son décret, et Morilly reçut l'ordre de partir. Les troubles du canton du Tessin furent plus graves. Pendant les élections, le chef de la faction gou-

vernementale à Locarno, Degiorgi, envahit à la tête d'une bande armée le local destiné à la réunion des opposants et provoqua une bagarre dans laquelle il fut tué. La faction au pouvoir résolut de le venger. Sans prendre en considération que Degiorgi avait été l'agresseur, que les opposants n'avaient fait que défendre leur vie, on fit arrêter, juger par un tribunal complaisant et condamner aux travaux forcés les deux Franzoni et quatre autres citoyens. Le Conseil fédéral, stimulé par l'indignation soulevée par cette iniquité, fit des remontrances au gouvernement du Tessin qui lui avait déjà causé tant de tracas; les prisonniers détenus dans les prisons et mal traités firent appel du jugement, et la Cour d'appel cassa la sentence du tribunal de Locarno; mais le scandale n'en fut pas moins grand, et on sentit une fois de plus combien la centralisation est préférable à cette autonomie cantonale trop étendue, source éternelle d'embarras.

Confédération germanique.

La Diète germanique, en vertu de son adhésion à l'article supplémentaire du traité du 20 avril, fut saisie par le baron de Prokesch d'une demande de mobilisation des contingents fédéraux. Après des débats très vifs, l'Autriche obtint, le 8 fé-

vrier, un vote favorable. Il fut décidé que les contingents seraient mis sur pied de guerre (Kriegsbereitschaft) pour être mobilisés dans deux semaines. L'armée confédérée devait être composée de 528,000 hommes, partagés en dix corps et une division de réserve, ainsi répartis : Autriche, 1er, 2e et 3e corps, effectif 163,295 hommes ; Prusse, 4e, 5e et 6e corps, effectif 160,500 hommes ; Bavière, 7e corps, 47,800 hommes ; Wurtemberg, Bade et Hesse-Darmstadt, 8e corps, 48,300 hommes ; 9e corps, Saxe, Hesse-Cassel, Nassau, Luxembourg et Limbourg, 41,300 hommes ; 10e corps, Hanovre, Brunswick, Oldenbourg, Hambourg, Brême, Lubeck, Mecklembourg, Holstein, 48,137 hommes. Division de réserve, les Saxes ducales, Anhalt, Lippe, Hombourg, Francfort, etc., 18,601 hommes.

Par ce vote les États allemands admettaient le principe d'une guerre avec la Russie, et c'est sur cette impression que s'ouvrirent les conférences de Vienne. Avant que ces conférences ne fussent officiellement rompues, et quand on pouvait prévoir déjà le refus de la France et de l'Angleterre d'adhérer au projet autrichien des quatre garanties, M. de Glinka, chargé d'affaires de Russie à Francfort, adressa une note à la Diète dans laquelle il déclarait que

Sa Majesté l'Empereur, se souvenant que la Confédération germanique ne s'était approprié que deux questions sur les quatre qui servaient de base aux négociations (le régime des principautés danubiennes et la libre navigation sur le Danube), était heureux d'assurer la Diète que ces questions discutées dans les séances des 15 et 23 mars avaient été résolues pacifiquement, la Russie ayant consenti à accepter à ce sujet les propositions des alliés. Les conférences n'avaient donc pas été rompues pour des causes intéressant l'Allemagne. Par conséquent, celle-ci n'ayant plus d'intérêt dans la question d'Orient, devait observer une stricte neutralité, moyennant laquelle l'empereur de Russie s'engageait à se considérer, malgré la rupture des négociations, comme lié envers l'Allemagne par son acceptation conditionnelle des deux premières garanties.

Cependant on discutait à Francfort à qui appartiendrait le commandement de l'armée au cas de mobilisation du contingent[1]. La Bavière proposa le prince Charles de Bavière; l'Autriche exigea un généralissime commandant tous les corps, en raillant la cour de Munich de ses prétentions. Les petits États étaient effrayés des dépenses. Les

1. 7e, 8e, 9e et 10e corps (les six premiers corps formaient le contingent autrichien et prussien).

grands États se disputaient le commandement. Ce fut à ce moment que Rechberg remplaça à Francfort Prokesch et que la politique de l'Autriche devint une énigme indéchiffrable. S'opposant très activement à l'acceptation par la Diète de la note de Glinka, et en désaccord ouvert avec la Prusse à ce sujet, elle diminuait, d'autre part, son effectif, tout en exigeant des confédérés le maintien du pied de guerre.

Cette indécision prévalut à Francfort sur la politique franche de Manteuffel qui avouait hautement qu'ayant obtenu les deux garanties, l'Allemagne devait se désintéresser de la question d'Orient. En séance du 10 juillet, sous la présidence de M. de Prokesch (revenu dans l'intervalle reprendre possession de son poste occupé par M. de Rechberg), la Diète adopta le *statu quo*. Les résolutions d'intervention possible continuèrent à avoir leur plein effet; la note russe était renvoyée aux archives, mais il fut décidé que la situation n'exigeait pas de mesures plus immédiates, tant que les choses resteraient en cet état. La Confédération germanique attendit, arme au bras, les événements. Néanmoins, comme l'Autriche désarmait, quelques États de la Confédération suivirent son exemple, en désarmant aussi, mais secrètement.

A la réouverture de la Diète, en octobre, Prokesch céda définitivement la présidence à Rechberg, et se rendit à son poste à Constantinople. Les travaux de fin d'année consistèrent surtout en discussions entre l'Autriche et la Prusse, qui divergeaient de plus en plus dans leur politique à l'égard de la Russie. La Prusse se détachait des puissances occidentales, tandis que l'Autriche s'en rapprochait. Entre les États secondaires se produisait la même divergence. Les voyages à Paris de MM. de Beust, de Pfordten, jadis si opposés à Napoléon III et si favorables à la Russie, coïncidèrent avec le voyage du comte de Bismarck à Stuttgard. L'indécision était à son comble. La prise de Sébastopol et les succès des alliés dans la mer d'Azoff et à Kinburn éclaircirent subitement la situation. Si dans ces circonstances, la conduite tenue par l'Autriche ne fut pas strictement chevaleresque, si elle attendit la victoire pour se ranger au parti du vainqueur, si le cabinet de Berlin put comparer avec fierté son attitude franchement favorable à la Russie, aux irrésolutions du cabinet de Vienne, il n'en est pas moins vrai que celui-ci devait hésiter à s'engager à la légère dans une lutte où ses intérêts n'étaient pas aussi nettement définis que ceux de la Prusse.

En effet, si le succès de la Russie lui créait un ennemi redoutable sur ses frontières, l'abaissement de cette puissance mettait fin à l'équilibre établi par la Sainte-Alliance. On ne saurait donc, en saine politique, blâmer les hésitations de l'Autriche, pas plus que sa résolution de la dernière heure, car les questions de sentiment ne peuvent figurer dans le programme d'un gouvernement, qu'à condition de ne pas contrarier les intérêts nationaux. L'envoi de l'ultimatum de l'Autriche produisit une profonde impression à Francfort. La Diète attendit avec anxiété des nouvelles de Russie, car il était évident qu'une réponse négative mettrait l'Allemagne dans la nécessité de se prononcer et d'agir, perspective toujours alarmante pour une Confédération.

Les questions intérieures eurent trait particulièrement au dissentiment qui existait dans presque tous les États de second ordre entre les gouvernements et la noblesse. En Hanovre, la dispute des chevaliers et des ministres fut portée devant la Diète qui donna raison à l'ordre équestre, ce qui motiva un changement de cabinet. En Wurtemberg, les princes médiatisés, lésés dans leurs intérêts par la constitution. portèrent leurs réclamations devant la Diète, qui,

sans juger au fond, engagea le roi à tenir compte de ces réclamations dans la mesure du possible. Ces discussions intérieures et les hésitations de la Diète en présence des événements avaient fini par émouvoir l'opinion publique; le parti de l'union allemande, appelé parti de « Gotha », uni aux socialistes dont le chef (M. de Bunzen) résidait à Heidelberg, réclamait des réformes fédérales et demandait à grands cris la publicité des séances de la Diète, afin que l'opinion se rendît compte de la direction des affaires traitées selon l'ancienne coutume féodale, le plus secrètement possible. A la fin de l'année, cette agitation devint inquiétante. Des placards révolutionnaires furent affichés clandestinement à Heidelberg, Darmstad, à Francfort même. Les peuples réclamaient partout le droit de connaître leurs affaires.

États secondaires.

Il est intéressant d'étudier l'attitude personnelle des princes allemands dans la question d'Orient. Nassau, Anhalt, Lippe, Reuss, Waldeck, inféodés à la politique russe, spontanément, ou par suite de leur dévouement à la Prusse, y rallièrent le grand-duc d'Oldenbourg qui se laissa faire en vue d'une prochaine alliance avec le tsar. Par contre, les ducs de Saxe-Gotha et de Brunswick affirmèrent, au risque d'encourir le

ressentiment de Frédéric-Guillaume, leurs préférences occidentales. Le prince-régent de Bade fournit au Kriegsbereitschaft un contingent plus considérable que ne l'exigeait le pacte féodal, et si occupé qu'il fût de ses démêlés avec l'évêque de Fribourg et les princes médiatisés, annonça qu'il suivrait la politique occidentale, tant qu'elle serait d'accord avec celle de l'Autriche; le grand-duc de Hesse, frère de l'impératrice de Russie, n'en resta pas moins fidèle à l'Autriche, et s'empressa de fournir son contingent, tout en préparant une loi électorale et des réformes intérieures. L'esprit dominateur de l'électeur de Hesse-Cassel avait déjà suscité à ce prince bien des embarras. On se souvient que la Diète de Francfort lui avait intimé l'ordre de doter ses sujets d'une constitution. Les Chambres établies, l'électeur se trouva en complet désaccord avec elles, car il continuait son rôle de souverain omnipotent, de chef de l'Église dans ses États, dont il voulait changer l'ordre de succession en faveur d'un fils qu'il avait eu de la comtesse de Hanau, et au préjudice du landgrave Guillaume, héritier légitime. Ses penchants autocratiques faisaient naturellement de l'électeur de Hesse-Cassel un fervent partisan du tsar.

La présence de la grande-duchesse Olga à Stutt-

gard et les menées du parti russe qui se groupa autour de la femme du prince-royal n'empêchèrent pas le roi Guillaume de rester fidèle à l'alliance autrichienne et de s'apprêter à l'éventualité d'une guerre, très populaire d'ailleurs dans le pays, où les Chambres (la deuxième surtout), en hostilité permanente avec le pouvoir, ne votèrent le budget qu'en exprimant le vœu que la politique du gouvernement ne différât en rien de celle de l'Autriche. La question de l'indemnité à accorder aux princes médiatisés, portée devant la Diète et résolue par celle-ci d'une façon évasive, fut rejetée par la deuxième Chambre. Bientôt le désaccord de cette Chambre avec le gouvernement motiva sa dissolution, et de nouvelles élections amenèrent une majorité plus modérée.

M. de Beust, un des hommes d'État les plus remarquables de l'Allemagne, s'était, comme nous l'avons vu, opposé aux projets de l'Autriche. Promoteur de la coalition de Bamberg, on put le supposer un instant complètement inféodé à la Russie. L'apparence était trompeuse. Beust, d'accord en cela avec Pfordten, voulait obtenir pour les États secondaires une meilleure situation européenne, en les faisant admettre en qualité de grande puissance collective. Sachant combien il était avantageux pour la Russie d'opposer des fins

de non-recevoir aux exigences autrichiennes en 1854, il s'était appuyé sur la politique russe, mais sans parti pris. La chute de Sébastopol modifia ses appréciations ; un récent voyage en France lui donna une haute opinion de Napoléon III. La Saxe, sous l'influence de son ministre, rapprocha sa politique de celle de l'Occident.

La décision de la Diète de Francfort permit au roi Georges de Hanovre de provoquer une crise qu'il désirait ardemment. M. de Lutcken, qui, comparé à son prédécesseur, n'était rien moins que libéral, l'était encore trop aux yeux du parti équestre vers lequel le roi penchait secrètement, et fut remplacé par un ministère entièrement rétrograde composé de MM. de Kilmansegge, de Platen et Borius. Ce cabinet procéda à la dissolution des États, promulgua une constitution et ordonna de nouvelles élections, qui amenèrent à la seconde Chambre une majorité hostile. Ce qu'il y avait de plus étrange, c'est que la première Chambre, où le parti équestre avait la majorité, ne jugeait pas suffisantes les mesures rétrogrades du roi et du ministère, et que Kilmansegge se trouvait en minorité dans les deux Chambres, n'étant ni assez libéral ni assez féodal pour les deux majorités. Tout naturellement, le changement sur-

venu dans le cabinet hanovrien transforma aussi sa politique. Autrefois favorable à l'Angleterre, le roi se rejeta du côté du tsar, qui représentait à ses yeux le principe autoritaire dont il se faisait le champion. Le Hanovre procéda à un désarmement secret, après la rupture des conférences de Vienne.

M. de Pfordten eut à lutter en Bavière contre l'opinion qui s'en prenait à lui de l'insuccès de Bamberg, et qui l'accusait d'hésitation. Les Chambres se firent l'écho de ces bruits, mais ne purent aller plus loin, car le ministre décida le roi à les dissoudre. Les élections furent antiministérielles. Les nouvelles Chambres convoquées le 1er septembre discutèrent la question extérieure, où le gouvernement de Bavière, tout en suivant la politique de l'Autriche, ne pouvait se défendre d'une certaine sympathie pour la Russie, contraire au sentiment public.

Prusse. La Prusse s'était, nous l'avons vu, rapprochée de la Russie, dont elle devint presque la complice pendant les négociations de Vienne et de Francfort. La raison en était dans la profonde et respectueuse amitié du roi pour Nicolas. La mort du tsar changea quelque peu la face des choses. Sans retirer son affection à

son neveu, Frédéric-Guillaume laissa plus de latitude à Manteuffel pour travailler à la conclusion de la paix. Lorsque Manteuffel avait intimé aux Chambres de s'abstenir d'évoquer les questions extérieures, que la couronne saurait toujours résoudre au mieux des intérêts prussiens, Nicolas vivait encore. Après les conférences de Vienne, l'Autriche s'était adressée à la Prusse pour lui demander de s'approprier les quatre garanties, non seulement comme puissance fédérale, mais aussi comme grande puissance; la Prusse avait nettement répondu par un refus. Tout en désirant ardemment la paix, le roi ne voulait se compromettre en rien vis-à-vis de son beau-frère, qu'il savait malade et agité. Ce fut avec une émotion profonde qu'il apprit sa mort.

— Ils l'ont tué! s'écria-t-il, en éclatant en sanglots.

Ils, c'étaient les alliés. Soumettant ses préférences personnelles aux exigences publiques, Frédéric-Guillaume avait signé les protocoles protestatifs contre les agissements russes en Orient, mais en conservant le secret le désir d'un succès final pour les armées du tsar. Ainsi il souhaitait sa propre défaite comme membre de la Confédération. Après avoir mobi-

lisé des troupes pour parer à une éventualité de guerre avec la Russie, il désirait être battu. Incohérence de sentiments qui commençait déjà, en 1855, à troubler son esprit! Quoi qu'il en soit, la mort de Nicolas, en l'affligeant outre mesure, modifia, sinon ses sentiments personnels, du moins sa politique. Manteuffel avait été d'avis que la Russie ne céderait qu'à la force et que, pour obtenir la paix, il fallait user de fermeté. A la nouvelle du départ du comte Valentin Esterhazy, porteur de l'ultimatum autrichien, il enjoignit au baron de Werther, ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, d'appuyer de tout son pouvoir les notes autrichiennes. De son côté, le roi, suivant le conseil de son ministre, adressa une lettre autographe au tsar, pour l'engager à accepter les propositions de l'Autriche. « Car, disait-il, au » cas où la guerre continuerait, comment serait- » il possible à la Prusse de rester longtemps » passive, et, quand il s'agira de se décider, » qui sait de quel côté les intérêts de mes su- » jets me forceraient à me ranger? » Il est certain que l'acceptation par la Russie de l'ultimatum autrichien est en partie due à cette attitude de la Prusse.

Les deux Chambres (Landstag) avaient été convoquées après les élections, entièrement favora-

bles au gouvernement, pour le 29 décembre 1854. La session de 1855 offrit peu d'intérêt, car l'opposition fut battue et, Manteuffel ne retrouva plus son vieil adversaire, M. de Wincke, qui avait décliné le mandat de député. Le comte Schwerinn le remplaça comme chef de l'opposition. Le 6 janvier, le comte d'Eulembourg, ministériel, fut élu président de la Chambre. La droite, cependant, se sentait trop forte pour ne pas essayer de faire un pas en arrière. M. Vagner, directeur de la *Gazette de la Croix*, chef de ce que l'on appelait le parti de la Croix (le parti féodal), porta à la tribune la proposition suivante :

« Il serait opportun de rayer de l'article 4 de la Constitution ces mots : Tous les Prussiens sont égaux devant la loi ; il n'y a plus de privilèges de naissance. »

Le ministère s'y opposa résolument.

— Pour le moment, dit Manteuffel avec ironie, le besoin de ce changement ne se fait pas sentir.

La majorité fut de son avis, et toutes les propositions de l'extrême droite furent repoussées au Landstag. Grâce à l'énergie et à la modération de Manteuffel, la Prusse entrait dans une voie franchement conservatrice, où la révolution comme la réaction étaient également impuissantes.

Autriche.

Gortschakoff ayant reçu de son gouvernement l'autorisation de participer à des négociations basées sur les quatre garanties, les conférences s'ouvrirent à Vienne le 15 mars. Dès la première réunion, Gortschakoff fit observer qu'il était regrettable que la Prusse ne fût pas représentée, et, par là, prouva aux puissances combien on avait raison de poser des conditions au cabinet de Berlin pour l'admettre au Congrès. La discussion des deux premiers points ne fut pas longue, et on tomba facilement d'accord ; mais, après des propositions et des contre-propositions où, tour à tour, les puissances alliées et la Russie se tinrent en échec, les conférences allaient être rompues sur le troisième point, quand l'Autriche fit une proposition de contrepoids des flottes dans la mer Noire, acceptée par les plénipotentiaires alliés. Mais le gouvernement anglais et celui de Napoléon III trouvèrent que la proposition autrichienne n'engageait en rien la Russie et que leurs plénipotentiaires avaient eu le tort de l'accepter. Il en coûta leurs portefeuilles à M. Drouyn de Lhuys et à lord John Russell. Les négociations furent reprises sur une autre base, mais presque aussitôt rompues devant la déclaration de Gortschakoff qui, mis au pied du mur par les plénipotentiaires français, fut obligé de décla-

rer que la Russie n'accepterait pas une limitation de sa flotte dans la mer Noire. La rupture des conférences de Vienne eut lieu le 4 juin, mais l'Autriche n'y vit pas l'échéance des engagements contractés le 2 décembre 1854. François-Joseph fit savoir à Paris et à Londres que, ne considérant pas la rupture des conférences comme un *casus belli*, il ne pouvait accorder aux alliés sa coopération militaire. Il continuerait à occuper les principautés, sans prendre part à la guerre. En effet, le gouvernement autrichien diminuait son effectif, désarmait dans l'Ouest, et rendait à l'armée russe de Pologne, en observation depuis un an, sa liberté d'action. Cette attitude parut aux alliés favorable à la Russie, et la cour de Pétersbourg, voulant prouver qu'elle en jugeait ainsi, éleva Gortschakoff, représentant la Russie à Stuttgard, au poste de ministre plénipotentiaire à Vienne, lui témoignant ainsi la satisfaction du résultat obtenu.

En attendant que la prise de Sébastopol changeât les dispositions autrichiennes, le gouvernement de François-Joseph s'occupa de l'application du Concordat signé le 10 août avec la cour de Rome. Les lois promulguées par Joseph II gênaient considérablement les rapports des membres du clergé catholique aussi bien entre eux

qu'avec le Saint-Siège. L'ensemble de la situation de l'Église catholique en Autriche était pour le Pape un perpétuel sujet de plainte. Le Concordat régla les attributions du clergé, leurs rapports entre eux et avec Rome, et fixa des droits qui satisfirent Pie IX. Pour sanctionner ce nouvel état de choses où le gouvernement avait si complètement sacrifié l'œuvre de Joseph II, les évêques autrichiens résolurent de se rendre à Vienne. Ils y formèrent une conférence épiscopale, substituant ce nom à celui de concile qui aurait pu froisser l'opinion libérale. Cette réunion qui, par son essence même, allait à l'encontre des idées du siècle, tenait ses séances à huis clos, et personne n'en connut le résultat avant la fin de l'année, tant le secret des travaux fut bien gardé.

C'est sur ces entrefaites qu'éclata la nouvelle de la chute de Sébastopol. L'Autriche y applaudit sincèrement, et, changeant brusquement d'attitude, devint aussi exigeante qu'elle s'était montrée conciliante. Son ultimatum accepté par la Russie, elle rentra d'elle-même au second plan, et proposa de transporter à Paris les négociations. La proposition ayant été acceptée par les autres puissances, il fut décidé à Vienne, au commencement de 1856, que le Congrès de Paris s'ouvri-

rait aussitôt l'arrivée des plénipotentiaires dans la capitale de la France.

La chute de Sébastopol produisit à Constantinople un enthousiasme indescriptible, mais la reddition de Kars et le succès des Russes en Asie le refroidirent quelque peu. Le Sultan se doutait que les puissances ne pouvaient combattre dans son unique intérêt, et quoiqu'il eût désiré affaiblir davantage son rival, il n'entrava les négociations par aucune exigence, s'en remettant à la décision de ses alliés. La France et l'Angleterre, d'autre part, voulant sauvegarder sa dignité, lui conseillèrent de profiter des préparatifs de la paix pour proclamer des réformes *proprio motu*, en améliorant spontanément le sort des rayas chrétiens, afin qu'il n'en fût pas question au Congrès. Imbu de la sagesse de ces bienveillants conseils, le Sultan proclama le 16 février un hatti-humayoun, qui réglait la condition des chrétiens. Après avoir rendu grâce aux puissances « ses nobles alliées » et s'être reconnu leur obligé, Abdul-Medjid annonçait aux chrétiens le commencement d'une ère nouvelle, où il espérait rendre heureux tous ses sujets, sans distinction de religion, et il confirmait les garanties spécifiées par le tamsionat, et les privilèges spirituels concédés Turquie.

ab antiquo, c'est-à-dire par la capitulation de Constantinople sous Mahomet II, dont il modifiait d'ailleurs avantageusement les dispositions.

Le hatti-humayoun accordait aux chrétiens de l'Empire le droit d'avoir un patriarche à vie, de rétablir leurs églises, ou d'en élever de nouvelles après autorisation préalable ; les propriétés du clergé et des laïques étaient déclarées inviolables; les châtiments corporels sévèrement prohibés, le karatch (capitulation subie par les chrétiens seuls, et dont la perception était accompagnée de formules ignominieuses) supprimé, une juridiction civile équitable, où les litiges entre chrétiens et musulmans étaient soumis à des tribunaux mixtes, établie. Cet acte donnait en outre le droit aux chrétiens de prétendre à tous les emplois, décrétait une égale répartition d'impôts, la création de médifs ou conseils provinciaux, composés de chrétiens et de musulmans, et promettait de s'occuper des routes et des canaux de l'Empire, de créer des banques locales, annonçant la promulgation de lois contre la corruption, la provocation et la malversation, etc. Strictement appliquée, cette réforme aurait placé la Turquie au premier rang des États civilisés de l'Europe. La difficulté gisait malheureusement dans son exécution. Dès la première rédaction de ce document,

où les membres du comité de réforme prirent conseil des plénipotentiaires alliés, il fut impossible aux Turcs de s'entendre avec les Européens sur deux points : le droit des chrétiens d'appeler les fidèles à la prière au son des cloches, et l'abolition de la loi qui punissait de mort un musulman qui se ferait chrétien. Les rayas désiraient si ardemment obtenir le droit de sonner des cloches, que les Russes, qui n'ignoraient pas cette disposition, avaient toujours, à l'arrière-garde de leurs armées d'envahissement, des chariots pleins de cloches qu'ils distribuaient aux populations. Les puissances désiraient que le Sultan accordât ce droit, mais elles ne purent l'obtenir de lui, tant la prévention contre la liberté religieuse chez les musulmans était forte Quant au second point, le hatti-houmayoun disait bien que personne ne pourra être contraint de changer de religion, et cela signifiait, en fait, qu'on ne forcerait aucun chrétien à abjurer, mais la loi qui punissait de mort un musulman qui se ferait chrétien, et tout renégat qui retournerait à sa religion, n'était pas abrogée et ne le fut pas; Il fut pris seulement vis-à-vis des Européens l'engagement formel qu'elle ne serait pas appliquée. On voit combien de difficultés présentait l'introduction des réformes dans un pays dont la vie

diffère tant de celle des nations de l'Europe, et quelle influence énorme la religion, quoi qu'en disent les matérialistes, exerce encore sur les destinées des peuples. Malgré l'admission de la Turquie dans le droit européen, malgré les excellentes intentions de son gouvernement, le fanatisme fit échouer, par ses exigences, toutes les tentatives de régénération. Pour que la Turquie devienne l'égale en civilisation des autres monarchies, il faut que les chrétiens se fassent musulmans en masse, ou que les musulmans se fassent chrétiens. Le mahométisme, cependant, peut se civiliser comme s'est civilisé le christianisme — ce qui n'est pas beaucoup dire — et une puissance régulière musulmane n'est pas une anomalie. Mais ce qui est et sera éternellement un vice rédhibitoire, c'est une religion exercée par une moitié des citoyens, dont la suprématie est imposée à l'autre moitié ; état morbide qui entretient une source éternelle de divisions. Les conditions sociales où se trouve la Turquie nous autorisent à douter de son salut final.

L'insurrection kurde pacifiée, le cheik Ghouma organisa une révolte des Arabes à Tripoli contre la mauvaise administration de Nourry-Pacha. Ghouma, défait, se réfugia en Tunisie où le bey Sidi-Mahomed, aussi désireux que son prédéces-

seur de se débarrasser de tout lien de vasselage envers la Porte, l'accueillit à bras ouverts. Le contingent tunisien, envoyé au secours du Sultan par Achmed-Bey, était retourné sans avoir vu le feu, après avoir commis quelques actes d'indiscipline à Constantinople, ce qui n'empêcha pas les habitants de Tunis de faire une réception triomphale « aux vainqueurs ». Peu s'en fallut qu'ils ne crussent que c'étaient eux qui avaient vaincu le tsar. Le contingent égyptien remplit, en revanche, son devoir avec honneur, et le nouveau vice-roi ne démentit pas la confiance que le Divan avait mise en lui.

Le Divan avait, en 1852, exécuté une sorte de coup d'État en Arabie, en faisant arrêter à Dijeddah l'émir Ha-Ama, chérif titulaire de la Mecque, ami d'Abbas-Pacha, installé par Méhémet-Ali, l'internant à Constantinople et nommant à sa place Abd-el-Montaleck, l'héritier légitime du schérifat. Le fanatisme d'Abd-el-Montaleck lui fit oublier tout devoir de reconnaissance envers son suzerain. En présence de l'intervention des puissances chrétiennes dont la conséquence inévitable était, selon lui, d'amener des réformes, il provoqua un soulèvement en Arabie, non contre les Russes, mais contre les alliés, et fit insulter à la Mecque les Algériens, sujets français. L'abo-

lition de la traite des esclaves mit le feu aux poudres. La garnison turque, assaillie, dut se réfugier dans la citadelle, et Kiamil-Pacha, gouverneur de l'Arabie, demanda la destitution du chérif. Se reconnaissant impuissant à maintenir ses droits, le divan écrivit à Saïd-Pacha, le priant d'intervenir avec l'armée égyptienne. Le seul secours efficace donné à Kiamil fut l'envoi à Djeddah de l'ancien cheik Ha-Ama qui réussit, malgré l'échec des Turcs à Taib, à s'introduire dans la ville sainte où il fut nommé chérif, sans avoir eu besoin de recourir à l'intervention de Saïd-Pacha. Abd-el-Montaleck, fait prisonnier, fut envoyé à Constantinople.

Daniel Ier, qui avait donné au Monténégro une constitution, cessa les hostilités avec la Turquie. A l'ouverture de la guerre, ce prince, quoique pensionné par la Russie, observa une neutralité qui lui valut la sympathie des puissances.

Une crise ministérielle eut lieu en août ; Rechid-Pacha céda le grand viziriat à Aali-Pacha.

Grèce. L'occupation anglo-française obligeait la Grèce de s'abstenir de toute démonstration. Le séjour à Constantinople de M. Barozzi faisait même espérer une reprise de relations diplomatiques

avec la Porte. Le cabinet Mavrocordato ne resta pas longtemps aux affaires ; une difficulté survenue entre la cour et M. Kalerdji, ministre de la guerre, dont quelques expressions blessèrent la Reine, motiva sa démission. M. Bulguris fut chargé de reconstituer le cabinet. Ces bouleversements ne pouvaient présenter aucune gravité pendant l'occupation, car la Grèce était réduite au rôle de simple spectatrice de la guerre d'Orient.

« Pauvre tsar ! » (Armer Tsar), dit Frédéric-Guillaume quand il apprit la bataille d'Eupatoria. L'idée que les Turcs l'avaient vaincu sur son propre territoire fut insupportable à Nicolas Ier. On raconte que, dans un mouvement de colère qu'il regretta aussitôt, il arracha les épaulettes de l'officier envoyé de Sébastopol pour lui porter cette désastreuse nouvelle et traita de lâche le malencontreux courrier. Russie

— Tu mens ! se serait-il écrié. Il n'est pas possible que mon armée se soit laissée battre par les Turcs !

La confirmation de la nouvelle achemina l'autocrate vers la tombe. Reconnut-il ses erreurs, comprit-il que ses principes étaient d'un autre siècle et, par un dernier et impérieux sentiment de hauteur, ne voulut-il pas dévoiler au monde,

lui vivant, son humiliation? Personne n'eût osé l'interroger, mais, dès ce moment, on remarqua qu'il se désintéressait des affaires, que son regard devenait sombre, ses gestes nonchalants, presque apathiques. De profondes rides creusaient son visage autrefois uni et plein; une teinte jaune envahit les joues, les yeux, le front même. J'étais à Saint-Pétersbourg au moment de la mort de Nicolas. C'est mon premier souvenir, le premier événement auquel il me fut donné d'assister. Dans un ouvrage publié en 1868[1], j'ai décrit les derniers jours de l'Empereur d'après un récit fait par le docteur Macdt, et que j'entendis. Je ne crois pouvoir mieux faire que de le reproduire ici.

C'était en février. Sous un ciel gris et froid, un violent chasse-neige enveloppait Saint-Pétersbourg d'une poussière blanche. Une invincible tristesse pesait sur tout l'être et faisait froid au cœur; on se sentait près du pöle. Ce jour-là, l'Empereur, matinal comme d'habitude, sortit de bonne heure de sa chambre à coucher et entra dans la salle de service où se trouvaient réunis ses aides de camp. Apercevant le général aide de camp, il l'appela et dit:

1. *Souvenirs d'un page.*

— Je me sens souffrant. Qu'on avertisse Mandt !

— J'y cours moi-même, Sire.

— Oui. Je ne veux pas manquer la grande revue de la fin de la semaine.

Mandt, son médecin ordinaire, Prussien d'origine, homme de science et excellent praticien, accouru en toute hâte, fut introduit auprès de l'Empereur qui, après avoir donné ses ordres, était rentré dans ses appartements.

— Ce ne sera rien, messieurs, dit le docteur en quittant la chambre impériale. Seulement l'Empereur doit s'abstenir de sortir, car la moindre imprudence pourrait aggraver un mal qui jusqu'ici n'a rien de sérieux.

Le tsar resta pendant deux journées enfermé dans son appartement, et un mieux sensible parut se déclarer. Mais sa figure amaigrie, ses yeux éteints, son teint de cire, trahissaient une profonde fatigue, symptôme d'un mal latent. Le troisième jour, un courrier du Midi lui apporta des nouvelles : tristes nouvelles à coup sûr, car depuis longtemps ses courriers n'avaient rien d'heureux à lui apprendre ! Le lendemain, se fit sentir un froid intense. Ce jour glacial, imprégné de la brume boréale, était précisément celui de la grande revue à laquelle Nicolas vou-

lait assister. Il recouvrit son uniforme de parade d'un petit paletot militaire et, à l'heure dite, sortit de son cabinet pour monter à cheval.

Dans l'antichambre se tenait Mandt.

— Sire !... dit le docteur d'une voix suppliante, en cherchant à le retenir.

— Je vais mieux, merci !

— Mieux ; mais pas tout à fait bien encore.

— Oh ! une indisposition...

— Non, Sire, une maladie. Je conjure Votre Majesté de ne pas sortir.

— Impossible.

— De grâce...

— Vous êtes fou, Mandt.

— Sire, il faut vous résigner.

— Vous croyez qu'il y aurait danger ?

— C'est mon devoir de vous en avertir.

— Eh bien ! Mandt, si vous avez fait votre devoir en me prévenant, je ferai le mien en passant outre.

Et l'Empereur, sans vouloir entendre un mot de plus, poursuivit son chemin. Mandt, un instant étonné, courut après lui et le rejoignit dans la cour au moment où il montait à cheval.

— Sire, s'écria-t-il en renouvelant ses instances, daignez m'écouter...

— J'ai dit, Mandt; je vous remercie, mais insister serait inutile.

— En cette tenue?...

— Eh bien?

— C'est la mort!

— Après?

— C'est le suicide.

— Et qui vous a permis, Mandt, de scruter mes pensées? Allez et n'insistez plus, je vous l'ordonne.

Après la revue, il revint au palais pâle, frissonnant, glacé.

— Je me crois menacé de maladie, dit-il en rentrant à son aide de camp général.

— Faut-il envoyer chercher Mandt?

— Inutile. Il m'a averti.

— Il a averti Votre Majesté?

— Oui, que je me tuais.

L'aide de camp pâlit.

— Ah! Sire, quelle parole!

— Mourir, eh! n'est-ce pas ce que j'ai de mieux à faire? Adieu. J'ai besoin de sommeil. Qu'on ne dérange personne...

Toute la nuit, la famille impériale et les médecins de la cour réunis dans la chambre de service, attendirent avec anxiété, sans oser frapper à la porte de l'Empereur, le moment

où il appellerait. L'obéissance, à cette cour, était si aveugle qu'elle imposait silence aux sentiments les plus naturels. Vers deux heures on entendit comme une plainte, comme un vague soupir. Mandt crut pouvoir se permettre de gratter à la porte de la chambre impériale.

— J'avais défendu qu'on me dérangeât, murmura l'Empereur d'une voix faible, mais qui gardait encore l'accent de l'autorité.

Toute la nuit se passa en mortelles inquiétudes. Le matin seulement, le valet de chambre de l'Empereur vint prévenir le docteur que son auguste malade l'attendait.

— Eh bien! Mandt, tu avais raison. Je crois que je suis un homme mort.

Ce furent là les premières paroles de Nicolas.

— Oh! je ne disais cela que pour dissuader Votre Majesté de commettre cette imprudence.

— Voyons, regarde-moi en face et dis-moi si l'espoir est encore possible?

— Je le crois, Sire.

— Je suis un homme mort, te dis-je... je le sens... Mais fais ton métier; ausculte-moi. Je tiens à ce que la science vienne confirmer ma conviction.

Mandt, après avoir accompli les ordres de l'Empereur, secoua la tête.

— Eh bien?

— Sire!...

— Tu es ému; ta main tremble. Vois, j'ai plus de courage que toi. Allons, la sentence, et vite, car j'ai à terminer mes affaires en ce monde, et j'en ai beaucoup!

— Votre Majesté s'inquiète à tort; rien n'est encore désespéré et, avec la grâce de Dieu...

Nicolas regarda son médecin fixement, dans le blanc des yeux. Celui-ci baissa les paupières.

— Tu sais qu'on ne me trompe pas aisément. Voyons, la vérité, toute la vérité. Penses-tu donc que Nicolas ne sache pas mourir?

— Sire...

— Eh bien?

— Dans quarante-huit heures, vous serez mort ou sauvé.

— Merci, dit Nicolas d'une voix profondément calme... Maintenant, adieu!... Fais entrer ma famille.

Le docteur s'apprêta à sortir.

— Mandt! appela Nicolas, en le voyant se diriger vers la porte.

— Sire...

— Embrassons-nous, mon vieil ami. Nous ne

nous reverrons probablement plus sur cette terre... Tu fus un fidèle et honnête serviteur... Je te recommanderai à mon fils.

— Que dites-vous, Sire? Ne plus vous revoir! J'espère bien le contraire, et mes soins...

— Oh! désormais tes soins seraient superflus. Il ne me reste qu'à appeler le prêtre, qu'à voir mes ministres, qu'à me mettre en paix avec Dieu. La science humaine ne peut rien pour moi. Je n'en veux même plus essayer...

— A la fin, je me révolte! s'écria le docteur; mon devoir me défend de vous abandonner ainsi.

— Réponds-tu de ma guérison?

Le docteur baissa la tête sans répondre.

— Adieu donc, mon ami...

— Sire, si ce n'est comme médecin, permettez-moi du moins, comme serviteur dévoué, de vous revoir encore. Qui sait? Dieu est grand! et pour les destinées de la Russie qu'il protège, il fera, s'il le faut, un miracle.

— C'est bien parce que je crois que Dieu protège la Russie que je n'espère ni ne veux espérer ma guérison... Fais entrer ma famille... Je t'assure que le temps va me manquer.

Mandt sortit et, les larmes aux yeux, raconta aux courtisans rassemblés dans la pièce

voisine sa conversation avec l'Empereur. Contradiction étrange! Cet homme, dont j'ai essayé de mettre en relief le caractère dur et altier, se faisait adorer de tous ceux qui l'approchaient. Courtisans, soldats, serviteurs sanglotaient. On vit alors, derrière l'impératrice et le grand-duc héritier, la famille impériale entrer, éplorée, dans l'appartement de l'Empereur. La porte se referma sur eux, et ce qui s'est passé, ce qui s'est dit dans ces effusions suprêmes, nul, hormis Dieu, ne le sait.

Cependant, au milieu des gémissements qui couvraient par instants sa voix, Mandt continuait son récit. Comment et par suite de quelle indiscrétion se répandirent dans la ville les douloureux détails qu'il donna et que je viens de rapporter? Je ne sais; mais, dès avant la mort de Nicolas, le bruit s'était accrédité à Saint-Pétersbourg que Mandt l'avait aidé à s'empoisonner. De là à prétendre qu'il l'avait empoisonné, il n'y avait qu'un pas, et ce pas fut vite franchi. L'exaspération, vraie ou feinte, contre l'honnête docteur dépassa toutes les bornes : on l'eût lapidé dans les rues. La terreur qu'inspirait le nom de Nicolas était encore telle, que chacun semblait vouloir se faire des signes de douleur donnés pendant sa maladie un titre à sa bien-

veillance, dans le cas où il reviendrait à la vie. Après sa mort, les manifestations changèrent de caractère, et le contraste des marques d'affection qui lui furent prodiguées, tant qu'il vivait encore, avec les outrages dont on abreuva sa mémoire, dès qu'il fut bien constaté qu'il avait cessé d'exister, est une leçon bonne à méditer pour les rois. Pour le moment, la colère du peuple contre le pauvre docteur était si furieusement aveugle, qu'un filou, saisi au collet par un passant à qui il venait de voler sa montre, put se débarrasser de son étreinte en ameutant la populace contre lui par les cris : « Sus ! sus ! c'est Mandt, camarades, c'est Mandt. »

L'entrevue de l'Empereur et de sa famille dura trois heures, trois longues heures, durant lesquelles l'attente se transforma en véritable angoisse. Peu à peu, un à un, se retirèrent les enfants, les petits-fils, les frères. Le grand-duc héritier sortit le dernier, le visage en pleurs. Une heure s'écoula sans qu'aucun bruit se fît entendre dans la chambre impériale : nul n'osait y pénétrer. Mandt, aux écoutes, retenait son souffle. Tout à coup un grand tumulte retentit dans les corridors : un courrier de Sébastopol arrivait. Comme la cour connaissait l'impatience avec laquelle l'Empereur attendait chaque jour des

nouvelles de Crimée, l'aide de camp général de service, croyant être agréable, prit sur lui de frapper à la porte.

— Que me veut-on encore? murmura l'Empereur. Qu'on me laisse en repos!

— Sire, un courrier de Sébastopol...

— Qu'on l'adresse à mon fils. Cela ne me regarde plus!...

Bientôt le métropolite Nikanor, suivi du clergé, vint en procession porter à l'Empereur les consolations dernières. Puis, se présentèrent les ministres, le comte Orloff en tête. Cela dura jusqu'à la nuit. A dix heures, l'Empereur fit entrer dans sa chambre les officiers de sa maison. Son visage portait déjà l'empreinte de la mort; sa pâleur cadavérique trahissait les progrès d'une décomposition qui devançait l'instant fatal. Couché sur son lit de camp, il leur adressa quelques paroles d'adieu, entrecoupées par les premières atteintes du râle, et les congédia d'un signe de main.

Nul, cette nuit, ne dormit au palais d'Hiver; nul, depuis cette heure, n'a revu l'Empereur vivant.

Le lendemain, 18 février (2 mars 1855), à midi, le grand chambellan du palais fut mandé par les médecins près du lit impérial. A midi et demi :

— Nicolas Paulowitch est mort, dit-il.

Le lendemain, on pouvait lire, crayonnée à la craie ou au charbon sur les murs des maisons, dans Saint-Pétersbourg, l'inscription suivante :

« La Russie reconnaissante à l'empereur Ni-
» colas Ier pour le 18 février 1855 ! »

Nicolas, honnête homme dans toute l'acception du mot, croyait que les peuples ne pouvaient être heureux que sous le gouvernement absolu d'un autocrate bien intentionné. Ses intentions, à lui, ne donnaient prise à aucune critique ; sa seule, son unique préoccupation c'était le bonheur de ses peuples ; s'il n'a pas toujours réussi, c'est que les moyens, et non la volonté, lui manquèrent. Infatigable travailleur, sobre, chaste et économe, il n'avait aucun vice, aucune passion. C'est peut-être de cette pleine conscience de l'accomplissement d'un devoir, que dérivait l'orgueil immense, l'unique défaut de cet homme quasi parfait. Il était sévère, implacable parfois, non par méchanceté, car il fut toujours facile d'émouvoir Nicolas et de l'intéresser à une infortune, mais par suite de cette idée, peut-être exagérée, du devoir, qu'il s'était tracée à son avènement au trône. Professant une foi mystique dans la mission de l'autocratisme, il défendit son omnipotence envers et contre tous, et traita ses enne-

mis avec rigueur. C'était évidemment un despote, mais un despote honnête, loyal, qui ne rejetait pas le progrès, à condition de l'appliquer lui-même; qui admettait même certaines idées libérales, à condition que, écloses dans une sphère éloignée de lui, elles vinssent, humblement prosternées, implorer leur sanction au pied de son trône. Son cœur était plein d'amour pour chacun de ses sujets, qu'il aimait comme on aime sa propriété; son orgueil le rendait capable des plus dures privations et des plus rudes sacrifices, et il ne comprenait pas que le système absolu, supportable dans ce pays neuf, et sous un empereur comme lui, pût devenir une calamité en d'autres temps, et sous un empereur insouciant, faible ou voluptueux. Était-on las de ce régime de compression que la crainte de la révolution et le mauvais état des affaires avaient conduit Nicolas à exagérer, ou comprenait-on en Russie que la guerre ne cesserait pas tant que le Tsar serait en vie? Toujours est-il qu'un soupir de soulagement s'exhala de toutes les poitrines quand on sut la triste nouvelle. En Europe, la mort de Nicolas fut accueillie avec joie, car on espérait que son successeur serait plus conciliant.

Le premier acte d'Alexandre II sembla trom-

per ces espérances. Le manifeste d'avènement du nouvel Empereur se terminait ainsi :

« Fasse la Providence qui nous a appelé à
» cette haute mission, que, guidé et protégé par
» elle, nous puissions affermir la Russie dans le
» plus haut degré de puissance et de gloire, que
» par nous s'accomplissent *les vœux et les désirs*
» *de mes illustres prédécesseurs* Pierre, Catherine,
» Alexandre le Bien-Aimé, et notre auguste père,
» d'impérissable mémoire ! »

En montant sur le trône, Alexandre II voyait la Russie engagée dans une lutte terrible, et acceptait cette épreuve avec le sentiment de la responsabilité que lui imposait le dévouement de ses peuples, et avec une vénération extrême pour la mémoire de son père. Le comte de Nesselrode se chargea, dans une circulaire, d'atténuer ce que le manifeste pouvait contenir d'inquiétant pour les États neutres. Il parla de l'esprit conciliant de son maître, qui désirait la paix, à condition que sa dignité fût sauvegardée. Le langage de la chancellerie était modéré, mais il laissait deviner la résolution de continuer la lutte, si les exigences de ses adversaires étaient inacceptables. Aux négociations diplomatiques entamées à Vienne, au moment de la mort de Nicolas, la circulaire qui commentait les quatre garanties

affirmait clairement la politique russe. Tout en admettant en principe ces garanties, elle les ramenait à un point de vue diamétralement opposé à celui des puissances d'Occident. Selon le comte de Nesselrode, il s'agissait, non de la suppression du protectorat dans les principautés danubiennes, mais du maintien des immunités de ces provinces; de la revision du traité de 1841, mais non de l'annihilation de la prépondérance russe dans la mer Noire; des garanties civiles et religieuses à donner aux populations chrétiennes de la Turquie, et non de l'abandon par la Russie du patronage qu'elle prétendait exercer sur elles, etc.

Nous avons vu que les conférences furent rompues. Mais les événements marchèrent vite. La bataille de Tratkir, l'assaut de Malakoff, la chute de Sébastopol, la prise de Pétropuwlosk et, enfin, la capitulation de Kimburn, étaient insuffisamment compensées par les succès, en Asie, de Bariatinski et de Mouravieff. La situation intérieure, d'autre part, s'aggravait. La propriété était accablée par des charges de toute nature. L'exportation des matières premières, par suite du blocus général, n'avait d'autre voie, pour écouler ses produits, que la frontière d'Allemagne. On manquait d'hommes, de chevaux, de vivres,

d'argent, de voies de communication, et l'ennemi avait le chemin libre pour envahir le centre de la Russie. Alexandre, qui, dès les premiers jours de son règne, avait visité la Crimée, se rendit compte par lui-même de son impuissance. Cependant, il hésitait encore. Sans avoir été habitué, comme son père, à régenter l'Europe, il avait vécu dans cette atmosphère de dédain pour les autres nations qu'on respirait au palais d'Hiver, et il lui coûtait de renoncer aux espérances paternelles. L'ultimatum de l'Autriche, apporté à Saint-Pétersbourg en décembre par le comte Valentin Esterhazy, le décida. L'Autriche entrant en ligne, la lutte n'était plus soutenable. On envoya des contre-propositions. Mais la chute de Sébastopol avait modifié les sentiments des alliés. Il fallut céder sans arrière-pensée ni réticence. Alexandre s'y résigna, en en demandant, assure-t-on, humblement pardon à l'ombre de son père.

— Il est mort, aurait-il dit à Orloff, me léguant ce devoir pénible, qu'il n'aurait jamais eu la force d'accomplir lui-même !

Suède et Norvège

L'attitude du gouvernement de Suède et de Norvège ne fut pas sans influence sur la décision de la chancellerie russe. Depuis quelques mois

le bruit courait qu'Oscar Ier avait fait des ouvertures d'alliance offensive et défensive aux deux puissances d'Occident, qu'il leur avait proposé d'opérer une diversion militaire en Finlande, et de mettre sa flotte à leur disposition. Ces bruits, qui avaient pour point de départ un échange de décorations entre les trois cours désignées, le voyage du prince Oscar et, enfin, la mission du maréchal Canrobert, n'avaient jamais été confirmés, quand on apprit que, le 25 novembre, un traité d'alliance avait été signé entre la Suède, l'Angleterre et la France. Par ce traité, Oscar Ier s'engageait à ne céder à la Russie aucun territoire, ni aucun droit sur le territoire suédois. La France et l'Angleterre prenaient de leur côté l'engagement d'aider la Suède à résister par les armes aux empiétements de la Russie. La chute de Sébastopol décida le cabinet de Stockholm à affirmer sa politique par l'envoi d'une circulaire à tous les cabinets de l'Europe, sans en excepter celui de Saint-Pétersbourg. Le ton en était comminatoire.

« L'alliance qui vient d'être conclue entre la
» Suède, la France et l'Angleterre, est défini-
» tive, disait la circulaire. Il dépend de la Russie
» d'en empêcher l'application, parce que celle-ci
» n'aurait lieu que par suite d'agression de sa

» part. Que la Russie respecte nos droits, qu'elle » cesse d'inspirer de justes inquiétudes pour le » maintien de l'équilibre politique en Europe, » et le traité ne lui portera aucun préjudice. »

La signature du traité suédois ne précéda que de quelques jours l'ultimatum de l'Autriche. La Russie à bout de forces se trouvait en guerre avec l'Europe entière. Il n'y avait aucune honte pour le jeune Empereur à céder dans de telles conditions.

A l'intérieur, la Suède, en 1855, a été calme, la Diète, selon la constitution, ne devant se réunir qu'en 1856.

Danemark. Moins hardi que la Suède, le Danemark se renferma dans une stricte neutralité. Il est vrai que l'état de ses affaires ne lui permettait pas d'intervenir dans celles de l'Europe. La question intérieure avait été résolue par le Rigsdag dans le sens du hallstatt, c'est-à-dire dans le sens le moins pratique. Quand le Danemark occupera exclusivement l'intérêt de l'Europe, nous donnerons un résumé de cette constitution. Aujourd'hui, qu'il nous suffise de dire que c'était la plus impraticable et la plus irrationnelle de toutes.

Le nouveau ministère[1] eut la main forcée

1 MM. Bong, président du conseil, Hall, Michalson, Lundby, Unsgaard, Walfagen.

pour exécuter le décret du Folketing ordonnant la mise en accusation de MM. Oested, Hausen, Spomeeck, Tillish, Schale, etc. L'année se passa en procédures à ce sujet. Sur ces entrefaites, l'héritier désigné de la couronne, le prince Christian, se rendit à Saint-Pétersbourg aux obsèques du tsar Nicolas et y fut admirablement reçu. A Copenhague, au contraire, on jugea sévèrement le voyage du futur roi qui affirmait ainsi, d'une façon quelque peu inquiétante, ses sympathies.

L'affaire principale dont la diplomatie danoise eut à s'occuper, fut la question du péage du Sund, une des plus importantes ressources du budget, ainsi que nous l'avons dit au chapitre précédent. Ce péage, établi depuis le XIIIe siècle, en tant que droit légitime du Danemark sur le Sund et les Belt, considérés comme des fleuves du pays, a subi diverses modifications, et les rois Wladimir IX Atterdog (1370), Christophe de Bavière (1447), Frédéric III (1648-1670) en ont diminué le tarif en faveur de nombreux pays, la Suède, la Hollande, l'Angleterre, etc. En 1855, il se trouvait que le péage était soumis à des traités passés entre le Danemark et diverses nations et qu'il se réglait selon des conventions spéciales à chaque traité. Les États-Unis, considérés comme un des États les plus favorisés,

dénoncèrent à la fin 1854, avec leur brutalité ordinaire, leur traité qui finissait en 1856, en émettant la prétention de s'exempter de leur propre autorité d'un droit qu'ils représentaient comme un vestige des temps féodaux. Les puissances éprouvaient une certaine honte à priver un petit royaume, lésé par les derniers événements, d'une grande partie de ses ressources. Aucun État européen ne suivit les États-Unis dans cette voie, mais il était évident que tous s'empresseraient de profiter pour leur commerce des avantages conquis par un tiers. Aussi la diplomatie danoise, très effrayée, proposa-t-elle aux représentants des puissances intéressées de se réunir à Copenhague, pour y traiter cette affaire en conférence. La proposition fut acceptée et les conférences relatives au péage du Sund se réunirent en novembre.

Hollande. La Hollande, avec sa sagesse ordinaire, s'occupait de ses affaires intérieures, pendant que l'Europe était en feu. Cette année fut, comme les précédentes, féconde en lois administratives et budgétaires. Toutefois le roi fit acte de politique extérieure en conseillant au tsar Alexandre II d'accepter l'ultimatum de l'Autriche, et en le conjurant, dans une lettre autographe

écrite pour le remercier de l'envoi de la médaille commémorative de Nicolas Ier, de ne pas s'obstiner davantage dans une lutte inégale. La Hollande, que la question du péage du Sund intéressait directement, fut une des premières à adhérer aux conférences de Copenhague.

La session du parlement belge fut marquée par la chute du ministère Brouckère, qui, sans cause politique réelle, trouvant peut-être l'appui des libéraux insuffisant, prit prétexte de la retraite de deux de ses principaux membres, MM. Lieds et Faider, pour démissionner en entier, malgré les instances du roi et du parti catholique modéré qui hérita, selon le conseil de M. de Brouckère lui-même, du pouvoir abandonné par la nuance libérale la plus modérée. Le nouveau ministère, ainsi composé : M. Pierre de Decker, justice, président du conseil; M. le vicomte Charles Vilain XIIII, affaires étrangères; général Greindl, MM. Mercier, Nothomb, Dumon, fut obligé de débuter par une discussion avec la France à propos de l'extradition des frères Jacquin, compromis dans une tentative d'assassinat contre la personne de l'Empereur, extradition refusée par la cour suprême de Bruxelles, qui jugea en faveur des assassins, en leur laissant le Belgique.

choix de la frontière par laquelle il leur conviendrait de quitter le pays. Vilain XIIII, choqué que la loi fût « telle en Belgique, qu'elle autorisât une » cour aussi élevée que celle de Bruxelles à croire » qu'il était loisible à des étrangers de venir s'établir en Belgique, dans le but avoué d'y fabriquer des engins destinés à assassiner un souverain ami », proposa aux Chambres un projet tendant à remédier à cet abus. L'opposition radicale prétendit que le gouvernement avait reçu de l'extérieur un texte *ne varietur*. Vilain XIIII nia énergiquement le fait, prouva qu'il avait agi de son propre mouvement, sans l'incitation d'aucun gouvernement étranger, et obtint la majorité pour son projet. Le vote de cette loi rendit les relations entre la France et la Belgique plus amicales qu'elles ne l'avaient été depuis longtemps.

Quelques discussions entre libéraux et catholiques, des attaques violentes contre M. Verrhaegen, président de l'Assemblée et l'affaire Brasseur, suscitée par les ultramontains contre un professeur de Gand qui avait nié la divinité du Christ, affaire étouffée par le ministère, remplirent la session de 1855, où le cabinet catholique modéré, tout en ayant à lutter à la fois avec les libéraux et les catholiques ardents, sut se maintenir et se consolider. La Belgique est par-

tagée, par moitiés presque égales, entre deux partis, les libéraux et les catholiques, dont les luttes, peu dangereuses pour son repos, l'empêchent de tomber dans le sommeil politique, résultat inévitable de son heureuse situation. Ces haines, terribles sur papier quand les invectives sont lancées par la presse d'un bout de la Belgique à l'autre, n'ont rien d'inquiétant pour la paix générale, et entretiennent les esprits des Flamands, portés à la somnolence, dans un léger état de surexcitation profitable aux intérêts du pays.

La session de 1855, commencée en décembre 1854, prit, dès le début, un caractère alarmant pour le cabinet. La situation de l'armée anglaise à Sébastopol était déplorable. Des 50,000 hommes que les navires français et anglais avaient transportés en Crimée, il en restait 14,000 à peine; le reste avait été détruit par les maladies, le climat et les privations. Le terme « privation », employé en séance par un membre de l'opposition eut le privilège d'étonner le parlement qui avait ratifié un compte de 255,000 tonnes de munitions et provisions expédiées. Un membre de la Chambre des Communes, M. Roëbuck, formula une proposition d'enquête tendant à l'envoi Grande-Bretagne.

en Crimée d'un comité chargé d'examiner la situation de l'armée et la conduite des départements ministériels auxquels appartenait la direction de la guerre. D'autre part, les espérances de paix semblaient sombrer sous les lenteurs de la diplomatie russe. Le ministère devenait de moins en moins populaire. Lord John Russell crut devoir donner sa démission à la veille de la lutte, et porta ainsi le coup de grâce à ses collègues. Cet acte du noble lord fut vivement blâmé par ses amis et par ses adversaires, car on crut y découvrir un triste calcul d'égoïsme. Désespérant de répondre victorieusement à l'interpellation Roëbuck, il abandonnait ses alliés. Lord Aberdeen se présenta avec un cabinet ainsi décapité à la barre des Communes, et un débat des plus vifs s'engagea. Lord Palmerston flétrit la conduite de Russell; MM. Gladstone et Sydney Herbert se prononcèrent au nom du gouvernement contre la motion Roëbuck. MM. Layard et Disraëli reprochèrent au gouvernement ses hésitations, son incapacité dans la conduite de la guerre et dans le choix des chefs, raillant l'inaction de sir Charles Napier et de lord Raglan. Palmerston défendit le ministère de la guerre, particulièrement visé, mais M. Roëbuck répondit victorieusement, faisant ressortir les

désastres de l'armée et le peu de résultats obtenus pendant une campagne longue et pénible. On procéda au vote, et le ministère se trouva en minorité de cent cinquante-sept voix à la Chambre des Communes, chiffre énorme pour qui connaît la division des partis en Angleterre. Le soir même, le cabinet porta sa démission à la reine.

Après avoir inutilement offert le pouvoir à lord Derby, chef des tories, et à lord Landsdowne, qui refusèrent, puis à lord John Russell, qui ne put former un ministère, sa conduite dans l'affaire Roëbuck lui ayant attiré la désapprobation générale, la reine revint à Palmerston, qui se chargea de recruter le nouveau cabinet dans le parti wigh pur, avec un fort appoint peeliste (qui se retira, aussitôt après avoir connu le programme, trop rétrograde à son sens). MM. Gladstone, Sydney Herbert et sir James Graham furent remplacés par des hommes nouveaux, et le cabinet fut ainsi composé :

Lord Palmerston,	Premier lord de la trésorerie.
Lord Cranworth,	Lord Chancelier.
Lord Clarendon,	Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères
Lord Paumure,	Guerre.
Sir Georges Grey,	Intérieur.
Lord John Russell,	Ministre des Colonies.
Sir G. Cornwall Lewis,	Chancelier de l'Échiquier.
Sir Charles Wood,	Premier lord de l'Amirauté.

Sir W. Molesworth,	Travaux publics.
Lord Granville,	Président du Conseil
Lord Canning,	Postes.
Le duc d'Argyle,	Lord du sceau privé.
Comte Saint-Germans,	Lord lieutenant de l'Irlande.
M. Horsman,	Secrétaire pour l'Irlande.
Lord Stanley d'Aderley,	Commerce.
M. Vernon Smith,	Indes.

A la fin février, ce cabinet se présenta devant la Chambre des Communes, après avoir annoncé la nomination d'un de ses membres, lord John Russell, à l'ambassade extraordinaire de Vienne, en vue des conférences. La commission chargée de l'enquête parlementaire, votée sur la proposition de M. Roëbuck, se réunit en séance publique, et ce fut le premier triomphe de lord Palmerston sur l'opposition qui voulait le huis clos. Sur ces entrefaites, arriva à Londres la nouvelle de la mort de Nicolas. Cet événement changea la face des choses. On espéra une solution prompte, car on prêtait au nouveau tsar une politique contraire à celle de son père. Le remplacement de Menschikoff dans le commandement général des forces russes en Crimée par le prince Gortschakoff confirma les Anglais dans cette opinion. Les questions extérieures détournèrent l'attention du Parlement de l'enquête et des divisions ministérielles. Dans l'intervalle,

le traité avec le Piémont avait quelque peu allégé les sacrifices d'hommes que l'Angleterre était obligée de faire pour son contingent. Cependant l'enquête avait rendu son verdict contre les ministres, pour avoir entrepris l'expédition de Crimée avec des forces insuffisantes, et pour s'être livrés aux plaisirs de la villégiature pendant que l'armée souffrait cruellement. Ce verdict concluait à l'expression solennelle de blâme contre le cabinet démissionnaire, à l'exception du ministre de la guerre, duc de Newcastle, reconnu, chose étrange, moins coupable que ses collègues. Mais les affaires allant mieux en juillet qu'en mai, le général Peel proposa la *question préalable*, à laquelle se rallièrent tous les ministres à l'exception de John Russell, et qui fut votée. Russell, de retour de sa mission en Autriche où il avait échoué, livré aux critiques des partis, reconnut que sa présence au gouvernement n'était plus possible et donna sa démission.

Les questions intérieures se bornèrent au rejet d'une motion du major Reed qui demandait la suppression de l'achat des grades dans l'armée; au vote d'un emprunt de seize millions de livres sterling négocié par MM. de Rothschild et à une augmentation de taxes. Le Parlement

clôtura sa session le 4 août, après avoir, en dernier lieu, voté la garantie de l'Angleterre conjointement avec celle de la France pour un emprunt turc de cinq millions de livres sterling.

Pendant que la reine Victoria rendait sur le continent sa visite à Napoléon III, les nouvelles arrivaient meilleures; le 17 août, on apprit la bataille de la Tchernaïa; enfin, quelques jours après le retour de la reine, le général Simpson adressait à Londres cette dépêche admirable de simplicité et de franchise : « Les forces alliées ont attaqué les défenses de Sébastopol aujourd'hui à midi. L'assaut de Malakoff a réussi, et cet ouvrage est au pouvoir des Français. L'attaque des Anglais contre le Redan n'a pas réussi. » Le lendemain on reçut la nouvelle de la chute de Sébastopol et tout fut oublié, et on fêta le nouveau ministère comme si la victoire lui était due. Lord Palmerston bénéficia des efforts et même des fautes de ses prédécesseurs. L'opposition, se voyant vaincue, organisa des meetings où elle réclama la paix. Le ministère répondit par d'autres meetings où ses orateurs déclarèrent que la guerre devait être continuée si la Russie ne se résignait pas à céder sur tous les points. L'année se termina dans cette agitation, mais le cabinet avait pour lui la majorité du pays.

D'ailleurs, dès les premiers jours de 1856, on apprit l'acceptation par la Russie de l'ultimatum de l'Autriche, et les meetings n'eurent plus raison d'être. La paix devenait imminente.

Aux Indes, le royaume d'Oude fut définitivement annexé à la Compagnie, mais le roi, venu à Calcutta pour obtenir justice du gouverneur, était attendu à Londres, où il se rendait, prétendait-on, dans l'intention d'en appeler à la reine, se basant sur deux décrets de la Chambre des Communes, qui, pendant l'année, avaient donné raison aux héritiers des nababs de Surate et du rajah de Kurruckpoor. Ces princes indigènes, privés de leurs fortunes, avaient reçu satisfaction de la Chambre des Communes, qui rendit sa sentence dans des termes assez durs pour la Compagnie.

L'année 1855 fut remplie en entier par les opérations militaires. Si on en excepte l'Exposition de Paris, sorte de protestation contre la guerre, celle-ci seule occupait la pensée du monde. Qui sortirait vainqueur de la lutte? Serait-ce la Russie, c'est-à-dire le retour à l'ancien ordre de choses, ou l'Europe, c'est-à-dire la révolution? La France était à la tête du mouvement, et l'initiative pacifique essayée

en pleine conflagration générale accentuait sa mission réformatrice. Ce fut, en effet, un spectacle unique dans les annales de l'histoire que celui de ces fêtes se succédant sans interruption dans la capitale d'un État livré au hasard d'une guerre incertaine. Mais ces ébats joyeux de l'industrie et du commerce visaient, au sens du philosophe, le même but que les travaux aux tranchées, car les uns et les autres aidaient à changer la face du monde. Pendant cette guerre de Crimée, entreprise en apparence pour maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, on assiste à l'agonie du vieux monde, des vieilles idées, du vieil équilibre. La transformation fut presque instantanée. Les mœurs, les usages, les idées en 1857 ne ressemblent en rien à ceux de 1853. Quatre ans suffirent pour tout changer. Cette révolution se fût-elle accomplie si la Russie avait été victorieuse? Évidemment oui; mais elle aurait eu lieu plus tard, car les événements qui influent sur les destins de l'humanité ne peuvent être évités, mais seulement ajournés. De la victoire des alliés résulta le triomphe de la révolution sur la réaction. La mort de Nicolas donna le branle-bas final. Ne pouvant vaincre, le champion désertait la lice et abandonnait la lutte. Notre société, si diffé-

rente de celle que connurent nos pères, basée sur des principes inconnus ou réprouvés jusque-là, avide de besoins nouveaux et jamais satisfaits, trop imparfaite pour être autre chose qu'un expédient bon à servir d'étape à la marche du progrès, prit naissance dans les cendres de Sébastopol. Nous assisterons, en 1856, à son laborieux développement; 1857 appartient déjà à notre époque et se rapproche de 1889, autant que 1854 se rapprochait de 1830.

Les succès de la Russie en Asie avaient fait pencher, à Téhéran, la balance de son côté. La Perse, trop faible pour se prononcer ouvertement au début de la guerre, se rallia au vainqueur, avec cette versatilité asiatique devenue proverbiale. La cour de Téhéran opposa toutes sortes de difficultés au ministre anglais Murray, qui, irrité de l'arrestation illégale de la femme d'un sujet persan, agent anglais à Chicaz, menaça de rompre les relations et d'envoyer une armée anglaise au secours d'Hérat, que les troupes du chah avaient occupé contrairement aux engagements formels pris envers la Grande-Bretagne. En décembre, la mission anglaise se trouvait sur la frontière ottomane, prête à quitter la Perse. Asie.

Goolap-Sing, auquel l'Angleterre avait laissé le

Cachemyr, après la destruction de l'empire de Runjat-Sing, mourut en 1855. Son successeur, accepté par l'Angleterre, se trouva bientôt en lutte ouverte avec un autre prétendant à la couronne, Jowahir-Sing. La guerre entre le Népaul et le Thibet continuait avec des chances égales de part et d'autre. Pour répondre à l'envoi d'une ambassade à Calcutta par le roi des Birmans, lord Dalhousie envoya le major Phayre à Amarapoura. La mission, composée de savants, d'ingénieurs et de militaires, débarqua à Rangoon, remonta l'Irawaddy en bateau à vapeur et arriva en septembre à Ava (Amarapoura). Reçu à plusieurs reprises par le roi et par l'Éléphant blanc, le major Phayre échoua aussi complètement dans sa mission que les envoyés birmans avaient échoué dans la leur à Calcutta; mais le récit du voyage jeta une certaine lumière sur la vie, les mœurs et la religion de ces mystérieuses contrées. Le culte de l'Éléphant blanc et sa participation au pouvoir souverain, qu'on traitait de fable en Europe, furent racontés dans le très intéressant rapport du major, qui constate en Birmanie les traces d'une civilisation très ancienne.

Le 3 avril, sir John Bawring arriva à Bangkok et, le 18, signa un traité de commerce entre l'An-

gleterre et le Siam. Les sujets britanniques, admis à ouvrir des établissements permanents dans le royaume, firent déclarer libre l'exercice du culte chrétien. Après avoir obtenu ce traité de la cour de Bangkok qui paraissait entrer franchement dans la voie de réformes, Bawring essaya de nouer des relations avec Tu-Duc et envoya M. Wade à bord du « Rattler », dans les eaux cochinchinoises. Après quelques mois de stationnement à l'embouchure des rivières. M. Wade, désespérant d'être reçu, retourna à Hong-Kong, renonçant à vaincre le farouche exclusivisme de Tu-Duc.

L'épouvantable guerre civile, qui depuis tant d'années désolait la Chine, se poursuivait avec les mêmes incidents que l'année précédente. Les insurgés, dont le quartier général était à Nankin, maîtres du Yang-tse-Kiang, interceptaient les communications par le grand canal et menaçaient Canton. Le gouvernement, faible et impuissant, imprimait à Pékin des bulletins mensongers de victoire, mais se trouvait en réalité dans le plus grand danger, surtout en présence de la neutralité des puissances européennes et des États-Unis, qui, tout en augmentant leurs forces navales, refusaient leur intervention. Toutefois, la prospérité croissante du commerce et l'augmentation

de l'émigration des Chinois dans les colonies européennes, en émoussant fatalement la haine de l'étranger, faisaient espérer que bientôt ce vaste Empire s'ouvrirait à la civilisation.

Le Japon paraissait adopter franchement une politique moins exclusive. Après avoir signé des traités, en mars 1854, avec les États-Unis, et en octobre, avec l'Angleterre, il conclut au commencement de 1855 une convention avec la Hollande, qui obtint les mêmes avantages.

Afrique.

L'ascension vers le progrès, qui amène le rapprochement des races, se faisait sentir, même en Afrique. Barth, revenu en Europe après son exploration, publia des documents intéressant sur Tombouctou. Ce voyageur laissait en Afrique de nombreux émules ; MM. Vogel, Macguire, Livingstone, Brun-Ballet, d'Escayrac de Luntère, poursuivaient, qui dans le centre de l'Afrique, dans la région des Lacs et au Soudan, qui dans l'Afrique australe, le cours de leurs explorations laborieuses. Au Sénégal, le colonel Faidherbe entreprit une campagne vigoureuse contre les Trarzas, et rendit si redoutable le nom français qu'une foule de nègres libres, jadis tyrannisés par les Maures, vinrent réclamer la protection de la France. Après le massacre des Boërs hollandais

par les Cafres, une invasion de ces sauvages sur le territoire du Cap fut énergiquement réprimée par le gouverneur anglais.

Les leçons reçues avaient profité à Muley-Abderramann qui apporta plus de courtoisie dans ses rapports avec les puissances européennes. Cependant la faiblesse de l'administration marocaine était telle que, malgré sa bonne volonté, elle ne put pacifier les peuplades riveraines, surtout celles du Riff, dont les déprédations nécessitaient à chaque instant l'intervention diplomatique des États dont le pavillon naviguait sur la Méditerranée.

L'Algérie s'organisait activement. En 1855, elle comptait déjà plus de 160,000 colons. Des expéditions parties de Biskra et de Laghouat sur la limite du Sahara, terrifièrent les Touareggs, qui, en décembre, envoyèrent une députation à Alger pour proposer au gouvernement français de nouer des relations de commerce régulières avec les tribus du grand désert.

La récolte de l'or allait toujours croissant ; la colonie anglaise activait ses démarches auprès de la métropole, pour obtenir la suppression de la transportation des convicts. La terre de Van Diémen négociait à Londres la même suppres- Australie.

sion. La prospérité de ses colonies pénitentiaires mettait le Parlement anglais dans l'alternative, ou d'abolir la déportation, ou de rechercher un autre séjour pour les condamnés de droit commun. L'autonomie récemment accordée aux provinces australiennes leur permettait d'apporter plus d'énergie à leurs réclamations. Partout, aussi bien en Australie qu'en Asie et en Afrique, ce rapprochement des peuples, que notre époque peut se glorifier d'avoir précipité, s'accentuait.

nérique. L'ambition des États-Unis avait reçu de rudes atteintes. Aucune des tentatives d'annexion n'avait réussi. Obligé de céder partout, ses prétentions ayant été reconnues exorbitantes, le président Pierce, instrument docile des démocrates, voyait sa popularité crouler de toutes parts. L'année 1855 continua la série des déceptions. L'Espagne, après avoir positivement refusé de vendre l'île de Cuba, s'apprêtait à la défendre et il était à supposer que l'Angleterre et la France la seconderaient dans la résistance. Il fallait modérer ses convoitises, et les meetings annexionnistes cessèrent. L'Espagne, néanmoins, afin de prouver sa ferme intention de vivre en bon voisinage avec l'Union du Nord, accorda quelques concessions aux navires américains naviguant dans la baie du Mexique.

D'autre part, une expédition de Walker au Nicaragua, ouvertement patronnée par le cabinet, était un acte si flagrant de flibusterie que l'opinion en Amérique et en Europe se souleva contre une pareille violation du droit des gens. Aventurier sans aveu, mais courageux et entreprenant, Walker, protégé par une puissante Compagnie de transit, à la tête de laquelle étaient des hommes comme MM. White et Vanderbilt, nolisa un des vapeurs de cette Compagnie, débarqua avec une troupe de forbans, sur le territoire de Nicaragua, à San-Juan-del-Sur, battit le général Corral, s'empara de Grenada, conquit le pays entier, reçut, grâce à la médiation du ministre des Etats-Unis, la soumission de Corral qu'il nomma ministre de la guerre, fit élire président Patricio Rivas, tout en conservant le pouvoir dictatorial, et envoya à Washington un agent avec mission de se faire reconnaître par les États-Unis. A ce moment, l'Union, en contestation pour l'exécution du traité de Clayton-Bolivar qu'elle reprochait à l'Angleterre de violer en détenant illégalement Belise et l'île de Roatan, ne voulut pas encourir le même reproche. Non seulement l'usurpation de Walker ne fut pas reconnue, mais il fut défendu aux citoyens américains de s'enrôler sous ses drapeaux et de le sou-

tenir. Deux cents volontaires, surpris à bord d'un navire de la Compagnie de transit, furent arrêtés et rapatriés. Mais le désaccord avec l'Angleterre ne provenait pas seulement de l'interprétation du traité de Clayton-Bolivar. Pour réparer les pertes éprouvées par son armée de Crimée, la Grande-Bretagne avait cherché des soldats en Amérique, où elle espérait trouver de nombreux déclassés prêts à se battre pour une bonne paye. Sans en pressentir le gouvernement, le ministre Crampton ordonna aux consuls anglais de procéder aux enrôlements en Californie, dans le Texas, dans les pays de l'Union où les aventuriers abondent. Pierce se plaignit de ces tentatives d'embauchage, comme d'une violation du droit des neutres. Les enrôlements avortèrent, car les aventuriers américains n'avaient aucun goût pour la rude discipline anglaise, et lord Clarendon envoya des excuses en rejetant toute la responsabilité sur les agents subalternes, mais en refusant de destituer Mathews, Rouveroft et Berclay, consuls, accusés d'avoir présidé aux recrutements, et Crampton, leur organisateur. Le gouvernement menaça d'expulser Crampton, comme en 1848 l'Espagne avait renvoyé Bulwer. Par une coïncidence singulière, l'Angleterre fit renforcer sa flotte des Antilles. Alors il n'y eut qu'un cri.

Si l'on voulait intimider les États-Unis, on verrait leur réponse! Quoique lord Clarendon eût déclaré que la mesure avait été prise non contre l'Union, mais contre les corsaires russes, le cabinet de Washington résolut de rendre provocation pour provocation.

Walker, sans se préoccuper outre mesure de l'opinion de M. Pierce, administrait le Nicaragua en maître tout-puissant et, pour se consoler de ne pas être reconnu par ses compatriotes, exigeait cette reconnaisssance de ses voisins immédiats, et appliquait sur une vaste échelle les principes de la politique d'expansion adoptés par les Yankees du parti avancé. Après avoir transformé le président vaincu, Corral, en un ministre de la guerre, il le fit fusiller sur un simple soupçon de trahison, chassa du Nicaragua un collègue en flibusterie, Kinsley, fit rendre par Rivas, son homme de paille, un décret qui annexait le royaume des Mosquitos au mépris de la protection anglaise, et enfin, annulant la charte de cette même Compagnie de transit qui l'avait aidé dans son expédition, il se saisit d'un de ses steamers chargé d'or, d'accord, prétendait-il, avec plusieurs directeurs de cette Compagnie qui avaient médité ce coup d'État financier. Une fortune aussi insolente ne pouvait durer. Walker

avait envoyé auprès de Mora, président de Costa-Rica, un agent diplomatique pour lui notifier le changement survenu à Nicaragua. M. Mora ayant refusé de recevoir l'agent, Walker lui déclara la guerre et fut défait dans plusieurs rencontres. Le nombre des Yankees, dont la brutale activité épouvantait les Espagnols indolents du Centre, réduit de moitié, le prestige de Walker, qui ne pouvait faire d'autres enrôlements sur le territoire des États-Unis, diminuait en raison du réveil du patriotisme des Nicaraguéens enhardis par ces défaites. Aussi sa situation était-elle des plus précaires quand on apprit que le gouvernement de Washington, pour faire pièce à l'Angleterre, autorisait ses citoyens à renforcer sa troupe. Sans accorder officiellement son concours à Walker, dont l'agression était réprouvée par tous les gouvernements établis, l'Union jetait néanmoins un défi à l'Angleterre.

Le ministre d'Amérique à Copenhague, dénonça au gouvernement danois son intention de ne pas renouveler, après expiration, une convention relative au péage du Sund, considérée par les États-Unis comme attentatoire à la liberté du commerce. A la réunion de la conférence tenue à Copenhague à ce sujet, ce diplomate,

seul des plénipotentiaires, repoussa la modeste proposition du rachat du péage du Sund, moyennant l'indemnité de 100 millions de francs, payable par toutes les puissances intéressées, en admettant seulement une indemnité dérisoire pour la construction et l'entretien des phares, balises, etc. Avec cet esprit d'arrogance qui les caractérise, les Yankees menaçaient le Danemark, s'il n'acceptait pas leurs conditions, de mettre la main sur l'île de Saint- Thomas. Les conférences de Copenhague n'étaient pas terminées à la fin de l'année.

Le territoire du Kansas, qui sollicitait son admission dans l'Union en qualité d'État, élabora une constitution où il se considérait, selon la loi (Nebraska-Bill), libre de maintenir ou d'abolir l'esclavage. L'opinion, à ce sujet, se trouva partagée, et il en résulta une guerre civile. Des bandes de Missouriens parcouraient le Kansas; il y eut des rixes, des assassinats, des batailles rangées. Au Congrès, les séances recommencèrent au milieu d'un tapage indescriptible. MM. Cass, Stummer, Douglas, se firent remarquer par la violence de leurs discours. Le message du président Pierce, qui rendait compte des affaires extérieures, des démêlés avec l'Angleterre et le Danemark, fut froidement accueilli, et la demande du gouvernement

d'intervenir au Kansas avec l'armée fédérale, repoussée. Pierce était complètement dépopularisé. Sa politique, à la fois agressive et hésitante, rencontrait le blâme de tous les partis. On lui fit comprendre qu'on regrettait que ses pouvoirs ne fussent pas arrivés à leur terme. C'est dans ces conditions qu'on s'apprêta à la grande session et à l'élection du nouveau président, qui, selon la constitution, devait avoir lieu à la fin de l'année suivante. Le Congrès ne se sépara pas au moment où finissait l'année, continuant ses discussions dont la violence augmentait. Les Américains étaient mécontents de la façon dont leurs affaires avaient été conduites, car, à l'exception d'un traité avec le Canada, ils n'avaient compté à l'extérieur que des échecs qui, en se greffant sur la question d'esclavage, pouvaient amener de graves complications intérieures.

Mexique. Au Mexique, le gouvernement de Son Altesse Sérénissime le dictateur Santa-Anna avait été promptement mis dans la situation la plus difficile. Le plan de Ajutla, comme jadis le plan de Guadalajara, réunissait de nombreux adhérents. Quatre insurrections menaçaient à la fois le pouvoir établi. Dans le Sud, Alvarez, vieil Indien qui avait organisé, sur les confins du désert, une sorte de

royaume féodal dont les principaux vassaux étaient Indiens Pintos, s'avançait sur Mexico à la tête de ses bandes, auxquels s'étaient joints les mécontents des provinces. Dans le Nord, don Santiago Vidaurri se proclamait chef de la province de Nuevo-Léon ; à San-Luis de Potosi, M. Antonio Haro y Tamariz ; enfin, à Acapulco, M. Ignacio Comonfort organisaient des guerrillas, et tous marchaient contre la capitale pour renverser Santa-Anna. Le plus redoutable des rebelles, c'était sans contredit Alvarez, surnommé « la Panthère du Sud », Peau-Rouge d'instinct et de race. Bientôt Santa-Anna, qui avait si cruellement raillé son prédécesseur, se trouva acculé dans la même impasse que lui ; mal assuré du dévouement de Mexico, menacé de quatre points à la fois, il ne vit d'autre salut que la fuite.

Le 9 avril 1855, Son Altesse Sérénissime quitta furtivement Mexico pour s'embarquer à la Véra-Cruz, abandonnant la partie sans combat. Toutefois, avant son départ, il adressa un manifeste à la population et, en vertu du pouvoir qui lui avait été donné de nommer son successeur, délégua l'autorité pendant son absence aux généraux Salas et don Martin Carrera. Ce testament burlesque fut, chose étrange, accepté d'abord. Aussitôt qu'on apprit le départ de Santa-Anna, on

nomma, pour constituer les pouvoirs publics, une junte sous la présidence du général Martin Carrera, président provisoire. Cependant les insurgés approchaient. Alvarez occupait Cuernavaca, à quelques lieues de Mexico : Haro, Comonfort et Vidaurri entouraient la ville. Martin Carrera, voulant sans doute s'essayer dans sa nouvelle autorité, proposa au chef des insurgés de se rendre à une conférence à Dolorès-Hidalgo, afin de s'entendre avec lui. Les insurgés répondirent par un refus brutal et, déniant à Carrera toute autorité, décernèrent à Alvarez le titre étrange de chef de la Révolution, en lui imposant Comonfort pour lieutenant. Carrera donna sa démission, et Mexico se vit sans gouvernement, sans munitions et sans défenseurs, ce qui n'empêcha pas la ville de célébrer en grande pompe la fête de l'Indépendance. L'étude des annales de ces Républiques américaines peut amener un sourire sur les lèvres du plus grave historien.

Cependant Alvarez, pris tout à coup d'un scrupule de légalité, convoqua à Cuernavaca les chefs des révoltés pour procéder à l'élection d'un président définitif des États-Unis mexicains. Cette cérémonie, accomplie au milieu de Peaux-Rouges déguenillés qui agitaient avec d'affreux hurlements leurs couteaux à scalper, fut expédiée à

la hâte. Alvarez, élu président, envahit Mexico à la tête de son armée; mais la civilisation pesait à cette horde qui ne songeait nullement à reconstituer l'Empire de Montézuma, et son chef se contenta d'enlever des arsenaux tout ce qui s'y trouvait d'armes et de munitions, se fit adjuger 200,000 piastres, donna sa démission en laissant à Comonfort « la présidence substituée », et retourna au désert avec ses Indiens, après avoir fait plus de peur que de mal aux habitants de la capitale. Le 9 décembre, Mexico se retrouva libre. M. Comonfort avait à peine eu le temps de former un ministère [1] et de procéder à son installation, que des pronunciamientos étaient annoncés à Guanajuato, à Puebla, à Oajaca, à Guadalajara. On proclamait un nouveau programme nommé le plan de Zacapoaxtla, en souvenir de cette ville, où il fut inauguré le 19 décembre. Les généraux Guition, Osollo et Ollaqui signèrent ce plan et organisèrent un centre de résistance dans la province de Puebla. M. Gabsden, ministre des États-Unis, assistait heureux et souriant à cette désagrégation du pays convoité par les Yankees.

1. MM. Luis de Roca, affaires étrangères; Yanez, Lafragua, Montès, Pasqua.

— Travaillent-ils pour nous, disait-il en se frottant les mains au ministre de France, M. de Gabriac! Bientôt l'Amérique du Nord ne formera qu'une seule confédération!

— Si l'Europe vous y autorise, fit observer Gabriac.

— L'Europe! Il ne lui appartient pas de se mêler de nos affaires, répondit Gabsden.

Républiques du Centre.

Nous avons raconté le succès de l'audacieuse tentative de Walker contre le Nicaragua, qui avait profité de ce que M. Francesco Castellon, chef du parti conservateur, s'était prononcé contre le président légal Chamarro, et s'était mis en révolte ouverte contre lui. Chamarro, décédé sur ces entrefaites, fut remplacé par M. José Maria de Estrada qui appela Walker à son secours, aimant mieux obéir à un étranger qu'à un conservateur.

Le Honduras, gouverné par le parti démocratique, se trouvait en guerre avec Guatemala. En octobre, les Guatemaléens remportèrent une éclatante victoire. L'armée de Honduras fut taillée en pièces, et le président Cabarras expulsé; son successeur, le général Guardiola, conclut la paix avec Carrera, qui maintenait par la terreur un semblant d'ordre à Guatemala, et qui, de

concert avec Salvador et Costa-Rica, ouvrit des négociations pour former une ligue contre Walker et le chasser de Nicaragua. Comme le parti conservateur était arrivé sans secousses au pouvoir à Salvador, dans la personne du président Rafaël Compa, toutes les républiques de l'Amérique centrale étaient, au commencement de 1856, résolues à s'unir contre le flibustier américain, qui, reconnu par son gouvernement, ne cachait plus ses desseins ambitieux et organisait sa conquête avec l'intention évidente de s'y consolider.

Amérique du Sud.

A Vénézuéla, les élections replacèrent au pouvoir l'ancien président Tadéo Monagas, frère du président sortant. L'administration de Grégorio Monagas avait été si désastreuse, que le retour de son frère, homme relativement modéré, fut accueillie avec confiance. Cependant les oligarques continuaient leur opposition, et les partisans de Paëz ne désarmaient pas. A la fin de l'année, Tadéo Monagas reçut du gouvernement de la Nouvelle-Grenade une proposition de reconstitution de l'Union colombine, mais il y répondit par une fin de non-recevoir.

La chute du parti démocratique et l'arrivée au pouvoir des conservateurs ne fut marquée en Nouvelle-Grenade par aucune exécution san-

glante. Le général Melo et l'ex-président Obaondo, mis en jugement, déclarés coupables et condamnés au bannissement, le vice-président Mallarino occupa la présidence provisoire, en attendant l'élection définitive remise à l'année suivante. Deux candidats, M. Ospina, présenté par les conservateurs, et le général Mosquera, l'homme le plus considéré du pays, mais qui s'était rapproché des radicaux, étaient en présence. Les conservateurs se souvenant des saturnales démagogiques de Lopez et d'Obaondo, conçurent le projet d'une fédération avec le Vénézuéla et l'Equateur, qui réalisait la reconstitution de la Colombie. Cette idée trouva de nombreux adhérents.

L'unique préoccupation du général Urbina, président de l'Équateur, était de prévenir les complots de Florès, qu'il soupçonnait d'organiser, aux États-Unis et au Pérou, de constantes expéditions. Ces craintes vraies ou supposées fournissaient à Urbina prétexte de molester les personnages les plus considérables du parti conservateur. Cinquante des principaux citoyens furent ainsi saisis et transportés sur les bords de l'Amazone dans un désert affreux, pour y subir un exil qui équivalait à la peine de mort. Urbina laissait de la sorte le champ libre aux élec-

tions qui devaient avoir lieu en 1856, et auxquelles il s'engageait à admettre toutes les candidatures à l'exception de celle de Florès. M. Robles, gouverneur de Guayaquil, démocrate, mais d'une autre nuance qu'Urbina, se mit sur les rangs. En résumé l'histoire de ces Républiques est toujours la même : anarchie ou despotisme. Les années où la guerre civile faisait trêve, le parti au pouvoir commettait les plus honteuses exactions. C'est ce qu'on appelait le régime de la liberté.

Le 5 juin 1855, les armées en présence aux portes de Lima se livrèrent une bataille au village de la Polma. Echénique, vaincu, s'enfuit. Castilla entra triomphalement à Lima, et convoqua aussitôt une Convention chargée d'une nouvelle loi organique. La Convention nomma Castilla président provisoire, abolit les actes d'Echénique, et déclara terminée la guerre avec la Bolivie. M. Elias obtint le portefeuille des finances, M. Manuel del Mar, celui de la guerre. La Convention prit son rôle au sérieux, mais à la fin de l'année elle entra en conflit avec Castilla, dont le caractère n'admettait pas le partage des pouvoirs, Or, M. Elias d'un côté, et d'autre part un jeune général du nom de Castello, faisaient au président une guerre sourde qui éclata à propos de ce dernier,

que la Convention voulait élever au grade de général de division. Le président, comme chef de l'armée, s'y opposa par un message auquel la Convention répondit en persistant dans sa résolution, et en prescrivant au pouvoir exécutif de la reconnaître comme loi d'État. Castilla dut se soumettre, mais le conflit n'en devint que plus aigu.

En Bolivie, Belzu, discrédité, fut remplacé par le général Cordova, élu président malgré la candidature de Santa-Cruz, qui, après son échec, jugea prudent de s'éloigner des frontières de la Bolivie.

Pendant que les années, dans ces Républiques du Nouveau-Monde, peuvent se compter par les révolutions accomplies, le Chili seul, où les institutions ont plus de fixité, prospérait et s'organisait lentement. Au commencement de l'année, une élection générale de sénateurs et de députés amena une majorité gouvernementale et consolida le pouvoir de Montt, qui, en ouvrant la séance législative en juin par un message précis et sans prétention, dit que « tout en s'abstenant de comparer la situation du Chili à celle des autres républiques du Sud, il se félicitait et félicitait le pays de ne pas connaître l'anarchie et la révolution, et de vivre en bonnes relations avec ses

voisins. » Le 30 novembre, un traité de commerce fut signé à Santiago avec l'Angleterre.

Les traités du 28 décembre 1854, acceptés par Buenos-Ayres, furent ratifiés le 5 janvier à Parana. Les deux fractions de la République Argentine semblaient à l'avenir devoir vivre en paix, car Pastor Obligado, encouragé dans cette démarche par le parti modéré, envoya à Parana au mois d'août un citoyen considérable de la ville, pour négocier auprès d'Urquiza, une union plus étroite avec la confédération. Malheureusement, au moment où Obligado entrait en communication avec les ministres d'Urquiza, quelque exilés de Buenos-Ayres réfugiés à Montévidéo eurent l'idée de tenter, sous la conduite du général José Maria Florès, une incursion sur le territoire de leur patrie. Le ministre de la guerre Mitre marcha contre eux, les défit, et persuadé qu'ils avaient été soutenus par Urquiza, viola le territoire fédéral et envahit la province de Santa-Fé. Urquiza protesta de son ignorance de l'agression de Florès, et demanda à Pastor Obligado d'envoyer des excuses à Parana pour la violation de son territoire. Sur la réponse négative de Buenos-Ayres, les relations furent de nouveau interrompues. La scission était plus profonde que jamais, mais le gouvernement d'Urquiza, reconnu par les

puissances étrangères, avait sur Buenos-Ayres une prépondérance affirmée par des traités récemment passés avec le Brésil et le Chili, par l'envoi à Parana d'un plénipotentiaire français spécialement accrédité auprès d'Urquiza, et par des travaux de voies navigables et de chemins de fer dont le gouvernement de Parana préparait activement l'exécution.

A Montévidéo, occupé par les troupes brésiliennes, dont disposait le plénipotentiaire Amaral, la population était sourdement excitée par le parti démocratique qui voulait renverser le président Florès. Les hostilités s'ouvrirent par la voie de la presse. Bientôt les attaques devinrent si violentes que Florès demanda aux Chambres une loi contre la licence des journaux, mais au moment d'en publier le décret, prévoyant une insurrection des démocrates, il demanda à Amaral si les troupes brésiliennes le soutiendraient en cas de conflit. Sur la réponse négative du plénipotentiaire, qui déclara que les Brésiliens resteraient neutres, l'insurrection éclata le 28 avril, et Florès gagna la campagne, pour y recruter une armée. Un gouvernement provisoire fut aussitôt formé à Montévidéo, mais Florès avait réuni des troupes et reprenait l'offensive. La malheureuse république allait être derechef livrée à la plus

effroyable anarchie, quand l'intervention de la France et de l'Angleterre auprès de Florès fit consentir celui-ci à un accommodement. La commission législative devait se réunir dans une ferme aux environs de la ville, et Florès offrit d'abdiquer volontairement et de protéger même l'installation du nouveau pouvoir. L'accommodement accepté par les deux partis, on procéda à l'élection du président, M. Bustamente, qui, à peine entré à Montévidéo, dut se défendre contre une nouvelle insurrection des démocrates fomentée par l'avocat Munoz. Florès tint parole et fit même plus qu'il n'avait promis. De concert avec le fameux général Orribe qui vivait sur ses terres en seigneur féodal, il déclara qu'il soutiendrait le gouvernement. Orribe tint la campagne ; Florès pénétra dans Montévidéo où après quelques jours de combat, les insurgés furent battus, leurs chefs faits prisonniers, jugés et exilés. Un calme relatif succéda à cette période d'agitation à laquelle l'armée brésilienne avait assisté, impassible. Devant cette inaction une question se posa tout naturellement. Si le Brésil ne s'intéressait pas davantage aux affaires de l'Uruguay, pourquoi l'occupait-il malgré l'avis contraire de la France et de l'Angleterre ? Ces considérations, soumises aux appréciations des

plénipotentiaires accrédités à Rio-de-Janeiro, firent réfléchir le gouvernement impérial qui envoya à Montévidéo le vicomte d'Abaète avec plein pouvoir de trancher la question. Le commissaire brésilien reconnut l'inutilité d'une plus longue occupation, et, se désintéressant au nom de son gouvernement des affaires de l'Uruguay, renonçant ainsi officiellement à toute prétention d'annexion, conclut à l'évacuation immédiate, qui s'accomplit aussitôt. En donnant ainsi satisfaction aux justes réclamations des puissances européennes le Brésil s'évita toute difficulté ultérieure. On ne saurait comparer trop avantageusement la modération de ce gouvernement monarchique constitutionnel aux exigences et aux rodomontades des démocraties.

Au Paraguay, le Brésil fit preuve de la même sagesse. L'amiral envoyé avec une escadre en démonstration dans les eaux du Paraguay, conclut, avec le président Lopez, un traité de commerce jugé insuffisant à Rio-de-Janeiro pour les intérêts brésiliens. L'amiral fut désavoué et rappelé. Mais le gouvernement impérial se laissa convaincre par un envoyé que Lopez s'empressa d'envoyer à Rio et, après avoir pardonné l'expulsion de M. Leal, consentit à ratifier le traité, moyennant quelques adjonc-

tions. Lopez eut cette année quelques démêlés avec la France, au sujet d'une colonie d'émigrants ramenée de Bordeaux par son fils don Solano Lopez, détaché en mission en 1854 auprès de Napoléon III. Solano Lopez s'était fait suivre par un certain nombre de nos compatriotes alléchés par des promesses trompeuses. Leur situation défavorable dans le Grand-Chaco où ils avaient fondé une colonie sous le nom de Nouvelle-Bordeaux, émut Napoléon III, qui ordonna à ses agents à l'Assomption de les protéger efficacement. Il y eut à ce sujet quelques pourparlers avec Lopez, et la France menaça même, si le gouvernement paraguayen ne s'empressait pas à mieux remplir ses engagements, d'envoyer une escadre pour l'y contraindre. Lopez, dont l'énergie était tempérée par une sage prudence, semblait prêt à céder, tout en se plaignant à juste titre d'être obligé de disposer des ressources d'un État pauvre et nouvellement formé, en faveur de colons étrangers qui avaient eu le tort de se laisser entraîner à une aventure personnellement réprouvée par lui et dans laquelle des gens sérieux n'auraient pas dû s'embarquer à la légère.

Le Brésil, qui a sur les autres États de l'Amérique l'avantage de posséder un gouvernement

plus stable a, comme nous l'avons vu, tránché toutes les questions extérieures dans lesquelles il s'était engagé en 1854. A l'intérieur, il a accompli des progrès sérieux; il a aboli le trafic des esclaves; il a tourné ses vues vers la colonisation intérieure, vers la régularisation de l'administration, favorisant l'émigration européenne, créant des banques, des associations industrielles. Dans la sphère politique, aucune entreprise révolutionnaire, aucune mesure de coercition ne vint troubler sa calme existence. Dans une discussion devant les Chambres d'une loi fixant l'importance des forces de terre et de mer, le ministre de la guerre, M. de Bellegarde, se trouva en minorité. Le ministre des affaires étrangères, M. d'Abaete, prévoyait de son côté des difficultés futures. Le cabinet Parana se modifia de lui-même sans secousses ni agitation. MM. de Bellegarde et d'Abaete donnèrent leur démission et furent remplacés par le général de Caxias et M. de Silva Parauhos. Le même parti demeura aux affaires et les ministres sortants se firent les défenseurs au Parlement de leurs anciens collègues.

La deuxième monarchie américaine, dont nous sommes obligés de nous occuper encore, ne présentait pas le même spectacle. Il est vrai

que Haïti n'était pas une monarchie, mais cette contrefaçon de la monarchie qu'on nomme le despotisme. Dévoré d'une ambition grotesque, Soulouque avait médité de conquérir la partie de l'île constituée en république sous la présidence de Santana, qui se trouvait, grâce aux manœuvres des Yankees, en perpétuelle crise. Traînant après lui 8,000 hommes et 200 canons, l'empereur d'Haïti partit en guerre. Malgré l'anarchie qui régnait à Saint-Domingue, Santana réussit à mettre sur pied une armée de 3,000 hommes, et livra à Soulouque une bataille à Sale-Trou (les noms même des combats livrés dans ces pays sont baroques). Au premier choc, l'armée impériale lâcha pied, abandonnant armes, munitions, trésor et équipages de Soulouque qui accusa de lâcheté ses généraux (Sarut, Dessalines, etc.) et les fit fusiller sans autre forme de procès. Il est vrai qu'ils avaient honteusement fui dans plusieurs engagements, à los Motos, à Saint-Jean, et que l'armée entière courait du côté de Port-au-Prince, pleurant et gémissant sur sa propre couardise, et élevant aux nues le courage des Dominicains. Les fuyards arrivaient par bandes dans la capitale, en criant que l'Empereur, en proie à la plus furieuse colère, les suivait en menaçant d'exter-

miner tous ses sujets, et principalement les hommes de couleur! Soulouque se fit précéder d'un manifeste. Se disant victorieux au début de la guerre, il rendait responsables de sa défaite finale des traîtres imaginaires, et concluait par cette phrase étourdissante : « Haïtiens! soyez » calmes! votre Empereur veille sur vous! Je vous » ai donné la tranquillité, je saurai vous la con- » server : déjà les traîtres ont payé de leur vie » leur conduite infâme! Officiers et soldats qui » êtes restés fidèles à votre serment, je suis » content de vous! Quelques traîtres de moins, » et notre mission était accomplie! Amis, retour- » nez dans vos foyers, le front haut, car vous avez » fait votre devoir!! Vive l'indépendance! Vive » la Constitution! »

La folie humaine peut-elle aller plus loin!

1856.

Au mois de janvier, l'acceptation par la Russie de l'ultimatum de l'Autriche était officielle. Les alliés occupaient la partie sud de Sébastopol, dont ils avaient, par précaution, fait sauter les docks, tout en s'apprêtant à rentrer dans leurs foyers. Le conseil de guerre tenu aux Tuileries, auquel assistaient le duc de Cambridge et le général la Marmora, avait élaboré un plan de campagne éventuel, mais qui, selon les prévisions de tous, devait rester lettre morte. L'opinion publique désirait la paix pour développer l'essor de l'industrie, principal objectif de tous les esprits. L'empereur des Français, sentant le terrain affermi sous ses pas, désirait, lui aussi, la paix. D'un

commun accord, les puissances rendant ainsi hommage à la fermeté du gouvernement impérial, avaient décidé dans un protocole signé à Vienne le 1er février, qu'un Congrès serait tenu à Paris.

Le 25 février, le Congrès de Paris s'ouvrait au Ministère des affaires étrangères, et la présidence en était unanimement offerte au comte Walewsky. Après tant d'années de recueillement, la France reprenait le premier rang dans le cénacle européen. Chargé par le tsar de le représenter, le comte Orloff arriva à Paris le 15 février et fut aussitôt reçu par Napoléon III.

— Eh bien ! monsieur le comte, aurait demandé l'Empereur, nous apportez-vous la paix ?

— Sire ! répondit Orloff, je viens la chercher !

Les plénipotentiaires des puissances au Congrès de Paris étaient les hommes les plus considérables de leurs pays respectifs. Walewsky et de Bourqueney représentaient la France; lord Clarendon, principal secrétaire d'État aux affaires étrangères et lord Cowley, ambassadeur à Paris, l'Angleterre; le comte Buol, premier ministre et le baron de Hubner, ministre à Paris, l'Autriche; le grand vizir Aali-Pacha et Méhemet-Djemil-Bey, ambassadeur à Paris, la Turquie; le comte Orloff et M. de Brunnow, am-

bassadeur à Londres, la Russie; enfin M. de Cavour et M. de Villamarina, ministre à Paris, la Sardaigne ; M. Benedetti, directeur aux affaires étrangères fut nommé secrétaire du Congrès.

En ouvrant, le 5 mars, la session du Corps législatif, l'Empereur put prononcer avec un légitime orgueil les paroles suivantes :

« L'Empereur de Russie, héritier d'une situa-
» tion qu'il n'avait pas faite, semble animé d'un
» sincère désir de mettre fin aux causes qui
» avaient amené ce sanglant conflit. Il a accepté
» avec détermination la proposition transmise par
» l'Autriche.

» L'honneur des armes satisfait, c'était un hon-
» neur aussi que de déférer aux vœux nettement
» exprimés par l'Europe. Les plénipotentiaires
» des puissances belligérantes et alliées sont
» réunis à Paris pour décider des conditions de
» la paix; l'esprit de modération et d'équité qui les
» anime tous doit nous faire espérer un résultat
» favorable; néanmoins, attendons avec dignité
» la fin des conférences, et soyons également
» prêts, s'il le faut, soit à tirer de nouveau l'épée,
» soit à tendre la main à ceux que nous avons
» loyalement combattus. »

Le lendemain, M. de Morny, président du Corps législatif, se fit l'écho de son souverain, en disant :

« Espérons que le bon esprit et les intentions » humaines des hommes éminents chargés des » négociations parviendront à aplanir toutes les » difficultés et à mettre un terme aux soucis de » l'Europe. »

Tout souriait à Napoléon III. Dans la nuit du 15 au 16 mars, trois semaines après l'ouverture des travaux du Congrès, l'Impératrice accouchait d'un fils, dont la naissance fut aussitôt officiellement notifiée au Sénat et au Corps législatif, et qui fut proclamé héritier de la couronne.

Le 29 mars, les plénipotentiaires tombèrent d'accord pour la conclusion de la paix qui fut signée le 30. Les travaux du Congrès avaient commencé le 26 février par l'adoption du protocole de Vienne du 1er février, comme préliminaire de paix, et par la fixation des bases d'un armistice qui suspendit les hostilités jusqu'au 31 mars exclusivement, époque à laquelle il fut décidé que la guerre recommencerait si on ne s'était pas entendu sur les conditions de la paix, ou sur une prolongation de l'armistice. Les parties belligérantes conservèrent pendant ce temps leurs positions respectives. Le 5 mars, la principale condition de l'ultimatum de l'Autriche, et la plus désagréable à la Russie, fut adoptée. C'était la neutralisation de la mer Noire,

sur laquelle les pavillons de guerre de toutes les nations étaient interdits, sauf à la Russie et à la Turquie qui ne pouvaient y entretenir qu'un nombre restreint de bâtiments de guerre fixé par une convention spéciale. La mer Noire étant déclarée neutre, le maintien ou l'établissement sur son littoral de places militaires maritimes devenait sans nécessité, comme sans objet. L'Empereur de Russie et le Sultan s'interdisaient d'y élever aucun arsenal militaire maritime. Nicolaïef et Azoff, quoique éloignés de la mer Noire, étaient compris dans la convention et la Russie promit de n'y faire construire que le nombre de bateaux autorisé par les traités. L'Empereur de Russie et le Sultan prenaient l'engagement mutuel d'admettre le principe d'institutions consulaires européennes dans leurs ports, et s'obligeaient à annexer au traité une convention particulière entre eux déterminant le nombre des bâtiments légers que l'un et l'autre étaient autorisés à conserver dans la mer Noire.

Le 6 mars, le Congrès déclara libre la navigation du Danube et reconnut à chacune des hautes puissances contractantes le droit de faire stationner deux bâtiments légers à l'embouchure du fleuve. Du 6 au 10 mars, le Congrès discuta la cession de territoires demandée à la Russie, sous le terme

de rectification de frontières. Après de longs débats, on tomba d'accord. La nouvelle frontière partait de la mer Noire, à un kilomètre à l'est du lac Bourna-Sala, rejoignait perpendiculairement la route d'Akermann, suivait cette route jusqu'au val de Trajan, passait au sud de Belgrade, remontait le long de la rivière Yalpuk, jusqu'à la hauteur de Saratsika, et aboutissait à Katamouri, sur le Pruth. Le territoire cédé par la Russie à l'Empire ottoman faisait retour aux principautés danubiennes, dont il avait été distrait par le traité de Bucharest, en 1812.

Dans les séances suivantes, on discuta l'organisation future des principautés danubiennes. Sur ce point, les avis furent partagés et on ne put s'entendre sur la question de savoir si la Moldavie et la Valachie seraient réunies ou resteraient séparées. Voyant qu'il n'y avait là qu'un intérêt secondaire, que l'accord ne se ferait jamais, si l'on s'attardait à ce débat accessoire, le Congrès décida, sur la proposition du comte Buol, qu'une commission, composée de MM. Buol, de Bourqueney et Aali-Pacha, rédigerait le texte des articles du traité de paix destinés à fixer les bases de la convention qui serait conclue ultérieurement au sujet des principautés.

Dans les séances des 24 et 25 mars, le Congrès

adopta, après avoir attendu la réponse à un télégramme envoyé par Aali-Pacha à Constantinople, la rédaction des quatre points. Les plénipotentiaires avaient demandé que le hatti-chérif, reconnaissant les privilèges religieux octroyés aux sujets non musulmans de la Porte, fût sanctionné par le traité. La Porte consentit à cette insertion, tout en insistant pour que les termes dans lesquels elle serait faite ne pussent lui donner, en aucune façon, le caractère d'un contrat.

Les questions impliquant la paix et la guerre ainsi réglées, on passa à celle du renouvellement de la convention des détroits. Walewsky fit observer qu'il y avait lieu, ainsi d'ailleurs qu'on l'avait reconnu dans la séance du 28 février, de prendre l'avis des puissances dont le concours était nécessaire à cette convention, et qu'il serait utile que la Prusse fût invitée à y prendre part. Le Congrès s'étant rangé à cet avis, on adressa à la Prusse l'invitation de participer aux discussions. La Prusse accepta et se fit représenter par MM. de Manteuffell, premier ministre, et de Hatzfeld, ministre en France. Les plénipotentiaires prussiens prirent part aux travaux du Congrès à partir du 18 mars. Le renouvellement de la convention des traités fut résolu et garanti par l'admission de l'Empire

ottoman dans le droit européen. La France, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, la Russie et la Sardaigne déclarèrent la Sublime Porte appelée à participer aux avantages du droit public et du concert européen. Elles s'engagèrent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. S'il survenait entre la Sublime Porte et l'une ou l'autre des puissances un dissentiment, la Sublime Porte et chacune de ces puissances mettraient les autres parties contractantes en demeure de prévenir le conflit par une action médiatrice. Le 27 mars, le Congrès délimita les frontières asiatiques de la Russie et de la Turquie. La Russie rendait Kars et les territoires ottomans occupés par ses troupes. La frontière serait vérifiée et, s'il y avait lieu, rectifiée.

Enfin une convention conclue entre la Russie et la Turquie, limitant à dix le nombre des bâtiments légers que chacune des deux puissances entretiendrait dans la mer Noire, et une convention entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, portant que les îles d'Alund ne pourraient être fortifiées, furent annexées au traité.

La paix signée le 30 mars sur ces bases, on procéda, dans les séances des 1er, 2, 3, 4 et 5 avril, à la réglementation de l'évacuation des

territoires occupés par les belligérants. Il fut décidé que le blocus des ports russes serait immédiatement levé et que les mesures exceptionnelles prises par le gouvernement du tzar au sujet des opérations commerciales de ces ports, seraient rapportées. Il fut, en outre, stipulé que la France et l'Angleterre auraient un délai de six mois pour évacuer la Crimée, l'Autriche autant de temps pour retirer ses troupes des principautés, et la Russie trois mois pour rendre Kars. Enfin le Congrès décida le 5 avril que les commissaires nommés pour procéder à la délimitation de la nouvelle frontière de la Bessarabie devraient être réunis le 6 mai à Galatz et s'acquitter sans retard de leur mission.

Les conditions de la paix définitivement réglées, Walewski proposa de s'occuper, dans le but de consolider cette paix, des affaires pendantes qui n'avaient pas directement trait à la question d'Orient. Après une discussion très animée, le Congrès rédigea le 12 avril le protocole suivant :

1. Que personne n'ayant contesté la nécessité de se préoccuper d'améliorer la situation de la Grèce, les trois cours protectrices ont reconnu l'importance d'une entente à cet égard.

2. Que le plénipotentiaire de l'Autriche s'est

associé aux vœux exprimés par la France de voir les États pontificaux évacués par les troupes françaises et autrichiennes, aussitôt que faire se pourrait sans inconvénients pour la tranquillité du pays et la consolidation du Saint-Siège.

3. Que la plupart des plénipotentiaires [1] n'avaient pas contesté l'efficacité qu'auraient les mesures de clémence prises d'une manière opportune par les gouvernements de la péninsule italienne et *surtout par celui des Deux-Siciles.*

4. Que tous les plénipotentiaires, et même ceux [2] qui avaient cru devoir sauvegarder le principe de la liberté de la presse, n'avaient pas hésité à flétrir hautement les excès auxquels les journaux belges se livraient impunément, en reconnaissant la nécessité de remédier aux inconvénients qui résultent de la licence dont on fait un si grand abus en Belgique.

Et, pour couronner ses travaux, dans la séance du 6 avril, le Congrès édicta les bases du droit maritime, libéral et humanitaire qui suit :

1° La course est et demeure abolie.

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise

1. La Russie et l'Autriche, et surtout la Prusse, n'ayant pas consenti à cette démarche.

2. Lord Clarendon et M. de Cavour.

ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre.

3° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi.

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi.

La tâche du Congrès terminée, Napoléon III et les hautes parties contractantes firent échange de courtoisie. Le comte Orloff notifia l'avènement d'Alexandre II et annonça, en attendant la nomination d'un ambassadeur, l'arrivée à Paris du baron de Brunnow, en qualité d'envoyé extraordinaire. Napoléon III envoya M. Edgard Ney porter sa réponse à Saint-Pétersbourg, et nomma M. de Morny ambassadeur extraordinaire pour le couronnement du tsar; l'Autriche éleva M. de Hubner au rang d'ambassadeur. La guerre de Crimée était terminée.

L'importance du Congrès de Paris ne saurait échapper à personne. Ce traité ne ressemblait guère à ceux qui l'avaient précédé. Si le traité de Westphalie avait consacré la liberté de conscience, et celui de Vienne l'abolition de la traite, ce n'étaient que des acheminements vers

un nouveau mode d'action strictement local. La sollicitude des puissances s'étendait maintenant sur l'Europe entière, et la théorie jadis révolutionnaire des droits des peuples était érigée en principe. D'un commun accord, les puissances contractantes, après avoir discuté leurs intérêts particuliers, s'étaient préoccupées des intérêts généraux, qu'elles réglèrent selon les idées de liberté et de progrès. La révolution avait fait là un pas gigantesque et rendu les gouvernements ses complices. La leçon donnée au roi de Naples était un avertissement voilé à l'adresse de la Russie et de l'Autriche. En votant un blâme à la presse belge, les gouvernements entrés dans une voie libérale, jetaient néanmoins un défi à la démagogie. D'autre part, l'abolition de la course et l'adoption du droit des neutres démontraient combien l'extension du commerce qui, comme nous l'avons expliqué dans le courant de cet ouvrage, est un phénomène purement révolutionnaire, était destinée, dans la conviction de tous, à servir de base à la société nouvelle. L'affaiblissement de la Russie qui, par principe, pouvait et devait s'opposer à ces modifications, avait été le résultat de cette tendance. La France, depuis trois quarts de siècle, grande protagoniste de la Révolution,

se retrouvait, par le fait même du triomphe des idées nouvelles, à la tête des nations européennes.

Napoléon III avait glorieusement accompli sa tâche; son pouvoir n'était plus discutable; la nation entière en reconnaissait l'opportunité et la légalité. L'Europe, qui naguère le traitait d'aventurier sans foi ni loi, rendait hommage à ses talents et à sa fortune. A l'occasion d'une Exposition agricole dont, dans ce but régénérateur qu'il n'oubliait jamais, Napoléon III annonça le projet aussitôt après la clôture des travaux du Congrès, le duc de Cambridge, le roi de Wurtemberg, l'archiduc Ferdinand d'Autriche, le grand-duc de Toscane, les princes de Suède, de Bavière, de Prusse, vinrent visiter l'Empereur, qui reçut en même temps du tsar l'annonce de l'envoi, en 1857, à Paris, de son frère le grand-duc Constantin.

Le 14 juin, la cérémonie du baptême du prince impérial (Louis-Napoléon-Eugène) eut lieu à Notre-Dame avec la plus grande magnificence. Les parrains du prince, le pape Pie IX et la reine de Suède, se firent représenter, le pape, par le cardinal Patrizzi, évêque d'Albano, la reine de Suède, par la grande-duchesse de Bade. Napoléon III était officiellement reçu dans le cé-

nacle des souverains, et quelques nuances seules l'empêchaient d'y être admis à titre intime. Mais, en 1856, ces nuances ne pouvaient être sensibles à celui à qui tout réussissait, qui se voyait, à peine consolidé sur son trône, l'arbitre des destinées de l'Europe, qui prévoyait à quelle hauteur, dans cette perspective de paix qui venait de s'ouvrir, allait monter son influence, et qui entrevoyait déjà peut-être les plans de cette transformation sociale si longtemps caressés par son esprit rêveur. Car la paix élaborée par le Congrès de Paris paraissait solide et durable. Si, comme nous le verrons tout à l'heure, quelques difficultés s'élevèrent au moment de son application, si le roi de Naples n'accepta pas avec assez d'humilité la leçon, l'accord des autres puissances rendait inoffensives ces velléités de résistance. Napoléon III pouvait se dire avec orgueil, qu'ayant trouvé la France au dernier rang des grandes puissances européennes, il l'avait, en trois années de règne, élevée au premier rang.

Pendant que le Congrès réglait les affaires extérieures, le Corps législatif, soumis et respectueux, s'occupait activement d'améliorer l'administration intérieure. La session de 1856 fut consacrée à diverses questions de douane, aux marchés, etc.,

et au budget. Aucune discussion politique, à part un insignifiant débat sur les élections, soulevé par le comte de Montalembert, l'éternel et platonique opposant, ne vint animer ces séances, ternes pour la curiosité malsaine du public, mais utiles au bien général. Le Corps législatif, prorogé au 2 juillet pour le vote de nombreux projets de loi soumis à sa sanction, se sépara après avoir doté le pays de nouvelles institutions, toutes profitables à l'ordre et au progrès.

Le 5 juillet, trois mois après la conclusion de la paix, c'est à-dire bien avant le terme fixé, l'armée française avait évacué la Crimée. Le 23 octobre, parut au *Moniteur* un rapport du maréchal Vaillant, ministre de la guerre, exposant le bilan de l'expédition.

Il résulte de ce rapport que la France a envoyé en Crimée :

Hommes : 309,268; Chevaux : 41,974

Sont revenus en France :

Hommes : 227,135; Chevaux : 9,000

Morts pendant la guerre tant par les maladies que par le feu de l'ennemi :

Hommes : 69,229; Chevaux : 7,112

(Le reste a été vendu à l'armée ottomane.)

Le matériel de l'artillerie se composait ainsi :

Bouches à feu : 1,676; Affûts : 2,083

Voitures : 2,740; Projectiles : 2,128,000
Kilogrammes de poudre : 4,000,000

Les bouches à feu, affûts et voitures sont retournés intégralement en France. On réclama et on ramena 12,000,000 de matériel d'artillerie pris sur les Russes.

Le matériel de guerre transporté sur le théâtre de la lutte a été de 150,000,000 de kilogr., soit 14,000 tonneaux (gabions, fascines, sacs à terre, etc.). Les subsistances militaires, fourrage et chauffage, 498,500,000 kilogr., soit 500,000 tonneaux.

Les effets d'habillement, campement et harnachement, 12,000 tonneaux; le matériel du service hospitalier, 6,420 tonneaux; les équipages militaires, 7,959 tonneaux.

Les paiements effectués en Orient par la Trésorerie, d'avril 1854 à juillet 1856, s'élevaient à 285,646,160 francs, chiffre qui semble mesquin depuis qu'on ne compte plus que par milliards, mais qui à cette époque parut considérable. La marine impériale a contribué à la guerre avec 132 bâtiments qui ont transporté 273,780 hommes, 4,266 chevaux, et 116,000 tonnes de matériel.

Le gouvernement anglais a mis à la disposition de la France 8 navires de la marine royale, et 42 navires de commerce.

L'administration de la guerre a nolisé 66 vapeurs et 1,118 navires à voiles.

Ces chiffres témoignent de l'immensité de l'effort fait par la France.

La paix signée, le ministre de la guerre s'empressa de prendre les mesures nécessaires pour réduire l'effectif de l'armée et procéda à la distribution des récompenses. Les généraux Pélissier, Canrobert et Bosquet furent faits maréchaux de France, Pélissier obtint le titre de duc de Malakoff. Des décorations furent distribuées aux soldats français, anglais, sardes et turcs. A cette occasion, les Anglais, dérogeant à leur principe, autorisèrent leurs soldats à accepter la Légion d'honneur et votèrent pour leurs alliés une médaille commémorative, signe distinctif tout aussi respectable que n'importe quel autre hochet, mais que les Français, avec leur légèreté ordinaire, tournèrent intempestivement en ridicule.

L'année s'écoula au milieu de fêtes données à l'armée victorieuse, puis on cessa de penser à la guerre. La spéculation avait remplacé toute autre préoccupation : elle se dressait, hardie, menaçante, et le gouvernement vit avec effroi la France exposée, par suite de ces excès, à une crise financière. Il était peut-être possible d'arrêter cette tendance, née d'une confiance illimitée dans le

régime impérial, mais le gouvernement, tout en signalant au Corps législatif, pour sa session de 1857 — la dernière de sa législature, — la nécessité d'obvier à cette crise, crut politique de ne pas entraver la spéculation, mais de l'activer au contraire, tant par le développement des travaux intérieurs, qu'en attirant par tous les moyens possibles l'or de l'étranger en France, et en facilitant les affaires. Ce programme parut à l'Empereur, après mûre réflexion, utile et profitable à l'avenir de sa dynastie, et cette détermination prise dans les derniers jours de 1856 fut la seconde faute de Napoléon III.

ats Romains.

Le Saint-Siège poursuivait le cours de ses succès apparents. Le conflit avec l'Espagne se termina avec le renversement du gouvernement révolutionnaire, et le retour aux affaires de Narvaez, qui s'empressa de remettre en vigueur le Concordat de 1851. D'autres concordats étaient signés avec Bade et le Wurtemberg ; le tsar vaincu, ne voulant pas d'embarras intérieurs, s'adressa au Pape, pour lui demander de ratifier la nomination d'évêques aux sièges vacants depuis de longues années en Pologne, ce que le Pontife refusa, non parce que le choix des titulaires ne lui convenait pas au point de vue dogmatique,

mais parce qu'il jugeait indignes des fonctions épiscopales, ceux qu'on lui présentait. Toutefois, voulant faire preuve d'intentions conciliantes, il envoya pour le représenter au couronnement, le cardinal Chigi, premier nonce qui eût paru en Russie. Chigi visita la Pologne et se rendit compte du misérable état de l'Église catholique dans ce pays, où le clergé, malheureusement trop influent, n'était pas à la hauteur de sa mission. Le Sultan lui-même proposa une sorte de concordat, et à la suite de cette démarche, un congrès de cardinaux se réunit à Rome en septembre. Aux Indes, au Mexique, en Afrique, en Océanie, l'influence pontificale grandissait. Cette puissance qui paraissait si formidable au dehors, à quoi se réduisait-elle à l'intérieur? Malgré le vote du Congrès de Paris, l'évacuation des troupes françaises et autrichiennes, ardemment désirée par le Pape et les populations, et consentie par les deux puissances, ne pouvait avoir lieu. Ce prêtre qui régentait l'Europe, ne serait pas resté une heure à Rome, s'il n'avait pas été soutenu par des soldats étrangers. Le mécontentement contre son gouvernement était universel, de l'Adriatique à la Méditerranée. Les promesses contenues dans le *motu proprio* de 1850 n'avaient pas été tenues, ou du moins ne l'avaient été qu'en partie et au

moyen de faux-fuyants. Le Pape avait promis une loi électorale et le cardinal Antonelli décrétait que les conseillers sortants éliraient eux-mêmes leurs nouveaux collègues, et réduisait le nombre des conseillers municipaux qui ne purent être pris que dans la classe des propriétaires, à l'exclusion de toute autre; le Pape avait promis la réforme du code, rien n'était terminé, et le gouvernement, en prétendant qu'on travaillait à cette réforme, exaspérait les libéraux par sa duplicité; le Pape avait promis la création d'un Conseil d'État et d'une Consulte des finances, mais le Conseil d'État n'avait fait aucune loi importante, et la Consulte des finances voyait, sans pouvoir s'y opposer, le budget se transformer selon le bon plaisir du souverain. Enfin, le *motu proprio* promettait formellement l'amnistie, et en 1856, il y avait dans les prisons de Rome 338 détenus, et à l'étranger 224 exilés par suite de condamnations politiques. De plus, par édit du 30 juillet 1855, la peine du chevalet était remise en vigueur, et on exagérait son application pour les délits politiques ou présumés tels[1].

Cependant le général de Goyon, nommé au

1. Un nommé Pietro Erculi avait été condamné à vingt ans de fers, pour avoir empêché, par esprit d'opposition politique, un de ses camarades de fumer.

commandement de l'armée française en remplacement du général de Montréal, crut pouvoir conseiller au Pape de lever l'état de siège dans les Marches et les Romagnes, que les troupes autrichiennes évacuèrent, à l'exception des provinces de Bologne et d'Ancône. A la fin 1856, l'occupation étrangère se réduisait donc à ces deux provinces, Rome et Civita-Vecchia. C'est tout ce qu'on crut pouvoir accorder, sans danger pour la tranquillité du pays, aux vœux exprimés par le Congrès.

Ferdinand II n'accepta pas la leçon donnée par le Congrès et répondit à la communication du comte Walewski par une note très vive dont le sens était : Deux-Siciles.

— Mêlez-vous de vos affaires, vous n'avez aucun droit de nous régenter!

Après quoi, voulant montrer qu'il saurait se défendre en cas de besoin, il réunit auprès de Naples cinquante mille hommes, organisa l'artillerie, compléta les régiments suisses, arma ses frégates et hérissa ses côtes de bouches à feu. En même temps, au lieu d'adopter les mesures de clémence recommandées par l'Europe, le roi, se sentant secrètement soutenu par l'Autriche et la Russie, faisait poursuivre les libéraux à outrance.

Cet état de choses dura jusqu'en octobre. Sans souci des articles des journaux anglais, français et italiens, de l'appréciation sévère de l'attitude du gouvernement napolitain développée par lord Clanricarde à la Chambre des Communes, et d'une note très sèche du *Moniteur français*, le roi de Naples bravait l'opinion de l'Europe. Ainsi, dans le procès de l'avoué Mignone et de ses complices, accusés de connivence avec Mazzini, le juge Grimaldi ayant donné la parole à Mignone, principal accusé, celui-ci se plaignit d'avoir enduré toutes sortes de tortures morales et physiques et d'avoir reçu cinquante coups de bâton. Le gouvernement demandait la peine capitale pour Mignone et cinq de ses codétenus, mais ne put obtenir que l'exil perpétuel. Il fallait en finir. Le 21 octobre, le baron Brénier, ministre de France à Naples, et le chargé d'affaires britannique reçurent ordre de demander leurs passeports. Les deux diplomates quittèrent la ville au milieu d'un concours extraordinaire de manifestants qui escortaient leur voiture, avec des cris de reconnaissance : terrible leçon donnée au despotisme qui forçait son peuple à acclamer l'étranger au moment où celui-ci s'apprêtait à le combattre. Ferdinand II, quelque peu troublé par ce départ, mais décidé à ne pas céder, n'osant cependant

rompre les relations diplomatiques avec la France et l'Angleterre, enjoignit à ses représentants près des deux cours de ne pas quitter leurs postes. Mais les cabinets de Londres et de Paris, fatigués de ne rien obtenir, envoyèrent d'office leurs passeports aux plénipotentiaires napolitains.

En novembre, une révolution éclata en Sicile. Les insurgés, commandés par le baron Bentivenga, ayant été défaits par les troupes royales, Bentivenga et les principaux chefs furent passés par les armes sans jugement. Ferdinand, exaspéré de l'attitude des puissances et de la résistance de ses sujets, ne voulait plus entendre parler de clémence. De leur côté, les libéraux étaient résolus à une guerre sans merci. Le 8 décembre, au milieu d'une revue, le soldat, Augustino Milano, sortit brusquement des rangs, frappa le roi de sa baïonnette et le blessa légèrement au côté, grâce à la présence d'esprit de l'aide de camp Latour, qui réussit à détourner le coup. Milano, saisi, emprisonné et condamné, fut exécuté le 12 décembre, quatre jours après l'attentat. Ferdinand se retira à Caserte, plus implacable que jamais. Les puissances d'Occident, qui réprouvaient l'attentat de Milano, lui envoyèrent leurs félicitations. Ce n'était là qu'une démarche de pure courtoisie, et Ferdinand resta

seul en face de ses sujets sous le coup de la désapprobation générale. Il est à remarquer cependant que ce monarque, si jaloux de son autorité, se montra excellent organisateur et fit même preuve d'un véritable esprit libéral dans l'administration intérieure des intérêts matériels de son royaume. Construisant des chemins de fer (des Calabres, des Abruzzes, de Salerne), des puits (Bari, Gallipoli), des routes, assainissant des marais, fondant des lycées et des écoles, encourageant les lettres et les arts, il aurait pu mériter, s'il n'eût pas été aveuglé par des pratiques d'un autre siècle, l'amour et la reconnaissance des sujets dont il n'obtenait que l'exécration.

Toscane. Le départ des troupes autrichiennes avait eu pour résultat un déluge de placards révolutionnaires en Toscane, et une insurrection éclata à Livourne. Mais le ministère avait eu le temps d'organiser une armée nationale qui eut facilement raison des émeutiers. Il n'en est pas moins vrai que les doctrines mazziniennes se propageaient avec une singulière rapidité dans ces petits États où elles rencontraient moins d'obstacles. Le libéralisme éclairé du gouvernement du Grand-Duc ne donnait pas une satisfaction suffisante à la tendance générale des esprits.

Le 24 novembre, le prince héréditaire Ferdinand épousa Marie-Anne, fille du roi Jean, de Saxe.

La régente de Parme, forcée par les événements d'ajourner l'évacuation des troupes autrichiennes, payait les fautes du duc Charles III. Ses intentions étaient méconnues, et quand, malgré le conseil de son parti, elle leva l'état de siège, elle eut contre elle, non seulement les rétrogrades, mais aussi les libéraux, froissés de quelques restrictions à l'amnistie demandée. Parme.

Une grave maladie détermina un changement favorable dans la politique de François V. En décembre 1856, l'état de siège fut levé à Modène après y avoir été maintenu pendant six années consécutives. Il est vrai que les réformes s'arrêtèrent à cette mesure insuffisante et qu'aucune constitution vraiment libérale ne vint la compléter. François V donna cependant cette année une sorte de satisfaction à l'opinion publique, en excluant du traité douanier conclu l'année précédente avec l'Autriche, les districts de Massa-Carrara, Luguiguani et Gorfagnogna, séparés par les Apennins des provinces italiennes de l'Autriche. Modène.

Piémont. La participation de la Sardaigne à la guerre d'Orient avait réalisé les espérances de Cavour, car son immixion dans les affaires générales de l'Europe rehaussait sa situation internationale. L'attitude de Cavour au Congrès de Paris fut très remarquée. Persistant dans sa sollicitude pour les intérêts italiens, il avait pris en mains auprès des ambassadeurs des grandes puissances la cause de la péninsule. Pour la première fois, les plénipotentiaires autrichiens se virent forcés d'écouter les griefs de l'Italie exposés à haute voix par le représentant d'une puissance indépendante, avec laquelle il fallait compter. Quand le président Walewski eut proposé au Congrès de s'occuper des affaires qui n'intéressaient pas directement la question d'Orient, et qu'il eut détaillé sa proposition, le comte Clarendon saisit officiellement le Congrès des affaires de l'Italie, et Cavour attira l'attention des puissances sur la situation intérieure du Saint-Siège et du royaume de Naples. M. de Buol essaya de lui dénier le droit de s'immiscer dans la politique intérieure d'autres États que le Piémont, et ajouta :

— Ce n'est pas l'occupation autrichienne et française qui cause le mécontentement dans les États pontificaux, c'est l'agitation révolutionnaire qui rend cette occupation nécessaire. Ce n'est pas

le gouvernement du roi de Naples qui rend si malheureux l'état des populations des Deux-Siciles, c'est la propagande révolutionnaire qui force Ferdinand II à défendre ses droits.

Cavour invoqua le progrès, la liberté, les intérêts italiens; il parla de la nouvelle ère dont le Congrès de Paris était l'aurore, ère d'apaisement qui mettra un terme aux abus de la force et du despotisme, et édifiera une société basée sur les intérêts des peuples. Il dit que les arguments de M. de Buol étaient particulièrement injurieux pour le souverain pontife, qu'il représentait comme imposé à ses sujets et régnant sur eux malgré eux-mêmes. Son triomphe fut complet, car les plénipotentiaires russes, en haine de l'Autriche qui les avait amenés à composition par son ultimatum, abandonnèrent la cause du despotisme en Italie. Aussi son retour fut-il un vrai triomphe. Réunissant le portefeuille des affaires étrangères à celui des finances, Cavour se trouva de fait premier ministre. A l'ouverture des Chambres, le 7 janvier 1857, le roi approuva l'attitude de son ministre.

— C'est la première fois, dit Victor-Emmanuel, qu'une puissance italienne a pu, dans un Congrès européen, défendre les intérêts italiens. La nécessité d'améliorer le sort de la péninsule

a été démontrée. Mon gouvernement continuera d'agir dans ce sens.

Ces paroles étaient un défi jeté à l'Autriche. Les relations des deux pays s'étaient d'ailleurs, en 1856, considérablement refroidies. On se souvient sans doute que, au moment de l'ouverture des hostilités en Orient, un conflit allait éclater entre l'Autriche et le Piémont. Ce conflit, ajourné par la gravité des circonstances, n'en subsistait pas moins à l'état latent. L'attitude de Cavour envenima les choses, et les relations des deux puissances tournèrent à l'aigre. On commença par se manquer mutuellement d'égards. L'Autriche prit occasion des débats du Parlement sarde, où le principal ministre avait parlé au nom de l'Italie, pour envoyer aux puissances une circulaire où elle déniait au Piémont le droit qu'il s'était arrogé. La notification à la cour d'Autriche de la mort de la mère et de la femme du roi de Sardaigne, toutes deux archiduchesses, était restée sans réponse. A la fin 1856, François-Joseph vint à Venise. Il est d'usage entre souverains d'envoyer, dans ces cas de rapprochement fortuit, des personnes de leur entourage pour se complimenter. Non seulement Victor-Emmanuel dérogea à cet usage, mais il fit appuyer par la presse italienne sur son manque d'égards inten-

tionnel. Les journaux déclarèrent à l'envi que l'aide de camp du roi, à ce moment à Venise, ne ferait que traverser l'Autriche pour complimenter Saïd-Pacha, vice-roi d'Égypte.

Victor-Emmanuel se sentait fort de l'appui de ses alliés de Crimée, de sa popularité en Italie, et de la sympathie de l'Europe entière. Il n'est pas jusqu'à la Russie, froissée de ce qu'elle appelait l'ingratitude de l'Autriche, qui ne lui fît des avances. L'impératrice-mère, Alexandra Féodorowna, dont la santé exigeait des séjours prolongés dans les pays chauds, choisit pour sa résidence d'hiver Nice, au lieu de Palerme où elle se rendait d'habitude. La présence de cette princesse eut pour résultat des voyages fréquents des grands-ducs de Russie, et un échange suivi de compliments entre les deux cours. Le Piémont sûr de la presque totalité des Italiens, se dressait résolument en face de l'Autriche, et l'attention de l'Europe, distraite encore par le dernier épilogue de la guerre d'Orient, commençait à se tourner de son côté. L'enthousiasme soulevé par l'armée de Crimée au retour dans ses foyers, la nomination du général de la Marmora au ministère de la guerre, étaient autant d'indices de l'esprit belliqueux des populations piémontaises.

Poursuivant à l'intérieur sa politique progressiste, comme il persévérait à l'extérieur dans la défense des intérêts italiens, le gouvernement, sans souci des foudres du Vatican, appliquait rigoureusement les lois contre le clergé. Ratazzi, ministre de l'intérieur, las de l'opposition des prêtres, envoya une circulaire à ses subordonnés, pour les inviter à maintenir tous les citoyens, indistinctement, dans l'obéissance aux lois. Le ton de cette circulaire était décidé, presque agressif. Après avoir rappelé les actes hostiles du clergé qui refusait tantôt le baptême, tantôt la sépulture aux fonctionnaires, il arrivait à cette conclusion que la multiplicité de ces actes revêtait un caractère systématiquement uniforme et solidaire, incompatible avec l'autonomie et les droits du pouvoir civil. En conséquence, il recommandait aux officiers militaires, civils et judiciaires, de ne s'ingérer dans aucune affaire dogmatique et d'ordre spirituel, mais de réprimer toute infraction du clergé aux lois de l'État. Malgré les protestations des évêques qui ne manquèrent pas de crier à la persécution, la circulaire de Ratazzi fut exécutée.

La révolution se transportait en Italie. C'est là que l'historien sera désormais obligé de chercher des éléments.

Un profond dissentiment existait entre les deux chefs du cabinet, Espartero et O'Donnell. Espartero, auquel les Espagnols demandaient de l'initiative et qui ne pouvait leur donner que de l'hésitation, sans être foncièrement révolutionnaire, avait pris des engagements envers les progressistes; O'Donnell, conservateur libéral, trouva un jour que le gouvernement inclinait trop à gauche. Avec sa faiblesse accoutumée, Espartero suivait l'impulsion de son collègue, et le ministère ordonna certaines mesures qui déplurent aux progressistes. Des insurrections éclatèrent aussitôt en Aragon, en Catalogne, à Saragosse, à Valence, à Badajoz. La Castille était en feu, et des incendies, surtout à Valladolid, étaient allumés par des mains criminelles. Carlistes, progressistes, radicaux, constitutionnels en venaient aux mains; le chaos devenait inénarrable. A Madrid le ministère, tout en faisant fusiller impitoyablement les émeutiers, ne pouvait déployer toute la vigueur nécessaire, ses deux chefs ayant subitement cessé d'être d'accord à la suite d'un incident où le ministre de l'intérieur, M. de la Escossura, après une enquête faite dans la Vieille-Castille, avait, à son retour à Madrid, proposé un projet de loi contre la licence de la presse, en critiquant les opinions dont O'Donnell était

Espagne.

le représentant au ministère. O'Donnell répondit qu'il ne resterait pas un seul instant de plus membre d'un cabinet dont Escossura faisait partie, et en termes qui équivalaient à un ordre, l'invita à se retirer. Espartero prit le parti d'Escossura et les deux généraux échangèrent les paroles les plus vives. Au conseil tenu chez la reine le 12 juillet, Isabelle II, voyant qu'elle ne réussirait pas un replâtrage, que O'Donnell et Espartero menaçaient chacun de se retirer, congédia tout le monde et quelques instants après rappela O'Donnell en le chargeant de former un ministère. Espartero était sacrifié.

O'Donnell constitua un cabinet dont les principaux membres étaient MM. Rios y Rosas, Contero, Callado. Rios y Rosas eut le portefeuille de l'intérieur. Madrid n'accepta pas docilement la déchéance d'Espartero. Les progressistes appelèrent aux armes la milice. M. Madoz convoqua les quelques membres des Cortès suspendues par O'Donnell, qui se trouvaient encore à Madrid, et cette réunion déclara n'avoir pas confiance dans le nouveau ministère, auquel on envoya un message. O'Donnell répondit qu'il ne reconnaissait pas le caractère légal d'une assemblée à laquelle manquaient la plupart des députés, notoirement absents, et qui avait délibéré sous la pression d'une insur-

rection. En effet, 16,000 hommes occupaient les rues de Madrid avec 16 pièces d'artillerie. L'émeute prenait la proportion d'une révolution. Mais cette fois le ministre de la guerre avait pris ses précautions; deux corps d'armée, sous les ordres des généraux Manuel de la Concha et Francisco Serrano, pénétraient dans la capitale. Le 15 juillet, la guerre civile éclata. Toute la journée on se battit dans les rues, qui présentèrent le spectacle du plus affreux désordre. Des fenêtres de son palais, la reine put voir, pour la seconde fois depuis deux ans, sa capitale transformée en un vaste champ de bataille. La milice ne put tenir longtemps contre les troupes aguerries du gouvernement; le soir, tout était terminé. Le 16, O'Donnel victorieux occupait militairement les positions et devenait l'arbitre de la situation.

Que faisait Espartero? Que faisaient les députés réunis par Madoz? Espartero s'était caché chez un de ses amis. Ce chef de parti avait toujours suivi les mouvements populaires sans jamais essayer de les conduire, et cette faiblesse renferme peut-être le secret de sa popularité. En 1856, il se trouvait trop engagé envers la monarchie, pour se déclarer brusquement contre elle. Ne pouvant jouer un rôle actif dans la bagarre, connaissant d'ailleurs les dispositions prises par son collègue

d'accord avec lui-même, il aima mieux rester à l'ombre et sacrifier momentanément sa popularité, que de se compromettre à tout jamais dans un mouvement avorté d'avance. Espartero disparut secrètement de la scène. Quant aux députés réunis par Madoz, ils s'étaient dispersés au premier coup de feu, et il fut impossible d'en retrouver trois. Cependant la révolution vaincue à Madrid se maintenait en province, à Jaen, Murcie, Grenade, Alicante. A Barcelone, la lutte entre l'armée et la milice se prolongea pendant quatre jours, du 18 au 22 juillet. Le commandant militaire de Saragosse se prononça pour le duc de la Victoire; mais la disparition d'Espartero et la chute de son parti à Madrid ôtait toute importance à ce pronunciamiento. Le général Dulce occupa militairement la ville, presque sans coup férir. A la fin de juillet, l'Espagne était pacifiée, et O'Donnel consolidé au pouvoir.

Par décret du 19 août, fortement motivé, la milice nationale fut dissoute ; par un autre décret, la clôture des Cortès constituantes prononcée. Ces Cortès, qui avaient duré deux ans et qui avaient été réunies pour constituer, ne laissaient rien après elles ! Quelle était donc la loi politique en Espagne? Il n'en existait qu'une, la constitution de 1845. O'Donnell soumit à la reine

un décret par lequel cette constitution était remise en vigueur, avec adjonction d'un acte additionnel qui avait pour objet de déférer au jury la connaissance des délits de presse, de limiter la création de sénateurs, de régler le droit de nommer de nouveaux membres du Sénat, de soumettre à la réélection les députés chargés de fonctions publiques, de fixer à une durée de quatre mois chaque session, et de subordonner les mariages de souverains à l'autorisation législative. Le 15 septembre parut un décret qui rétablissait la constitution de 1845, complétée et modifiée par cet acte additionnel.

Arrivé au faîte du pouvoir, O'Donnel s'aperçut, dès le lendemain de la promulgation de ces deux décrets, que la situation n'était brillante qu'en apparence. Le parti conservateur triomphait avec lui, il est vrai; mais les rétrogrades n'oubliaient pas qu'il avait été le fauteur principal de la révolution traversée par l'Espagne, et tout en reconnaissant ses services, le trouvaient trop libéral, et lui préféraient de beaucoup Narvaez, qui rentra en Espagne sur ces entrefaites.

Deux mesures proposées en conseil des ministres, jugées sinon inutiles, du moins prématurées par O'Donnell, furent exécutées malgré sa désapprobation tacite, il est vrai, mais formelle :

c'étaient la suspension de la vente des biens du clergé, et la levée du séquestre mis en 1854 sur ceux de la reine mère Marie-Christine. Le 10 octobre, pendant un bal donné au palais, la reine se montra si gracieuse pour Narvaez, qu'O'Donnell en prit ombrage. Se sentant mal soutenu par les progressistes modérés, suspect aux conservateurs purs, ne voulant pas recommencer une guerre civile, ni tenter un nouveau pronunciamiento militaire, O'Donnell envoya sa démission, qui fut acceptée le 12 octobre. Le nouveau cabinet formé, cette fois purement conservateur, aurait pu fonctionner avant la révolution. Président du conseil, Narvaez, duc de Valence; ministres MM. de Pidal, affaires étrangères; Nocedal, intérieur; Seyas Lozano, justice; Moyano y Samaniego, travaux publics, Barranzallana, finances; général Urbistondo, guerre; général Lersundi, marine. Une série de décrets publiés le 13 et le 14, établirent nettement la situation nouvelle. Toutes les dispositions tendant à affaiblir l'autorité du concordat de 1851 étaient annulées, la loi de désamortissement suspendue dans tous ses articles, la constitution de 1845 maintenue, moins l'acte additionnel dont le maintien ou la suppression étaient réservés au vote des futures Cortès. L'horizon s'était subitement

éclairci. La révolution, venue à l'improviste, finissait de même. Des deux années de bouleversement il ne restait que des souvenirs et des actes éphémères qui disparaissaient l'un après l'autre. Le régime exécré en 1853 fut accepté sans la moindre protestation en 1856. Aucun trouble n'agita le pays. Rien ne vint entraver l'action du gouvernement qui se sentit consolidé par la révolution ! Cosas de Espana !

On accusait néanmoins le nouveau cabinet de vouloir revenir tout doucement à une sorte d'absolutisme mitigé, et ces rumeurs pouvaient devenir un danger et compromettre la reine. Le cabinet répondit le 3 décembre à ces accusations, d'ailleurs sans aucun fondement, par un décret qui fixait les élections pour les nouvelles Cortez au 7 février 1857. Le calme se rétablit, absolu. Était-il durable ? Cosas de Espana !

La victoire des conservateurs eut pour résultat immédiat la reprise des négociations avec le Saint-Siège. M. Basili fut désigné par le Pape nonce à Madrid, et l'Espagne envoya M. Mon en qualité d'ambassadeur à Rome. D'autre part, l'empereur Alexandre II de Russie, moins exclusivement légitimiste que son père Nicolas, avait chargé le comte de Benkendorff de notifier à Isabelle II son avènement au trône ;

quelque temps après, les relations entre les deux pays furent reprises, et le prince Michel Galitzine nommé ministre à Madrid. Le 2 décembre, un traité enfin passé avec la France pour la délimitation de la Bidassoa fixa la limite des deux États au thalweg de la rivière.

Le différend avec le Mexique s'aggrava. En présentant ses lettres de créance appuyé par une escadrille, M. de los Santos Alvarez avait obtenu par intimidation une remise en vigueur de la convention de 1853. Cette concession ne suffit pas au gouvernement espagnol, qui désavoua son ministre. Les Mexicains, exaspérés, s'attaquèrent aux sujets espagnols domiciliés à San-Vincente, à Cuantla, à Cuernavaca. Des rixes sanglantes eurent lieu et le gouvernement de Madrid envoya des ordres à Cuba pour y préparer une expédition maritime dirigée contre le Mexique.

rtugal. L'année 1856 vit, au Portugal, la chute du ministère Saldanha, au pouvoir depuis cinq ans. Le comte de Thomar se remuant beaucoup et réunissant de nombreux partisans autour de lui, Saldanha proposa au roi de nommer une fournée de pairs pour obtenir la majorité à la Chambre haute. Sur le refus du roi, le cabinet donna sa démission, qui fut acceptée. La maladie de

Saldanha l'empêcha de provoquer une crise. Il se retira purement et simplement, modération forcée qui lui valut un regain de popularité. Le parti Thomar n'hérita pas du pouvoir, qui retourna, provisoirement, il est vrai, à l'ancien parti septembriste. Le marquis de Loulé fut chargé de former un cabinet. Les Chambres, avant de terminer leur législature, avaient voté l'emprunt Fontès et, sur la demande du gouvernement, limité à 24,000 hommes le contingent de l'armée. Le pays s'apprêta aux nouvelles élections générales, qui eurent lieu en novembre, et dont le résultat fut, contre l'attente générale, favorable au ministère. Le Parlement devait se réunir en janvier 1857.

Suisse.

La question de Neufchatel, assoupie depuis six ans, a failli amener un conflit entre la Suisse et la Prusse. Les droits de la Prusse sur la principauté-canton, purement illusoires, furent cependant reconnus au Congrès de Paris, qui traita de tous les litiges internationaux de l'Europe. Saisissant ce prétexte, le parti royaliste de Neufchâtel, depuis longtemps exclu des affaires, ourdit une conspiration qui éclata le 9 septembre. Sans que personne eût pu se douter de l'intention des insurgés, la ville se trouva à son réveil envahie

par des bandes de montagnards qui, sous la conduite du lieutenant-colonel de Meuron, avaient surpris le château, arrêté plusieurs conseillers d'État et affiché dans les rues le placard suivant :

« Vive le roi ! Le drapeau du roi flotte de nou-
» veau sur le château de nos pères ! Neufchâte-
» lois ! rendez grâce à Dieu ! A moi les fidèles !
— DE MEURON. »

Les républicains organisèrent la résistance et reprirent la ville le surlendemain. Le château capitula. Le gouvernement central s'empara de l'affaire, et le canton de Neufchâtel fut occupé militairement. MM. de Pourtralès, de Meuron, de Wedelen et cinq cents insurgés furent arrêtés, emprisonnés, mis en jugement. Le roi de Prusse protesta auprès du Conseil fédéral et envoya à Berne M. de Sydow, chargé de réclamer des explications et la mise en liberté des prisonniers. Le Conseil fédéral opposa à l'ambassadeur un refus courtois, mais catégorique, et déclara accepter toute la responsabilité du conflit, qui, jusqu'à présent, paraissait exister seulement entre les Neufchâtelois et le roi de Prusse. C'était, du reste, l'intérêt général de la Confédération de ne pas reconnaître au roi de Prusse le droit de s'immiscer dans l'administration intérieure d'un

canton suisse. La France, l'Autriche et la Russie proposèrent leur médiation, et le Conseil fédéral délégua à Paris le général Dufour pour annoncer à Napoléon III l'acceptation de ses bons offices, sans prendre toutefois d'engagement au sujet de l'élargissement des prisonniers et de l'amnistie, base sur laquelle les puissances avaient offert leur médiation. La Prusse, de son côté, envoya aux chancelleries une circulaire menaçante, où elle traitait les Neufchâtelois de sujets révoltés, et affirmait son intention, au cas où les négociations échoueraient, de se faire justice par les armes. Elle était appuyée dans cette déclaration par la Confédération germanique. La mission du général Dufour auprès de l'empereur des Français échoua devant la prétention du Conseil fédéral de ne pas relaxer les prisonniers.

Le roi de Prusse, à l'ouverture de la session du Parlement, prononça un discours belliqueux qui produisit en Suisse une véritable émotion. Le Conseil fédéral se réunit pour prendre des mesures militaires. On discuta la mise sur pied d'un corps de 20,000 hommes; l'Assemblée fédérale fut convoquée pour le 27 décembre et les cantons reçurent ordre de tenir leurs contingents prêts à partir. Cet appel souleva un vif élan patriotique. La plupart des cantons votèrent des

crédits illimités pour les dépenses de guerre. L'Assemblée fédérale approuva, par son vote du 27 décembre, tous les actes du Conseil et lui donna plein pouvoir pour défendre la patrie jusqu'à la dernière extrémité. Le Conseil ordonna une nouvelle levée de 20,000 hommes et la formation, sur la frontière du Rhin, d'un camp, dont le commandement fut confié au général Dufour. Cependant, aussi prudent que résolu, le Conseil, avant d'en venir à l'emploi de la force, expédia le docteur Kern à Paris pour négocier auprès de Napoléon III la reprise d'une médiation acceptée par la Prusse.

Quelques discussions à Fribourg entre le parti au pouvoir et les conservateurs, moins maltraités cependant depuis la réunion de Posieux, et un conflit survenu à Genève au sujet des nouvelles élections, entre le Conseil municipal et M. James Fazy, — conflit qui se termina à l'avantage du président, par la révocation de la municipalité de Genève prononcée par le Grand Conseil, et par la fixation des nouvelles élections au 7 juin 1857, — s'éclipsèrent devant l'émotion excitée dans toute la nation par l'éventualité de plus en plus probable d'une guerre avec la Prusse. Par suite de ces appréhensions auxquelles la Suisse n'était pas habituée, les réformes intérieures se trouvèrent

forcément arrêtées. Toutefois, la Suisse, après avoir longtemps résisté au mouvement général des esprits en Europe, qui se lançaient de plus en plus vers les entreprises industrielles, s'est laissé entraîner à son tour par le courant. Des institutions de crédit mobilier furent instituées à Genève, Zurich, Berne, Saint-Gall, Neufchâtel. De nombreuses lignes de chemins de fer furent construites (Berne-Bâle, Lucerne-Aarau, Coppet, Genève, etc.) et là comme ailleurs, la spéculation marcha de front avec les préoccupations politiques.

Confédération Germanique.

L'Autriche et la Prusse avaient fait trêve à leurs démêlés à la Diète de Francfort, pendant le Congrès de Paris; mais aussitôt la paix conclue, leur antagonisme se réveilla plus ardent que jamais. Dans sa séance du 15 décembre, la Diète ayant reçu communication des travaux du Congrès, vota le décret suivant:

La Haute Assemblée a décidé:

1° Qu'elle prend en considération les traités communiqués par les ministres d'Autriche et de Prusse dans la séance du 8 mai, et dans lesquels elle croit trouver, avec la reconnaissance et la satisfaction la plus grande, d'heureuses garanties pour une paix durable;

2° Qu'elle exprime sa reconnaissance aux hautes cours de Berlin et de Vienne pour cette communication, ainsi que pour les soins donnés aux intérêts de la patrie commune, en ce qui concerne l'heureuse conclusion de la paix dans la mesure des décisions antérieures;

3° Qu'elle abroge la résolution du 8 février de cette année, relativement à la question orientale, et particulièrement aux mesures militaires que l'état des choses pouvait nécessiter;

4° Que la commission militaire recevra communication du paragraphe III de la présente décision.

Le désarmement fut décrété et la Confédération germanique n'eut plus à intervenir dans la question d'Orient. Dans sa séance du 16 juillet, elle crut cependant devoir adhérer à la décision du Congrès de Paris, réglant le droit maritime international en temps de guerre, et s'associer au quinzième protocole de la séance du 18 avril du même Congrès qui engageait les États entre lesquels des difficultés sérieuses pourraient survenir à recourir, en tant que les circonstances le permettraient, à la médiation d'une puissance amie, avant d'en venir à une solution par les armes.

Dans l'intervalle du 18 mai au 18 juillet, époque des vacances de la Diète, l'Autriche et la Prusse reprirent leurs discussions au sujet de

l'achèvement de la forteresse fédérale de Rastadt, où l'Autriche entretenait 3,000 soldats, et qu'elle voulait rendre plus spacieuse. La Prusse s'y opposait. Sur le rapport de M. de Schreck, plénipotentiaire bavarois, la Diète résolut la question en faveur de l'Autriche. Mais, après les vacances, surgit la question de Neufchâtel, et la Prusse demanda à son tour à la Diète de s'approprier cette question, et malgré l'opposition de l'Autriche, l'immunité fut votée. Alors la Prusse, dans l'éventualité d'une guerre avec la Suisse, réclama libre passage pour ses troupes sur les territoires de Saxe, Hesse, Bade, Wurtemberg et Nassau. L'Autriche, en évoquant le spectre de l'occupation française qui pourrait résulter d'une guerre avec la Suisse, agit auprès de ces petites cours, pour les décider à refuser cette autorisation, et M. de Rechberg reçut de Vienne l'ordre de ne rien négliger pour que la Confédération conservât la neutralité jusqu'au jour où les puissances signataires du protocole de Vienne et du Congrès de Paris auraient épuisé tous les moyens de conciliation. La Prusse, alors, s'en remit à la médiation de la France seule, ce qui fut un nouveau sujet de mécontentement pour l'Autriche. A la Diète, Rechberg et Bismarck étaient en opposition constante.

La question danoise, provoquée par la réclamation des duchés de Holstein et de Schleswig contre l'application de la constitution commune, allait entrer dans une nouvelle phase, car le cabînet de Copenhague venait d'envoyer M. de Bulow aux cours de Vienne et de Berlin, et l'on disait qu'à Saint-Pétersbourg, M. de Morny et le prince Gortschakoff étudiaient les clauses du traité de Tilsitt, pour donner à cette question une solution désavantageuse aux intérêts allemands. L'année 1857 s'annonçait mal pour la Confédération.

La plupart des petits États et des États secondaires, se ressentaient du mouvement de 1848 et élaboraient des réformes intérieures. Tout en mettant en ordre leurs affaires à la Confédération, Nassau, Gotha, Oldenbourg, Mecklembourg, Weimar, etc., s'occupaient de leurs armées respectives et il était à remarquer que déjà, à cette époque, ces petits princes inclinaient à confondre dans l'armée prussienne les forces militaires dont ils disposaient. Les bataillons de Saxe, Anhalt, Reuss, Lippe organisés à la prussienne étaient commandés par des officiers supérieurs prussiens. Oldenbourg avait adopté la même organisation et tout soldat brunswickois était en état de figurer dans l'armée du roi Frédéric-Guillaume.

Le prince-régent de Bade prit cette année, en épousant la princesse Louise de Prusse, le titre de grand-duc, la maladie du prince Louis ayant été reconnue incurable; en même temps, la princesse Cécile de Bade épousait le grand-duc Michel de Russie. La cour de Carlsruhe avait ouvert des négociations avec la cour de Rome, pour un concordat dont on espérait la conclusion dont l'année 1857, et avec la France, pour la construction d'un pont sur le Rhin, à Kehl, question commerciale et stratégique résolue à la fin de l'année selon les désirs de Napoléon III. Le grand-duc consentit à l'établissement d'un pont devant servir à la fois au chemin de fer, aux piétons et aux voitures, sans souci de l'opposition de son beau-frère le roi de Prusse dont le cerveau était hanté par le spectre d'une invasion napoléonienne.

Les États du Nord étaient troublés, par quelques difficultés entre catholiques et protestants dans le grand-duché de Hesse, par les éternelles dissensions entre l'électeur de Hesse, apprenti autocrate, et ses sujets, et par la prépondérance croissante de l'ordre équestre en Hanovre, dont les prétentions dépassaient même les intentions du ministre Killmansegge, et qui, en voulant régenter le pouvoir, faisait déjà regretter au roi

d'avoir pactisé avec lui. Le baron d'Ow, plénipotentiaire wurtembourgeois, à Rome, conclut avec le Saint-Siége un concordat digne du caractère de Guillaume. Ce concordat, établissait que les sujets catholiques d'un roi protestant devaient jouir des mêmes droits que les sujets des monarques catholiques. Si la convention avec Rome ne fut signée qu'en 1857, M. d'Ow, s'était dès l'origine parfaitement entendu avec Mgr Antonelli. Le différend entre le gouvernement et l'ancienne noblesse immédiate, qui réclamait une indemnité considérable pour la perte de ses droits, entra cette année en voie d'arrangement. Réunis à Donauwerth, les seigneurs, à l'exception du prince de Tour et Taxis, accédèrent aux propositions du gouvernement.

Le mariage du prince Adalbert de Bavière avec une infante d'Espagne vint compliquer la qnestion de succession au trône de Grèce, que le roi Othon espérait trancher en faveur d'un prince de la maison de Bavière. L'abandon de la religion catholique en était la pierre d'achoppement. Le prince Adalbert avait presque consenti, en 1853, à élever ses enfants dans le culte grec, et voilà qu'il contractait un mariage espagnol. Othon, s'étant rencontré à Carlsbad avec le roi Maximilien, retourna encore une fois en Grèce

sans avoir réussi à se trouver un successeur. A une agitation politique et religieuse toute superficielle avait succédé en Bavière une période de calme profond, qui permit au roi de réaliser son projet de voyage en Italie.

Les efforts de Beust pour former des États secondaires un faisceau homogène capable de contre-balancer l'influence de la Prusse et de l'Autriche avaient, quoique infructueux, attiré l'attention de l'Europe sur la Saxe royale. En 1856, à l'occasion de l'affaire des duchés danois et du conflit de Neufchâtel, Beust affirma ses principes en proposant à la Diète de s'approprier les deux questions et d'agir elle-même, comme puissance collective, sans se laisser traîner à la remorque de la Prusse. S'il n'obtint pas la majorité, ces échecs successifs ne lassèrent pas une persévérance, qui, en le faisant écouter et respecter, donna au pays qu'il représentait une situation importante en Allemagne.

Les tergiversations de Frédéric-Guillaume, pendant la guerre de Crimée, avaient blessé les puissances occidentales, surtout l'Angleterre, qui contesta à la Prusse le droit d'assister au Congrès de Paris, en qualité de grande puissance. Cette opinion prévalut un moment, et nous avons vu Prusse.

les plénipotentiaires prussiens admis au Congrès seulement après la solution des principales questions. Mais, si l'esprit versatile et l'entêtement du roi valurent à son gouvernement ce léger affront et réduisirent la Prusse à un rôle plus que modeste dans le règlement des intérêts européens, le génie administratif de Manteuffel avait rendu sa situation intérieure meilleure que celle de ses puissants voisins. Aux Chambres, la droite ministérielle modérée disposait d'une majorité telle, que la gauche et l'extrême droite féodales se virent annihilées. Profitant de la faculté d'exercer un contrôle sérieux sur les finances et l'administration, le Parlement ne faisait aucune opposition au gouvernement, et, le 3 mai, à la clôture de la paisible session parlementaire de 1855-56, le roi, appelant les députés, « ces nobles et chers messieurs des deux Chambres de la Diète », après leur avoir fait part de la solution pacifique du Congrès, les remercia de leur concours et énuméra avec complaisance leurs travaux : revision de la constitution sur plusieurs points importants; parachèvement de cette délicate question de la législation communale et provinciale; modification indispensable de la législation pénale et disciplinaire de la procédure de la Cour suprême du pays; lois

foncières en Westphalie; vote de lignes de chemins de fer; introduction d'un système unique de poids et mesures. On voit que la session du Parlement prussien n'a pas été stérile et que l'absence de discussions politiques a profité au bien-être du pays. La Chambre avait été d'autant plus sage, qu'autour d'elle la lutte des partis continuait avec âpreté. Le maître de police de Berlin, ministériel, fut tué en duel par un jeune officier, partisan du système féodal. Des querelles nombreuses s'ensuivirent; libéraux et rétrogrades se prirent aux cheveux, mais le Parlement se désintéressa de ces luttes.

Pendant les vacances, deux incidents, survinrent à l'extérieur. Le premier de ces faits eut peu d'importance. Le prince Adalbert, commandant en chef la flotte prussienne, traversant le détroit de Gibraltar sur la corvette à vapeur le *Dantzig*, voulut reconnaître un point de la côte marocaine où, deux ans auparavant, une frégate de sa nation avait été capturée par les pirates du Riff et envoya à terre un canot dont il prit le commandement. Les naturels essayèrent de s'opposer à cette reconnaissance. et accueillirent le canot à coups de fusil. Indigné, le prince retourna à bord, embarqua

soixante-cinq hommes, et fit à leur tête une descente à main armée sur la côte du Maroc, où une véritable bataille s'engagea. Après avoir tué nombre de pirates et exécuté leur reconnaissance, les Prussiens se retirèrent en bon ordre, poursuivis par toute la population riveraine. Cette expédition sévèrement blâmée en Europe et qualifiée « d'inutile bravade », coûta la vie à plusieurs marins. Le lieutenant Nichelson y fut blessé mortellement, et le prince Adalbert reçut une balle dans la cuisse.

Nous avons vu se développer toutes les péripéties de l'affaire de Neufchâtel. Le consentement de la Prusse à la médiation exclusive de Napoléon III froissa la Confédération et l'Autriche, mais Manteuffel n'y persista pas moins, faisant preuve, dans cette circonstance, d'un grand sens politique, car, dès le commencement de 1857, Napoléon décida le docteur Kern à proposer à l'Assemblée fédérale l'élargissement sans conditions des prisonniers neufchâtelois, auquel cas il s'engageait à continuer ses bons offices pour la réunion d'une conférence, consentie par la Prusse, où la question de Neufchâtel serait définitivement réglée. La proposition française ayant été acceptée par le Conseil, l'affaire sortit de sa période aiguë. La mobilisation des troupes

fut contremandée, et les Chambres, qui se réunirent le 5 janvier 1857, n'eurent plus à attendre dans l'avenir que la solution d'une question traitée à l'amiable par une conférence.

La situation de la Prusse était si modeste, que les puissances ne se préoccupaient pas de son esprit guerrier, et de l'attention que le gouvernement, en apparence si conciliant, apportait à l'étude des questions militaires, non plus que du projet qu'il préparait pour augmenter son effectif, bien que l'Europe parût entrer dans une période de paix profonde.

Par un revirement étrange, l'Autriche, cheville ouvrière de la paix de Paris, se trouva aussitôt après sa conclusion, en conflit avec la plupart des puissances qui l'avaient signée : la Sardaigne, la Russie, la Turquie, et même la France. Des difficultés surgirent entre l'Autriche et la Sardaigne au sujet des gouvernements de la péninsule, et entre l'Autriche et la Prusse pour les affaires de Suisse et d'Allemagne. La discussion relative à ces deux questions, où la France joua un rôle actif, dégénéra bientôt, entre les cabinets de Paris et de Vienne, en un refroidissement augmenté par la protection déclarée que la France accordait au

Piémont, par la divergence des vues des deux puissances sur la question de l'union de la Moldavie et de la Valachie, et sur celle de l'évacuation des principautés danubiennes. Enfin, le désaccord avec la Russie était profond; dans diverses circonstances, le cabinet de Saint-Pétersbourg se sépara de celui de Vienne et uniquement pour faire pièce à l'Autriche, le tsar n'hésita pas, dans des questions secondaires, il est vrai, à sacrifier la satisfaction de son intérêt à sa rancune. Alexandre II prétendait que l'ingratitude étonnante de l'Autriche avait été une des causes de la mort de son père, et après s'être déclaré l'ami du roi constitutionnel du Piémont, il entretenait avec lui d'étroits rapports de courtoisie, qui l'amenèrent à lui prêter son concours diplomatique. François-Joseph, prévoyant qu'il serait obligé de soutenir bientôt une lutte, crut nécessaire de s'assurer la fidélité de ses peuples, de ceux surtout qui avaient eu à se plaindre de lui. Un voyage en Italie et en Hongrie fut décidé. L'Empereur se rendit à Venise, accorda des allégements et gracia quelques condamnés politiques, faveurs qui lui valurent un accueil assez convenable de la population, restée néanmoins hostile à la domination autrichienne. Avant de se rendre à Milan, il se fit précéder par une lettre au

maréchal Radetzky, annonçant une amnistie et la levée des séquestres mis sur les biens des réfugiés milanais, naturalisés piémontais. Ces avances furent froidement accueillies par les Lombards et par le gouvernement sarde.

Quelle était, après la guerre de Crimée, la situation de la Turquie? En apparence, elle se trouvait désormais à l'abri des empiétements de la Russie; en réalité, l'effort des puissances occidentales en sa faveur, ne devait plus être renouvelé, et sa chute, pour être retardée, devenait inévitable. L'intégrité de l'Empire ottoman, phrase ronflante dont on avait fait usage au traité de Paris, n'était plus un axiome politique. L'Europe, au contact direct avec l'Empire turc, avait reconnu la vérité de l'assertion du tsar Nicolas qui le traitait d' « homme malade ». Pourrait-on le sauver, et le résultat en valait-il la peine? N'y avait-il pas plus d'avantage à dépecer le cadavre? Cette idée, née d'une appréciation saine de la situation, avait germé spontanément. Ne pouvant plus servir de prétexte à une lutte contre l'ancien ordre des choses vaincu dans la personne de Nicolas, l'intégrité de cet Empire descendait, du rang de principe européen, à celui de simple question d'intérêt local. Cette Turquie.

pensée, sans être formulée, était dans tous les esprits, et les plénipotentiaires ottomans s'en aperçurent au Congrès de Paris, où les Turcs vainqueurs eurent moins d'influence que les Russes vaincus. Toutefois, ce revirement ne fut perceptible qu'à très peu d'esprits, et n'exerça aucune influence sur les gouvernements. Aussi quand il s'agit de procéder à l'exécution du traité de Paris, les difficultés commencèrent. La Russie fit preuve, à l'exemple de la France et la Sardaigne, d'une grande loyauté; le territoire turc fut évacué avant les termes fixés. Mais l'Autriche prolongea l'occupation des principautés, et l'Angleterre prit prétexte de quelques malentendus dans la délimitation de la frontière de la Bessarabie, pour laisser sa flotte dans la mer Noire. Il est vrai que les Russes, qui abandonnent difficilement leurs conquêtes, avaient occupé, aux embouchures du Danube, l'île des Serpents, leur possession *ante bellum*, qui n'avait pas été mentionnée au Congrès, et qui leur parut bonne à garder et qu'il survint dans la délimitation des frontières en Bessarabie une complication résultant de l'existence de deux villes nommées Belgrad, voisines l'une de l'autre. Le Congrès de Paris avait décidé la réunion de Belgrad à la Turquie (ou du moins à une principauté vassale

de la Turquie). Or il y avait deux Belgrad : l'une, ville florissante, chef-lieu du territoire cédé; l'autre, simple bourgade du nom de Belgrad-Tabak, à quelques kilomètres au sud de la première. Les Russes prétendaient que c'était de ce dernier Belgrad qu'il s'agissait. Quoique spécieuse, la prétention était discutable. D'autre part, l'occupation autrichienne et turque en Moldo-Valachie préjudiciait au règlement définitif de la situation de ces provinces. Il avait été convenu qu'on soumettrait la question d'union ou de séparation aux vœux des populations. L'occupation rendait impraticable un plébiscite, car la Turquie et l'Autriche, opposées à la réunion, exerçaient une influence plus effective que celle des autres puissances. Après la retraite des Russes et au moment de l'occupation turco-autrichienne, la Porte avait nommé, pour remplacer les hospodars démissionnaires, deux caïmacans, le prince Alexandre Ghika en Valachie, et le boyard Théophile Baltche en Moldavie. Alexandre Ghika, en restant fidèle à son suzerain, ne trahissait pas ses concitoyens au point de les abandonner totalement, mais Baltche n'avait en vue que l'intérêt de la Turquie. A sa mort, survenue quelques mois après son installation, le prince Kouaky Vogoridès, fils du prince de Samos, aveuglément dévoué à la

Porte, fut nommé caïmacan. La commission européenne réunie à Constantinople attendait, pour procéder aux élections, la fin d'une occupation que la Porte et l'Autriche essayaient de prolonger outre mesure afin de permettre aux fonctionnaires dévoués à leur cause de peser sur les populations, et de dresser des listes, dont les partisans de la réunion seraient exclus. Ces difficultés, augmentées de la présence dans la mer Noire de la flotte anglaise, nécessitèrent la réunion d'une nouvelle conférence à Paris, où, sous la présidence du comte Walewsky, les deuxièmes plénipotentiaires du Congrès étaient chargés de les régler.

Si le mécontentement de la Russie contre l'Autriche et les inquiétudes de la Porte, qui voyait l'Europe quelque peu refroidie à son égard, n'avaient pas envenimé les choses, ces questions auraient pu être tranchées sans conférence, car en une seule séance, on tomba d'accord pour rédiger le 7 janvier 1857, un protocole en quatre points signé Walewsky, Hubner, Hatzfeld, lord Cowley, de Brunnow, Villamarina et Djemil-Bey.

1° Le nouveau Belgrad sera cédé à la Moldavie; mais la Russie recevra en dédommagement un territoire sur le Haut-Jalpak.

2° La nouvelle délimitation et la remise des

territoires à la Moldavie devra être effectuée le 30 mars, époque à laquelle, au plus tard, les troupes autrichiennes devront évacuer les principautés, et la flotte anglaise la mer Noire.

3° La navigation des détroits était déclarée en vigueur.

4° L'île des Serpents, dont il n'a été question ni dans l'acte du 30 mars 1856, ni dans les traités de 1812 et de 1820, par lesquels la Russie avait acquis les embouchures du Danube, suivrait le sort de ces embouchures, qui seraient elles-mêmes attribuées à la Turquie, comme ayant été autrefois possédée par cette puissance.

La question d'Orient se trouvait ainsi résolue, ou plutôt fixée pour un temps déterminé, sur une nouvelle convention diplomatique qui n'avait pas d'autre stabilité que celle résultant d'un pareil support. Néanmoins, sans avoir obtenu pleine satisfaction, la Turquie avait retrouvé une sécurité relative, la certitude de quelques années de répit, qu'elle pourrait mettre à profit en accomplissant des réformes intérieures. Y songeait-elle sérieusement? L'événement prouva que non. Le Hatti-Humayoum décrété, on en abandonna l'exécution au hasard et à la bonne volonté de ceux qui en était chargés. Or, le perpétuel changement de ministres en Turquie rend l'adminis-

tration centrale extrêmement difficile[1]. L'Empire ottoman se laissait vivre sous l'œil d'Allah. Tout ce qui était arrivé devait arriver, c'était écrit. Mahomet veille sur son peuple, puisqu'il a suscité, pour le défendre, des infidèles étrangers accourus de tous côtés. Tel était le sens des prédications des oulémas et des instructions données aux agents gouvernementaux, relativement au langage qu'ils devaient tenir à leurs administrés. Aucun progrès n'était réalisé, à l'exception d'une certaine liberté individuelle conquise en apparence par les rayas. La commotion imprimée à la Turquie par la guerre dura à peine autant que la guerre elle-même. Dès la signature du traité de Paris, cette nation rentra dans son apathie fataliste, dont le contraste avec l'activité fiévreuse de l'Europe éclata alors à tous les yeux. L'administration ottomane essayait naguère de cacher le spectacle de ses faiblesses aux regards des commandants des forces anglo-françaises. N'ayant pas à dissimuler après l'évacuation, elle revint à ses anciens errements. En 1856, des plaintes s'élevaient de rechef, mais les puissances n'avaient plus le loisir de les écouter;

1. En 1856, le grand vizir Ali-Pacha a été remplacé par Rechid-Pacha dont le fils, Méhemet-Djemil, a été nommé ministre des affaires étrangères.

leur attention était tournée d'un autre côté. La condition religieuse des chrétiens orthodoxes de certaines contrées de la Turquie, était plus précaire que celles des autres rayas. Tandis que les Serbes, par exemple, possédaient leur clergé national, qui célébrait les offices dans la langue de Cyrille et de Méthode; chez les Bosniens orthodoxes et les Bulgares, des prêtres grecs disaient la liturgie en grec et professaient vis-à-vis de leurs ouailles cet antagonisme de race qui a peut-être plus divisé les Hellènes et les Slaves que les Slaves et les Turcs. Si on considère que le chef religieux des Bulgares cumulait ses fonctions ecclésiastiques avec celles de représentant administratif vis-à-vis du pouvoir local et qu'il ne connaissait souvent pas un mot de la langue de ses diocésains, sur la bourse desquels il comptait généralement pour payer sa nomination toujours simoniaque, on comprend ce que devaient être les relations du pasteur et des brebis. Aussi les Bulgares, encouragés par la promulgation du Hatti-Humayoum et par la présence, à Constantinople, des membres de diverses conférences européennes, adressèrent-ils au Divan leurs plaintes contre les évêques de Tirnova et de Philippopoli, qui furent mandés dans la capitale. Mais il ne résulta rien de l'enquête ordonnée, et la Bulgarie

qui, sous un meilleur gouvernement, eût été un pays riche et fertile, végétait dans une situation des plus misérables. Le brigandage, à l'état permanent sur la frontière grecque, que Czajkocoski et ses cosaques polonais furent chargés de réprimer en 1856 et une colonisation d'irréguliers (Cosaques, Circassiens, Bachi-Bouzoucks) qui promenaient sur différents points de l'Empire, la rapine et la violence, témoignaient que la Turquie n'avait retiré aucun profit de l'intervention européenne, et que, si sa chute a été retardée, elle n'en est pas moins certaine. Tout en rendant justice aux hommes d'État éminents qui composaient le Divan, leurs illusions nous ont toujours paru irréalisables; car ils ne pouvaient être secondés par leurs subordonnés, même d'un rang immédiatement au-dessous du leur, trop attachés à la routine et aux préjugés du mahométisme. Aussi l'appel fait par la Sublime Porte aux étrangers qu'elle invitait à s'établir en Turquie à la condition de devenir sujets turcs et de renoncer à la protection de leurs consuls respectifs, resta-t-il sans écho. Aucun étranger, si malheureux qu'il fût, ne se souciait de devenir sujet turc, et les vagabonds mêmes qui suivaient l'armée anglo-française en mendiants, refusèrent catégoriquement les terres offertes à cette con-

dition, car ils avaient vu de trop près la situation des rayas. Seuls, les Polonais du comte Zamoïski, enrôlés par la Porte pendant la guerre, et licenciés à la paix, ne sachant que devenir, persécutés en Russie, en Autriche et en Prusse, acceptèrent de Rechid-Pacha un établissement sur ses terres de Thessalie et s'offrirent à coloniser le pays. Rechid Pacha leur permit d'avoir un représentant à Constantinople, M. Yordane. Nous le répétons, les intentions des hommes d'État turcs étaient excellentes; mais pourront-ils les remplir? Cet essai de colonisation sur les terres du grand vizir avait peu de chances de réussir.

La commission européenne, instituée pour améliorer la navigation du Danube, commença ses travaux au milieu de l'année et le *Lyonnais* fut envoyé de France pour explorer le fleuve.

Il restait à résoudre quelques questions que le Congrès de Paris n'avait pas tranchées, concernant la rectification de la frontière russo-turque en Asie, le stationnement international aux embouchures du Danube, etc. Ces questions furent ajournées.

Daniel de Monténégro, mécontent du peu d'attention que le Congrès avait apporté à sa principauté, désillusionné sur la protection de la Russie, qui s'était traduite par quelques paroles plus

qu'indifférentes du baron de Brunnow, essaya de se rapprocher de la Turquie. Afin de retirer le plus d'avantages de ce rapprochement, il chargea un de ses aides de camp, M. Voukovich, de solliciter l'intervention de Napoléon III. M. Voukovich n'ayant pas été reçu par l'Empereur, Daniel se décida à entreprendre lui-même, en compagnie de sa femme, un voyage à Paris et à Londres.

Grèce. Quelques semaines après la signature du traité de Paris, la Turquie et la Grèce signèrent une convention spéciale. M. Condottieris, envoyé à Constantinople par M. Rangabé, le nouveau ministre des affaires étrangères du roi Othon, réussit pleinement dans sa mission. Non seulement les relations entre la Grèce et la Porte furent reprises, mais, par une convention signée le 20 avril, les deux parties contractantes s'engagèrent réciproquement à employer, d'un commun accord, les moyens nécessaires pour extirper le brigandage sur les frontières. La convention gréco-turque, attaquée par l'opposition dans les Chambres, fut votée à une grande majorité. Cependant, le Congrès de Paris ayant attiré l'attention sur la Grèce, les trois puissances protectrices reconnurent qu'il n'y avait pas lieu de cesser l'occupation, avant

d'avoir obtenu du gouvernement des garanties pour l'avenir. Les principaux griefs des puissances étaient les mauvais rapports avec la Turquie, le brigandage et la situation financière. Le traité du 20 avril, ayant donné satisfaction quant aux deux premiers points, il restait la question financière. Les Grecs, qui désiraient ardemment la fin de l'occupation, s'en préoccupaient vivement, mais elle fut réglée en 1856, car les puissances protectrices firent généreusement abandon de leurs intérêts. Au commencement 1857, les troupes anglo-françaises évacuèrent le territoire grec.

Restait à résoudre la grave question de la succession au trône, remise sur le tapis par le mariage du prince Adalbert avec une infante d'Espagne. Après avoir échoué dans ses pourparlers avec le roi de Bavière, Othon proposait la candidature du duc d'Oldenbourg, frère de la reine, qui acceptait le changement de religion exigé par la Constitution. Mais ce prince, inféodé à la Russie, n'inspirait ni sympathie ni confiance aux deux autres puissances protectrices. La situation d'Othon, que son origine allemande rendait impopulaire, devenait, par suite de cette difficulté de se trouver un successeur, extrêmement précaire, d'autant plus qu'il ne pouvait présenter à son actif aucun succès, aucune augmentation de territoire et d'in-

fluence nationale. La guerre de Crimée arracha à la Grèce ses illusions et porta un coup mortel à la dynastie bavaroise.

Russie. Dès son avènement au trône, Alexandre II témoigna d'un grand désir de paix et de conciliation. Il n'ignorait aucun des vices de l'administration russe; mais, retenu par un profond sentiment de respect filial, atteint, lui aussi, de ce mysticisme qui semble l'apanage exclusif des empereurs de Russie, il ne voulait pas paraître blâmer la politique de son père, en transformant trop brusquement son œuvre. C'est pourquoi, pendant quelques mois de stagnation et d'immobilité apparente, tout continua à marcher selon l'impulsion donnée par Nicolas. Les abus succédaient aux abus et les ministres les plus impopulaires, tels que Bibikoff et Kleinmichel, restaient au pouvoir. Puis, peu à peu, sans bruit, sans fracas, tout commença à se modifier, et les employés tarés ou trop attachés à l'ancien ordre des choses furent successivement éliminés. Dans les affaires d'Orient, Alexandre II, convaincu des dangers de la lutte à outrance, pouvant modifier sans honte une situation qu'il n'avait pas faite, s'empressa, dès qu'il le put sans trop d'humiliation, de conclure une paix aussi nécessaire à son empire que

profitable au progrès. L'acte de renoncement accompli, il le fit exécuter avec une loyauté depuis longtemps inconnue à la Russie. Si, pendant les quelques mois qui suivirent le Congrès, les prétentions, bien naturelles cependant, de la chancellerie russe, qui désirait garder Novo-Belgrad et l'île des Serpents, non spécifiés dans le traité, le retard apporté à l'évacuation de Kars et l'inutile démantèlement de cette forteresse historique, purent faire craindre un instant qu'Alexandre II n'essayât d'éluder le traité, la conduite ultérieure de son gouvernement aurait dû servir d'exemple à l'Angleterre et à l'Autriche. Rejetant franchement les faux-fuyants, le tsar ordonna à ses agents à Constantinople, en Moldavie, en Arménie et en Grèce, d'exécuter les articles du traité et « de n'élever aucune prétention qui pût » servir de prétexte à troubler la paix si nécessaire à la prospérité future de notre Empire » qui entre, nous l'espérons, et avec l'aide de » Dieu, dans une nouvelle phase de grandeur et » de prospérité ».

Des changements importants suivirent de près la signature du traité de Paris. A une politique nouvelle, il fallait des hommes nouveaux. Le vieux comte de Nesselrode, l'émule de Talleyrand et de Metternich, après avoir, pendant près d'un

demi-siècle, dirigé la politique russe, se retira en conservant le titre de chancelier de l'Empire, mais en laissant la direction effective des affaires au prince Gortschakoff, que nous avons vu prendre une part si active aux conférences de Vienne. La diplomatie entière fut remaniée : le baron de Budberg fut nommé à Vienne ; le baron de Brunnow à Berlin ; le comte Chreptovitch à Londres, le comte Kisseleff à Paris. Ces diplomates reçurent les instructions les plus conciliantes. La politique d'orgueil et d'agression avait vécu.

Alexandre II se rendit ensuite à Varsovie, dans cette Pologne que son père avait soumise, en punition de sa révolte de 1831, à un régime de répression impitoyable. Son discours aux maréchaux de noblesse venus pour le complimenter, mérite d'être rapporté ici.

« Messieurs, dit l'Empereur, je suis arrivé » parmi vous avec l'oubli du passé. Je suis » animé des meilleurs intentions pour le pays, » et c'est à vous de me fournir les moyens de les » réaliser ; mais je dois vous avertir qu'avant tout, » la situation doit être nettement établie. J'en» tends que l'ordre institué ici par mon père soit » maintenu. Ainsi, Messieurs, avant tout, point » de rêves, d'illusions chimériques. Ceux qui » voudront continuer à nourrir ces illusions, je

» saurai les maintenir dans le devoir et empêcher » qu'elles ne dépassent la sphère de leur imagi- » nation. Les vôtres ont combattu à l'égal de » tous dans la dernière guerre. Vous, prince » Gortschakoff[1], vous êtes témoin qu'ils ont bra- » vement versé leur sang pour la défense de la » patrie. Je suis donc animé des meilleures in- » tentions pour tous ; la Finlande et la Pologne » me sont aussi chères que les autres provinces » de mon Empire, mais il faut que vous sachiez » que pour le bien de la Pologne, pour le bien » des Polonais eux-mêmes, ils doivent rester unis » pour toujours à la grande famille des Empe- » reurs de Russie. C'est à vous, messieurs, de » me faciliter ma tâche, et croyez que je suis » animé des meilleures intentions, mais je vous » le répète, point de rêveries, point de rêveries. »

Ce discours, où à défaut d'éloquence on ne saurait même découvrir une conviction, produisit une fâcheuse impression sur l'esprit exalté des Polonais. Mais, ce qui est curieux, c'est que la seule phrase revêtue d'un caractère de justice et de précision et qui semblait prouver les fameuses « meilleures intentions », répétées à satiété dans le discours du tsar, fut précisément celle qui dé-

1. Après la prise de Sébastopol, le prince Gortschakoff avait été nommé vice-roi de Pologne.

plut. L'expression « point de rêveries » exaspéra les Polonais. Il est cependant de toute évidence que c'est l'unique passage du discours d'Alexandre II qui ait le sens commun, le reste n'étant que des paroles sans portée adressées à des hommes dont on ne pouvait méconnaître la bravoure, mais auxquels on ne voulait rien accorder. La phrase dure et désagréable était celle-ci : « J'entends que l'ordre établi par mon père soit maintenu ». Les mots « point de rêveries » en atténuaient, au contraire, la portée et laissaient entrevoir l'espoir d'un avenir meilleur le jour où les rêveries auraient cessé. C'est cette phrase, — la seule consolante d'un discours rempli de promesses vagues faites à une nation qui n'avait pas besoin qu'Alexandre II vînt certifier le courage de ses enfants, proverbial en Europe, — qui souleva l'indignation des Polonais. Les malheurs troublent l'esprit, dit un proverbe arabe. Les Polonais pouvaient, sans grande présomption, espérer qu'Alexandre II changerait le régime établi par Nicolas, mais ils ne pouvaient raisonnablement exiger de lui qu'il les émancipât, ou qu'il les encourageât dans leurs rêveries d'indépendance. Le discours du tsar, maladroit, je le reconnais, et qui ne brillait ni par la fermeté ni par la franchise, produisit en Pologne une impression désastreuse.

Alexandre, habitué à respirer à la cour de son père une atmosphère de méfiance contre les Polonais, n'avait pas complètement triomphé de ce sentiment, et il en était résulté un certain embarras dans sa parole. C'était peut-être cet embarras, révélé par la répétition trop fréquente des mêmes phrases, qui, en blessant les Polonais, leur fit voir dans ce document autre chose qu'il n'y avait en réalité.

En effet, dès le lendemain, on eut la preuve que l'Empereur était animé d'un désir réel de conciliation. Un ukase amnistia les émigrés de 1831; un autre ukase étendit cette mesure aux gouvernements occidentaux. Ceux des émigrés qui désiraient rentrer étaient à l'abri de toutes poursuites ; cependant les biens confisqués ne leur étaient pas rendus. L'amnistie n'en était pas moins large et prouvait la sincérité du tsar.

De Varsovie, Alexandre II se rendit à Potsdam. Après avoir embrassé sa mère qui s'était retirée momentanément à la cour de Berlin, il retourna à Saint-Pétersbourg pour procéder aux préparatifs de la cérémonie de son couronnement, fixé au 26 août, dans la ville sainte des tzars, à Moscou. La Russie, vaincue, n'était pas abaissée. On s'en aperçut à ces fêtes, où les grandes puissances rivalisèrent d'empressement et de luxe. Le roi de

Prusse et la plupart des souverains allemands y envoyèrent des princes de leurs familles en qualité d'ambassadeurs; l'Autriche fut représentée par le plus grand seigneur de la Hongrie, le prince Paul Esterhazy; la France, par M. de Morny, président du Corps législatif; l'Angleterre, par lord Granville, ministre; la Turquie, par Méhémet-Kiprisli-Pacha; la Belgique, par le prince de Ligne; le Pape, par le cardinal Chigi.

M. de Morny obtint le meilleur accueil et fut comblé de présents et d'attentions; on fêta lord Granville; mais l'envoyé d'Autriche fut mal reçu. Le tsar dit très haut, par égard à la surdité du prince Esterhazy, d'autres prétendent afin d'être mieux entendu de l'assistance, les paroles suivantes; — Je suis fatigué de la politique à double face! Désormais je ne croirai plus à vos paroles, mais à vos actes! Je sais à quoi m'en tenir sous ce rapport! A l'heure qu'il est, votre souverain n'ignore pas ma pensée à cet égard; je la lui ai déjà fait connaître!

Les fêtes du couronnement, d'une splendeur exceptionnelle, furent suivies d'un long manifeste où Alexandre II accordait à ses sujets de nombreuses grâces. Après avoir déclaré qu'il n'y aurait pas de recrutement pendant trois années (à moins de circonstances imprévues), il décrétait

des réductions considérables d'impôts en faveur des provinces qui avaient souffert pendant la guerre. Puis, par des mesures financières d'une grande largesse, il faisait remise de leur dette à la majorité des débiteurs de l'État, libérait tous les détenus pour le même objet, et accordait une amnistie politique à ceux dont la conduite avait été satisfaisante. A cette dernière catégorie appartenaient les libéraux compromis dans les insurrections de 1820, 1821 et 1826, et exilés pour ce motif en Sibérie. Ceux des individus de la classe élevée qui avaient, par leur condamnation, perdu leurs titres et qualités, rentrèrent dans l'exercice de leurs droits, mais non dans la possession de leurs biens confisqués. On vit revenir de Sibérie des hommes depuis longtemps disparus, et dont on parlait sous Nicolas avec un mystérieux effroi, les Mouravieff, les Troubetskoï, les Yacouchkine, les Galitzine, les Tchernicheff. Vieillis, rendus méconnaissables par trente années d'exil et de misère, ces martyrs de la liberté venaient saluer l'aurore d'un nouveau règne, qui s'annonçait comme un règne de civilisation et de clémence. Alexandre II, dont les intentions réformatrices n'étaient un mystère pour personne, avait déjà, à plusieurs reprises, fait part à des amis, auprès desquels il aimait à s'épancher librement, de

son désir d'engager la Russie dans la voie du progrès, en procédant avec une ferme volonté, mais avec prudence, à la réforme des tribunaux et surtout à la grande œuvre de l'émancipation des serfs. Ces bruits s'étaient répandus dans Moscou et dans Saint-Pétersbourg, et on s'attendait à de graves événements. Puis, on savait gré à Alexandre II de son respect filial. Ayant compris l'impossibilité de continuer au XIXe siècle le système préconisé par Nicolas, il ne voulait néanmoins pas paraître critiquer les actes de son père, et attendait que le temps et les circonstances lui indiquassent clairement la voie à suivre, décidé à se laisser guider par les aspirations libérales qui étaient dans la pensée du monde. Le Congrès de Paris, où ces aspirations avaient été si résolument affirmées, lui fournit la première occasion d'appliquer ses vues. Après avoir amélioré la condition de ses peuples, il porta toute sa sollicitude sur les intérêts matériels de l'Empire. Plusieurs projets de chemins de fer furent autorisés (Varsovie, Riga, Moscou, Nijni, etc.); les passeports à l'étranger, si difficiles à obtenir et si coûteux jadis, qui interdisaient à la grande majorité des Russes la sortie des frontières de l'Empire, devinrent accessibles à toutes les bourses, et leur délivrance laissée à la libre

disposition des autorités locales; les permis de séjour des étrangers, formalité aussi impolitique que vexatoire, furent supprimés; des lignes télégraphiques furent partout installées. En un mot, après une année de règne, Alexandre II, de despote oriental qu'il avait été, s'éleva au rang de monarque européen. En faisant l'éloge du nouveau règne, nous ne critiquons pas l'activité de Nicolas Ier qui voulut le bien de son peuple, et qui fut, comme l'avait dit Frédéric-Guillaume, « le plus honnête souverain de l'Europe ». Nous blâmons seulement le défunt Empereur de n'avoir pas su comprendre son temps. La lumière lui est venue à la dernière heure, et il est mort, faute de pouvoir modifier sa manière de voir, laissant à son fils (nous ne sommes pas éloignés de le croire) des instructions positives, où il lui recommandait de suivre une autre voie.

Il ne faut pas croire que la politique conciliante inaugurée en principe par Gortschakoff, exclut une dignité qui, en diverses circonstances, permit le retour à une attitude hautaine. La Russie se sentait vaincue, non écrasée, et si, désirant ardemment la paix, pour être *libre de se recueillir*, elle faisait les concessions compatibles avec son honneur, si elle exécutait loyalement, contre son habitude, les stipulations d'une paix

désavantageuse, dès qu'il s'agissait de questions étrangères à la question d'Orient, elle savait retrouver un langage ferme. Dans les affaires de Naples et de Grèce, Gortschakoff prit une attitude très réservée vis-à-vis des puissances. La chancellerie russe envoya aux cours une circulaire, où on lisait cette phrase célèbre : « La Russie ne boude pas, elle se recueille », et où Gortschakoff, oubliant les origines de la guerre de Crimée et les agissements russes en Turquie, invoquait le principe de l'indépendance des États et se réservait la libre appréciation de l'emploi de la force matérielle.

Suède Norwège.

L'attitude du gouvernement à la fin de la guerre d'Orient, et le traité passé avec la France et l'Angleterre avaient excité l'enthousiasme de la nation suédoise, qui se berça de l'espoir d'une union scandinave. La jeunesse des Universités de Suède s'empara de cette idée que la jeunesse danoise accueillit avec faveur. A la fin 1855, l'enthousiasme était monté à un tel diapason que le roi crut devoir y céder et risquer, à un banquet donné aux étudiants, des allusions aux projets unitaires. Des visites fraternelles furent échangées entre les universités de Copenhague, d'Upsal et de Christiania. Mais le congrès de Paris

mit fin à ce mouvement inattendu, ralenti étrangement d'ailleurs par les embarras où le réveil de la question des duchés vint plonger le Danemark. Cet élan de scandinavisme n'eut que la durée d'un feu de paille. A la fin de l'année, tout rentra dans l'ordre moral et dans le calme. En dehors de ces événements, l'année n'a offert, en Suède et en Norwège, que le paisible tableau des deux assemblées, la Diète de Stockholm et le Stortting de Christiania, discutant avec calme et sans passion des mesures économiques et financières, et des projets de réforme honorables et utiles, dont l'initiative appartenait à un gouvernement parfois plus libéral que la nation elle-même. Le royaume de Suède et de Norwège était, après le congrès de Paris, dans la même situation politique qu'avant la guerre de Crimée. Il n'a rien gagné ni perdu au grand conflit européen.

Il n'en était pas de même du Danemark qui a éprouvé une succession ininterrompue de calamités. Les conférences pour le péage du Sund se terminèrent sans avoir amené aucune solution. La plupart des gouvernements européens adhérèrent, il est vrai, à la très modeste proposition du Danemark de capitaliser le péage, c'est-à-dire Danemark.

de recevoir la somme relativement faible de 100,000,000 de francs, comme indemnité à la charge des puissances trafiquantes dans la mer Baltique, mais les États-Unis se refusèrent à cet arrangement, tout en consentant à reculer d'un an l'expiration définitive des anciens traités.

Cette affaire ajournée, la cour prononça son jugement dans le procès des membres du ministère Oested, contre lesquels l'accusateur public avait conclu très sévèrement (perte de leurs charges et emprisonnement) mais qui furent acquittés. Le 1er mars, le Sénat, ou Conseil général de la monarchie, formé de soixante membres élus dans toutes les parties du royaume, fut ouvert aux termes de la nouvelle constitution commune. Dès les premières séances, quelques membres du conseil élevèrent des protestations contre la manière dont la constitution commune avait été promulguée, et formulèrent d'autres griefs. En trop faible minorité pour occuper sérieusement les séances, ces députés, après avoir lancé leurs protestations et subi un échec, n'insistèrent pas. Mais l'Allemagne, en sa qualité de puissance protectrice des duchés, membres de la confédération, intervint. La Prusse demanda par note diplomatique, que, en exécution du traité de paix de 1850, la frontière entre la partie non

allemande des États du roi et la partie allemande (Holstein et Schleswig) fût fixée. La même note refusait au gouvernement danois le droit de disposer des domaines de la couronne, qu'elle prétendait ne pouvoir être aliénés que par décision des États provinciaux, et demandait pour les duchés le droit de se prononcer sur la constitution commune, prétention exorbitante, car la constitution acceptée et fonctionnant déjà, ne pouvait plus, sans iniquité, être soumise au contrôle de deux duchés relevant de la couronne. En terminant cette note, la Prusse menaçait, si le Danemark n'obtempérait pas à ses exigences, de saisir de l'affaire la Diète de Francfort.

Un plénipotentiaire, envoyé en Allemagne, fut reçu plus que froidement à Berlin et à Vienne; les grandes cours étaient d'accord pour exercer une pression sur le Danemark. M. de Schule se décida alors à répondre à la note prussienne. Le ministre des affaires étrangères déclarait que, si la frontière n'était pas fixée, ce retard n'était pas imputable au commissaire danois, mais bien aux commissaires de l'Autriche et de la Prusse; le premier n'avait pas reçu d'instructions; le second, se transformant en archéologue, s'était entêté à rechercher une frontière historique, sur le tracé de laquelle

il fut difficile de s'entendre. Le cabinet danois se montrait très conciliant sur la question de la vente des domaines, mais quant au contrôle par les duchés de la constitution commune, il ne pouvait l'admettre, tout en promettant la revision de la constitution provinciale des duchés. Ce fut l'Autriche qui répondit à la note danoise, et Buol se montra tout aussi agressif que Manteuffel.

Au mois de septembre, le ministère Schule fut obligé de se transformer, l'attitude des puissances allemandes devenant de plus en plus agressive, les Danois accusaient leurs ministres d'inhabileté, et le cabinet perdait tous les jours de sa popularité. C'est dans ces conditions que l'année s'acheva.

Hollande. Si quelques modifications ministérielles eurent lieu en Hollande, elles n'ont pas entravé l'essor national et ne peuvent être d'aucun intérêt pour l'historien qui se perdrait dans les détails insignifiants, s'il voulait entrer dans l'étude minutieuse de tous les événements qui se sont produits en Europe. Les traités passés avec le Japon par les États-Unis et l'Angleterre ont excité l'émulation des Hollandais, et ceux-ci envoyèrent des présents au Mikado, entre autres un bateau

à vapeur offert par le ministre des colonies, qui amena une interpellation à la Chambre. La question de l'esclavage (l'esclavage existait dans quelques colonies hollandaises — Surinam, Java — dans des proportions restreintes, il est vrai), préoccupa aussi le parlement qui exprimait tous les ans des vœux pour son abolition. Dans le gouvernement des colonies, les Hollandais ont pour principe d'améliorer le sort des indigènes, d'élever leur condition morale et matérielle, tout en respectant les usages et les croyances locales; dans la mère patrie, ils suivent surtout une ligne de conduite prudente, ne s'écartant jamais d'un programme de sagesse politique et de liberté sans licence. La Hollande était certainement l'une des contrées les plus civilisées de l'Europe.

Le nouveau ministère en Belgique eut à lutter non seulement contre l'opposition libérale, mais contre des difficultés extérieures. On se souvient que Walewski avait appelé l'attention de l'Europe sur la licence de la presse belge. Tout en déclarant que la France n'avait qu'à se louer du cabinet de Bruxelles, il flétrit les agissements des journaux contre lesquels le gouvernement n'était pas suffisamment armé, et qui Belgique.

se permettaient les attaques les plus injurieuses, les plus hostiles, non seulement contre la France et son gouvernement, mais contre la plupart des souverains, en prêchant ouvertement la révolte et l'assassinat. Le ministre des affaires étrangères françaises déclarait qu'il regrettait d'être placé dans l'obligation de faire connaître à la Belgique la nécessité rigoureuse de modifier une législation qui ne permettait pas à son gouvernement de remplir le premier des devoirs internationaux, celui de en pas tolérer des gens ayant pour but avoué de porter atteinte à la tranquillité des États voisins. La publication de ce document diplomatique, et le vote par lequel il fut approuvé par le Congrès, produisirent en Belgique une certaine émotion. L'opinion était hostile à la presse, et on disait hautement qu'il fallait donner satisfaction à la France, sans toutefois porter atteinte à la constitution. Néanmoins, aux Chambres, l'opposition ne manqua pas de vouloir protéger cette constitution que personne ne songeait à violer et interpella Vilain XIIII en lui demandant si un projet de modifier la constitution lui était venu de l'étranger, et au cas où une demande se produirait, si l'intention du gouvernement était de l'appuyer?

— Jamais! répondit résolument Vilain XIIII.

Le ministre prouva que le gouvernement était suffisamment armé contre la presse, car Félix de Mérode ayant appelé l'attention de la Chambre sur un odieux article du journal *la Nation*, M. Nothomb, ministre de la justice, ordonna des poursuites contre ce journal et l'éditeur de *la Nation* fut condamné par le jury. Le gouvernement, pour satisfaire la France, parlait du rétablissement du timbre, de l'application sévère du décret du 20 décembre 1852, qui permettait au cabinet de réprimer, sans péril pour la constitution, les abus de la presse, source d'embarras internationaux pour le royaume. La Porte ottomane demanda à la Belgique le rappel du plénipotentiaire belge à Constantinople, Blondeel, qui passait pour un agent russe, et était soupçonné d'intriguer en faveur du comte de Flandre auquel on songeait à créer un royaume dans les principautés danubiennes. Sur le refus de Vilain XIIII de rappeler Blondeel, celui-ci reçut l'ordre du Divan de quitter Constantinople et transféra sa résidence à Athènes où il était également accrédité.

A l'intérieur, l'opposition réussit à provoquer quelques troubles, issus de la discussion des lois sur la bienfaisance, que le roi conseilla à la majorité catholique d'abandonner comme trop

rétrogrades. Cette concession obtenue, la discussion fut portée sur l'ingérence du clergé dans les écoles primaires. Pendant que la Chambre discutait, le ministère catholique était poursuivi par la haine des libéraux qui organisaient une émeute. Des bandes armées parcouraient Bruxelles aux cris de : Vive le Roi! A bas les jésuites! A bas la calotte! Le conseil des ministres, sous la présidence du Roi, décréta la concentration de nombreuses troupes dans les faubourgs de Bruxelles. Cependant des manifestations libérales eurent lieu à Gand, Liège, Mons, Anvers. La majorité, sérieusement alarmée, se ralliant d'ailleurs aux conseils du Roi, qui recommandait la modération, retira les projets de loi impopulaires. Le calme se rétablit comme par enchantement. C'est pendant cette accalmie que fut célébré le vingt-cinquième anniversaire de l'émancipation de la Belgique, et de l'avènement au trône d'un Roi dont les travaux, la sagesse et l'affection profonde pour son peuple avaient assuré au royaume la paix à l'extérieur, la prospérité à l'intérieur et le respect de l'Europe. Quelques jours après ces fêtes, l'archiduc Maximilien d'Autriche, vice-roi de Lombardie, épousait à Bruxelles la princesse Charlotte. C'est ainsi que, depuis un siècle, la maison de Saxe-Cobourg-Gotha s'est toujours éle-

vée par ses alliances; et le peuple belge, s'identifiant avec le souverain, s'est associé à la légitime satisfaction que Léopold I[er] a ressentie de cette union.

Le Parlement était, pour ainsi dire, dans la main du ministère Palmerston. Les derniers événements militaires, et surtout l'acceptation par la Russie de l'ultimatum autrichien et la réunion du Congrès de Paris avaient singulièrement fortifié l'autorité du cabinet, qui recueillait le fruit des efforts de ses prédécesseurs. Avec ce sens pratique, cette perception nette des nécessités du moment qui distingue les parlementaires anglais, les chefs du parti tory renoncèrent à une opposition devenue momentanément impopulaire et impuissante. Mais en Angleterre, comme partout, il y a des esprits légers; quelques mécontents critiquèrent la paix et demandèrent la guerre à outrance. Ce fut Disraëli lui-même, le chef de l'opposition, l'adversaire de Palmerston, qui se chargea de leur répondre! Quel exemple à suivre pour la France! Le gouvernement et l'opposition étant d'accord, la Chambre condamna la politique belliqueuse et s'engagea, malgré la protestation de M. Raboëck, à exclure de son programme toute discussion sur la question exté- Grande-Bretagne

rieure, afin de ne pas compliquer le rôle des plénipotentiaires au Congrès de Paris, accepté comme la meilleure solution de la question d'Orient.

Se dédommageant sur les affaires intérieures, le Parlement se mit en conflit avec le gouvernement sur une question de prérogative royale. Dans l'intention de renforcer l'élément judiciaire à la Chambre haute, afin d'augmenter sa compétence comme Cour d'appel et de fortifier l'autorité des décisions qu'elle avait à prendre en cette qualité, la Reine avait nommé le vieux sir James Parcke, chef d'une des Cours suprêmes du royaume, pair à vie sous le nom de lord Winsligdale. Sir James Parcke n'avait pas d'enfants et il était avéré qu'il ne pouvait en avoir. Le Parlement prétendit qu'une nomination de pair à vie excédait la prérogative royale; que, aux temps mêmes de l'absolutisme, ceux que les rois d'Angleterre honoraient d'un titre à vie n'avaient joui d'aucun droit législatif, c'est-à-dire qu'ils portaient leurs titres sans siéger au Parlement. Richard II, Henri V, Henri VIII, Charles II, Guillaume III, etc , avaient accordé des titres[1] à leurs vassaux, à leurs favoris et même à leurs frères, mais ces

1. Marquis de Dublin; les comtes de Glocester, de Cambridge, la duchesse de Portsmouth, la duchesse de Kindal.

titres ne donnaient pas aux titulaires le droit de siéger à la Chambre haute, à moins d'avoir un titre antérieur à la faveur royale. Après une discussion très vive, la victoire resta au Parlement et la reine renonça à réclamer pour lord Winsligdale le privilège de siéger. Alors les Chambres, pour témoigner que la discussion n'avait porté que sur une question de principe, chargèrent lord Derby, un des chefs de l'opposition, de demander immédiatement la nomination d'un comité pour examiner les moyens de remédier à l'insuffisance de la Chambre comme Cour d'appel. Cette fois encore, le caractère éminemment pratique des parlementaires anglais ressortit de ces débats qui, en mettant en conflit les deux premiers pouvoirs de l'État, n'avaient pas causé un seul instant d'émotion sérieuse.

On procéda ensuite à l'enquête sur les opérations de Sébastopol, ordonnée par le Parlement qui, après avoir absous les ministres, n'en avait pas moins envoyé sur les lieux une commission dont le rapport fut un véritable acte d'accusation contre le département de la guerre. Les faits relatés étaient les suivants : peu ou point d'approvisionnements, nulle distribution de combustibles malgré la rigueur de l'hiver; les hommes et les chevaux mal abrités, mal nourris, etc. Le

ministère, effrayé de ce rapport, cria à la calomnie et se hâta de nommer une contre-commission qui partit pour la Crimée. Prévoyant déjà à cette époque la prochaine conclusion de la paix, le cabinet espérait, et les circonstances prouvèrent qu'il ne se trompait pas, que l'affaire serait étouffée. Le gouvernement étudia ensuite l'affaire de Kars, où le général anglais Williams, après une résistance héroïque, s'était vu obligé de capituler, faute d'avoir reçu, disait-il, les secours qu'il avait inutilement réclamés, non seulement du gouvernement ottoman, mais de l'ambassade anglaise. L'enquête prouva qu'en effet lord Strattford de Radcliffe, opposé à la mission de Williams en Arménie, ne lui avait pas, malgré les ordres de lord Clarendon, prêté un appui suffisant. Lord Strattfort avait rendu de trop grands services pour qu'il ne fût pas impolitique de lui infliger un blâme aussitôt après la solution de la question d'Orient. On se contenta de récompenser magnifiquement le général Williams, auquel fut allouée une pension annuelle de vingt-cinq mille francs, et qui fut créé baronnet sous le nom de Williams Fenwick Williams of Kars. Voilà, on n'en disconviendra pas de la belle et bonne politique.

Le Congrès de Paris hâtait ses travaux. La

conclusion de la paix allait bientôt devenir un fait accompli. Le Parlement anglais, fidèle à son système de non-intervention, employa les derniers jours de la session, avant les vacances de Pâques, à discuter les dépenses de la guerre évaluées à quatre-vingt-un millions de livres sterling, chiffre énorme pour l'époque, qui fut néanmoins ratifié.

Quand le Parlement reprit sa session après Pâques, la paix était signée, et son mutisme volontaire n'avait plus de raison d'être. Quoique prévue et désirée, la paix laissait l'Angleterre dans une situation moins brillante que la France. L'opposition avait beau jeu pour interpeller le ministère. La dernière opération militaire, la prise de Kars, avait été un échec pour l'armée anglaise qui, en Crimée, n'avait eu dans la victoire que la petite part; on rendait Sébastopol à la Russie, ainsi que Kertch, Eupatoria; le traité ne contenait aucune garantie sérieuse contre le rétablissement des arsenaux; enfin, le ministère avait commis une faute en se laissant imposer, en matière maritime, le système des neutres et des blocus effectifs contraire au code maritime de l'Angleterre. Il y avait du vrai dans ces objections, mais, d'autre part, les avantages de la paix étaient tout aussi réels : la neutralisation

de la mer Noire, l'intégrité de l'Empire ottoman, principale cause de la guerre; la suppression du protectorat russe sur le Danube; la Turquie, la Suède garanties contre l'ambition du tsar.

Néanmoins, les lords Malmesbury, Colchester et Derby critiquèrent vivement le Congrès de Paris, mais le ministère, en présence des nouvelles difficultés surgissant à l'horizon, obtint un vote de confiance qui enterra toute discussion à ce sujet. Les événements revêtaient un caractère de gravité exceptionnelle et, si on n'y portait pas promptement remède, la Grande-Bretagne pouvait se trouver, à la fin de l'année, en guerre avec les États-Unis, la Perse et la Chine. D'autre part, des sourds bruits de révolte arrivaient de l'Inde.

Le gouvernement de Washington, ne pouvant obtenir de lord Clarendon le désaveu formel des enrôlements faits sur le territoire de l'Union, en dépit du droit des neutres, avait agi avec la brutalité ordinaire des Yankees. M. Crampton, ministre d'Angleterre, avait reçu ses passeports. Le Parlement ne jugea pas que ce fût là un « casus belli ». Le ministre d'Amérique ne fut pas expulsé par représailles, et si les relations entre les deux États s'aigrirent, elles ne furent pas définitivement rompues. La léga-

tion britannique à Téhéran attendait sur la frontière ottomane la solution du différend Mirza, après avoir obtenu du gouverneur anglais de Bombay, l'envoi de deux navires de guerre dans le golfe Persique. Quoique lord Palmerston eût déclaré aux Chambres que l'incident n'aurait pas d'autres suites, les événements donnèrent tort au premier ministre, car à la fin de l'année, l'Angleterre était en guerre avec la Perse.

En Chine, la situation était encore plus grave. Un bâtiment, naviguant sous pavillon anglais, avait été saisi à l'embouchure de la rivière de Canton par le mandarin Yeh. Le représentant de l'Angleterre, sir John Bawring, en exigea la restitution. Le mandarin répondit par un refus hautain. Bawring requit l'intervention de l'amiral Seymour, qui entra dans la rivière et, après avoir sommé inutilement Yeh de faire droit aux réclamations du représentant de la Grande-Bretagne, ouvrit le feu contre la ville de Canton, dont une grande partie fut brûlée. Cette nouvelle ne fut connue à Londres qu'en 1857.

En attendant, la conclusion de la paix avec la Russie, la solution pacifique du démêlé avec les États-Unis, l'assurance donnée par Palmerston, que le désaccord avec la Perse n'entraînerait aucune hostilité, avaient écarté momentanément toute

préoccupation extérieure, et le Parlement reprit ses travaux législatifs. La fin de la session de 1856 fut occupée par la discussion des bills sur l'instruction publique, l'armée et la justice. Un débat sur les affaires religieuses mit à jour une des plaies de l'Angleterre, l'intolérance du protestantisme. Après avoir voté l'observation stricte du repos dominical, que bien des Parlements avaient déjà ordonnée, comme pour maintenir le peuple dans cette coutume salutaire, mais fastidieuse, les Chambres adoptèrent, à la honte de l'Angleterre, la suppression du subside de 750,000 francs que l'État accordait au collège catholique de Megmuth en Irlande. L'église protestante en Irlande, qui ne représente qu'une infime minorité, jouissait d'un revenu de 17,000,000 garanti par l'État, tandis que le collège de Megmuth était la seule institution catholique subventionnée depuis de longues années. Les catholiques, obligés de payer de lourds impôts pour entretenir les riches sinécures du clergé protestant, ne pouvaient même obtenir la tolérance de leur culte. Les persécutions et les injustices, de quelque côté qu'elles viennent, sont préjudiciables à la cause qu'elles prétendent servir. Plusieurs taxes furent votées ou rejetées avec le même esprit d'intolérance, qu'on est étonné de trouver si vivace en Angleterre.

Avant de se séparer, le Parlement vota quatre bills de réforme : 1° bill tendant à organiser la police dans les comtés et les bourgs; 2° bill établissant une législation sur les sociétés commerciales et les compagnies par actions, qui en Angleterre comme en France prenaient une extension considérable ; 3° bill sur les tribunaux des comtés; 4° bill qui place sous l'autorité des amiraux le corps des gardes-côtes.

A la fin de la session, les nouvelles de l'Inde devinrent inquiétantes. La politique d'annexion, suivie pendant tant d'années par lord Dalhousie, avait excité de sourds mécontentements non seulement parmi les princes indous, mais au Parlement anglais. La spoliation dont le roi d'Oude venait d'être victime, avait retenti douloureusement dans tout l'Indoustan. Les peuples et les rajahs faisaient cause commune, et on commençait à douter, à Calcutta et à Bombay, de la fidélité des cipayes indigènes.

En même temps un conflit éclatait entre l'Angleterre et la Perse. Le départ de M. Murray amené par une cause d'une importance relative — la protection accordée par l'Angleterre au Persan Mirza — s'aggrava par l'envoi des troupes persanes contre la ville d'Hérat. Le cabinet de Asie.

Téhéran prétendait que Dost-Mohamed, émir de l'Afghanistan, concentrait des forces pour s'emparer d'Hérat, encouragé dans cette agression par l'Angleterre. La Perse était en droit de prévenir cette attaque en occupant la ville, dont les chefs, demeurés fidèles à l'autorité légitime, avaient régulièrement invoqué son assistance; l'Angleterre s'appuyait sur le traité de 1853 par lequel le schah s'était engagé à ne pas envoyer de troupes contre Hérat, à moins d'une occupation étrangère venant de Caboul. Or, cette occupation dont, à la connaissance du plénipotentiaire anglais, Dost-Mohamed n'avait jamais fait mention, ayant été gratuitement présumée, M. Murray prétendit que la Perse avait violé les traités, et requit du gouverneur général des Indes l'envoi d'une escadre dans le golfe Persique, et même, au besoin, d'un corps expéditionnaire. Le schah n'ayant pas consenti à évacuer Hérat occupé après plusieurs mois de siège et déclaré, contrairement aux traités, territoire persan, une armée anglaise de 8,000 hommes, sous le commandement du général Outram, débarqua le 9 décembre et s'avança sur Buchir, qui capitula après un engagement de quelques heures. Les hostilités étaient engagées, malgré les promesses de lord Palmerston qui avait espéré, effrayer

le gouvernement persan par une simple démonstration.

Cependant le schah, inquiet des conséquences de son coup de tête, voyant que la paix était conclue en Europe, envoya Férukh-Khan à Londres pour négocier un arrangement. A son passage à Constantinople, Férukh-Khan essaya inutilement de s'entendre avec l'ambassadeur anglais, et continua son voyage. Reçu à Paris par Napoléon III, il lui parla des affaires qui l'amenaient en Europe. L'empereur des Français offrit sa médiation qui fut acceptée avec empressement. Napoléon devenait ainsi peu à peu l'arbitre des destinées du monde.

Les affaires de Chine s'aggravaient. La faiblesse des autorités de cet Empire, troublé par une révolution prolongée, mettait souvent les commandants des escadres européennes dans la nécessité de se faire respecter par la force; cependant, le bombardement de Canton, motivé par un grief de peu d'importance, car il fut prouvé que le navire saisi appartenait à des Chinois voyageant sous pavillon anglais, avait été sévèrement jugé par les représentants de quelques puissances. On accusa Seymour d'avoir commis un acte de piraterie en tirant sur une ville inoffensive. Seymour répondit qu'il avait concentré le feu sur la partie

de la ville habitée par les mandarins; toutefois, par égard à la protestation des consuls des États-Unis et des villes hanséatiques, acceptant d'ailleurs provisoirement la demi-satisfaction donnée par le mandarin Yeh qui rendit les matelots arrêtés, sans toutefois accorder les excuses exigées, il quitta Canton avec son escadre et retourna à Hong-Kong, tout en déclarant qu'il en référerait à Londres. Aussitôt après son départ, l'hostilité contre les Européens éclata. Les confondant dans une haine commune, les Chinois insultèrent les pavillons de toutes les nations indistinctement, et même celui des États-Unis, quoique le consul américain eût censuré la conduite de l'agent britannique. Le commodore Armstrong, commandant l'escadre américaine, agit alors avec la même vigueur que Seymour; seulement, au lieu de bombarder Canton, il attaqua et prit les forts détachés qui protégeaient l'entrée des fleuves. Les mandarins promirent la somme de 10 livres sterling (250 francs) à tout Chinois qui couperait la tête à un Anglais, et Yeh déclara que la turbulence des Anglais, seuls responsables de l'effervescence des passions du peuple — indigné du bombardement de Canton, ne pouvant d'ailleurs distinguer les Anglais des autres barbares, et décidé à exter-

miner tous les Européens, — l'obligeait à avertir les consuls que l'autorité se reconnaissait impuissante à protéger contre la colère de la populace les négociants établis, et à conseiller à ceux-ci de s'éloigner de la ville. Le vice-consul de France en référa à son supérieur, M. de Courcy, consul à Macao (M. de Bourboulon était en congé), l'assura que l'affaire prenait un caractère préjudiciable au commerce, et demanda s'il n'y aurait pas lieu de faire une démonstration propre à effrayer les mandarins. Après correspondance entre M. de Courcy et Yeh, qui n'aboutit à aucun résultat, — le vice-roi de Canton, se dérobant à toute explication, et, rejetant la responsabilité sur Seymour, — l'amiral Guérin, commandant la station navale française, envoya dans la rivière de Canton la frégate "*la Virginie*" avec un commissaire chargé de traiter avec Yeh. Les Chinois, enhardis par le départ de Seymour et la facilité avec laquelle le commodore Armstrong avait accepté une satisfaction insuffisante, refusèrent d'entrer en pourparlers avec le commissaire français, et renouvelèrent aux Européens le conseil de quitter Canton. Alors MM. Guérin et de Courcy recueillirent à bord de "*la Virginie*" quelques négociants français et quittèrent la rivière, en annonçant à sir John Bawring, après lui avoir exprimé toutes

leurs sympathies, que, pour la conduite à tenir ultérieurement, ils en référeraient à Paris, comme il en avait lui-même référé à Londres. A la fin 1856, la plupart des Européens avaient quitté Canton, et les commandants des escadres attendaient à Hong-Kong et à Macao les instructions de leurs gouvernements respectifs. Cette situation semblait cependant spéciale à Canton, car dans les autres villes ouvertes aux Européens, les opérations commerciales continuaient sans aucune entrave, et à Schanghaï le gouvernement de Pékin traitait en alliés ces mêmes Européens qu'il essayait d'exterminer à Canton.

La guerre entre les Taïpings et la dynastie tartare, de plus en plus acharnée, car les rebelles étaient maîtres de Nankin où Tien-Ti avait établi son quartier général, avait causé une grande émigration de Chinois qui s'embarquaient par milliers pour travailler, en qualité de coolies, en Malaisie, aux Indes, et surtout en Californie. Les Européens n'étaient pas parvenus à franchir la Grande-Muraille, mais les Chinois transigeaient, dans la mesure la plus large, avec l'ancienne loi qui les oblige à ne pas quitter le sol de l'Empire du Milieu. Étrange situation d'un État partagé en deux par la guerre civile, en hostilité avec les Européens sur un point de son

territoire, allié de ces mêmes Européens sur les autres points, refusant au commerce du monde un libre accès, tout en autorisant une émigration qui, dans tout autre pays, eût paru inquiétante! Là aussi, le vieux monde se disloquait!

Le Japon marchait à grands pas vers une modification de son système politique, car un traite avec la Hollande donna de nouvelles facilités au commerce de cette nation à Nagasaki et dans d'autres ports. Le Japon, comme la Chine, s'ouvrait aux idées nouvelles. Des faits analogues eurent lieu en Indo-Chine. Le traité négocié par sir John Bawring entre le roi de Siam et la Grande-Bretagne, fut officiellement notifié à Bangkok le 5 avril. Quelques mois après, le 15 août, M. de Montigny, envoyé français, débarquait à Bangkok. Le rapport de M. de Montigny représente le roi de Siam comme un monarque magnifique et très civilisé, parlant anglais et latin, et ayant ajouté à tous ses titres celui de professeur de langues. Enfin le roi des Birmans, après avoir conclu la paix avec la Compagnie des Indes, envoya une ambassade à l'Empereur des Français, pour établir des rapports entre les deux pays.

La guerre entre le Népaul et le Thibet est entrée, en 1856, dans sa période la plus aiguë.

Yung-Bahadour envahit le territoire ennemi, et livra bataille à Shigat-Zougar, sur la rivière Sampoo. Les Thibétiens défaits ont perdu 15,000 hommes tués ou blessés. Malheureusement les renseignements sont très incomplets et personne en Europe ne pouvait déterminer exactement la situation des deux armées.

Afrique. Quoique les explorateurs engagés dans les contrées du centre de l'Afrique n'aient pas envoyé, en 1856, de renseignements nouveaux, les bruits recueillis sur les frontières du Soudan, du Sahara et du désert austral n'étaient pas alarmants pour la vie de ces voyageurs, qui paraissaient avoir pénétré très avant dans les terres.

L'aventure du prince Adalbert de Prusse a amené entre la cour du Maroc et l'Allemagne quelques pourparlers qui n'aboutirent pas. En revanche les Anglais, plus au courant que les puissances continentales des affaires marocaines, profitèrent de la crainte que ressentait Muley-Abderramann, d'une complication à ce sujet, pour obtenir un traité de commerce avantageux, signé le 6 décembre à Tanger par M. Drummont-Hay, consul général.

Les colonies françaises jouissaient d'une paix relative. Presque toute l'Algérie était soumise,

et on commençait à défricher et à coloniser. Seule la Kabylie résistait, comme elle avait résisté à la domination turque. L'agitateur El-Hadji-Amor cherchait à soulever les populations contre les nouveaux conquérants. Quelques incursions des Kabyles sur le territoire français furent sévèrement châtiées.

La situation du Sénégal s'améliorait rapidement sous l'administration du colonel Faidherbe. Les colonies anglaises poursuivaient, elles aussi, le cours de leur développement pacifique.

Les États-Unis du Nord payaient leur tribut à l'anarchie démocratique. Anarchie légale dans toute l'étendue du territoire pour l'élection du président, anarchie illégale au Kansas, en Californie ; anarchie au sein du Congrès: tel est le bilan de l'Union pour l'année. La faiblesse du gouvernement de M. Pierce porta des fruits amers : échecs extérieurs; dispute sur l'esclavage arrivée à un tel diapason, que la scission entre le Sud et le Nord devenait inévitable; enfin, décomposition intérieure de cette fédération qui pendant tant d'années avait témoigné l'ambition d'englober les deux Amériques. Amérique.

Les troubles au Kansas dégénérèrent en guerre civile. Le 16 janvier ayant été fixé pour la no-

mination de divers fonctionnaires, dans certaine maison située non loin de Leavenworth, les esclavagistes tentèrent de s'emparer de cette maison et d'empêcher ainsi le vote, mais ils furent repoussés et le vote eut lieu. Après avoir essayé sans plus de succès d'enlever les urnes, ils assaillirent les fonctionnaires élus, dont un des plus considérables, Brown, fut tué. En présence de ces faits, Pierce réclama du Congrès l'autorisation d'employer les troupes fédérales pour maintenir l'ordre au Kansas. La discussion du projet fut orageuse au Sénat: les partisans de l'ordre, MM. Seward, Hale, Summer, parlèrent en faveur de l'intervention du gouvernement central, mais MM. Douglas et Buttler soutinrent l'opinion opposée avec une violence inouïe.

— Nous voulons vous dompter! cria Douglas à M. Summer, abolitionniste.

Et comme celui-ci qualifiait en riant son contradicteur de don Quichotte de l'esclavage, Douglas lui cracha au visage. Alors, au sein même du Congrès, une rixe s'éleva. Les députés esclavagistes se ruèrent sur Summer qui, accablé de coups de canne sur la tête, fut emporté évanoui. Les Chambres ne consentirent pas à autoriser le président à intervenir avec les troupes fédérales, mais nommèrent une commission de trois mem-

bres pour vérifier les faits et décider de la validité des élections. Cette commission arriva sur les lieux au moment le plus aigu de la guerre civile. Des bandes de Missouriens en armes battaient le pays, et chaque jour amenait des rencontres sanglantes entre abolitionistes et esclavagistes. Pendant ce temps, le Kansas attendait sa constitution, et la question de l'esclavage restait en suspens.

En Californie, des faits analogues se produisaient mais dans des circonstances différentes. La découverte des mines d'or avait fait de ce pays le rendez-vous des aventuriers du monde entier, auteurs journaliers d'attentats contre la vie et la propriété des individus, que la justice régulière, exercée d'ailleurs par des magistrats d'une insuffisance notoire, était impuissante à réprimer. Le jury, chargé de statuer sur la culpabilité des criminels de droit commun, s'était montré, à plusieurs reprises, d'une indulgence scandaleuse; la population de San-Francisco réclamait, à grands cris, une sévère pénalité contre les voleurs et les assassins dont le nombre augmentait, et le mécontentement était à son comble. L'acquittement de l'assassin du général Richardson, un bandit nommé Cora, mit le feu aux poudres. Les citoyens de San-Francisco formèrent

parmi eux un comité de vigilance pareil à celui qui avait gouverné le territoire avant son entrée dans l'Union et qui, dans les temps troublés de la domination mexicaine et de la découverte des mines d'or, était chargé d'appliquer la célèbre loi de Lynch (œil pour œil, dent pour dent, sang pour sang). Ce comité entra en lutte avec le pouvoir judiciaire établi, en déclarant qu'à l'avenir il ferait justice des meurtriers. L'occasion ne tarda pas à se présenter. Deux journalistes, MM. King et Cosey, s'étant mutuellement insultés dans leurs journaux; Cosey rencontra dans la rue King, le tua d'un coup de revolver et, averti de l'intention du comité de vigilance de faire justice sommaire de tout meurtrier, se mit sous la protection des autorités régulières en se constituant prisonnier. Le même soir, trois mille hommes, commandés par trois membres du comité, forcèrent les portes de la prison, s'emparèrent de Cosey et, par la même occasion, de Cora, et les pendirent, séance tenante, l'un et l'autre. Le comité entra, dès lors, en conflit ouvert avec le pouvoir judiciaire. Un juge, M. Terry, ayant tué un de ses ennemis, fut pris et immédiatement exécuté. Puis, s'étant déclaré en permanence, le comité de vigilance rechercha les auteurs des assassinats commis impunément

dans le cours des deux dernières années. Ceux qui purent être retrouvés furent mis à mort. Après avoir, pendant trois mois, fonctionné régulièrement, et, il faut le reconnaître, rétabli quelque peu l'ordre et la sécurité, le comité se déclara dissous, à charge de se réunir de nouveau si les circonstances l'exigeaient. Cette terrible leçon, donnée au pouvoir judiciaire, n'émut pas outre mesure le gouvernement central, qui refusa de se mêler des affaires intérieures d'un État autonome. Dans cette circonstance, l'anarchie, par une étrange anomalie, produisit quelque bien. La terreur inspirée par le comité de vigilance rendit San-Francisco à peu près habitable.

La commission envoyée au Kansas, en présence d'une révolution presque générale, conclut à la nécessité de former un nouveau gouvernement et de l'autoriser à employer les troupes fédérales pour maintenir l'ordre. M. Geary, nommé gouverneur du Kansas, en remplacement du titulaire trop connu pour ses opinions abolitionnistes, fit saisir les abolitionnistes étrangers, entrés en armes sur le territoire de Kansas, et les dirigea sur l'Yowa, tandis qu'il prenait la même mesure à l'égard des esclavagistes qu'il renvoya dans le Missouri. Délivrées

de ces éléments étrangers, les populations du Kansas déposèrent spontanément les armes. Mais rien n'était résolu et l'avenir apparaissait sous des couleurs sombres.

Au Nicaragua, Walker se croyant reconnu par M. Pierce, destitua Rivas et se fit élire lui-même président de la République. Rivas, furieux d'avoir été supplanté, leva l'étendard de la révolte, et Pierce le reconnut en qualité de belligérant, atténuation bizarre de la reconnaissance faite en faveur de Walker, lequel se trouva ainsi aux prises avec les Costa-Riqueens, Rivas et presque toutes les républiques du Centre. Le hardi aventurier lutta avec une énergie indomptable, fusillant ceux qui tombaient entre ses mains, gouvernant despotiquement le pays qui le reconnaissait pour chef et bataillant contre tous ses ennemis, avec des alternatives de revers et de succès; tantôt délogé de Grenada, tantôt maître de la capitale, qu'il finit par quitter, après l'avoir entièrement brûlée. Le gouvernement de Pierce l'abandonna définitivement en novembre, quand Walker eut annoncé son intention, au cas où il serait forcé de quitter le Nicaragua, de tenter une expédition contre Cuba; ce qui sembla indiquer l'adoption, vis-à-vis de l'Espagne, d'une politique de conciliation, à laquelle les Yankees

n'avaient pas habitué l'Europe. Tout récemment encore, à la demande d'adhésion au règlement du droit maritime voté par le Congrès de Paris, M. Marcy, ministre des affaires étrangères, avait répondu par un refus, en ajoutant que la décision du Congrès était contraire aux véritables intérêts des États-Unis. En Chine, dans l'affaire du Sund, partout, l'Union séparait résolument sa politique de celle des puissances européennes, et l'expulsion de M. Crampton, à la suite de l'affaire des enrôlements, témoignait de la mauvaise volonté que les Américains ne négligeaient en aucune occasion de montrer à l'Europe. La modération du gouvernement anglais avait ajourné seule un conflit entre les deux pays.

Aussitôt après le vote d'intervention fédérale dans le Kansas, obtenu avec peine par le président Pierce, malgré l'avis favorable de la commission envoyée sur les lieux, le Congrès se sépara et la période électorale fut ouverte. Quatre candidats étaient en présence, MM. Buchanan, Donglas, Fillmore et le colonel Fermond. Pierce, se rendant compte de son impuissance, reconnaissant que sa popularité n'avait pas survécu à sa déplorable administration, parut se désintéresser de la lutte et se contenta d'agir officieusement en faveur du candidat démocratique,

Buchanan. Les républicains choisirent Fermond, célèbre par ses aventures en Californie; les radicaux, Donglas, dont la violence était proverbiale; enfin les « Know-Nothing » mirent en avant la candidature de M. Fillmore, président constitutionnel (c'est-à-dire ayant exercé la présidence en qualité de vice-président). La lutte fut ardente; les candidats s'invectivèrent pendant trois mois. Le colonel Fermond, surtout, fut attaqué de la façon la plus violente. Les élections partielles des fonctionnaires dans divers États et celles des membres du Congrès prouvèrent bientôt que le parti démocratique triompherait. En effet, M. Buchanan fut élu le 4 novembre et le Congrès se réunit le 2 décembre.

C'était l'année de courte session et les pouvoirs de Pierce continuaient, Buchanan ne devant entrer en fonctions qu'en 1857, année de grande session. Pendant cet interrègne, qu'il est d'usage de consacrer exclusivement aux affaires courantes, un incident judiciaire, ayant trait à l'esclavage, produisit une vive impression non seulement en Amérique, mais en Europe. Dreed-Scott, nègre esclave d'un chirurgien du Missouri, fut amené par son maître au fort Sulling, localité qui, selon le compromis Clay, séparait les États libres des États à esclaves. Revenu à Saint-Louis, Scott

proposa à son maître de se racheter et, sur le refus de ce dernier, l'attaqua devant les tribunaux, en alléguant que son séjour sur un territoire libre l'avait émancipé. Le procès durait depuis des années sans aboutir, lorsque, pendant les élections présidentielles, les abolitionnistes s'en emparèrent et le portèrent devant la Cour suprême des États-Unis. La sentence rendue par cette Cour débouta Scott de ses prétentions; attendu que les nègres n'étaient pas reconnus citoyens par la loi fédérale, et les esclaves, au contraire, étaient reconnus comme une propriété que les maîtres pouvaient conserver ou abandonner selon leur volonté. Comme un habitant du Sud avait la faculté de s'établir avec sa propriété partout où il le jugerait convenable, l'autorité n'avait pas à rechercher si cette propriété se trouvait être un esclave. Enfin, quant au fait de *séjour sur un territoire libre*, la Cour suprême déclara que le Congrès, n'ayant pas le droit d'introduire l'esclavage dans les territoires, n'avait pas davantage celui de l'abolir dans les États où il existait, et ne pouvait conférer à un territoire un droit qu'il ne possédait pas lui-même.

Cet arrêt tranchait définitivement cette question des esclaves fugitifs, qui, depuis si longtemps,

séparait les partis. Les abolitionnistes étaient vaincus. Tout leur manquait à la fois et leurs défaites ne se comptaient plus; l'élection présidentielle, au Kansas, au Congrès, devant la justice. L'esclavage paraissait indéracinable de la libre Amérique.

Le désordre au Mexique ne souffrait jamais d'interruption. A peine Comonfort eut-il été installé, et le décret convoquant les Cortès constituantes promulgué, que deux pronunciamientos éclatèrent, un à Puebla, où le parti conservateur s'insurgea sous la direction de M. Haro y Tamariz, l'autre à Nueva-Léon, où le général Vidaurri se prononça contre la convocation des Cortès constituantes. Comonfort, s'étant déclaré démocrate *pur*, et, pour complaire au parti avancé, ayant fait main basse sur les biens du clergé, se trouva en fonds, situation rare pour un président du Mexique, et réunit une armée de 10,000 hommes, dont il confia le commandement à l'Italien Ghilardi, qu'il accompagna lui-même avec un trésor relativement considérable. Dans une bataille livrée sous les murs de Puebla, Ghilardi fut vaincu et tué, mais l'or du président répara l'échec de ses soldats. Tandis que les troupes de Haro rentraient triomphantes à

Puebla, Comonfort négociait avec les conservateurs à beaux deniers comptants. L'histoire de ces pays fourmille de telles anomalies, que l'historien croit parfois écrire un roman. L'armée victorieuse se rendit à l'armée vaincue. Quelques jours après sa défaite, le président entrait à son tour dans Puebla, qui avait capitulé, et Haro fuyait. Comonfort retourna à Mexico après s'être fait décerner le titre de pacificateur, quoiqu'il n'avait rien pacifié, Vidaurri persistant à invoquer le plan d'Ayutla et à lui disputer le pouvoir. Pendant toute l'année, le président lutta contre un compétiteur qui, pour s'assurer la fidélité de deux États, la Nueva-Léon et Coahuila, décréta leur indépendance. C'était une scission complète. Le Congrès constituant, ouvert le 6 février, proclama Vidaurri traître et rebelle. Comonfort réunit de nouvelles troupes, mais, manquant cette fois d'argent et ne pouvant vaincre son rival, il se décida, d'accord avec le Congrès, à entamer des négociations. Un traité de paix, signé à la Cuerta de los Montos, sanctionna la soumission des rebelles; les soldats de Vidaurri furent licenciés, mais l'armée présidentielle ne put entrer à Monterey, et les deux États (Nueva-Léon et Coahuila) consentirent à reconnaître le gouvernement de Mexico

seulement à titre provisoire, en attendant l'expression du vœu des populations convoquées, à cet effet, à un plébliscite.

Le triste état dans lequel se trouvait le pays autorisa le chef du corps diplomatique à Mexico, à la réception du 1er janvier 1857, d'adresser à Comonfort ces paroles sévères :

« Nous voudrions pouvoir vous féliciter sur
» l'état de prospérité de la République. Mais,
» puisqu'il n'en est pas ainsi par suite des cir-
» constances critiques que traverse le pays, nous
» nous flattons que Votre Excellence remplira ses
» devoirs élevés en prenant des mesures pour que
» la justice et l'ordre soient respectés, et qu'on
» ne voie plus se reproduire ces tristes scènes. »

Le chef du corps diplomatique faisait allusion, dans ce discours, aux massacres dont, sur différents points, les Espagnols avaient été victimes, à la nouvelle de l'apparition d'une escadre dans la baie de Véra-Cruz. On se souvient sans doute des difficultés qui s'étaient élevées entre les cabinets de Madrid et de Mexico pour le règlement des indemnités dues aux sujets de la reine Isabelle.

Anarchie plus profonde encore dans l'Amérique centrale; ici tout convergeait autour du redou-

table aventurier dont nous avons déjà parlé dans notre chapitre sur les États-Unis. William Walker, plein de mépris pour cette race indo-espagnole dépourvue d'énergie et de patriotisme, avait chassé Patricio Rivas qu'il avait élevé à la présidence quelques mois auparavant, et s'était fait élire à sa place. Les États du Centre, Salvador, Guatemala et Honduras, se liguèrent alors avec Costa-Rica contre lui; dans Nicaragua même, Rivas, le président spolié, leva l'étendard de la révolte. Malheureusement pour ces peuples gangrenés avant leur formation, chacun des pays ligués trouva des ambitieux qui voulurent profiter de la guerre pour s'emparer du pouvoir; à Costa-Rica, un certain Costea se révolta contre Mora; à Nicaragua, Patricio Rivas eut à lutter non seulement contre Walker, mais contre deux autres prétendants qui surgirent au milieu du chaos. Profitant de ces dissensions avec une habileté digne d'une meilleure cause, Walter se multiplia et ayant reçu un renfort de 3 à 400 Yankees, battit les confédérés à Grenada et devint plus puissant que jamais. Mais l'ancienne Compagnie de transit à la tête de laquelle se trouvait M. Vanderbitt, mécontente de l'aventurier qui avait annulé sa concession, aida les Costa-Riquéens à se saisir des bateaux à vapeur que Walker avait

sur le lac de Nicaragua, et qui constituaient son unique moyen de communication avec les Etats-Unis. Au même instant un réfugié cubain, envoyé par Walker en mission à Londres, livra à la publicité, par vengeance ou trahison, toute sa correspondance. Or, cette correspondance contenait un traité par lequel les deux bandits s'engageaient à ne reculer devant aucun moyen pour s'emparer de Cuba, et il ressortait clairement des lettres de Walker que celui-ci n'était nullement disposé à faire hommage de la colonie espagnole aux Américains, qu'il traitait assez cavalièrement.

« Cuba, disait-il, doit être libre, mais pas pour » les Yankees ! Oh ! non, cette belle contrée n'est » pas créée pour ces barbares Yankees ! Qu'est-ce » que les chanteurs de psaumes feraient de cette » île ? »

La publication de ces papiers perdit l'aventurier, car non seulement le gouvernement de Pierce, mais les sudistes eux-mêmes qui jusque-là avaient cru qu'il leur était fidèle, l'abandonnèrent. Sans argent, sans alliés, sans moyens de ravitaillement, Walker se trouva bientôt entouré de tous côtés par l'armée des républiques du centre.

La session du Parlement vénézuélien, ouverte le 20 janvier, fut assez calme. Les Monagas étaient d'ailleurs parvenus à se rendre complète-

ment maîtres de la situation, et l'opposition ne pouvait presque plus lutter avec eux. Pour complaire à Tadéo Monagas, le Congrès vota un décret ainsi conçu :

1° Les Congrès futurs ont tout pouvoir pour procéder à la réforme générale de la constitution en observant les formalités nécessaires à la confection des lois.

2° La réforme s'effectuera quand le peuple le demandera et quand la Chambre actuelle aura été renouvelée en entier.

Ce décret voté, le Congrès procéda à la clôture de ses travaux et Monagas annonça l'ouverture de la période électorale, après avoir demandé au Parlement qui se séparait, une dernière preuve d'obéissance, l'élection de son gendre à la vice-présidence.

Avec l'avènement du parti conservateur qui vit son succès s'affermir par l'élection d'un de ses chefs, Marius Ospina, élu vice-président contre le général Mosquera, la Nouvelle-Grenade jouit d'une accalmie. Cette accalmie sera-t-elle de longue durée, et les conservateurs sauront-ils mieux gouverner que les démocrates ? Il est permis d'en douter, surtout en présence de l'infime majorité obtenue par M. Ospina. A l'extérieur, une rixe sanglante entre noirs et Yankees dans l'isthme de

Panama, créa au gouvernement de Bogota des difficultés avec les États-Unis.

L'expiration des pouvoirs d'Urbina nécessitait l'élection, en Équateur, d'un président, et Urbina, selon la constitution, ne pouvait se représenter. Le nouvel élu, M. Robbes, appartenait à la même nuance démocratique que son prédécesseur, qui lui céda le pouvoir sans protestation, en se contentant de prémunir une dernière fois la nation et le gouvernement contre les tentatives de Florès, devenu l'épouvantail des démocrates.

L'accord n'ayant pu se faire à Lima entre Castilla et le Congrès constituant, les deux pouvoirs établis se déclarèrent la guerre. Sur ces entrefaites la fièvre jaune éclata. Les députés votèrent alors la translation du Parlement dans un endroit plus salubre, et une augmentation de leur salaire pour frais de déménagement. Cette étrange preuve de patriotisme et de courage diminua singulièrement le prestige du Parlement, et augmenta celui de Castilla qui ne quitta pas la capitale. L'épidémie ayant cessé, les députés revinrent à Lima, avec une constitution toute prête, qu'ils avaient élaborée pendant leur villégiature officielle et qu'ils promulguèrent en octobre. Cette constitution, très imparfaite, hérita du mépris que ses auteurs avaient inspiré

à leurs commettants. Cependant l'ex-président Echenique, revenu des États-Unis où il s'était refugié après sa défaite sous les murs de Lima, s'était entendu avec un prétendant à la dictature, le général Vivanco. Les deux compétiteurs s'unirent contre le gouvernement; une partie de la flotte se prononça en leur faveur; la ville d'Arequipa s'insurgea derechef et Castilla, en présence de cette rébellion, crut de bonne politique de se rapprocher du Congrès, afin de faire plus facilement face à ses adversaires. Alors les provinces, mécontentes de la constitution, se révoltèrent l'une après l'autre. Bientôt le gouvernement de Lima se trouva dans une aussi mauvaise passe que celui qu'il avait renversé. Le 31 décembre Vivanco apparut avec la flotte insurgée dans le port de Callao. Castilla, sans un navire à lui opposer, sollicita des puissances étrangères le secours de leurs forces navales, en compensation de la reprise du paiement des intérêts de la dette, suspendus pendant la révolution. Ainsi, un an après avoir vaincu Echenique, Castilla se voyait presque à sa merci. Par un revirement incroyable partout ailleurs qu'en Amérique, la ville d'Arequipa qui s'était prononcée pour Castilla en 1855, était la première à s'insurger contre le président de son choix.

La présidence de M. Jorge Cordoba en Bolivie ne différait en rien de celle de son prédécesseur Belzu : même mécontentement général, mêmes conspirations, même anarchie. L'historien ne saurait suivre ces acteurs d'une scène trop petite pour le cadre qu'il s'est tracé.

Au Chili, Montt, réélu presque sans opposition, modifia aussitôt son ministère, qu'il prit en entier dans le parti conservateur. Cette modification fut une source de troubles ultérieurs, car on prétendit que Montt n'avait aucune raison plausible pour se séparer de ses anciens collaborateurs, et on l'accusa de s'entourer de jeunes gens afin d'exercer le pouvoir sans contrôle. Mais ces accusations ne se produisirent qu'en 1857. La réélection du président ne souleva aucune protestation immédiate, les radicaux eux-mêmes reconnaissaient que personne ne pouvait mieux conduire les affaires d'un pays dont la prospérité excitait l'admiration autant que la jalousie de ses voisins.

Les traités dénoncés par Urquiza, la république Argentine se retrouva partagée en deux fractions : d'un côté les huit provinces, c'est-à-dire, la force numérique ; de l'autre, Buenos-Ayres, c'est-à-dire les intérêts matériels, la ville florissante du Sud, surnommée « l'Athènes » du Nouveau Monde. Les deux gouvernements, dans l'intention louable

d'épargner une effusion inutile de sang, firent trêve d'un commun accord en transportant la lutte sur le terrain diplomatique et commercial. Comprenant les avantages que créait à Buenos-Ayres sa situation maritime exceptionnelle, Urquiza essaya de l'en priver par des lois qui, en fermant les ports intérieurs du Rio de la Plata, préjudiciaient au commerce de l'ancienne capitale. Buenos-Ayres, de son côté, s'étant aperçue que les puissances étrangères avaient plus de considération pour le gouvernement de Parana que pour le sien, s'efforçait, au moyen de concessions faites à ces puissances, de les gagner à sa cause et de ruiner ainsi le prestige d'Urquiza. En présence de cette scission préjudiciable aux intérêts européens, la plupart des plénipotentiaires accrédités tentèrent de faciliter un rapprochement. M. Chule, envoyé anglais (après avoir obtenu satisfaction d'un léger dommage), entra en pourparlers avec les deux gouvernements, et les trouva également disposés à un accord. Le principal obstacle était la haine portée par la ville de Buenos-Ayres à la personnalité d'Urquiza, dont on connaissait la résolution hautement exprimée de ne se retirer qu'après avoir réduit Buenos-Ayres à l'impuissance de tyranniser les autres provinces.

— Je suis prêt à quitter le pouvoir, avait dit Urquiza. Mais je ne veux pas que Buenos-Ayres joue aux Rosas. Qu'on me garantisse l'impossibilité d'une dictature pareille à celle de ce sauvage, et ma personnalité disparaîtra.

Il était difficile de suspecter la parole d'un citoyen dont le patriotisme était reconnu, même par ses ennemis, et qui après avoir délivré la République de la tyrannie de Rosas, n'avait jamais songé à la continuer.

Le départ des troupes brésiliennes et la renonciation par la république Argentine à l'étrange prétention de Rosas d'obtenir Montévidéo, sous prétexte que cette ville et son territoire avaient appartenu à la province espagnole de Buenos-Ayres, parurent ouvrir pour l'Uruguay une série de jours plus tranquilles. Il n'en fut rien. Aussitôt après le départ des Brésiliens, les discussions intestines éclatèrent. Les deux généraux Oribe et Florès, unis contre le gouvernement qu'ils venaient de terrasser, ne voulurent ni l'un ni l'autre de la présidence et firent élire M. Pereira, riche propriétaire foncier. Celui-ci, se croyant peut-être plus populaire qu'il ne l'était en réalité, se lassa promptement de l'impérieuse protection des généraux. D'accord avec Oribe, il se débarrassa de Florès, puis il se sépara d'Oribe qui parut ac-

cepter sa disgrâce avec soumission et s'éloigna de Montévidéo. Pereira resta seul, sans protecteurs, il est vrai, mais aussi sans armée, car les généraux, en partant, avaient emmené ou licencié leurs troupes.

Au Paraguay, les intentions de Lopez se trouvaient paralysées par les exigences des gouvernements européens, dont les représentants récemment installés à l'Assomption, voulaient, sans comprendre combien il est difficile de civiliser un pays tenu si longtemps en charte privée, obtenir les mêmes prérogatives que dans des contrées moins arriérées. Obligé de concilier ses projets relativement libéraux avec les exigences résultant de la nouvelle situation du pays, Lopez ne pouvait admettre les prétentions des chargés d'affaires et se trouvait chaque jour en conflit avec quelqu'un d'entre eux. Quand le plénipotentiaire français ne réclamait pas contre la mauvaise situation faite à ses nationaux à la Nouvelle-Bordeaux, c'était le consul d'Angleterre qui protestait contre un décret de Lopez, déclarant citoyen paragayéen tout enfant né au Paraguay ! La France eût dû comprendre, cependant, qu'un gouvernement ne saurait garantir le bien-être des colons établis sur son territoire, et l'Angleterre, — au

lieu de railler les prétentions de Lopez, qui opposait à la loi anglaise d'après laquelle était sujet anglais tout enfant né de parents anglais sur un territoire étranger, son propre décret contraire à cette loi, — aurait dû se souvenir du vieux proverbe : « Charbonnier est maître chez lui. » Les embarras suscités à Lopez par les gouvernements qui avaient intrigué pour avoir des représentants à l'Assomption, firent douter le président de l'excellence de son système, au souvenir de la paix profonde qui régnait sous la dictature de Francia, alors que le Paraguay vivait isolé du monde entier. Aussi Lopez en vint-il à se demander lequel des deux partis il devait prendre : revenir aux errements de Francia, ou abdiquer le pouvoir. Par des exigences exagérées, eu égard à la situation exceptionnelle de ce pays, l'Europe risquait de réintégrer au Paraguay un régime rétrograde et d'en détourner la civilisation.

La paix profonde dont jouissait le Brésil ne fut pas troublée. Un grave événement eut lieu cependant en 1856. Le marquis de Parama, président du conseil des ministres, mourut. C'était un des hommes les plus éminents de l'Amérique. L'Empereur le remplaça à la présidence du conseil par le marquis de Caxias, ministre de la guerre, qui modifia quelque peu le cabinet. Le

nouveau ministère allait procéder aux élections générales pour 1857.

De retour à Port-au-Prince après sa déplorable expédition à Saint-Domingue, Soulouque se vengea de sa défaite en terrorisant ses malheureux sujets, jusqu'au moment où la présence d'un navire européen dans le port, le força à changer d'allure et à user d'hypocrisie. C'est ainsi qu'on trouva le général Célestin la gorge coupée dans un cachot, sans qu'il eût été préalablement jugé. Soulouque prétendit que le général s'était fait justice lui-même. Puis, passant brusquement du tragique au grotesque, il décréta d'absurdes règlements contraires aux intérêts des villes de son empire, fonda des ordres de chevalerie (Sainte-Marie-Madeleine et Sainte-Anne) et modifia les règles du blason de sa noblesse noire. La situation en était arrivée à ce point, que M. Delva, comte de la Petite-Rivière de Dalmarie, envoyé auprès de Napoléon III et en congé à Haïti, n'osait quitter le paquebot français à bord duquel il se trouvait en rade de Port-au-Prince, de crainte de se trouver à la merci du très clément Empereur.

Il fut heureux pour la République dominicaine, que la leçon infligée à Soulouque ait eu lieu en 1855, car en 1856, malgré la victoire

remportée, Santana, accusé de conspirer avec les Yankees l'annexion de la République aux États-Unis du Nord, donna sa démission et se fit remplacer par le général Regla-Motta. Le parti espagnol mit alors en avant la candidature de l'ancien président Baëz, exilé. Bientôt l'opinion publique se déclara pour ce dernier, mais comme Santana, après avoir quitté le pouvoir, s'était fortifié dans sa maison de campagne et qu'on le craignait, on voulut amener son successeur à une réconciliation que Santana accepta de bonne grâce, quand on lui eut persuadé que le parti espagnol voulait empêcher les Yankees de s'emparer de San-Domingo.

— Je les exècre autant que vous, aurait-il répondu... Vous faites bien de veiller au salut de la République, et je consens à me réconcilier avec Baëz; mais je veille à mon tour, car je ne veux pas plus d'Espagnols que d'Américains!

La réconciliation opérée, Baëz fut élu vice-président. Pour échapper à la responsabilité, Regla-Motta résigna le pouvoir, et en octobre, Baëz fut déclaré président de la République dominicaine. Le gouvernement espagnol, qui, à la suite de quelques difficultés avec Santana, avait envoyé une escadre devant Saint-Domingue, la rappela, et tout parut rentrer dans l'ordre.

Soulouque seul continuait à menacer la République d'une nouvelle agression. Alors les gouvernements français et espagnol jugèrent enfin opportun de conseiller la modération au despote nègre, dont les excentricités commençaient à fatiguer tout le monde, et qu'on est étonné de voir résister si longtemps à tant de hontes et de défaites ! Le despotisme brutal serait-il l'unique moyen de gouverner un peuple primitif? Cette pensée vient à l'esprit de l'historien quand il compare l'instabilité des pouvoirs démocratiques du Nouveau-Monde, exercés par des hommes d'un mérite réel, tels que Rosas, Urquiza, Lopez, Mora, Castilla, à l'incompréhensible solidité du gouvernement de Faustin Ier. Il se peut, en effet, que l'homme ne sache apprécier les bienfaits de la liberté, qu'après avoir enduré toutes les souffrances que son semblable est susceptible de lui infliger. Triste conclusion que l'esprit repousse de toutes ses forces quand elle se présente, mais qui le ferait douter de l'avenir de l'humanité, si l'étude des temps passés ne lui démontrait pas jusqu'à l'évidence que le despotisme, compagnon inséparable de la barbarie, ne saurait exister qu'à l'état transitoire, nécessaire pour l'éclosion du progrès, comme la douleur est nécessaire à l'enfantement, parce que

la Force inconnue qui nous régit n'a pas eu la puissance d'engendrer le bien sans le secours du mal, et que l'imperfection de la création nous condamne aux guerres, aux révolutions, aux tyrannies et aux massacres, instruments défectueux, mais indispensables.

Nous sommes arrivés à la fin d'une époque. 1856 clôt, mieux que 1847, l'ère politique inaugurée par la Sainte-Alliance sur les ruines de l'ordre de choses né de la Révolution française, dont Napoléon Ier fut le continuateur inconscient. L'idée révolutionnaire n'avait pas réussi à s'implanter, mais sa défaite n'était qu'apparente. Pendant la période que nous venons de parcourir, la pensée du monde, sans se détourner un seul instant de la transformation politique et sociale rêvée au XVIIIe siècle, reconnut que le chemin suivi jusqu'alors l'éloignait du but. Les peuples et les rois, naguère irréconciliables, après s'être rencontrés dans la lice, avaient pesé leurs intérêts respectifs et étaient devenus sinon alliés, du moins complices, par leur désir commun de combattre les deux principes attachés à l'ancien ordre de choses : le principe du tsarisme, pouvoir absolu et sans contrôle sur les actions des hommes, représenté par Nicolas Ier ; le principe du catholicisme, pouvoir absolu et sans contrôle

sur les consciences, représenté par Pie IX. Si ces deux principes eussent été alliés, Dieu sait combien de temps la lutte eût duré, mais, heureusement pour la cause du progrès, ils étaient ennemis de naissance. Un pouvoir temporel sans contrôle ne saurait admettre l'infaillibilité d'un pouvoir spirituel étranger. Nicolas, autocrate logique s'il en fut, essaya d'un accord et, sacrifiant ses préférences personnelles, soutint le Pape contre la Révolution. Ce rapprochement ne pouvait être qu'accidentel. Les deux puissances ne parvinrent pas à s'entendre à l'heure de la paix. La philosophie humanitaire et le respect des droits de l'homme avaient cependant gagné assez de terrain pour que les représentants les plus autorisés des pouvoirs établis, tout en restant adversaires déclarés de la Révolution, se montrassent animés de bons sentiments envers les peuples. Ils admettaient l'urgence de certaines réformes, une certaine équité dans la distribution de la justice, une certaine amélioration du sort des individus soumis à leur autorité ; mais ils voulaient en même temps que tout bien, tout progrès vînt d'eux, qu'il fût octroyé et non exigé. Ils travaillaient sincèrement à une diminution de leurs prérogatives, à un classement du pouvoir absolu, à son internement, si je puis m'ex-

primer ainsi, dans les limites de l'équité intrinsèque dont ils se croyaient seuls les juges compétents. De là surtout, leur malentendu avec la Révolution. Les actes de despotisme reprochés à Nicolas et à Pie IX furent la dérivation d'une colère aveugle résultant de la conviction où ils étaient que les peuples ne voulaient pas les comprendre.

— Que désirent-ils donc ? s'écriait Nicolas, quand on lui eut annoncé la conspiration Petrochevski ? Se révolter contre moi ! moi qui ne veux qu'une chose, c'est que tous mes sujets soient heureux sous ma loi !

Nicolas ne pouvait admettre que la loi promulguée par lui fût intolérable à ceux qui ne voulaient obéir qu'à une loi librement consentie, Pie IX ne reconnaissait pas d'autre religion que le catholicisme, mais les deux autocrates visaient au bien général et à une juste impartialité que la Révolution, de son côté, jugeait incompatible avec l'exercice de leurs privilèges. De là, mésintelligence entre la Révolution et ces deux champions de l'absolutisme. Le premier effort fut dirigé contre le plus puissant des deux ; le moins puissant put croire un instant qu'il était oublié.

L'alliance de la Révolution et de la Monarchie, alliance tacite, inconsciente, est cependant fla-

grante dans cette période. Partout le parlementarisme triomphe, et les rois se soumettent avec résignation, presque avec empressement à sa tutelle; partout ils se voient obligés de songer sérieusement au bien-être de leurs sujets. On ne parle plus, en Europe, du pouvoir absolu que comme d'une fantaisie surannée. En Espagne, la reine résigne ses pouvoirs entre les mains de son peuple, qui, satisfait de la soumission, lui laisse la couronne; en Portugal, un dictateur militaire n'ose pas gouverner sans contrôle et, après avoir chassé un Congrès, en fait nommer un autre; en France, l'Empire, devenu tout-puissant, conserve un Parlement soumis, il est vrai, mais dont l'existence est une garantie. En Prusse, le roi féodal sacrifie ses préférences aux nécessités publiques que lui dévoile un ministre libéral, auquel il accorde la confiance sans limites due au plus ferme soutien de la couronne; en Autriche, un Empereur redevenu absolu presque malgré lui, se préoccupe de l'étude des institutions modératrices de cet absolutisme imposé par la composition hétérogène de la monarchie; en Angleterre enfin, dont le vieux constitutionnalisme exclut la possibilité d'un pouvoir personnel, le parti tory ne peut se maintenir plus de quelques mois au pouvoir, malgré les fautes des whigs

auxquels l'opinion revient sans cesse; tout démontre, en ces sept années, que les peuples sont décidés à prendre part à la conduite de leurs affaires et que les rois leur ont reconnu ce droit. Et pour se maintenir à une hauteur où ils ont été juchés par la volonté de leurs sujets, nombre de souverains ont consenti tacitement à s'unir aux peuples, pour imposer la même manière de voir à ceux d'entre eux qui n'ont pas compris que les temps étaient venus.

C'est la Diète de Francfort qui oblige l'électeur de Hesse-Cassel à octroyer une constitution à ses sujets; c'est la France et l'Angleterre qui exigent du Sultan un hatti-hamayoun libéral; c'est enfin le Congrès de Paris qui, après la défaite du principal champion de l'absolutisme, découvre en Europe un autre monarque, faible celui-là, mais obstiné à ne pas voir la lumière, et, prenant en compassion sa faiblesse, lui adresse un premier avertissement. Pendant que les petits États, la Suède, la Hollande, la Belgique, poursuivent leur facile existence sous l'égide protectrice de leurs constitutions libérales, les hauts potentats aspirent au même calme, et, las des dissensions intestines, cherchent à baser leur système gouvernemental sur une prérogative royale moins étendue, mais plus stable que celle de leurs

prédécesseurs. Le dogme du droit divin, de l'omnipotence d'un seul, a vécu; pour conserver leur situation privilégiée, les rois composent avec les peuples qui, reconnaissant leur incapacité à gouverner eux-mêmes, acceptent ce contrat tacite.

Telle était la situation de l'Europe en 1856, au moment où le pouvoir absolu fut vaincu dans la personne de Nicolas Ier; car, il ne faut pas s'y tromper, ce n'est pas la Russie qui succomba en Crimée, mais bien le principe du tsarisme. La Russie eût pu lutter, s'il avait été dans l'intention des puissances de poursuivre la lutte. Nicolas abattu, personne ne tenait, excepté la Turquie, à continuer la guerre. Au commencement de 1856, les alliés occupaient la grande route qui conduit au cœur de la Russie méridionale. La défense était presque impossible; le tsar n'avait plus ni hommes ni argent, et l'entrée en lice de l'Autriche et de la Suède lui enlevait toute chance de victoire. Si l'Europe avait voulu rayer la Russie de sa carte ou l'affaiblir sérieusement, elle eût peut-être réussi; mais, à coup sûr, elle eût pu l'essayer par des exigences telles que la restitution de la Crimée à la Turquie et des garanties au Caucase, où la domination russe n'était pas consolidée. On

ne s'inquiéta pas de fortifier la Turquie, dont on s'était servi, mais qui, représentant le même principe que la Russie, n'offrait qu'un intérêt de circonstance.

L'Europe, débarrassée d'une guerre qui gênait la marche des aspirations modernes, allait s'occuper de ses affaires intérieures. On pouvait maintenant essayer du système des nationalités, développer le commerce et l'industrie, s'efforcer d'amener la fraternité des peuples par une manipulation savante de leurs intérêts. Le chevalier du despotisme n'était plus là pour barrer la route au progrès. La Russie, d'ailleurs, commençait une évolution. Elle se voyait exilée de la grande famille européenne, et, si puissante qu'elle se sentît, cet isolement lui était pénible. Dans cette lutte gigantesque, soutenue avec un si fier courage, elle n'avait rencontré aucune sympathie. L'affection du roi de Prusse pour son beau-frère Nicolas était un sentiment exclusivement personnel.

— Qui sait de quel côté l'intérêt de mon royaume me forcera à me diriger? écrivait Frédéric-Guillaume à Alexandre II en lui conseillant d'accepter l'ultimatum de l'Autriche.

Monarque européen, le tsar devait vivre de la vie européenne. Ses sujets ne réclamaient pas de

réformes, mais il les entreprit de lui-même, prévoyant qu'ils pourraient les exiger d'un moment à l'autre, à mesure que le rapprochement amené par les changements des systèmes politiques les initiait à la vie de leurs voisins. Si la puissance de la Russie ne paraissait que faiblement atteinte, le tsarisme, vaincu, était condamné à se désintéresser de l'émancipation des peuples. Le but de la campagne était atteint. Des intérêts plus directs allaient désormais servir de prétexte aux nouvelles luttes.

Si de l'Europe nous passons en Asie et en Afrique, nous voyons que la même pensée domine les actions des hommes. Pendant de longs siècles, les peuples de l'Extrême-Orient s'étaient volontairement isolés du reste de l'univers, et ce parti pris semblait irrévocable. L'esprit d'exclusivisme qui animait les gouvernements et les peuples de l'Asie avait résisté victorieusement aux efforts de la diplomatie et du commerce européen. En six ans, tout changea. La Chine, le Japon, la Birmanie, le Siam et les peuplades de l'Asie centrale consentirent à entrer en relations avec nous. Cette voix mystérieuse de la Force Suprême qui nous régit, avait averti ces peuples que le régime de l'absolutisme et du bon plaisir avait cédé le pas, en Europe, à la légalité; que,

désormais, ils ne risquaient pas de se retrouver en présence des Albuquerque, des Cortez ou des Pizarre, conviction qui fut peut-être la seule cause d'un revirement presque inattendu. Quelle qu'en soit la raison, le fait était indéniable; les bienfaits de la civilisation, l'idée des droits de l'homme et de la liberté s'infiltraient en Asie et allaient, à la suite des explorateurs, pénétrer en Afrique.

L'Amérique seule faisait tache au milieu de cet apaisement et l'usage abusif et inintelligent de la liberté troublait ses contrées immenses et dépeuplées. Mais l'Amérique, c'est le Nouveau Monde où commençait à peine la crise qui s'achevait en Europe; la liberté n'y pouvait pas engendrer la légalité, car, ne la connaissant que de nom, on en faisait mauvais usage, comme de toutes choses mal approfondies. Le principe était bon, l'application vicieuse. Le chemin de l'anarchie est difficile à distinguer de celui qui mène au despotisme. Il est permis à l'inexpérience de les confondre, et si la légalité et la justice sont nées en Europe des abus du pouvoir absolu, l'abus de la liberté et les saturnales démagogiques produiront le même résultat en Amérique quand les temps seront venus. L'évolution ascendante vers le progrès, qui vient

de fournir en Europe une de ses étapes, quittait à peine en Amérique sa dernière halte, et la lutte entre le bien et le mal y était à son moment le plus aigu.

La Révolution pacifique suivait, elle aussi, son cours, sans être ralentie par les événements militaires, qui, à mesure que nous entrerons plus avant dans l'histoire de notre temps, se subordonneront à ses exigences. Nous assisterons à des guerres de plus en plus courtes; les généraux et les diplomates se hâteront d'achever leur tâche pour éviter de nuire, dans la mesure du possible, aux intérêts internationaux, au commerce et à l'industrie. Une question se présente à résoudre; on s'empressera de la régler promptement. Les campagnes futures vont s'échelonner, systématiques, édulcorées : les hostilités seront pour ainsi dire circonscrites entre les deux armées. C'est un progrès indéniable et spécial à l'époque qui va s'ouvrir, et ce progrès est dû aux idées issues de la Révolution française, dont la mission fut de régénérer le monde. N'aurons-nous pas à assister à quelques abus engendrés par l'accomplissement de cette mission? C'est ce que l'avenir nous révélera, mais en 1856, l'Europe transformée, avide de justice et de liberté, prenait son essor vers une nouvelle phase politique et sociale Nous au-

rons l'occasion d'étudier, au commencement du livre qui suivra celui-ci, les changements qui se produisirent aussitôt après la guerre de Crimée, le développement inouï de l'industrie, du commerce, du bien-être, et le rapprochement des races entre elles[1].

La Force dont nous dépendons emploie des instruments de son choix aux transformations qu'elle juge nécessaires. La France a été l'instrument de la Révolution que nous traversons. Chaque fois que cette Révolution fait un pas en avant et s'arrête, solide, sur un nouveau terrain, l'impulsion qui lui a été donnée par la France, replace cette puissance au premier plan, et elle y reste jusqu'au moment où la Providence juge qu'il faut recommencer la marche. Alors la destinée, insondable et immuable, fait choix d'un autre instrument et laisse de côté celui qui ne peut plus servir à ses desseins. C'est ainsi qu'en 1856, nous retrouvons la France au rang qu'elle

1. L'ancien monde est vassal de l'Europe, en Asie, en Afrique, l'influence coloniale prime l'influence locale.

Cette influence peut être ainsi classée : En Asie : 1° L'Angleterre ; 2° la Russie ; 3° la Hollande ; 4° la France. En Afrique : 1° L'Angleterre ; 2° la France ; 3° le Portugal ; 4° la Turquie.

2° Les États-Unis du Nord exercent en Amérique une prépondérance indiscutable. On peut classer les puissances américaines : 1° Les États-Unis ; 2° le Brésil ; 3° le Chili.

occupe depuis un siècle, au moment des grands événements qui changent la face du monde.

A l'entrée de 1857, nous pouvons classer les cinq grandes puissances, relativement à leur influence en Europe, dans l'ordre qui suit :

1° La France.

2° L'Angleterre.

3° L'Autriche.

4° La Russie.

5° La Prusse.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DU TOME DEUXIÈME

